

Histoire du XX^e siècle | TOME 4

Vers le monde nouveau du XXI^e siècle

1990

À NOS JOURS

Serge Berstein
Pierre Milza

initial



HATIER

Histoire du **XX^e** siècle

des années 1990 à nos jours :
vers le monde nouveau
du **XXI^e** siècle
Édition 2010

Tome 4

Sous la direction de

Serge Berstein et Pierre Milza

**Serge Berstein, Gisèle Berstein,
Yves Gauthier, Jean Guiffan,
Pierre Milza**

in tial



HATIER

Sommaire

■ CHAPITRE 1 / Croissance et crises du capitalisme mondialisé (2000-2010)	5
Un monde plus petit et étroitement interdépendant	6
Un début de siècle difficile : l'éclatement de la bulle informatique	13
La première grande crise du capitalisme mondialisé (2008-2010...)	18
La mise en question de la mondialisation	31
■ CHAPITRE 2 / Les nouveaux rapports de force internationaux	36
Vers un nouvel ordre mondial ?	37
L'hyperpuissance contre « l'Empire du mal »	54
■ CHAPITRE 3 / À la recherche d'un nouvel équilibre : l'Amérique de Bill Clinton (1993-2000)	66
La fin du conservatisme ? (1993-1996)	67
Le second mandat de Bill Clinton (1997-2000)	73
■ CHAPITRE 4 / L'Amérique de George W. Bush sous le signe du 11 septembre (2001-2008)	78
L'élection présidentielle de novembre 2000	79
Le choc du 11 septembre	83
Un 11 septembre financier ?	
Faillites et scandales dans les grandes entreprises	89
Le second mandat de George W. Bush	95
■ CHAPITRE 5 / Le tournant Obama (2009-...)	113
Un scrutin historique	114
Refaire l'Amérique ?	119

© Hatier, Paris, 2005 – ISBN : 978-2-218-94738-4

Toute représentation, traduction, adaptation ou reproduction, même partielle, par tous procédés, en tous pays, faite sans autorisation préalable est illicite et exposerait le contrevenant à des poursuites judiciaires. Réf. : loi du 11 mars 1957, alinéas 2 et 3 de l'article 41. une représentation ou reproduction sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du droit de Copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

■ CHAPITRE 6 / L'Europe de l'Est à l'heure du post-communisme (1991-2000)	136
Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes	137
Le difficile passage au marché	141
La Russie de Boris Eltsine	147
De Eltsine à Poutine	156
■ CHAPITRE 7 / La Russie de Vladimir Poutine (2000-...)	162
Vladimir Poutine et le retour d'un pouvoir fort en Russie	163
Le second mandat de Vladimir Poutine et le renforcement du pouvoir présidentiel	170
La Russie à l'heure du tandem Medvedev-Poutine (2008-...)	181
■ CHAPITRE 8 / La V^e République à l'heure du quinquennat (depuis 2002)	189
Le second mandat de Jacques Chirac (2002-2007)	190
L'expérience Sarkozy (2007-...)	205
■ CHAPITRE 9 / L'Union européenne : une puissance en devenir ?	224
Le Royaume-Uni du « Thatcherisme » au « Blairisme »	225
L'Allemagne de Helmut Kohl à Angela Merkel	229
L'Europe méridionale	237
L'Union européenne de Maastricht à Lisbonne	244
■ CHAPITRE 10 / Un Japon en proie au doute (1992-2010)	251
Un « modèle économique » en crise	252
Une rupture politique et sociale ?	253
■ CHAPITRE 11 / L'essor de la Chine (fin du xx^e-début du xxi^e siècle)	257
La Chine, nouvelle super-puissance économique	258
Mutations sociales et immobilisme politique	261
Un nouveau « super-grand » sur la scène internationale	263
■ CHAPITRE 12 / Du tiers-monde aux puissances émergentes dans l'économie mondialisée	265
Un tiers-monde à redéfinir dans la mondialisation	266
Croissance économique et développement inégal	272
Pays pauvres et puissances émergentes à l'épreuve de la crise mondiale (2008-2010)	284

■ CHAPITRE 13 / Des sociétés en recomposition	293
Populations et migrations dans l'espace européen	294
Urbanisation et nouvelles mobilités	303
Les transformations de la société européenne depuis les années 1980	309
■ CHAPITRE 14 / Pratiques sociales, idéologies et croyances au début du XXI^e siècle	318
Apogée et crise de la société de consommation	319
Recul des idéologies, retour du religieux	324
Index	348

Croissance et crises du capitalisme mondialisé (2000-2010)

Avec l'ouverture des économies naguère planifiées des pays communistes, le développement des relations économiques et financières internationales aboutit à la fin du xx^e siècle à une véritable « mondialisation » dans laquelle s'imbriquent tous les continents de la planète par l'intensité de leurs échanges réciproques et l'interconnexion de leurs économies. Les grandes firmes transnationales tendent à devenir « globales » en organisant leurs fonctions de conception, de promotion, de production, de commercialisation dans des réseaux complexes qui couvrent tout l'espace économique mondial.

Après la récession du début du nouveau siècle, suivie de quelques années d'euphorie, la grande crise financière, économique, sociale qui ébranle le monde depuis l'été 2008 fait prendre conscience des risques d'une mondialisation sans régulation institutionnelle supranationale. Chaque État lutte contre les effets de la crise par ses propres moyens, en protégeant ses intérêts nationaux, au risque de réveiller des réflexes protectionnistes. La crise a remis en lumière les contradictions que recèle la mondialisation.

Un monde plus petit et étroitement interdépendant

● Qu'est-ce que la mondialisation ?

La rénovation du capitalisme libéral depuis le début des années 1980 (voir tome 3, chapitre 2) se développe dans un cadre géographique élargi qui tend à dépasser l'internationalisation (c'est-à-dire l'intensification des relations entre les économies nationales) pour aller, à la charnière des deux siècles, vers la mondialisation qui assimile la planète à un unique marché global, ignorant de plus en plus les frontières politiques et économiques des États. Les anciens pays communistes qui ont commencé à s'ouvrir sur l'extérieur dans la dernière décennie du xx^e siècle sont, vingt ans plus tard, largement intégrés dans les flux d'échanges internationaux, et de plus en plus présents dans les institutions qui les supervisent (F.M.I., O.C.D.E., O.M.C. et même G20), à l'exemple des dix pays ex-communistes de l'Europe orientale (P.E.C.O.) qui sont devenus membres de l'Union européenne en 2004 et 2007. Quant aux anciennes colonies, dont l'accession à l'indépendance s'était accompagnée d'un retour au protectionnisme, en réaction contre la sujétion aux anciennes métropoles, elles sont pour la plupart d'entre elles revenues à une économie ouverte après avoir constaté les limites du développement autocentré.

Ce que l'on appelle la mondialisation repose donc sur une suppression des entraves à la circulation internationale des hommes, des capitaux et des produits permettant une interconnexion de plus en plus étroite entre des espaces géographiques de dimensions fort différentes, et des sociétés qui se situent à des niveaux très inégaux de développement et de richesse. Ces relations complexes, commerciales, financières mais aussi humaines et culturelles rendent les grandes régions du monde de plus en plus interdépendantes les unes des autres, en période de croissance comme lors des récessions économiques.

La mondialisation a aussi un contenu idéologique, qui correspond à l'expansion planétaire du capitalisme d'origine occidentale réformé depuis un quart de siècle dans le cadre du néolibéralisme. On en résume parfois les règles sous la forme des dix commandements du « consensus de Washington » édictés sans nuances par l'économiste américain John Williamson : discipline budgétaire, libéralisation du commerce extérieur et des investissements directs à l'étranger, privatisation des entreprises, dérèglementation

des marchés et abolition des monopoles publics, protection de la propriété privée y compris la propriété intellectuelle (en particulier les brevets nés de l'innovation).

Elle est parallèlement le fruit de la rénovation des moyens de communication par l'informatique et de la nouvelle organisation des entreprises qui étendent leurs réseaux de production et de distribution bien au-delà de leurs frontières nationales.

Il en résulte une concurrence intense entre des économies très différentes à l'intérieur d'une construction globale hiérarchisée selon la puissance de chaque pôle, avec des possibilités de reclassement en fonction du dynamisme économique de chacun d'entre eux. Les effets de la mondialisation sont susceptibles de déplacer les centres de gravité de l'économie mondiale.

● **L'intensification des échanges**

La mondialisation de l'économie implique nécessairement une intensification des échanges de toutes sortes (hommes, produits, capitaux) à l'échelle du globe. Si la libre circulation des individus reste entravée par des législations qui visent à réduire les flux migratoires en direction des pays industriels développés, les biens, les services et les capitaux bénéficient d'une réglementation beaucoup plus libérale. Poursuivant l'œuvre de désarmement douanier menée par le G.A.T.T jusqu'aux accords de Marrakech en 1994, l'O.M.C. (Organisation mondiale du commerce) présidée depuis 2005 par Pascal Lamy devrait, selon ses fondateurs, permettre d'atteindre des objectifs ambitieux tels que l'élévation générale du niveau de vie, le plein emploi, la croissance de la production, la préservation de l'environnement, l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial. En 2001, la conférence de l'O.M.C. qui s'est tenue à Doha au Qatar a réuni 145 pays qui se sont mis d'accord pour engager des discussions sur le programme ambitieux d'un nouvel abaissement des tarifs douaniers (réduits à 4 % en moyenne), de la suppression des subventions aux exportations agricoles et de la libéralisation des échanges de services. Supports indispensables de la mondialisation, les nouveaux progrès des transports permettent d'en abaisser le prix, d'abord pour les transports maritimes dont le coût principal est désormais celui du chargement et du déchargement des cargos (le prix du carburant représente une part infime du coût total, bien que variable en fonction des cours du pétrole), mais aussi pour les transports aériens de plus en plus utilisés pour les passagers mais aussi pour le commerce de produits légers à haute valeur comme les composants électroniques ; en 2010 le fret

aérien ne représente certes que 1 % du volume du commerce mondial de marchandises mais déjà 40 % de sa valeur. En parallèle, la transmission planétaire des informations a franchi un nouveau pas avec l'utilisation des satellites de télécommunication. En quelques coups de téléphone ou de clics sur un clavier d'ordinateur, des sommes d'argent considérables peuvent aller d'une place à l'autre en quelques minutes, et les bourses du monde entier restent interconnectées en permanence.

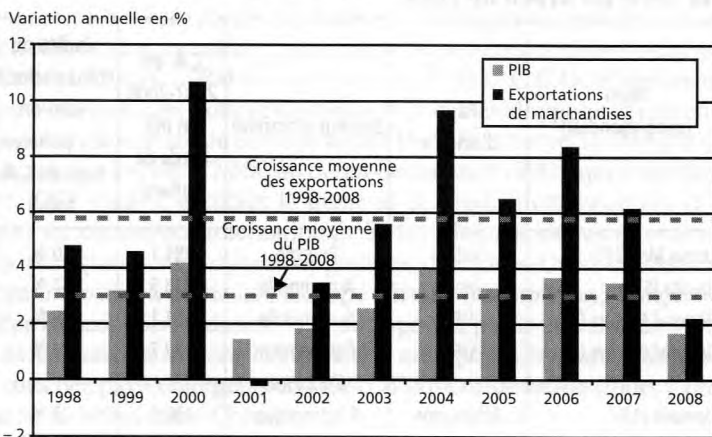
Ces facteurs convergents ont favorisé une forte expansion des échanges mondiaux.

Depuis un quart de siècle, le commerce mondial a connu une croissance double de celle de la production, sa valeur globale étant passée de 5 195 milliards de dollars en 1997 à près de 15 000 milliards de dollars en 2008 soit alors environ 20 % du P.I.B. mondial, avec cependant de grands écarts entre les pays (le degré d'ouverture est seulement de l'ordre de 10 % aux États-Unis et au Japon, mais de 35 % en Allemagne et 174 % à Singapour, véritable entrepôt de réexportation). La croissance des échanges commerciaux a en moyenne un rythme double de celui du P.I.B., mais elle se révèle très sensible à la conjoncture, alternativement en vive expansion en 2000 et 2004 puis en forte rétraction en 2001 et 2008.

En parallèle, la libéralisation des marchés financiers s'est accélérée depuis le milieu des années 1980, sous le double aspect de l'allègement des contrôles boursiers et de l'internationalisation des transactions. En conséquence, les flux d'investissements directs à l'étranger (I.D.E.) qui se montaient à 50 milliards de dollars en 1985 ont approché en l'an 2000 le pic de 1 500 milliards de dollars au terme d'un puissant mouvement d'internationalisation des capitaux, mais la récession des premières années du *xxi*^e siècle a ramené ces flux à 565 milliards de dollars en 2003 ; quant aux stocks d'I.D.E. dans le monde, ils représentent eux aussi environ 20 % du P.I.B. planétaire. L'internationalisation des investissements constitue un élément majeur du capitalisme contemporain, au cœur du phénomène de mondialisation de l'économie, car la mobilité des capitaux est plus dynamique que celle des produits et des personnes.

Les I.D.E., dont le volume a triplé entre 2003 et 2008, proviennent pour 80 % des pays développés qui ont cependant connu un recul au profit des pays en développement, bien que les mouvements de capitaux s'opèrent encore majoritairement au sein des pays anciennement industrialisés. On remarque aussi que le mouvement des capitaux internationaux traduit, comme celui du commerce, les évolutions conjoncturelles entre 1995 et 2008 (cf. tableau page 9).

Croissance du volume du commerce mondial des marchandises et du P.I.B. mondial 1998-2008



Répartition des importations et des exportations d'I.D.E. en pourcentage du total mondial

Pays développés					
	1995-2000 (moyenne annuelle)	2003	2004	2007	2008
Entrées d'I.D.E.	73	64	56,4	68,7	56,7
Sorties d'I.D.E.	89,1	90	85,5	84,3	81,1
Pays en développement					
Entrées d'I.D.E.	25,8	32,6	39,5	26,8	36,6
Sorties d'I.D.E.	10,6	8,1	13	13,3	15,8
Total	730	565	735	1979	1700
(en milliards de dollars)					

Source : CNUCED, *World Investment Report 2009*, dans *Problèmes économiques* n° 2985, p. 33.

● L'expansion des entreprises « globales »

Quelques entreprises « globales » significatives
à la veille du krach de 2008

Nom (rang mondial)	Pays d'origine	Secteur d'activité	C.A. en 2007-2008 (en mil- liards de dollars)	Indice de trans-nationa- lisation (en pourcen- tage du C.A. total)
<i>Exxon Mobil</i> (1)	USA	Énergie	395,7	40 %
<i>Toyota</i> (5)	Japon	Automobile	213,5	87 %
<i>General Motors</i> (8)	USA	Automobile	181,1	89 %
<i>General Electric</i> (9)	USA	Équipement électrique	172,7	71 %
<i>Siemens</i> (17)	Allemagne	Électronique	106,9	45 %
<i>Samsung Electronics</i> (18)	Corée du Sud	Électronique	105,2	53 %
<i>Arcelor Mittal</i> (19)	Luxembourg	Métallurgie	105,2	47 %
<i>Hewlett-Packard</i> (20)	USA	Électronique	104,3	54 %
<i>Nestlé</i> (26)	Suisse	Agro-alimentaire	95,1	96 %

En supprimant les entraves aux flux internationaux de capitaux et de produits, la mondialisation a conduit les firmes multinationales à modifier leur stratégie. Elles ont internationalisé la nouvelle organisation « en réseau » adoptée par les entreprises depuis les années 1980. En complément de leurs filiales étroitement contrôlées par la maison mère, elles élaborent désormais des réseaux dans lesquels elles font entrer des sous-traitants qui demeurent juridiquement indépendants tout en étant intégrés dans des filières de production et de distribution que l'on dit « globalisées » parce qu'elles s'organisent de plus en plus à l'échelle de la planète. Ces firmes puissantes vont chercher des marchés lucratifs à dimension mondiale en délaissant souvent les tâches de production au profit de celles de conception et de commercialisation. En conséquence, la mondialisation des échanges commerciaux se traduit par un développement du commerce intra-branche, qui porte sur la circulation d'éléments destinés à être assemblés hors de leur pays de fabrication.

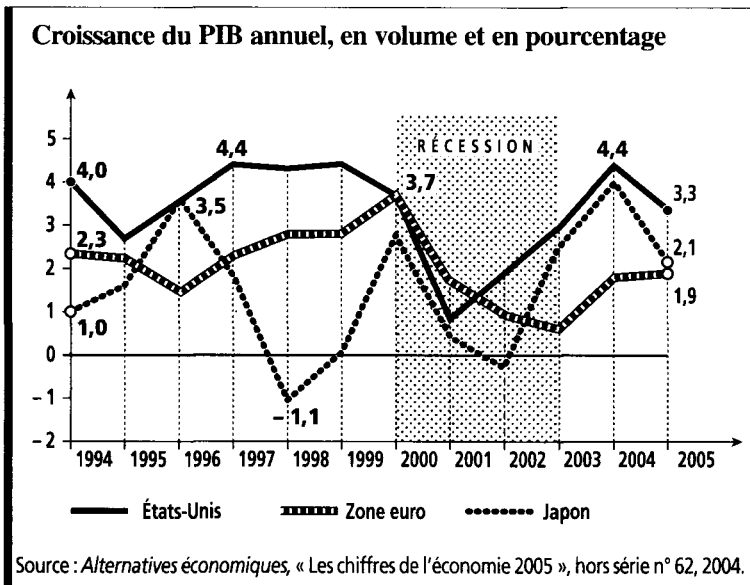
De cette façon, les firmes transnationales assurent désormais une part importante du commerce mondial de marchandises, dont les trois

quarts entre leurs propres filiales, et elles interviennent puissamment dans l'investissement international ; les plus « globalisées » d'entre elles conçoivent leur organisation et leur stratégie économique et financière à l'échelle de la planète, à l'image des grandes firmes pétrolières et automobiles, mais aussi de sociétés comme *Vodafone*, *General Electric*, *IBM* ou *Google*... La C.N.U.C.E.D. (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) recense au début du XXI^e siècle environ 60 000 F.M.N. (contre 11 000 à la fin des années 1970 et 37 500 au début des années 1990), qui contrôlent 500 000 filiales, assurant le quart de la production mondiale et le tiers du commerce international. Si les plus anciennes et souvent les plus puissantes restent originaires des États-Unis, d'autres se sont imposées à partir de l'Europe (firmes britanniques, françaises, allemandes, néerlandaises...) et du Japon, à partir des années 1980, suivies dans les années 1990 par des entreprises (encore modestes) issues des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine (Inde, Corée du Sud, Brésil, puis Chine).

Pionnière en la matière, la firme automobile *Ford* travaille depuis longtemps, à travers son modèle « Mondeo », à la réalisation du concept de voiture mondiale (*world car*) assemblée sur des chaînes de montage réparties dans toutes les parties du monde et alimentées par des pièces fabriquées dans de nombreux pays. Autre modèle de firme en réseau, *Nike* se réserve le dessin des modèles de chaussures de sport à son siège de Seattle, en assure la promotion puis les fait fabriquer par quelque 350 sous-traitants regroupant 55 000 salariés disséminés dans 55 pays, essentiellement en Asie (Chine, Malaisie, Vietnam...) et en Amérique latine ; *Nike* s'assure le contrôle de l'ensemble du processus de fabrication et de commercialisation par trois centres continentaux de coordination situés au Canada, aux Pays-Bas et à Hong-Kong. Dans cette nouvelle organisation industrielle, le salaire versé à l'ouvrier (ou l'ouvrière) qui fabrique la chaussure ne représente pas 5 % du prix de vente au consommateur. De même, un blue-jean n'est pas acheté en Chine plus de 3 \$... Quant à la célèbre poupée Barbie lancée en 1959 par la société américaine *Mattel*, elle doit sa matière première (plastique, cheveux) à Taïwan et au Japon avant d'être assemblée aux Philippines, Indonésie et Chine, puis de recevoir sa touche finale aux États-Unis où ont aussi été conçus les moules qui définissent le style susceptible d'entretenir les ventes sur le marché mondial (exemples donnés par Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Le Seuil, 2006).

Ces exemples suffisent à expliquer comment le phénomène de mondialisation a provoqué un puissant mouvement de délocalisation de nombreuses activités des économies industrialisées vers les pays émergents, les entreprises cherchant à profiter d'avantages tels que des écarts importants de coûts salariaux, de régime fiscal ou de réglementation du travail, pour améliorer la compétitivité du prix de leurs produits, ou pour approcher et conquérir des marchés en pleine expansion, surtout ceux qui mettent en jeu des masses humaines aussi considérables que celles de la Chine ou de l'Inde. En janvier 2004, par exemple, le *leader* mondial de l'informatique, *IBM*, a transféré l'équivalent de 40 000 emplois (soit le quart des postes de travail localisés aux États-Unis) vers l'Inde, qui attire également l'installation de nombreux centres d'appel téléphonique, activité qui se déplace aussi fortement vers les pays du Maghreb. Des sociétés comme *Oracle*, *Intel*, *Microsoft* suivent naturellement l'exemple d'*IBM*. Dans l'Union européenne élargie qui se fonde sur une interdépendance concurrentielle, le mouvement de délocalisation se traduit aussi par des transferts d'activités de l'Europe de l'Ouest vers les nouveaux pays adhérents d'Europe centrale et orientale (Roumanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie). Cette redistribution territoriale des activités accentue évidemment le phénomène de désindustrialisation des anciens pays développés, lequel provoque de fortes réductions du volume de l'emploi dans certaines activités de main-d'œuvre comme le textile et la confection, secteurs qui ont perdu un million d'emplois (le tiers du total) en Europe depuis 1990. Mais les délocalisations concernent désormais toutes les activités industrielles, y compris celles qui sont liées à l'informatique, de sorte que ce ne sont pas seulement les salariés les moins qualifiés des pays développés qui sont victimes de ces transferts, mais parfois aussi les « cols blancs » diplômés appartenant aux classes moyennes. La France qui a déjà vu disparaître le tiers de ses effectifs industriels entre 1979 et 1985, perd depuis 2004 de 80 000 à 100 000 emplois industriels par an. Chaque fermeture d'usine en vue d'un déménagement vers un pays à bas salaire provoque de dures manifestations des salariés évincés, dans le but d'obtenir des indemnités de licenciement suffisamment conséquentes pour avoir le temps de préparer une reconversion qui s'annonce dans tous les cas très difficile, surtout quand la conjoncture économique se détériore sur fond de chômage chronique.

Un début de siècle difficile : l'éclatement de la bulle informatique



Les courbes enregistrent la récession de l'économie dans les pays développés en 2001 et 2002, mais il est aussi intéressant de constater comment la mondialisation a provoqué une convergence entre les économies développées qui n'existait pas encore aussi nettement lors de la crise asiatique de 1997. On verra au chapitre 12 que les pays en développement, moins fortement engagés dans les réseaux d'interdépendance de la mondialisation, ont été relativement peu touchés par la récession du début du XXI^e siècle.

● Le dégonflement de la bulle informatique et ses conséquences

Le XXI^e siècle commence par une récession économique qui prend place dans la série inaugurée en 1987 des crises déclenchées par le dégonflement d'une bulle spéculative, illustrant la continuité d'une conjoncture économique soumise à une succession de cycles spéculatifs, sur l'immobilier, sur les matières premières, sur les

titres boursiers, et cette fois sur les valeurs pilotes de la nouvelle révolution informatique.

La rupture se situe en effet dès le mois de mars 2000, lorsque commence à chuter la valeur boursière des entreprises pionnières de la communication et de l'information dont la capitalisation atteignait des niveaux hors de proportion avec l'activité et le chiffre d'affaires réel de ces firmes. Le Nasdaq (*National Association of Securities Dealers Automatic Quotation*) créé en 1971, spécialisé dans la cotation des valeurs de la nouvelle économie (spécialement les entreprises agissant sur Internet), enregistre le krach : son indice de référence qui avait bondi de 2 192 points à la fin de 1998 à 5 130 points en mars 2000 s'effondre pour stagner aux alentours de 2000 points en 2001. C'est le signal de l'éclatement d'une nouvelle « bulle boursière » (on parlera de *e-krach* par allusion à l'effondrement de sociétés liées à l'informatique). La chute des cours est bientôt relayée et amplifiée par la révélation d'erreurs et de malversations qui font scandale dans la gestion de grandes firmes représentatives du capitalisme moderne (*Enron, Vivendi Universal, Parmalat, Worldcom, Xerox...*), acculées au dépôt de bilan, et entraînant dans leur chute de grands cabinets d'audit aussi réputés que celui d'Arthur Andersen, coupable de laxisme dans le contrôle des comptes d'*Enron*, grande société capitaliste engagée dans le courtage de produits énergétiques comme le gaz naturel et l'électricité. Un doute s'installe quant aux vertus du néo-capitalisme dominé par un actionariat de plus en plus fortement constitué par des fonds de pension qui, en exigeant des taux excessifs de retour sur investissement (on a évoqué le niveau de 15 %), a poussé les gestionnaires d'entreprises à adopter des stratégies aventureuses et à manipuler les bilans pour maintenir la confiance des investisseurs. Les crises financières récurrentes qui frappent les pays émergents, ceux d'Asie et la Russie en 1997-1998, la Turquie en 2000, l'Argentine en 2001, entretiennent l'inquiétude et minent en profondeur la vie économique de régions entières de la planète. C'est donc dans ce climat de crise de régulation du nouveau capitalisme mondial dominé par la finance que s'affaissent les cours boursiers, victimes de la défiance des investisseurs qui pratiquent des retraits massifs de capitaux (en 2002 par exemple, les flux d'investissements directs à l'étranger reculent de 60 % par rapport au niveau record de 1 500 milliards de dollars atteint en l'an 2000). Entre mars 2000 et mars 2003, l'indice Dow Jones (New York) recule de 40 %, le CAC 40 de la bourse de Paris perd 65 %, l'indice DAX de Francfort 72 %, et le Nasdaq 80 % :

c'est pratiquement la moitié de la capitalisation boursière mondiale qui disparaît en trois ans, phénomène d'une gravité comparable au krach de 1929, de sinistre mémoire. La disette financière atteint logiquement les banques d'affaires (24 faillites de grandes banques aux États-Unis entre 2000 et 2003), privant les différents secteurs productifs des moyens financiers nécessaires à la croissance, voire au simple maintien de leur activité.

Dès la fin de l'an 2000, l'économie des États-Unis accusait un ralentissement de sa production industrielle et connaissait une inhabituelle stagnation de son volume d'emplois. Dans la sidérurgie, la construction automobile, le transport aérien, les télécommunications, la crise est suffisamment sévère pour affecter les fonds de pension, contraignant des retraités à retrouver un emploi. La diffusion internationale de la crise s'opère d'autant plus rapidement que les relations financières sont devenues plus étroites entre les grandes régions économiques de la planète, la mondialisation entraînant le synchronisme du marasme économique. Dans l'Union européenne, l'euro (mis en circulation le 1^{er} janvier 2002) est aussitôt soumis à des chocs contradictoires, d'abord déprécié de 30 % face au dollar, ce qui favorise les exportations européennes, puis mécaniquement « surévalué » en 2003-2004 par une baisse de la devise américaine, au détriment des ventes européennes, d'autant que la B.C.E. gère l'euro avec rigueur dans le but d'assurer prioritairement la stabilité des prix qui protège l'épargne des Européens contre les méfaits de la dévaluation. En Asie, le Japon, troisième grand pôle de l'économie mondiale, subit alors sa quatrième récession depuis 1990 dans un climat de déflation qui paralyse son économie.

Enfin, une série d'événements néfastes viennent alimenter l'inquiétude des agents économiques, parmi lesquels s'imposent les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les tours du *World Trade Center* de New York, symbole du capitalisme mondialisé, dont l'impact direct sur l'économie est relativement limité, mais qui installe une peur durable du terrorisme international, elle-même à l'origine de mesures de sécurité peu compatibles avec la liberté et la fluidité d'une vie économique libérale. Les péripéties de l'intervention américaine en Afghanistan puis en Irak, dans le cadre d'un vaste projet de réaménagement politique et économique du Moyen-Orient, jettent une ombre supplémentaire sur l'environnement et les perspectives de la conjoncture mondiale, d'ores et déjà confrontée à une forte remontée des prix du pétrole, toujours au cœur du système énergétique.

Les manifestations de la récession sont des plus classiques ; elles se constatent aisément dans un net ralentissement de l'augmentation de la production et des échanges internationaux, décélération qui s'accompagne de faillites d'entreprises financièrement fragiles, et de la mise au chômage concomitante de nombreux salariés difficiles à reclasser en période de crise. Les États-Unis, qui avaient connu une croissance exceptionnelle durant la dernière décennie du vingtième siècle, voient ainsi l'évolution de leur P.I.B. chuter de près de 5 % en 2000 à 0,8 % en 2001 (et 1,9 % en 2002), tandis que se confirme la stagnation japonaise (+ 0,4 % en 2001 et - 0,3 % en 2002), l'Union européenne occupant une position intermédiaire (+ 1,7 % en 2001 mais seulement 1,1 % en 2002 et 0,8 % en 2003).

Le commerce international qui avait connu une augmentation annuelle moyenne de plus de 6 % entre 1990 et 1997, subit un brutal arrêt de son dynamisme dès 1998 (+ 2,5 %), du fait de la crise asiatique, puis se contracte en 2000 et stagne jusqu'en 2001, situation peu favorable au lancement du cycle de négociations tarifaires qui s'ouvre à Doha (au Qatar) en novembre 2001.

Si néanmoins la récession du début du nouveau siècle apparaît comme relativement moins grave que ne le laissait craindre la crise boursière et le souvenir des dépressions du xx^e siècle, c'est d'abord parce que l'administration américaine a pratiqué au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 une politique d'expansion monétaire (baisse d'impôts, abaissement radical des taux d'intérêt, maintien des dépenses publiques) qui a permis de retrouver dès 2003 un taux de croissance de 3 % du P.I.B. ; c'est aussi parce que les pays émergents ou en transition libérale après la fin des expériences communistes ont résisté à la récession, et l'ont parfois même ignorée (voir le chapitre 12).

● Une reprise à crédit

La reprise de la croissance s'amorce donc à des dates échelonnées sur deux ans, entre 2001 et 2003, pour se généraliser de manière inégale en 2004. Les États-Unis renouent les premiers avec la prospérité grâce à l'énergique politique de soutien à la consommation des ménages menée par l'administration pourtant libérale de G.W. Bush dès les débuts de la récession, et amplifiée au lendemain du 11 septembre 2001. La demande intérieure absorbe près de 90 % de la production nationale et exige de surcroît des importations qui, compte tenu du poids des États-Unis dans le commerce mondial, entraînent le dynamisme de nombreux pays fournisseurs. Plus surprenante est

la réapparition de la croissance japonaise après une décennie de marasme économique, mais cette embellie ne peut être dissociée de l'impressionnante expansion chinoise qui entraîne toute la région (et bien au-delà) par le volume croissant de ses échanges commerciaux, phénomène qui n'exclut pas un dynamisme des entreprises nippones en voie de stabilisation financière et de modernisation technique. Quant à l'Union européenne, et particulièrement la zone euro, elle doit attendre 2003 pour retrouver un chemin de croissance nettement plus modeste que les deux autres pôles de la « triade ». Certains analystes imputent ces performances médiocres à la frilosité de la politique monétaire de la B.C.E. (Banque centrale européenne) et aux contraintes que font peser les critères de Maastricht sur les budgets nationaux (déficit inférieur à 3 % du P.I.B.), constatant par exemple que le Royaume-Uni, toujours en dehors de la zone euro, enregistre de meilleurs résultats économiques. L'Europe subit un chômage de masse durable (notamment en France et en Allemagne) et une réduction de son poids dans l'économie mondiale.

Stimulé par cette reprise des principales zones industrialisées du globe, et constamment soutenu par les pays émergents qui ont largement échappé à la récession, le commerce mondial connaît un net redressement à partir de 2003 et, à l'inverse de l'année 2001, affiche une expansion plus forte que celle de la production, ce qui reconstitue le couple habituel des périodes de dynamisme économique. Ainsi, l'année 2004 peut à bon droit être considérée comme une année particulièrement favorable pour l'économie mondiale, avec une augmentation globale de la production supérieure à 4 %, taux global que le monde n'avait pas connu depuis 20 ans. La belle année 2004 fait renaître les espoirs de croissance durable et stable, que l'on attendait des vertus de la « nouvelle économie » fondée sur la gestion libérale des activités de haute technologie. Cette croyance partagée par la plupart des acteurs de l'économie entretenait un climat d'euphorie qui a vite fait oublier les règles de prudence dont la récente récession avait rappelé la nécessité. Pourtant, un contrôle plus étroit s'exerce désormais sur la gestion du capitalisme financier qui a conduit à des faillites scandaleuses, à l'exemple de la loi américaine Sarbanes Oxley du 30 juillet 2002 qui transforme les entreprises américaines en sujets de droit fédéral (et non plus de chaque état fédéré), soumis à un contrôle plus strict des autorités financières. Un renforcement des règles de prudence en matière de finance internationale voit le jour (durcissement du ratio Cooke qui fixe à 8 % pour une banque le rapport entre ses prêts à long terme et ses fonds propres), attestant une

volonté de discipliner le fonctionnement du marché libéral, comme jadis au lendemain de la grande crise de 1929. De grands désordres subsistent pourtant dans les activités financières internationales sans qu'une autorité supranationale ait vraiment les moyens d'y remédier pour éviter de nouveaux chocs boursiers ou bancaires.

D'un autre côté, il est certain que les entreprises les plus dynamiques de l'information et de la communication sortent de la crise restructurées par le jeu des fusions et acquisitions qui se sont nourries des faillites provoquées par l'éclatement de la bulle *high-tech* à l'origine de la récession ; le secteur est en voie de maturation alors même que son dynamisme technologique reste grand, comme l'attestent les progrès incessants des matériels et des logiciels informatiques, et l'accroissement des connexions à Internet (doublement entre 2000 et 2003), le boom de la téléphonie mobile en pleine expansion ou encore les promesses de la télévision numérique terrestre (TNT). Mais au début de l'année 2005, l'indice Nasdaq reste aux alentours de 2000 points, bien loin de ses niveaux de l'an 2000.

En parallèle, l'administration américaine maintient des taux d'intérêt faibles pour soutenir l'activité économique, en particulier celle de l'investissement immobilier, sans paraître se soucier outre mesure des énormes déficits jumeaux du budget (plus de 5 % du P.N.B.) et des échanges commerciaux (618 milliards de dollars en 2004), qui ont accompagné le retour rapide de la croissance, et sont encore aggravés par le poids financier de l'intervention militaire en Irak.

En réalité, les bonnes performances économiques de l'année 2004 ont seulement permis de retrouver, et même pas toujours, les niveaux atteints avant la crise, dans le cadre d'un capitalisme mondialisé dont l'insuffisante régulation laisse se succéder les cycles d'une économie de plus en plus souvent gérée à court terme.

La première grande crise du capitalisme mondialisé (2008-2010...)

● Genèse d'un séisme financier

À l'évidence, aucune crise économique n'aura été autant médiatisée et dramatisée par des commentateurs que hante le spectre de 1929, que celle qui frappe l'économie mondiale à l'été 2008 et n'a sans doute pas encore produit tous ses effets deux ans plus tard.

À l'origine du scénario, il n'y a rien que de très humain et de presque normal dans une économie de libre marché euphorisée par la foi en un retour durable de la prospérité dans le cadre d'une nouvelle économie capitaliste aux dimensions de la planète : aux États-Unis des promoteurs immobiliers soucieux de donner du travail à leurs entreprises trouvent sans peine des ménages, désireux d'acquérir à crédit une habitation, modeste pour beaucoup, mais aussi pour les cadres une grande villa avec piscine comme dans certains lotissements luxueux (tel celui de *Fairfield* près de San Francisco), d'autant que les taux d'intérêt ont été abaissés pour soutenir la relance économique. Pour permettre la conclusion du marché, quelques banques acceptent d'octroyer des crédits sur 30 ans à taux variable dans le temps à ces emprunteurs dont les ressources, limitées par une politique de contrôle salarial destinée à empêcher le retour de l'inflation, ne garantissent le remboursement de leurs emprunts que si la croissance économique espérée vient les enrichir. Dès le départ, il est à craindre que beaucoup d'emprunteurs ne puissent honorer que les premières échéances. Ces crédits ne représentent pas plus de 10 % du volume d'affaires de ces banques laxistes qui assurent néanmoins leurs prêts en posant des hypothèques sur les maisons à construire : les *subprimes* sont ces crédits hypothécaires à taux variable et à risques, qui dans l'immédiat satisfont le vendeur, l'acheteur et le banquier. Mais leur distribution favorise une hausse des prix de l'immobilier qui ont presque doublé aux États-Unis entre 2000 et 2006, alimentant une nouvelle bulle spéculative.

Intervient alors la titrisation, opération très pratiquée depuis plus d'un quart de siècle, qui consiste pour les banques créditrices à noyer ces créances incertaines au milieu de valeurs plus solides dans des montages de titres financiers négociables qu'elles émettent, qui sont suffisamment composites et opaques pour tromper la vigilance des grandes agences de notation, d'ailleurs mal armées pour apprécier la valeur de ces nouveaux instruments financiers, et dont l'attention se relâche peut-être aussi sous l'effet de l'euphorie ambiante... Le ver est dans le fruit, mais avantageusement cotés, ces « produits toxiques » truffés de *subprimes* trouvent facilement preneurs auprès de toutes sortes d'agents qui interviennent sur les marchés financiers, des banques ou des fonds de gestion de portefeuilles financiers (*hedge funds*, littéralement *fonds de couverture*) qui ont sextuplé le volume de leurs placements entre 2000 et 2007, cherchant à faire fructifier le mieux possible l'argent des épargnants, en vue par exemple de leur assurer une bonne retraite (fonds de pension).

Le gonflement des marchés financiers dans le cadre de la mondialisation aboutit à négocier des blocs de titres qui peuvent représenter plusieurs millions de dollars par transaction, et qui se diffusent sur tous les continents devenus interdépendants les uns des autres. Les « paradis fiscaux » disséminés à travers le monde sont particulièrement accueillants pour ces titres supposés rapporter des profits importants, ce qui incite les *hedge funds* à réaliser la majorité de leurs opérations dans des centres *off shore*.

Le drame se noue à partir de la fin de l'année 2005 qui enregistre une détérioration de la conjoncture économique, avec une baisse relative des prix de l'immobilier, alors que s'éloignent les espoirs d'enrichissement permanent. En 2006, les emprunteurs américains ne sont plus en mesure d'honorer les échéances de leurs emprunts immobiliers, gonflées par une remontée des taux d'intérêt, alors que la construction des maisons n'est même pas toujours achevée. Cette carence des débiteurs met en grande difficulté les banques qui, à leur insu, ont engrangé trop de subprimes dans leur bilan. C'est donc une crise, somme toute relativement limitée, du crédit aux États-Unis qui va générer une crise financière mondiale.

● Le krach financier de 2008

La première alerte sérieuse survient le 13 septembre 2007 lorsque la banque anglaise *Northern Rock* sollicite l'aide de la Banque d'Angleterre parce que son agence de Jersey (île paradis fiscal) a placé trop de fonds en *subprimes* évidemment impossibles à récupérer rapidement. Le doute gagne les opérateurs financiers et s'accroît lorsque le gouvernement britannique, à la tête du pays qui a lancé la vague néolibérale dès 1979, se résout en février 2008 à nationaliser la *Northern Rock* qui ne parvient pas à redresser ses comptes.

Les nuages s'amoncellent aux États-Unis lorsqu'en juillet 2008 le gouvernement fédéral américain doit assurer le sauvetage des deux grandes sociétés spécialisées dans la gestion de crédits hypothécaires, Fanny Mae et Freddie Mac. Mais l'histoire retiendra que la crise financière a éclaté au grand jour le 15 septembre 2008 lorsque *Lehman Brothers*, grande banque multinationale basée à New York, avec des sièges régionaux à Londres et à Tokyo, fait faillite faute de trouver des repreneurs, et est abandonnée à son triste sort par les autorités de Washington. Les télévisions du monde entier ont diffusé les images des employés de la banque déménageant à la hâte leurs cartons d'archives au pied du prestigieux building de la firme

à New York. Le prix de l'action de *Lehman Brothers* s'effondre de 85 \$ en 2007 (contre 4,53 \$ en 1994) à 3,65 \$ le 12 septembre 2008 et 13 cents au moment de l'arrêt de sa cotation le 15 septembre. Sur le terrain, on commence à expulser les propriétaires mauvais payeurs (quand ils ne partent pas d'eux-mêmes pour cesser de payer leurs échéances d'emprunt), tandis que des maisons inachevées forment des lotissements fantômes, et que les prix de l'immobilier s'affaissent.

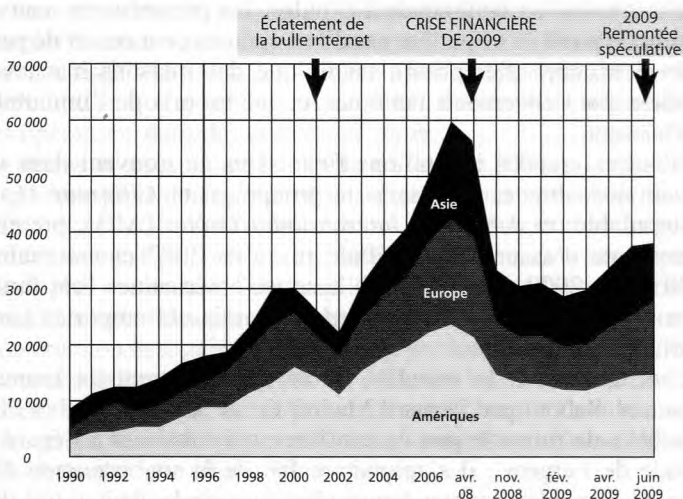
D'autres grandes institutions financières se trouvent dans une situation analogue, y compris le groupe géant *Citigroup* réputé inébranlable, et *American International Group* (AIG), première compagnie d'assurance mondiale jusqu'en 2007 et nationalisée à 80 % en 2009. Au total, 140 banques américaines font faillite en un an et 60 % des *hedge funds* disparaissent emportés par la tourmente financière.

Choc collatéral, le scandale né de l'écroulement du montage financier élaboré par Bernard Madoff éclate le 12 décembre 2008 et achève de ruiner le peu de confiance qui subsistait à l'égard du monde de l'argent ; il s'agissait en fait de la sophistication d'un procédé frauduleux connu depuis plus d'un siècle, déjà utilisé dans les années 1920 (chaîne ou pyramide de Ponzi), consistant à drainer de l'épargne en promettant une forte rémunération payée d'année en année par les apports de nouveaux souscripteurs, tandis que le capital s'évaporait non sans grossir au passage le patrimoine du personnage dont la notoriété avait rendu toute l'opération crédible : des banques bien établies ou des personnalités aussi respectables qu'Elie Wiesel ont pu se laisser abuser par Bernard Madoff condamné en juin 2009 à 150 ans de prison pour cette escroquerie susceptible d'avoir porté sur 50 milliards de dollars.

Toutes les conditions sont alors réunies pour que l'indice Dow Jones de la Bourse de New York (NYSE) qui avait dépassé les 14 000 points en octobre 2007 plonge sous les 8 000 points fin novembre 2008, et la chute de Wall-Street s'étend rapidement aux places boursières de la planète en interdépendance étroite les unes avec les autres.

S'enclenchent alors de classiques enchaînements de crise, lorsque les banques qui ont l'habitude de se financer les unes les autres perdent toute confiance dans les titres mis en circulation et gèlent leurs transactions bilatérales, ouvrant une grave crise du crédit interbancaire qui entraîne une raréfaction des prêts octroyés aux entreprises et aux ménages.

Évolution de la capitalisation boursière mondiale entre 1990 et 2009 (en milliards de dollars)



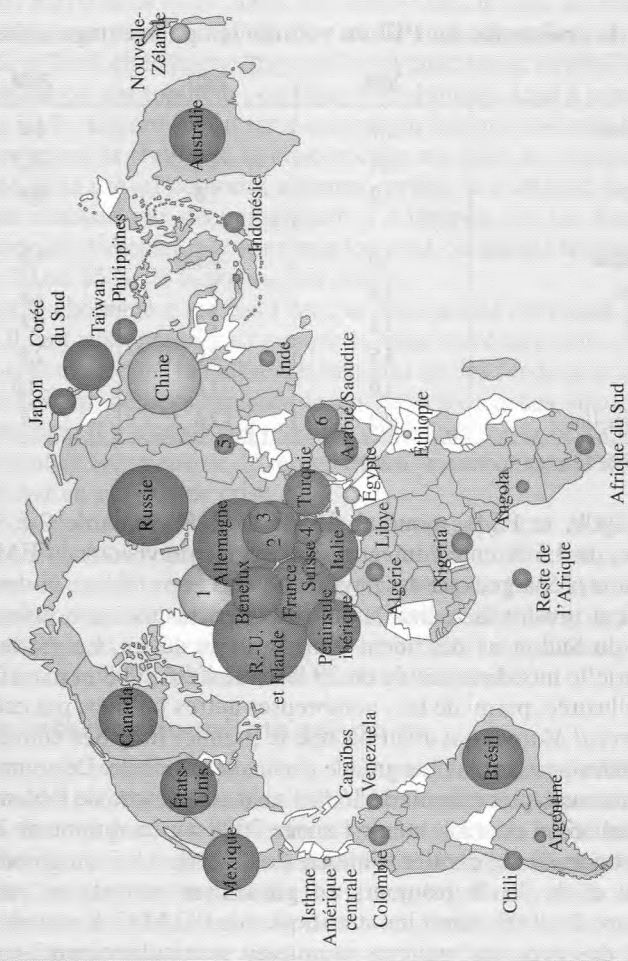
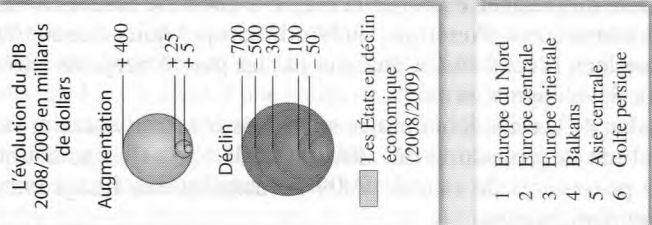
Source : WFE (World Federation of Exchange) cité par *Images économiques du monde 2010*, Armand Colin, p. 98.

● La crise s'étend et s'approfondit

Faute de financement disponible c'est l'ensemble de l'économie qui se paralyse. L'offre et la demande se contractant, les marchés s'étiolent et provoquent une sévère diminution de la production et des échanges, cause de nombreuses faillites d'entreprises industrielles qui ont à leur tour pour conséquence une nouvelle poussée du chômage.

Ce scénario habituel des crises du capitalisme depuis le XIX^e siècle prend cette fois une ampleur catastrophique, à la mesure de la rapidité de sa diffusion mondiale par les connexions informatisées qui relient les principaux pôles économiques, à la seule exception des pays les moins avancés peu et mal intégrés dans les réseaux de la finance internationale. Alors qu'il avait fallu près de deux ans pour que le krach boursier d'octobre 1929 atteigne l'Europe, c'est en quelques semaines que tous les espaces économiques du monde sont affectés, leur interdépendance empêchant toute compensation régionale, y compris dans les pays émergents victimes de la contraction des échanges commerciaux et financiers.

La généralisation de la crise au monde entier



Source : J.-P. Magnier © Armand Colin, 2009, *Images économiques du monde 2010*.

La carte met bien en évidence la réalité d'une crise essentiellement « nord-atlantique » (Amérique du Nord, Europe) qui, contrairement à la récession précédente, n'épargne pas les pays émergents (Brésil, Asie en développement).

Le bilan de la crise économique se lit dans le ralentissement, voire le recul, de la production dès 2007 et 2008 ; mais les statistiques encore provisoires de l'année 2009 en donnent une image encore plus impressionnante.

Taux de croissance du PIB en volume (en pourcentage annuel)

	2006	2007	2008
États-Unis	2,7	2,1	0,4
Japon	2,0	2,3	-0,7
UE à 27	3,2	2,8	0,9
DONT			
Allemagne	3,0	2,5	1,3
Espagne	3,9	3,7	1,2
France	2,2	2,3	0,4
Grèce	4,5	4,0	2,9
Italie	2,0	1,6	-1,0
Royaume-Uni	2,9	2,6	0,7

Source : INSEE selon Eurostat, août 2009.

En 2009, le P.I.B. mondial fléchit de 1 %, mais de 2,5 % en France, de 4,5 % en Allemagne, et selon les prévisions du F.M.I. la récession n'épargne que des pays émergents (voir tableau ci-dessus), écart qui illustre la redistribution de la puissance économique au profit du Sud et au détriment d'un Nord en déclin. La production industrielle mondiale recule de 20 % entre l'été 2008 et mars 2009, crise illustrée, parmi de très nombreuses autres faillites, par celle de la *General Motors* qui avait occupé le premier rang des entreprises mondiales pendant la plus grande partie du xx^e siècle. Le commerce international, qui croissait de 15 % l'an dans le cadre de l'économie mondialisée et abordait même l'année 2008 sur un rythme de 25 %, se contracte dès le dernier trimestre de 2008 de 11 % en glissement annuel et de 30 % (toujours en glissement annuel) au premier trimestre de 2009, selon les statistiques de l'O.M.C. Il s'ensuit une baisse des prix des matières premières, particulièrement sensible pour le pétrole, et plus généralement un risque de déflation comme

au lendemain de la crise de 1929. En englobant les pertes potentielles dues à la chute des valeurs boursières, les observateurs les plus pessimistes considèrent que la crise de 2008-2009 a englouti rien moins que l'équivalent d'une année de création de richesse mondiale.

Les conséquences sociales de la crise sont très lourdes, les destructions d'emploi évaluées à 60 millions l'emportant largement sur les créations. Le Bureau International du Travail (B.I.T.) estime que le nombre total de chômeurs dans le monde est passé de 190 millions en 2007 à 210 millions en 2009. Aux États-Unis, le taux de chômage a doublé pour dépasser 10 % des actifs, mais il atteint 13 % en Irlande et 20 % en Espagne, pays qui avait aussi laissé se développer la spéculation immobilière ; en France le chômage tend à remonter de 8 à 10 %. Encore faut-il tenir compte du fait que ces statistiques sous-estiment la réalité de la crise sociale car elles ne prennent en compte ni le travail contraint à temps partiel, ni l'effectif de ceux qui ont renoncé par découragement à s'inscrire sur les listes de demandeurs d'emploi : le sous-emploi total ou partiel frappe sans doute 20 ou 25 % de la population active.

Mais le chômage n'est pas l'unique choc social provoqué par la crise. Il faut aussi prendre en compte la ruine des épargnants qui ont perdu leur avoir dans la faillite des banques ou des fonds de pension. À côté des propriétaires expulsés de leur habitation et des salariés mis en chômage, il y a aussi des retraités contraints par la cessation du versement de leur pension de reprendre un travail, pourtant difficile à dénicher en période de crise.

Si l'on ajoute la pression fiscale que devra supporter la majorité des contribuables pour amortir la dette publique contractée pendant la crise, on ne peut que constater la démesure du prix à payer par l'ensemble des sociétés intégrées dans la mondialisation pour solder les imprudences de quelques banques américaines amplifiées par les insuffisances de la régulation des marchés financiers.

● Un interventionnisme salutaire

La grande différence avec la crise de 1929 est que, comme en 2001, les responsables politiques qui avaient assimilé les leçons de la dépression des années trente et de ses conséquences tragiques n'ont pas hésité à mettre leur libéralisme entre parenthèses pour tenter d'enrayer l'extension de la crise. Cet interventionnisme des États, dans lequel on a voulu voir un retour des recommandations de Keynes, s'est développé sur deux fronts à la fois. La priorité a été de voler au secours des banques en péril, afin d'éviter une ruée des déposants pris de panique et empêcher un véritable

collapsus financier. En pratique, les banques centrales ont fait tourner la planche à billets pour fournir de l'argent aux banques à des taux d'intérêt quasi nuls, inférieurs à l'évolution des prix, contre la livraison de créances qui ne remplissaient pas toujours les critères d'éligibilité exigés ; même la B.C.E. (Banque centrale européenne), connue pour sa prudence en matière de gestion monétaire, a accepté provisoirement en 2010 d'acheter aux banques de la zone euro des titres qui ne bénéficiaient pas de la meilleure notation. En même temps, les États ont financé sur leur budget soit des prises de participation dans le capital des banques en difficulté, jusqu'à les nationaliser dans les cas les plus graves au Royaume-Uni, en Irlande et aux États-Unis, soit en apportant temporairement des fonds sans prendre part à la gestion de la banque bénéficiaire de l'aide, comme en France, ou encore en se portant garants en dernier ressort des opérations engagées par le système bancaire. Les sommes engagées par les autorités dans le soutien des banques (rachat d'actifs douteux, garantie des dépôts) auraient atteint selon le *Financial Times* 182 milliards de dollars en France, 669 en Allemagne, 1 476 en Grande-Bretagne, 2 683 aux États-Unis.

D'un autre côté, les gouvernements ont mis à contribution les dépenses budgétaires pour apporter un soutien direct à l'activité économique, soit en fournissant des aides exceptionnelles à de grandes entreprises industrielles au bord de la faillite, en particulier dans le secteur de l'industrie automobile, soit en maintenant autant que possible leurs budgets sociaux malgré la baisse des recettes fiscales provoquée par la contraction de l'activité économique, notamment pour indemniser les chômeurs dans le but de sauvegarder un minimum de consommation. La mobilisation de ces « stabilisateurs automatiques » a joué en faveur des États qui, comme la France, étaient restés plus interventionnistes en matière sociale. Le rôle actif des États a sans nul doute été décisif pour empêcher la crise de se muer en une dépression économique majeure aux conséquences incalculables.

Les plans de relance ont mobilisé des masses d'argent considérables qui se comptent en centaines de milliards de dollars et absorbent notamment aux États-Unis et en Chine une part considérable du P.I.B., c'est-à-dire de la création de richesses. Ces mesures en rupture avec le néolibéralisme constituent sans aucun doute un facteur important de la réapparition de la croissance économique encore modeste mais qui s'accélère à la fin de l'année 2009, et conduit le F.M.I. à réviser ses prévisions à la hausse pour l'année 2010. Ce sont des résultats largement imputables aux plans de relance sur fonds publics ; dans ce domaine l'effort de la Chine a dépassé

celui des États-Unis si on prend en compte le rapport entre les aides consenties et les poids économiques des deux pays. Au printemps 2010, l'économie des États-Unis recommence à créer des emplois (152 000 au mois de mars), mais il faudra du temps pour reconstruire les 8 millions et demi de postes de travail détruits par la crise.

Les banques qui étaient à l'épicentre du séisme financier ont déclaré des profits étonnants dès la fin de l'année 2009, et même la *Northern Rock* britannique a annoncé des gains au début de l'année 2010. Il ne semble pourtant pas que les banques aient soutenu les entreprises autant que l'espéraient les gouvernements qui ne leur avaient pas ménagé leur soutien, et il est à craindre qu'elles soient vite revenues à leur habitude de privilégier les opérations financières lucratives, soit en prêtant à 3 ou 4 % d'intérêt de l'argent qui leur était fourni quasi gratuitement par les banques centrales, soit au pire en redéployant des activités spéculatives sur des produits dérivés, encore bien plus rémunératrices mais comportant des risques semblables à ceux qui étaient à l'origine du krach financier de l'été 2008.

Prévisions de croissance du P.I.B. selon le F.M.I. (évolution en pourcentage)

	Monde	États-Unis	Zone euro	Japon	Russie	Chine	Inde	Brésil
2009	- 1	- 2,7	- 4,2	- 5,4	- 7,5	+ 8,5	+ 5,4	- 0,7
2010	+ 3,1	+ 1,5	+ 0,3	+ 1,7	+ 1,5	+ 9	+ 6,4	+ 3,5

Cependant, les bons résultats de l'interventionnisme ont un prix, mesuré par le creusement des déficits budgétaires qui plongent à 14 % du P.I.B. aux États-Unis et au Royaume-Uni, à environ 7 % dans la zone euro (8 % en France) où il a fallu renoncer provisoirement au respect des critères de Maastricht (déficit inférieur à 3 % du P.I.B.). Les États étant tenus de combler ces déficits par un recours à l'emprunt, leur dette publique s'est gonflée en hypothéquant leurs moyens d'action, situation dangereuse au cas où le séisme économique connaîtrait des répliques.

● L'ébauche de réformes structurelles

Au-delà des mesures conjoncturelles prises d'urgence, les États et les institutions internationales ont ébauché quelques réformes destinées à tenter d'empêcher la réédition d'accidents financiers comme ceux de 2008, ce qui implique de remettre d'aplomb un système financier qui

a littéralement déraillé entre 2000 et 2007, par confusion des genres et oubli des règles prudentielles pourtant déjà édictées. À côté de la condamnation morale des *bonus* exorbitants versés aux *traders* en paiement de spéculations menées au service de leur banque, ou de célèbres spéculateurs comme Georges Soros qui ne font qu'exploiter des situations favorables à leurs opérations, une réforme des systèmes bancaires a été ébauchée. C'est le Président Obama qui a le premier fait les propositions les plus élaborées, envisageant de réduire la dimension des plus grandes banques dont la faillite entraîne inévitablement un risque systémique, de revenir simultanément à une séparation des opérations de crédit de détail, d'investissement, de gestion des actifs, d'assurance, et de garantir en conséquence les dépôts des épargnants. Ces orientations qui visent à mettre fin à une confusion nocive des rôles pour ramener chaque agent financier à son métier d'origine, ont été retenues peu ou prou par les gouvernements sans déboucher cependant sur des décisions contraignantes à l'égard des banques.

Au plan international, le rôle le plus important est revenu au G20, groupement de 20 pays représentant tous les continents et concentrant ensemble 90 % du P.I.B. mondial et les deux tiers du commerce international. Lors de ses sommets à Londres puis à Pittsburgh en 2009, les membres du G20 ont manifesté la volonté de contrôler et d'agir sur certains acteurs des marchés financiers, en dressant une liste noire des paradis fiscaux (qui n'a pas épargné les banques suisses), en décidant de limiter les rémunérations des *traders* et de surveiller les *hedge funds*. Un Conseil de stabilité financière élargi à l'Espagne et à l'Union européenne a été créé en vue de réagir plus rapidement dès les premières alertes de risque financier. Le G20 travaille en étroite collaboration avec le F.M.I. qui compte 186 pays membres et retrouve un rôle important dans la remise en ordre des finances publiques. À cet effet, ses ressources ont été fortement accrues par l'augmentation des cotisations des pays membres et par la vente de 403 tonnes d'or. Modérant son libéralisme, le F.M.I. dirigé par Dominique Strauss-Kahn encourage les États à poursuivre leurs politiques de soutien à l'économie, de crainte d'une rechute semblable à celle qui s'était produite en 1937 après quelques années d'embellie. Ces témoignages de bonne volonté n'en laissent pas moins entier le redoutable problème du financement de la dette publique des États.

● Le défi de la crise monétaire grecque

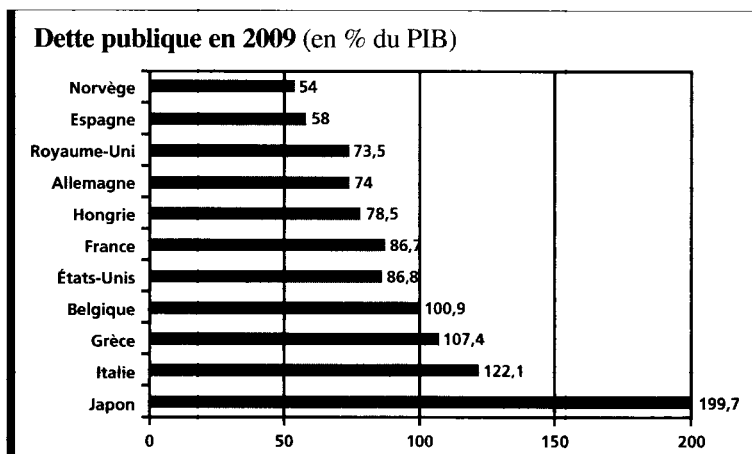
La crise monétaire grecque qui éclate au début de l'année 2010 révèle les risques d'un endettement excessif généré par des déficits publics longtemps masqués par le gouvernement d'Athènes, et met à l'épreuve la capacité d'intervention des institutions européennes. Victime d'une vente massive de ses titres de créance (dont la banque américaine *Goldman Sachs* a été rendue responsable), la Grèce ne trouve plus à emprunter pour couvrir ses déficits qu'à des taux d'intérêt insupportables (supérieurs à 10 % en avril 2010). À Bruxelles, on veut éviter que le gouvernement grec en soit réduit à sortir de la zone euro pour dévaluer sa monnaie au risque de déstabiliser toute l'Union européenne. Après de difficiles négociations et beaucoup d'atermoiements qui ont donné du temps aux spéculateurs, les 16 pays membres de l'Eurogroupe se sont engagés en mars-avril 2010 à apporter leur aide à la Grèce sous la forme de prêts bilatéraux d'un montant total de 110 milliards d'euros en trois ans, à des taux raisonnables, avec un apport supplémentaire du F.M.I., à condition qu'Athènes abandonne le laxisme qui a caractérisé la gestion de ses comptes publics. Contraint de rétablir à terme ses équilibres financiers, le gouvernement grec a pris des mesures d'austérité drastiques qui ont immédiatement provoqué des manifestations populaires d'une grande ampleur.

La crise grecque a mis en évidence les insuffisances de la gouvernance européenne. De longues et difficiles négociations se sont alors engagées à Bruxelles pour trouver le moyen d'apporter aux pays membres une solution dans le cadre de l'Union lorsqu'ils se trouvent aux prises avec de graves difficultés financières. Cependant, l'Allemagne se refuse à toute solution qui ne serait pas subordonnée au respect des critères fixés à Maastricht. Ainsi, le défi que lance la tragédie financière grecque aux autorités de Bruxelles pourrait être le point de départ d'une meilleure coordination des politiques monétaires et budgétaires des pays membres de l'Union européenne, et du renforcement des ses institutions : il a ainsi été décidé le 9 mai 2010 de créer une sorte de fonds monétaire européen selon un montage complexe associant la Commission de Bruxelles, les 27 gouvernements nationaux, la Banque Centrale européenne (B.C.E.), dans le but de mobiliser avec l'appui du F.M.I. 750 milliards d'euros en trois ans pour soustraire les membres en difficulté financière aux attaques d'une spéculation internationale dangereuse à terme pour la survie de l'euro dont

le change baisse fortement en mai 2010. C'est que les problèmes posés par la crise grecque ne sont pas isolés : ainsi, consultés par référendum le 20 février 2010, les citoyens islandais ont rejeté le projet d'indemniser les épargnants britanniques et néerlandais qui ont perdu 3,5 milliards d'euros en 2008 dans la faillite des banques locales responsables d'un endettement démesuré ; de même, le gouvernement britannique a refusé le 15 mars 2010 de renforcer le contrôle des *hedge funds*, mesure qui risquerait de nuire aux activités financières de la *City* de Londres. Les importantes décisions prises à Bruxelles le 9 mai 2010 seront-elles en mesure, après ratification par les 27 pays membres, de désamorcer d'éventuelles attaques spéculatives contre le Portugal, l'Espagne, l'Italie (ou d'autres...) qui mettraient en jeu des masses d'argent beaucoup plus importantes que celles exigées par la remise à niveau des finances grecques ? En mai 2010, on estime en effet à près de 8 000 milliards d'euros l'ensemble des dettes publiques des pays européens.

En tout état de cause, il serait présomptueux de parier sur les chances de sortie de crise au printemps 2010. L'activité économique a redémarré grâce à une injection de fonds publics qui ne pourra pas être pérennisée, compte tenu du niveau d'endettement des États. Les systèmes bancaires ont été assainis par la disparition d'établissements gérés imprudemment mais les pratiques spéculatives ne semblent pas devoir être abandonnées de sitôt, tant que des déséquilibres monétaires et financiers leur ouvrent des champs d'action, et tant que des mesures suffisamment strictes de surveillance font défaut. Le problème de l'amortissement des dettes publiques reste entier et dangereux comme le montre la crise grecque. Or, en 2009, la dette publique cumulée des sept pays les plus riches du monde atteint 30 000 milliards de dollars, soit la moitié du P.I.B. mondial. Cette situation est lourde de menaces sociales, car la résorption de l'endettement ne pourra se faire sans plan de rigueur fiscale, et peut-être aussi sans laisser réapparaître un peu d'inflation. Au printemps 2010, des plans de réduction drastique des dépenses publiques sont annoncés au Portugal, en Espagne et pressenties dans la plupart des pays de l'Union. Il y a là un risque de compression du niveau de vie et de stagnation économique durable aux lourdes conséquences sociales, sans que soit garanti le retour rapide à l'équilibre des budgets. Le risque est grand d'entrer dans une longue période de marasme « à la japonaise ».

La situation est d'autant plus inquiétante que la crise a d'ores et déjà provoqué une forte augmentation du chômage qui tendait à devenir structurel depuis plusieurs années en conséquence des mutations techniques de l'économie. En 2010, alors que la crise bancaire et économique semble se résorber, la crise du sous-emploi s'installe durablement, parce que la croissance retrouvée n'est pas suffisante pour compenser le supplément de chômage provoqué par la crise, et qu'elle se trouve menacée par la réduction ambiante des dépenses publiques. Un consensus se forme sur l'idée qu'une révision des normes de fonctionnement du néolibéralisme mondialisé est nécessaire, mais il y a encore loin du projet de régulation de l'économie mondiale à sa mise en œuvre dans un contexte fortement influencé par le « consensus de Washington ». Rien ne paraît possible sans le préalable du rétablissement d'un ordre monétaire international.



La mise en question de la mondialisation

● Mondialisation et contestation anticapitaliste

La succession des crises depuis la fin du xx^e siècle a montré que la mondialisation ne fournissait pas le cadre susceptible d'assurer la prospérité qu'en attendaient les promoteurs de la « nouvelle économie ». Certes le jeu d'une concurrence pratiquement sans limites dynamisait la production et les échanges, mais la mondia-

lisation transformait aussi rapidement une défaillance limitée en une crise planétaire, paraissant donner corps à la métaphore de l'effet papillon selon laquelle « *un battement d'ailes de papillon peut provoquer une tornade à l'autre bout du monde* ». Ce constat ne pouvait qu'alimenter l'hostilité de l'opinion au capitalisme mondialisé rendu responsable des désordres financiers à l'origine des crises récurrentes. Depuis la fin du xx^e siècle, la contestation altermondialiste a multiplié les manifestations contre les institutions représentatives de la mondialisation libérale, à commencer par l'O.M.C. (à Seattle en 1999), puis contre le G8 et le G20, mais aussi l'O.C.D.E. et le F.M.I. accusé de réduire à la misère les populations des pays dans lesquels il intervenait. De manière plus précise, l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), demandait l'instauration d'un prélèvement sur les mouvements de capitaux, mesure initialement proposée en 1972 par l'économiste américain James Tobin, et l'utilisation des fonds ainsi collectés au profit de l'aide au développement, de la lutte contre les inégalités et de la protection de l'environnement. Mais si le mouvement altermondialiste affirme « *qu'un autre monde est possible* » il ne propose guère de solution alternative globale, d'autant qu'il s'est morcelé en plusieurs tendances. Cependant, un forum social mondial (FSM) en réunit les différentes composantes tous les deux ans : le dernier s'est tenu en 2009 à Belem au Brésil en présence de chefs d'État invités par les syndicats, et le prochain est prévu à Dakar en 2011. De plus, chaque année, plusieurs grandes villes disséminées sur tous les continents accueillent des conférences thématiques qui abordent les problèmes spécifiques (droits sociaux, éducation, technologie, environnement...) que soulève la mondialisation libérale.

● Mondialisation et développement durable

D'un autre côté la mondialisation capitaliste est accusée de pousser partout l'économie à une croissance maximale incompatible avec la préservation des ressources naturelles et de l'environnement de la planète, thème constamment repris par les « sommets de la Terre » organisés sous l'égide de l'O.N.U. Les dossiers les plus lourds concernent les disponibilités énergétiques, la gestion des déchets, l'accès à l'eau potable et les risques écologiques liés au réchauffement de l'atmosphère.

L'attention s'est particulièrement focalisée sur les risques d'épuisement des gisements pétroliers, source essentielle du système énergé-

tique actuel qui connaît des fluctuations de prix considérables, et dont on annonce la fin dans un avenir plus ou moins proche. Le danger immédiat est un risque de rupture durable et sans doute irréversible entre le dynamisme de la demande et les capacités de l'offre de cette ressource non renouvelable, car la forte croissance des économies chinoise et indienne va peser lourdement et durablement sur les marchés de l'énergie. De la production d'énergie nucléaire qui pose des problèmes de sécurité et de retraitement des déchets, aux énergies renouvelables (éolienne, solaire) en passant par l'exploitation des ressources de la biomasse, les solutions ne manquent pas mais sont sollicitées dans des proportions très différentes selon les pays, faute d'une autorité et même d'une concertation supranationale sur la question, inévitablement en butte à des opinions encore réticentes à modifier leurs habitudes comportementales, notamment en ce qui concerne l'usage de la voiture.

La lutte contre le réchauffement climatique produit par le rejet de gaz à effet de serre est en revanche déjà entrée dans une phase plus active. Les accords signés à Kyoto en 1997 sont en effet entrés en vigueur en février 2005. Les 141 pays qui les ont ratifiés s'engagent à réduire de 10 % leurs émissions de gaz carbonique d'ici 2012, par l'application d'un système de quotas calculés à partir du niveau actuel. Une vingtaine de fonds d'investissement abondés par les États et des entreprises (*Gaz de France* par exemple), se sont constitués pour aider à la réalisation de projets d'amélioration technique visant à atteindre les objectifs de l'accord. Cependant, le taux de réduction de 10 %, même s'il était atteint, s'avère nettement insuffisant, d'autant que ni les États-Unis (les plus gros émetteurs de gaz carbonique), ni la Chine n'ont ratifié l'accord de Kyoto, et que leur opposition a empêché en décembre 2009 la conférence de Copenhague sur le réchauffement climatique de déboucher sur autre chose qu'un accord de principe minimal (maintien de l'objectif limitant à + 2° le réchauffement de la planète et promesse d'une aide destinée aux pays pauvres pour y parvenir).

La question de l'accès à l'eau potable, indispensable à la vie, a été inscrite par l'O.N.U. au programme des discussions du deuxième sommet de la Terre qui s'est tenu à Johannesburg en 2002. Les études scientifiques concluent au risque d'une pénurie d'eau dont pourraient souffrir 40 % de la population mondiale dès 2050, alors même qu'actuellement un milliard d'êtres humains ne sont pas raccordés à un réseau d'eau potable, avec tous les risques épidémiologiques que comporte cette carence. L'agriculture intensive,

qui absorbe les deux tiers de l'eau utilisée dans le monde et qui est responsable de la pollution des nappes phréatiques par l'utilisation massive d'engrais et pesticides, est particulièrement mise en accusation par les écologistes, mais le passage à une agriculture plus naturelle se heurte à des intérêts qui tirent argument de la nécessité de lutter contre la faim dans le monde. La communauté internationale n'est guère allée au-delà de l'établissement d'un rapport d'évaluation tous les trois ans comme le stipulaient les engagements du sommet de Johannesburg.

Cette incapacité de répondre à des défis cruciaux pour l'avenir de la planète ne fait que souligner les contradictions de la mondialisation capitaliste dont les acteurs poussent à la production et à la consommation maximales sans que la communauté internationale dispose d'une autorité supranationale capable de réguler le système dans l'intérêt de l'humanité.

● **Mondialisation et risque protectionniste**

Au cœur même de la mondialisation la contradiction principale réside dans la coexistence difficile entre une économie agissant sur un marché mondial et des institutions politiques dont la souveraineté se limite souvent à la défense des intérêts nationaux.

En 2010, ni l'O.M.C., qui emploie son autorité à étouffer les résurgences du protectionnisme en n'hésitant pas à sanctionner les entorses au libre-échange y compris lorsqu'il s'agit de condamner les États-Unis, ni le G20, qui a pourtant renforcé son autorité en matière de régulation financière, ni le F.M.I., qui a retrouvé une partie de son pouvoir d'assistance conditionnelle aux pays en difficulté, ne disposent des moyens d'imposer une réglementation contraignante aux États souverains.

La mondialisation a certes favorisé l'essor de pays en développement que l'on qualifie désormais d'émergents, mais qui sont devenus des concurrents redoutables pour les anciennes puissances industrielles victimes de délocalisations d'entreprises, d'autant que ces pays continuent à bénéficier de dérogations commerciales ou monétaires obtenues lors de leur entrée dans les organisations internationales. Des pressions s'exercent, notamment à l'encontre de la Chine qui tire avantage d'une monnaie inconvertible sous-évaluée, en vue de réduire ces situations privilégiées auxquelles s'attachent leurs bénéficiaires. Le risque existe de la réapparition d'un cloisonnement des économies nationales ou régionales. La mondialisation économique actuelle qui n'est pas la première expérience de ce

genre dans l'histoire est encore très incomplète et fragile. Son existence est certes garantie par les progrès constants des techniques de communication et par l'étroitesse des liens d'interdépendance tissés à l'échelle du globe, mais elle n'est pas à l'abri de reculs. Les pays tendent à se regrouper sous l'égide d'organisations mieux structurées, à la dimension de grandes régions continentales, telle l'Union européenne dont la construction sert de modèle à d'autres projets comme l'Association de libre-échange nord américaine (A.L.E.N.A.), le Mercosur, l'A.S.E.A.N., voire l'Union africaine qui a succédé en 2002 à l'Organisation de l'unité africaine, à l'intérieur desquelles la majorité des échanges économiques tendent à s'effectuer de plus en plus étroitement depuis la fin du xx^e siècle.

Ainsi, en Europe, les échanges commerciaux se font pour les deux tiers au sein de l'Union européenne (et pour près des trois quarts si l'on prend en compte tous les pays du vieux continent) ; de même en Amérique, près de 60 % du commerce international se concentre entre pays du continent (et 51 % entre les trois membres de l'A.L.E.N.A.) ; le Japon recentre 51 % de son commerce extérieur en Asie-Océanie (contre 45 % en 1997), tandis que la Chine n'y effectue que 28 % d'un commerce qui embrasse encore l'ensemble de la planète.

Le rétablissement d'un véritable système monétaire international serait à coup sûr la première condition d'existence d'une mondialisation plus ouverte fondée sur une concurrence loyale, mais les États-Unis s'y refusent pour préserver le statut privilégié du dollar, tandis que les pays émergents tirent profit de la sous-évaluation de leur monnaie pour soutenir leurs exportations. La montée en puissance de ces pays face aux anciens pays industriels appelle en tout état de cause la redéfinition d'une mondialisation désormais multipolaire (voir le chapitre 12).

Les nouveaux rapports de force internationaux

L'effondrement du communisme dans les anciennes démocraties populaires de l'Europe de l'Est, puis en URSS même, ont eu pour conséquences de mettre fin au système bipolaire sur lequel reposait depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale le fragile équilibre du monde, et de libérer des forces politiques, ethniques, parfois religieuses, que la chape de plomb du communisme avait neutralisées pendant un demi-siècle. Si la guerre froide entre l'Est et l'Ouest appartient désormais au passé, le monde demeure en proie à la prolifération de conflits régionaux, les plus dangereux se situant au Proche et au Moyen-Orient. D'autres menaces pèsent également sur la planète, qu'il s'agisse du terrorisme international, de la prolifération des armements nucléaires, de la montée en puissance de nouveaux acteurs (Chine, Inde, Brésil), ou du retour en force de l'ancien géant russe, ou encore d'un réchauffement climatique dont les conséquences commencent tout juste à être évaluées. Le monde parviendra-t-il à surmonter ces périls et à se donner les indispensables instruments de régulation du système international ? Telle est la question qui se pose au moment où celui-ci se trouve frappé par la crise la plus grave qu'il ait eu à affronter depuis les années 1930.

Vers un nouvel ordre mondial ?

Jusqu'au milieu des années 1980, la tendance sur la scène internationale est, on l'a vu, au retour à la guerre froide, au renforcement des blocs et à la multiplication des conflits périphériques : les uns qui opposent classiquement, par petits États et mouvements de libération interposés, les deux Grands et leurs alliés – il en est ainsi en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale et dans la corne de l'Afrique –, les autres qui échappent de plus en plus aux impulsions du « centre » et mettent aux prises, comme au Tchad, au Liban, au Sahara occidental, aux Malouines et surtout dans le golfe Persique où s'affrontent pendant huit ans l'Iran et l'Irak, des acteurs régionaux affichant une volonté d'autonomie de plus en plus forte.

Il en résulte une situation d'instabilité générale, un « désordre mondial » qu'accroissent encore l'action du terrorisme international – devenu dans les années 1980 une sorte de substitut de la guerre – et le jeu de forces centrifuges qui se réclament du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Kurdes, Érythréens, Tamouls, Basques, Irlandais, etc.). Reliés à d'autres phénomènes tels que la persistance et l'aggravation du sous-développement, la malnutrition, l'endettement considérable des pays du tiers ou du quart-monde, la montée des intégrismes religieux et de l'intolérance qui les accompagne, le chômage incompressible dans les secteurs les plus industrialisés et les plus riches de la planète, la concurrence sauvage entre pays exportateurs, cette situation paraît devoir mener inéluctablement à une issue comparable à celle qu'a engendrée la crise des années 1930.

● La fin de la guerre froide

Or, il va se produire quelque chose entre 1985 et 1987 qui fait que le monde bascule dans une autre histoire. La reprise encore timide et précaire certes, mais effective, des économies du monde industrialisé a sans doute fortement contribué au changement du climat international, de même que l'action entreprise par le Président Reagan pour contraindre les Soviétiques à réviser à la baisse leurs objectifs de politique internationale. Son Initiative de défense stratégique (I.D.S.), dite « guerre des étoiles » – un système sophistiqué de protection antimissiles remettant en cause la doctrine de la destruction mutuelle assurée –, aussi utopique et inefficace qu'elle ait pu apparaître aux yeux des experts et des adversaires de la politique du chef de l'exécutif américain, a peut-être été le point de départ pour les dirigeants

de l'URSS d'une réflexion au sommet sur les possibilités réelles qu'ils avaient de relever les défis technologiques et financiers lancés par Washington.

C'est en effet sous le court règne de Iouri Andropov qu'apparaissent à l'Est les premiers signes d'une volonté de détente, avec les propositions de désarmement faites par le numéro un soviétique en août 1983. Dégel encore très timide mais que confirme, l'année suivante, la décision prise par Constantin Tchernenko, qui a succédé à Andropov en février 1984, de reprendre le dialogue avec Washington en matière de contrôle des armements. Mais le souci de rompre avec la politique aventureuse qui avait caractérisé la fin de l'ère brejnévienne va surtout se manifester après l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en mars 1985.

Pour le nouveau Premier secrétaire du P.C.U.S., il est clair en effet que dans la partie de bras de fer qui s'est engagée une dizaine d'années plus tôt avec les États-Unis, son pays n'a aucune chance de l'emporter tant qu'il n'aura pas fait disparaître les blocages qui paralysent son économie, freinent le progrès technologique et scientifique, et menacent à terme la puissance militaire de l'URSS. Le projet I.D.S. de Reagan a été pour beaucoup, répétons-le, dans la prise de conscience des dirigeants du Kremlin. Financièrement et technologiquement, l'URSS ne pouvait relever un défi dont l'enjeu était sa capacité à assurer sa propre sécurité dans l'éventualité d'un conflit nucléaire. Au-delà de l'horizon encore lointain de la « guerre des étoiles », avait-elle seulement les moyens de poursuivre la classique course aux armements nucléaires ? Un événement tel que la catastrophe de Tchernobyl, en avril 1986, ne constituait-il pas la preuve des carences accumulées par l'Union soviétique dans le domaine-clé de la production d'énergie nucléaire ?

Dans l'immédiat, les difficultés rencontrées par l'URSS sur tous les fronts de la compétition avec l'Ouest n'inclinent pas Gorbatchev à poursuivre l'épreuve de force engagée par ses prédécesseurs. En Europe, les menaces réitérées du Kremlin et l'appui apporté aux mouvements pacifistes n'ont fait reculer ni les Américains, ni leurs alliés ouest-européens. Fin 1983, les premiers missiles de croisière sont arrivés dans les pays de l'O.T.A.N., sans que Moscou puisse faire quoi que ce soit pour retarder leur déploiement. En Afrique, les régimes amis installés en Angola, au Mozambique et en Éthiopie n'ont réussi ni à s'opposer à l'intérieur, ni à se faire reconnaître par l'ensemble de la communauté internationale. En Asie, où perdure le long conflit larvé qui oppose les deux pôles du monde commu-

niste, le Vietnam prosoviétique rencontre de grandes difficultés pour maintenir son hégémonie sur la péninsule indochinoise. En Amérique centrale, l'offensive communiste, on l'a vu, a fait long feu.

Mais surtout, c'est le conflit afghan qui révèle aux Russes les limites de leur puissance. Les forces considérables qu'ils ont engagées dans ce pays d'accès difficile se sont heurtées d'entrée de jeu à un immense mouvement de résistance que soutiennent les Américains et leurs alliés pakistanais. L'Armée rouge y laissera 50 000 tués (l'équivalent des pertes américaines au Vietnam) et 100 000 blessés sans parvenir à contrôler les zones montagneuses où règnent les groupes de *moudjahidin*.

C'est donc la volonté du Premier secrétaire du P.C.U.S. de donner à son pays le temps et les moyens de dégripper les rouages d'une économie paralysée par les rigidités du système, la conscience qu'a Mikhaïl Gorbatchev des pesanteurs que représentent pour l'Union soviétique la course aux armements et les responsabilités d'une action extérieure aux dimensions de la planète qui vont inciter la nouvelle équipe dirigeante d'une part à s'engager dans la voie d'une relative démocratisation de la vie politique (objectif de la *Perestroïka*), d'autre part à modérer sa conduite et à faire pression sur les alliés et clients de l'URSS pour qu'ils modifient la leur dans le même sens. Il en est résulté, dans les relations entre les deux camps, un retour à la détente qui s'est traduit par le ralentissement de la course aux armements et qui a eu des incidences sur l'évolution de nombreux conflits périphériques.

Après avoir remplacé à la tête de la diplomatie soviétique le très conservateur Andreï Gromyko par Édouard Chevarnadze, Gorbatchev a décidé de faire de la question du désarmement le pivot de sa politique étrangère, incliné en ce sens par des exigences budgétaires qui imposent à l'URSS de réduire ses dépenses militaires, évaluées à 16 % du P.N.B., contre 6,5 % pour les États-Unis. Dans un premier temps, il tente toutefois d'obtenir de ses partenaires des compensations à la réduction envisagée. Il propose notamment de faire de l'Europe, baptisée pour la circonstance « Maison commune européenne », une zone dénucléarisée, ce qu'aucun des membres de l'O.T.A.N. n'est disposé à accepter, la Grande-Bretagne et la France, dotées l'une et l'autre de leur propre force nucléaire, moins que quiconque. En octobre 1985, en visite à Paris, il déclare qu'il est prêt à diminuer de moitié les armements stratégiques de l'URSS si les Occidentaux procèdent à une ponction équivalente sur leurs propres forces, et si les Américains acceptent de renoncer à la « guerre des

étoiles ». Reagan, en dépit des pressions qu'exercent sur lui l'opinion américaine et mondiale, refuse tout net et accuse son interlocuteur de ne pas respecter les accords de désarmement.

Un tournant dans les relations internationales de l'après-guerre s'opère à l'automne 1985. La rencontre au sommet Reagan-Gorbatchev, qui a lieu à Genève du 19 au 21 novembre, marque la reprise du dialogue direct, interrompu depuis 1979. Le 15 janvier 1986, le numéro un soviétique déclare publiquement qu'il s'engage à mettre en œuvre un plan de désarmement général pour la fin du siècle, et qu'il renonce à subordonner la conclusion d'un accord à l'abandon par les États-Unis du projet I.D.S. Dès lors, la situation se débloque et les accords se succèdent. Après l'échec du sommet de Reykjavik (11-12 octobre 1986) – motivé par l'exigence russe de voir les États-Unis renoncer à tout essai autre qu'en laboratoire de leur bouclier spatial –, les discussions se poursuivent durant toute l'année 1987 et aboutissent le 8 décembre à la signature du traité de Washington. Ce document, qui prévoit la destruction, dans un délai de trois ans, de tous les missiles dits « de portée intermédiaire » (de 500 à 3 000 km) basés à terre et stationnés en Europe, comporte de la part du Kremlin des concessions importantes. L'URSS doit en effet détruire deux fois plus de missiles que les États-Unis et accepte que les panoplies nucléaires anglaise et française ne soient pas prises en compte par le traité F.N.I. (Forces nucléaires intermédiaires). Pour la première fois, il ne s'agissait plus seulement de limiter les armements stratégiques détenus par les deux superpuissances mais d'opérer une véritable réduction des armes nucléaires, assortie – autre innovation de taille – de l'acceptation par chaque partie de procédures de vérification sur place.

Pour les Européens, l'accord sur les F.N.I. présentait plus d'inconvénients que d'avantages. Les réductions envisagées ne portaient en effet que sur 3 ou 4 % des ogives nucléaires accumulées par les deux Grands. D'autre part, en retirant des territoires alliés leurs armes « de théâtre » et en envisageant une dénucléarisation totale de l'Allemagne (option « triple zéro ») par le retrait des engins à très courte portée (moins de 500 km), Américains et Russes sanctuarisaient leur propre territoire, laissant les puissances nucléaires européennes en première ligne, face aux forces du Pacte de Varsovie, très largement supérieures en effectifs et en armements conventionnels à celles de l'O.T.A.N. De là, les réactions du gouvernement britannique, hostile à la réduction des armes nucléaires tactiques, et les efforts entrepris par les Français et les Allemands pour mettre sur pied un embryon

de défense commune : création d'une brigade et d'un Conseil de défense franco-allemands, manœuvres concertées, etc.

Ces inquiétudes et ces réticences n'ont pas empêché les deux Grands de poursuivre leur politique de désarmement et d'accélérer le processus de détente inauguré par Gorbatchev. En décembre 1988, celui-ci annonce une réduction unilatérale de 500 000 hommes des forces soviétiques, ainsi que le retrait dans les deux ans de 6 divisions et 5 000 chars basés en RDA, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Certes, il faudra encore plus d'un an pour que les pourparlers sur la réduction des forces armées conventionnelles en Europe (F.A.C.E.), entamés à Vienne en mars 1989, aboutissent à un accord, conclu en février 1990 à Ottawa à l'issue de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie. Mais le pas en avant est considérable : au terme de cet accord, en effet, les effectifs déployés en Europe centrale par les deux superpuissances devront être ramenés à 195 000 hommes pour chacune d'entre elles, contre 600 000 pour les Soviétiques et 350 000 pour les Américains.

Trois rencontres au sommet concrétisent dans le même temps le rapprochement entre les deux principaux protagonistes du conflit Est / Ouest. Du 29 mai au 2 juin 1988 à Moscou, Reagan et Gorbatchev s'entendent sur des questions techniques concernant les expériences nucléaires et les essais de missiles. Les 2 et 3 décembre 1989, à Malte, le numéro un soviétique et le successeur de Reagan à la Maison Blanche, George Bush, décident d'accélérer les négociations sur le désarmement. Au-delà des engagements pris, les deux hommes annoncent dans une conférence de presse commune l'avènement d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales. Bush affirme son intention de faciliter l'intégration de l'URSS à la communauté internationale, en accordant à Moscou la cause de la nation la plus favorisée, en soutenant son adhésion au G.A.T.T. et en incitant les hommes d'affaires américains à « aider Mikhaïl Gorbatchev ». « *Le monde*, lui répond ce dernier, *quitte une époque de guerre froide... pour une période de paix de longue durée.* »

Pour la plupart des observateurs, le sommet de Malte marque bel et bien la fin de la guerre froide, encore qu'à cette date rien ne soit encore joué en URSS même, où Gorbatchev voit son pouvoir contesté à la fois par ceux qui lui reprochent d'être allé trop loin dans la voie des réformes et du désengagement international, et ceux qui, au contraire, lui font grief de vouloir maintenir le système communiste en procédant seulement à des aménagements de détail. Néanmoins, une nouvelle étape est franchie lors du sommet Bush-

Gorbatchev à Washington et Camp David, au début de juin 1990. Les deux hommes signent un accord sur le désarmement chimique, ainsi qu'une déclaration énonçant les grandes lignes du futur accord sur la réduction des armements stratégiques (S.T.A.R.T.). Un arrangement commercial est également conclu, malgré le maintien par Gorbatchev de ses positions intransigeantes à propos de l'indépendance de la Lituanie et de l'entrée de l'ex-RDA dans l'O.T.A.N.

● **Conséquences de l'éclatement du bloc de l'Est**

Si l'on pouvait encore se demander au moment du sommet de Malte si la fin de la guerre froide était bien une réalité tangible et irréversible, ou simplement un vœu pieux émis par deux hommes d'État en quête d'une popularité intérieure et internationale, la question ne se pose plus depuis la fin de 1991, date qui marque le naufrage de l'Empire soviétique.

L'échec du putsch qui, en août 1991, a donné le pouvoir pendant quelques jours à une poignée de dirigeants conservateurs, appuyés par de hauts dignitaires de l'armée et du K.G.B., a en effet sonné le glas de l'État « ouvrier » fondé 70 ans plus tôt par les Bolcheviks. Avec lui, ce n'est pas seulement l'Union des quinze Républiques qui sombre, c'est aussi le communisme en tant que système de gouvernement et d'organisation de l'économie et de la société. Dans toutes les Républiques, les activités du parti communiste sont suspendues, tandis que Gorbatchev doit démissionner du secrétariat général et inviter le P.C.U.S. à se dissoudre. L'une après l'autre, les Républiques proclament leur indépendance ou leur souveraineté et, le 8 décembre 1991, à Minsk, les présidents des trois Républiques slaves (Russie, Ukraine, Biélorussie) prennent acte de la disparition de l'URSS et décident de créer une « communauté des États indépendants » (C.E.I.) à laquelle adhèrent bientôt huit autres Républiques. Le 25 décembre de la même année, Boris Eltsine contraint à la démission Mikhaïl Gorbatchev, Président d'un État qui n'existe plus. L'URSS est bien morte, et déjà se dessinent les conflits qui opposent entre eux les États successeurs du défunt Empire soviétique.

Partout en Europe de l'Est, les fondements du totalitarisme communiste ont disparu, balayés par le vent de l'histoire entre le printemps 1989 et l'été 1991, et avec le communisme c'est la structure bipolaire de l'Europe et du monde, telle qu'elle s'était mise en place au cours de la guerre, qui a volé en éclats. Certes, l'implosion de l'URSS et la décomposition du bloc de l'Est n'ont pas laissé un trou béant à la place qu'occupait le formidable Empire soviétique.

Aussi fragiles et conflictuels que soient les liens qui rattachent entre elles les Républiques ayant adhéré à la C.E.I., celle-ci continue de représenter sur le papier une puissance militaire de première grandeur, détentrice de 90 % des armements stratégiques dont disposaient autrefois les dirigeants du Kremlin. La C.E.I. dût-elle ne pas survivre à ses dissensions internes, que la Russie à elle seule continuerait à faire figure de grande puissance. En proie aux énormes difficultés économiques et sociales qu'implique le passage à petit pas à l'économie de marché, elle revendique moins pour l'instant l'héritage de l'Union défunte que celle de la Russie impériale dont elle a d'ailleurs restauré les emblèmes.

En matière de politique internationale, les dirigeants de l'ex-URSS ont d'entrée de jeu adopté un profil bas, cherchant d'abord à tirer leur pays du marasme. « *Il nous faut avant tout, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Alexeï Kozyrev, surmonter notre sous-développement et à cette fin nous en tenir à un égoïsme raisonnable, profitable à tous* ». Cela implique que les engagements pris en matière de désarmement nucléaire et conventionnel soient observés à la lettre, et que de nouvelles coupes sombres soient effectuées dans le budget militaire, contraignant l'ex-URSS à se tenir éloignée de toute aventure internationale. Boris Eltsine, qui a assumé autoritairement jusqu'à la fin de 1999 les fonctions présidentielles, s'est globalement tenu à cette ligne, ne faisant sortir la diplomatie russe de sa réserve prudente que lorsque le prestige de son pays lui paraissait trop gravement menacé, notamment dans l'ex-Yougoslavie. Mais la Russie avait trop besoin de l'aide étrangère, afin d'assurer sa transition vers l'économie de marché, pour s'aventurer très loin dans cette direction. Son successeur, Vladimir Poutine, un ancien du K.G.B., a montré depuis son arrivée à la tête de l'État, qu'il était désireux de restaurer le prestige – sinon à court terme la puissance – de l'ex supergrand. Sous sa direction, la politique russe dans les Balkans a été moins timide que sous son prédécesseur, et surtout Poutine s'est opposé avec une extrême rigueur à toute tentative de sécession dans la région du Caucase. Soutenu par une large fraction de l'opinion publique et peu soucieux des réactions occidentales, il a poursuivi avec un certain succès – mais au prix de lourdes pertes – une guerre sans merci contre les rebelles tchéchènes.

Personne ne peut dire à l'heure actuelle dans quelle direction s'orientera, au cours des prochaines années, l'ex-deuxième supergrand de la planète. Pour l'instant, Poutine a réussi à canaliser à son profit les tendances nationalistes et populistes d'une opinion qui

n'a pas complètement rompu avec le passé communiste et garde la nostalgie d'une époque où l'URSS partageait avec les États-Unis la gestion des affaires internationales. Si l'équipe dirigeante parvient à surmonter les effets pervers de la transition, et à maintenir dans la Fédération les peuples allogènes, elle peut espérer rendre à la Russie une partie de sa puissance. Dans le cas contraire, le pays pourrait basculer dans une aventure nationaliste et impérialiste dont on imagine les conséquences pour la paix du monde.

Immenses également ceux qui résultent de la nouvelle « balkanisation » de l'Europe de l'Est. Du grand dégel qui a suivi l'élimination des pouvoirs communistes dans les démocraties populaires satellisées par l'URSS est sortie non pas la nébuleuse démocratique que les Occidentaux s'étaient un peu vite empressés de saluer au lendemain des événements de 1989, mais quelque chose qui ressemble davantage à l'Europe de 1914 qu'à celle de 1945. Pendant près d'un demi-siècle en effet, la chape de plomb qui avait recouvert cette partie de notre continent avait eu au moins ce mérite – payé il est vrai au prix fort par les populations concernées – de geler durablement les rivalités ethniques pluriséculaires et les conflits frontaliers. Une fois disparus le gendarme soviétique et le ciment idéologique, au demeurant très friable, qui avait tant bien que mal maintenu la cohésion du bloc, ces causes de conflit ont resurgi et avec elles des forces et des réflexes politiques qui n'ont pas grand chose à voir avec la démocratie.

La brusque renaissance des nationalismes, dans la forme la plus exclusive et la plus agressive qui soit, a fortement surpris les opinions occidentales. Comme si l'Empire soviétique avait établi son hégémonie en 1945 sur des États ayant derrière eux une longue pratique de la démocratie. En dehors de la Tchécoslovaquie et de la RDA, tous les pays de l'Est européen étaient en réalité passés de l'autocratie d'ancien régime à des formes variées de dictature civile ou militaire, parfois à la suite d'un intermède démocratique qui n'avait guère duré plus de quelques mois. C'est à cette double culture que la disparition du communisme les a ramenés, et elle est porteuse des germes de l'autoritarisme et de nationalismes tribaux débouchant sur des pratiques conquérantes et volontiers racistes.

Depuis 1990, des conflits inter-ethniques se sont ainsi développés aussi bien dans les territoires des anciennes démocraties populaires qu'entre les Républiques ou au sein même des Républiques de l'ex-URSS, débouchant sur des contestations de frontières et parfois sur des affrontements sanglants. Dans ce qui fut l'Union soviétique,

la décomposition n'a pas seulement entraîné l'indépendance des Républiques constitutives de l'État fédéral : elle a atteint le tissu même de ces entités fédératives, chaque communauté ethnique réclamant une plus grande autonomie ou aspirant à la sécession pure et simple, comme en Russie les peuples musulmans du Caucase (Tchéchènes, Ingouches, Kabardes, Tcherkesses) ou de Russie centrale (Tatars, Bachkirs), en Ukraine les habitants de la Crimée ou les Hongrois de l'Ukraine subcarpathique, en Azerbaïdjan les Arméniens du Haut-Karabach, etc.

D'autre part, tandis que les États indépendants issus de l'éclatement de l'Union s'opposent, tantôt sur des problèmes frontaliers, tantôt sur des questions relatives à l'héritage économique et militaire de l'ex-URSS (ainsi entre la Russie et l'Ukraine sur le partage de la flotte de la mer Noire, finalement réglé par un accord en janvier 1992), les frontières extérieures de l'Union se trouvent partout contestées par ses voisins. Les Finlandais revendiquent les territoires de la Carélie, annexés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La région de Kaliningrad (Koenisberg), partie de l'ancienne Prusse orientale, se trouve désormais isolée de la Russie par les Républiques baltes. La Biélorussie réclame la rétrocession de la région de Bialystok, cédée à la Pologne en 1945. La Roumanie demande que lui soit attribuées non seulement l'ancienne Bessarabie, devenue indépendante sous le nom de Moldavie, mais aussi la Bukovine du Nord, l'une et l'autre également annexées par Staline.

Toutes ces revendications engendrent une instabilité chronique qui, à la fois se nourrit des énormes difficultés économiques que traverse l'ex-URSS, et aggrave ces dernières. Conscients du danger qui peut en résulter pour la paix internationale, les dirigeants occidentaux ont plutôt tendance à soutenir les hommes politiques (à commencer par Boris Eltsine et Vladimir Poutine) et les États dont l'action va dans le sens de la reconstitution d'un espace géopolitique stable et d'une démocratisation encore toute relative, dans des pays qui n'ont jamais connu d'autres cadres institutionnels que ceux de l'autoritarisme et du totalitarisme, et où toute une partie de la *Nomenklatura* s'est simplement reconvertie dans les affaires et le marketing politique.

Il en est de même dans certains pays de l'Europe de l'Est, où l'effondrement du communisme, suivi du retrait de l'Armée rouge et de la dissolution du Pacte de Varsovie (juillet 1992), a également réveillé les nationalismes tribaux, les conflits interethniques et les contestations de frontières. Si la dissolution de l'ancienne fédération tchécoslovaque s'est accomplie de manière pacifique, celle de la

Yougoslavie post-titiste a au contraire engendré une série de conflits d'une extrême violence dans lesquels la communauté internationale s'est trouvée peu à peu impliquée.

Lié à l'enchevêtrement de peuples qui diffèrent par leur langue, leur religion, leur histoire et les situations économiques, le drame yougoslave est né de la volonté d'indépendance de certains d'entre eux et de la résistance opposée par les Serbes à la désintégration d'une fédération au sein de laquelle ils constituent le groupe le plus nombreux. Les proclamations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, en juin 1991, ont donné le signal de l'affrontement. L'armée fédérale yougoslave (dominée par les Serbes) est intervenue dans les deux nouvelles Républiques. Chassée de Slovénie, elle s'est au contraire implantée dans une partie de la Croatie, se posant en défenseur de la minorité serbe et appliquant dans les territoires « libérés » un plan de « purification ethnique » impliquant l'installation de réfugiés serbes dans des régions vidées de leurs habitants croates, que ceux-ci aient été chassés, regroupés dans des camps ou massacrés.

Toutes les tentatives faites sous l'égide de l'Union européenne et de l'O.N.U. pour donner une solution aux problèmes de l'ex-Yougoslavie, ou simplement pour imposer un cessez-le-feu durable aux belligérants, ont échoué. Les casques bleus qui ont été déployés dans quatre « zones protégées » de Croatie tenues par les Serbes, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine, n'ont guère pu faire plus que d'aider à l'acheminement de l'aide humanitaire et d'assurer, tant bien que mal, la sécurité de l'aéroport de Sarajevo, capitale de cette République, qui a elle aussi proclamé son indépendance – tout comme la Macédoine – en septembre 1991, mais où les Serbes, qui forment une très importante minorité (40 % de la population), se sont organisés en milices fortement armées pour lutter contre les Croates et les Musulmans aux côtés de l'armée fédérale, appliquant sur le terrain une politique de « nettoyage ethnique » particulièrement féroce (villages incendiés, viols systématiques, populations déportées, internées dans de véritables camps d'extermination ou massacrées comme à Srebrenica en juillet 1995). Car il existe toujours, sur le papier, une fédération yougoslave, qui ne comporte plus que deux Républiques : la Serbie et le Monténégro, et que la communauté internationale a d'ailleurs refusé de reconnaître.

La C.E.E., devenue Union européenne après la ratification des accords de Maastricht, après avoir dans un premier temps exprimé son attachement au maintien de l'intégrité yougoslave, a fini par

reconnaître les États nés de l'éclatement de l'ancienne fédération et par condamner la « République fédérale de Yougoslavie » et son chef, l'ancien dirigeant communiste Slobodan Milosevitch, devenu le promoteur intraitable du nationalisme grand-serbe. En mai 1992, tandis que les Douze rappelaient leurs ambassadeurs à Belgrade, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. adoptait toute une série de sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie, allant de l'embargo pétrolier au boycott olympique et le secrétaire d'État américain agitait, pour la première fois, la menace d'une intervention militaire. Américains et Européens se sont toutefois montrés très réticents à s'engager dans une aventure guerrière qui aurait exigé, pour être menée à bien, des moyens considérables et aurait risqué, estimaient les gouvernements concernés, de mettre le feu à ce qui est bel et bien redevenu la « poudrière balkanique ».

Il faudra attendre le début de 1994 pour que, à la suite d'un bombardement qui a fait plusieurs dizaines de morts à Sarajevo, l'O.T.A.N. se décide à envoyer un ultimatum aux dirigeants serbes de Bosnie pour qu'ils retirent leur armement lourd des hauteurs de la ville, et l'automne 1995 pour que, après avoir mené contre les positions serbes une campagne de bombardements aériens, les Occidentaux obtiennent satisfaction sur ce point, prélude à l'ouverture de négociations qui aboutiront à la conclusion d'un cessez-le-feu, puis à un accord de paix paraphé le 21 novembre à Dayton, aux États-Unis, sous l'égide du Président américain Bill Clinton.

Le texte de cet accord maintient l'unité de la Bosnie-Herzégovine, désormais composée de deux entités confédérées : l'une croato-musulmane (51 % du territoire), l'autre Serbe (49 %), avec Sarajevo unifiée comme capitale et une présidence collégiale tricéphale. Le parlement comprend deux chambres, élues pour la première fois en 1996 sous la surveillance d'une force internationale de plus de 60 000 hommes, chargée d'assurer la régularité du scrutin et le respect du cessez-le-feu. Il a été prévu que les criminels de guerre seraient exclus des fonctions publiques en attendant d'être appréhendés et jugés par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie installé à La Haye.

Dix ans après la signature des accords de Dayton leur application sur le terrain demeure partielle et problématique. Le haut représentant de l'O.N.U. a toutefois réussi à maintenir pour l'essentiel la paix entre les ethnies rivales, à créer une police des frontières commune aux deux entités constitutives de la Bosnie-Herzégovine et à engager la répression contre certains criminels de guerre. Mais les difficultés

économiques persistantes et leurs retombées sociales (en 1999 le taux de chômage était de 40 % dans la Fédération) maintiennent les populations dans un état de tension qui peut, à tout moment, raviver le conflit ethnique.

C'est également un conflit interethnique qui a opposé en 1998-1999 au Kosovo, région dont le gouvernement yougoslave avait reconnu l'autonomie, la population albanophone majoritaire aux milices serbes, manipulées par Belgrade. La décision prise en 1989, par Slobodan Milosevic, de mettre fin au statut d'autonomie du Kosovo, s'est heurtée à une résistance d'abord passive, puis de plus en plus violente, de la part des opposants au projet de « Grande Serbie » des dirigeants de Belgrade. Résistance qui s'est transformée en 1998 en une guerre ouverte, réprimée par les Serbes avec la même férocité que celle déployée quelques années plus tôt en Bosnie. Suite aux atrocités commises et à l'exode des populations kosovares en direction des pays voisins (Albanie, Monténégro, Macédoine), l'O.T.A.N. a décidé en mars 1999 d'intervenir militairement pour obliger l'armée serbe à évacuer le Kosovo. Pendant près de trois mois, les forces aériennes alliées ont bombardé Belgrade et de nombreux autres sites, obligeant le gouvernement yougoslave à céder. Formellement maintenu au sein de la République fédérale de Yougoslavie, le Kosovo est provisoirement administré par l'O.N.U. et maintenu sous un régime d'occupation par une force armée internationale : la K.F.O.R. Conséquence directe de l'aggravation de la situation économique en Serbie, où l'équipe dirigeante avait dans un premier temps bénéficié du soutien de l'opinion, le renversement sans effusion de sang du régime à la fin de 2000 et l'arrestation de Milosevic en mars 2001, suivie de son transfert à La Haye durant l'été, afin de répondre de ses actions criminelles devant le Tribunal international.

Depuis la chute de Milosevic, la Serbie, désormais officiellement séparée du Monténégro – devenu en juin 2006 un État indépendant reconnu par la Communauté internationale en tant que 192^e pays membre de l'O.N.U. – connaît une vie politique tumultueuse, dont l'assassinat du Premier ministre Zoran Djindjic par des membres des unités spéciales de la police, liés à la mafia, constitue l'épisode le plus dramatique. Si le candidat démocrate, Boris Tadic, l'a emporté en juin 2004, les formations politiques favorables au processus d'intégration euro-Atlantique (UE, O.T.A.N.) restent divisées face à un camp populiste oscillant entre nostalgie communiste et nationalisme fascisant.

Des progrès ont eu lieu néanmoins depuis 2006 dans la perspective d'un rapprochement entre la Serbie et les pays occidentaux. Commencé en février 2002, le procès de Milosevic pour crime de guerre, crime contre l'humanité et génocide, n'avait pas abouti, cinq ans plus tard, lorsque l'accusé est mort, victime d'un infarctus du myocarde. En février 2007, le T.P.I.Y. a jugé la Serbie non coupable de génocide et a conclu que le gouvernement de Belgrade n'avait pas planifié le massacre de Srebrenica. L'année suivante, l'un des principaux responsables des crimes de guerre perpétrés par les Serbes en Bosnie-Herzégovine, Rodovan Karadzic, a été arrêté après de nombreuses années de cavale. Serbie et Monténégro sont aujourd'hui officiellement candidats à leur entrée dans l'Union européenne.

● Détente à la périphérie

À partir de 1986, les choix de la politique étrangère des dirigeants du Kremlin, et leur volonté de désengagement sur des terrains où ils s'étaient imprudemment avancés, ont hâté le règlement d'un certain nombre de conflits régionaux.

En Asie, l'événement le plus important a été la fin de l'intervention soviétique en Afghanistan. Enlisés depuis 1979 dans un conflit qui leur a coûté cher, en vies humaines et en moyens financiers, les Russes ont choisi en 1986 de sortir à petits pas du borbier afghan. Pour cela, ils ont poussé au remplacement de Babrak Karmal, hostile aux négociations avec les diverses composantes de la résistance, par Mohammed Najib (à la tête du parti communiste) et par le général Nadjibullah (président du Conseil révolutionnaire), l'un et l'autre plus dociles que Karmal aux injonctions du « Grand frère ». Dès lors, les pourparlers qui s'étaient engagés à Genève, tandis que les Soviétiques commençaient à réduire leurs effectifs militaires sur le terrain, ont pu être menés à bien et ont abouti, le 15 avril 1988, à un accord, sous l'égide de l'O.N.U., entre l'URSS, les États-Unis, le Pakistan et l'Afghanistan. Le 15 février 1989, le retrait des troupes soviétiques s'est achevé dans les délais prévus. Il n'a pas pour autant mis fin aux combats, le pouvoir communiste parvenant à se maintenir à Kaboul, face à une résistance extrêmement divisée, jusqu'en avril 1992, date de la prise de la capitale par les hommes de Ahmed Sha Massoud.

Après la chute du régime instauré avec l'appui du Kremlin, les luttes intérieures se sont transformées en véritables conflits ethniques opposant les Pachtouns, majoritaires dans le pays et qui ont traditionnellement dominé la politique afghane, aux autres

populations : Tadjiks, Chiïtes, Ouzbeks, Ismaéliens, etc. En 1998, ce sont les représentants du mouvement musulman fondamentaliste des Talibans, sortes de moines guerriers appartenant à l'ethnie pachtoun qui, avec le soutien du Pakistan et du Soudan, ont pris le pouvoir à Kaboul et dans la plus grande partie de l'Afghanistan. Ils ont instauré un régime islamiste terroriste et puritain très rigoureux, particulièrement à l'égard des femmes auxquelles toute vie publique et professionnelle était interdite et qui avaient l'obligation de porter la *burqa* (voile intégral de couleur noire). Les Talibans et leurs alliés islamistes pakistanais ont également accueilli sur le territoire dont ils avaient le contrôle des groupes armés et des camps d'entraînement de l'organisation Al-Qaida, dont le chef, Oussama Ben Laden est à l'origine des attaques terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington.

C'est à la fois pour punir le régime du mollah Omar et pour tenter de s'emparer de Ben Laden, et de ses lieutenants, que le Président Bush a décidé, dès le 7 octobre 2001, d'entrer en guerre contre l'Afghanistan. Précédée d'une longue série d'attaques aériennes contre les positions des Talibans et de leurs alliés, les troupes de la coalition – essentiellement composées d'unités américaines – sont passées à l'offensive et ont occupé la plus grande partie du pays. Les Talibans ont perdu le pouvoir et les infrastructures d'Al-Qaida ont été anéanties (fin 2001). Un nouveau gouvernement a été mis en place, dirigé par le Pachtoun royaliste Hamid Karzai, mais celui-ci a rencontré de grandes difficultés pour faire reconnaître son autorité sur l'ensemble du territoire afghan par les « seigneurs de la guerre ». L'influence talibane n'a pas disparu et les réseaux de Ben Laden – qui a lui-même échappé à ses adversaires – ont été d'autant moins démantelés qu'ils disposent d'appuis importants au Pakistan occidental.

Lent et difficile retour à la paix également en Asie du Sud-Est. Au Cambodge, occupé par les Vietnamiens en 1979, Saïgon a décidé de retirer la totalité de ses troupes en avril 1989, en demandant à l'Inde, au Canada et à la Pologne de contrôler ce retrait. Mais celui-ci n'a pas entraîné la fin des combats, notamment entre l'armée du gouvernement de Phnom Penh, soutenu par le Vietnam et l'URSS, et les Khmers rouges, aidés par la Thaïlande et la Chine, de loin la force la plus importante de la résistance anti-vietnamienne. Les accords de Paris, signés en octobre 1991, n'étant pas respectés, l'O.N.U. a déployé, sous les ordres du général australien Anderson, une force de plus de 15 000 « casques bleus » originaires d'une douzaine de pays. L'année 1992 a été marquée par une amorce de réconciliation

nationale autour du prince Norodom Sihanouk, rentré d'exil et devenu en juillet 1991 président du Conseil national suprême, puis proclamé roi en septembre 1993.

La mort de Pol Pot, au début de l'été 1996, a marqué le début d'un laborieux processus de pacification. Jusqu'à cette date, des combats avaient continué à opposer les forces gouvernementales aux Khmers rouges, solidement installés dans leurs bastions proches de la frontière thaïlandaise. Aujourd'hui, la démocratie progresse à petit pas et demeure fragile, dans ce pays qui a connu l'un des pires génocides du xx^e siècle. À la suite de longues négociations, le gouvernement de Phnom Penh et l'O.N.U. se sont mis d'accord sur les modalités d'un tribunal chargé de juger les crimes contre l'humanité commis entre 1975 et 1979. En octobre 2004, le prince Norodom Sihanouk, qui occupait le trône du Cambodge depuis 1941, a abdiqué en faveur de son fils, Norodom Sihamoni. Désormais, le Cambodge pacifié peut développer ses infrastructures et s'ouvrir au tourisme international.

Au Laos, également évacué par l'armée vietnamienne en 1988, la situation s'est à peu près normalisée. Il n'en est pas de même en Birmanie, où règne sans partage depuis 1962 une dictature militaire dirigée par le « généralissime » Than Shwe et qui ne tolère aucune opposition au régime. Emprisonnée à plusieurs reprises, la principale opposante, Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, est à peu près continûment assignée à résidence.

Dans le cône méridional de l'Afrique, plusieurs conflits ont trouvé une solution ou ont fortement diminué d'intensité depuis la fin des années 1980. L'Angola, où s'opposaient le M.P.L.A. pro-soviétique, détenteur du pouvoir depuis 1975, et l'U.N.I.T.A. de Jonas Savimbi, que soutenaient les États-Unis et l'Afrique du Sud, a retrouvé la paix à la suite des accords conclus par les dirigeants de ces deux organisations en mai 1991 et la mise en place d'un gouvernement de coalition qui s'est donné pour tâche d'établir dans ce pays potentiellement riche, mais que les conflits internes et l'incurie bureaucratique ont précipité dans de graves difficultés économiques, un régime pluraliste soucieux de maintenir la paix civile.

Au Mozambique, où la guerre civile aurait causé depuis 1977 la mort d'un million de personnes, il a fallu attendre le cessez-le-feu conclu à Rome en 1992 pour que le F.R.E.L.I.M.O. de Joaquim Chissano – parti unique au pouvoir depuis le milieu des années 1970 – et la R.E.N.A.M.O. (Résistance nationale du Mozambique), soutenue par l'Afrique du Sud en guerre ouverte contre le premier,

mettent fin à leur sanglante opposition et engagent leur pays, non sans se heurter à d'immenses difficultés, sur la voie du pluralisme.

Administrée par l'Union sud-africaine en vertu d'un mandat de la S.D.N. confié à ce pays en 1920, la Namibie a fini par obtenir son indépendance en mars 1990 à la suite d'une longue guerre menée par les guérilleros de la S.W.A.P.O. (*South West Africa People's Organisation*), avec le soutien de l'Angola et de Cuba. Il a fallu 23 ans pour que l'Afrique du Sud, qui a retiré ses troupes en novembre 1989, accepte enfin la décision de révocation de son mandat sur la Namibie, votée par les Nations unies en 1966. La tenue d'élections libres en novembre 1989, qui ont donné 57 % des voix aux candidats de la S.W.A.P.O., la mise en place d'un régime démocratique pluraliste et le départ des soldats cubains ont concrétisé, avec l'évolution du régime en place à Luanda et surtout la renonciation par l'Afrique du Sud au système de l'apartheid, l'échec des ambitions soviétiques dans la région.

La République sud-africaine a en effet basculé en 1990 dans une ère nouvelle. Depuis une trentaine d'années, elle se trouvait mise au ban de la société internationale qui lui reprochait à la fois son attitude à l'égard de la Namibie et ses pratiques de ségrégation raciale. Des sanctions furent ainsi décidées à l'encontre de l'Afrique du Sud par l'O.N.U., l'Organisation des États africains, les pays du Commonwealth, la C.E.E. et certains pays occidentaux agissant individuellement, de même que par le Comité international olympique : tout cela sans le moindre résultat.

Plus dangereux pour le pouvoir blanc a été la double opposition à sa politique menée, à l'intérieur par le Congrès national africain (A.N.C.), et sur les frontières par les mouvements de résistance armée rattachés à cette organisation et soutenus par les États de la « ligne de front » : Angola, Mozambique, Botswana, Zambie, Tanzanie, Zimbabwe, auxquels s'est joint épisodiquement le Zaïre. Face à ce double péril, les autorités sud-africaines ont réagi avec une extrême vigueur, réprimant de manière brutale toute manifestation de révolte dans les ghettos noirs (575 morts à Soweto en 1976), faisant condamner les dirigeants de l'A.N.C. à de lourdes peines de prison, laissant se développer un « contre-terrorisme » blanc orchestré par l'extrême droite nationaliste, et menant aux frontières et hors des frontières des expéditions punitives contre les guérillas et leurs alliés.

Le gouvernement de Pretoria a longtemps bénéficié du fait que, jusqu'à la disparition de l'URSS, la République sud-africaine, dotée

d'une puissante armée et probablement détentrice d'armements nucléaires, apparaissait aux yeux des Occidentaux comme le principal rempart à la propagation du communisme dans le cône sud du continent africain : c'est-à-dire dans une zone stratégique de toute première importance, vitale même pour les approvisionnements pétroliers de l'Europe. Cette considération a disparu avec la chute du communisme et avec la fin de la guerre froide. De là le changement radical amorcé dès 1989 par le nouveau président sud-africain, Frederik de Klerk, la libération en 1990 de Nelson Mandela, véritable chef historique de l'A.N.C, emprisonné depuis 27 ans, puis l'annonce de l'abandon de l'apartheid et finalement l'arrivée au pouvoir sans bouleversement révolutionnaire de Nelson Mandela, élu président de la République sud-africaine le 9 mai 1994.

Après son remplacement par Thabo Mbeki, la victoire incontestable de l'A.N.C. aux élections législatives de 1999 a confirmé la stabilité du régime en dépit des problèmes posés par les inégalités sociales et la permanence d'une très grande pauvreté au sein de la population noire.

Au Tchad, le cessez-le-feu signé avec la Libye en septembre 1987 a été respecté, les deux pays renouant des relations diplomatiques normales en octobre 1988 et signant, en août 1989, un accord cadre sur le règlement pacifique du différend frontalier de la bande d'Aozou, revendiquée par Kadhafi. Là encore cependant, la détente dans les relations du Tchad avec ses voisins, Libye et Soudan, ne s'est pas accompagnée d'un retour à la paix civile, l'ancien dictateur Hissène Habré, chassé du pouvoir en novembre 1991 par le colonel Idriss Déby, entretenant dans le Tibesti et la région du lac Tchad, une guérilla très active qui a duré plusieurs années avant d'être relayée par d'autres mouvements d'opposition armée.

Enfin, au Sahara occidental, privé de l'appui de son allié algérien – qui s'est réconcilié de manière spectaculaire avec le Maroc en mai 1988 –, le Front Polisario a dû accepter un cessez-le-feu et l'organisation, sous le contrôle de l'O.N.U., d'un référendum devant permettre à la population sahraouie de choisir entre l'indépendance et son rattachement au Maroc. Toutefois, le désaccord entre les deux parties quant à la définition du corps électoral appelé à se prononcer n'a pas permis de mettre un terme définitif au conflit.

Le Maroc n'a pas cessé d'affirmer que le Polisario était lié à la mouvance islamiste, voire aux réseaux djihadistes, et qu'il s'agissait d'un mouvement manipulé par l'Algérie. Le rapprochement de l'Empire chérifien avec le gouvernement d'Alger fait que Rabat accepte

désormais de traiter directement avec le Polisario. En avril 2008, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. a adopté la résolution 1813 dans laquelle il réitère les principes énoncés par les précédentes résolutions et prône une solution de compromis entre les différentes parties.

L'hyperpuissance contre « l'Empire du mal »

La chute du mur de Berlin ne constitue pas seulement un symbole pour les deux anciens « supergrands » et leurs alliés ou satellites. Elle a été suivie de la disparition de l'Empire soviétique et a laissé le champ libre aux États-Unis, puissance victorieuse de la guerre froide et seul pays à pouvoir assumer militairement et financièrement ce rôle pour maintenir un ordre mondial placé sous le signe de « l'Empire unique ». Hubert Védrine a lucidement décrit ce statut de puissance solitaire poussée à être plus que jamais le « gendarme du monde » dans un entretien publié en 1998 dans *Jeune Afrique* : « Pendant ce temps-là, écrit-il, les États-Unis devenaient, par KO de l'URSS et par leur phénoménale réussite, cette "hyperpuissance" [...] Ils disposaient dès lors sur le monde de pouvoirs sans précédent ni équivalent, et, débarrassés de tout contrepoids, s'apprêtaient à rejeter ce sur-moi multilatéraliste qui les avait encore retenus, avec les présidents George Herbert Bush et Bill Clinton, d'aller au bout de leur puissance nouvelle. Bientôt, l'"hyperpuissance", plus que jamais messianique et missionnaire, se sentirait débridée ; un souverainisme radical et un unilatéralisme résolu submergeraient toutes les digues. Pour reprendre la belle expression de Stanley Hoffmann, "désempêtré", Gulliver se déchaînerait » (Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance*, Fayard, 2003, p. 10).

● Le renforcement du *leadership* américain et le « nouvel ordre international »

En principe, ce statut de puissance dominante, autrefois limité à la direction du camp occidental et aujourd'hui étendu à la plus grande partie de la planète, impose à ceux qui le détiennent l'obligation d'être présents partout où sont bafoués le respect du droit international et des règles qui fondent la légitimité des décisions prises par l'O.N.U. Or s'il n'est plus tout à fait de mise de considérer comme « impérialistes » toutes les initiatives de politique étrangère prises par les dirigeants de Washington, il est clair que leur action sur

les cinq continents relève fréquemment de la *Realpolitik* et utilise parfois le thème de la « défense du monde libre », ou celui, cher à George W. Bush, de la lutte contre « l'Empire du mal », pour couvrir des entreprises visant principalement à la sauvegarde des intérêts américains.

L'opération menée en 1983 dans l'île de la Grenade, celle de Panama en décembre 1989, aussi bien que la première guerre du Golfe à la fin de l'année suivante, voire même l'action effectuée en Somalie en décembre 1992, pour des raisons à la fois humanitaires (ravitailler une population civile en proie à la famine) et de maintien de l'ordre (désarmer les différentes factions armées somaliennes et mettre fin à l'état d'anarchie dans le pays) relèvent de cette double légitimation des interventions extérieures.

Intervenant au lendemain de l'éclatement du bloc de l'Est, la première guerre du Golfe a permis de voir s'esquisser un nouvel ordre international, différent de celui qui a pris fin avec la guerre froide. L'Union soviétique, encore politiquement intacte à cette date, est restée à peu près inerte, Gorbatchev n'ayant ni les moyens d'intervenir aux côtés des puissances mandatées par l'O.N.U., ni la volonté de s'opposer – autrement que par de vagues propositions d'arbitrage – aux initiatives américaines. La crise a incontestablement pris les dirigeants du Kremlin au dépourvu. Au moment où ils négociaient avec les Occidentaux le montant de l'aide qu'ils jugeaient nécessaire au sauvetage de leur économie, ils ne pouvaient donner l'impression à leurs interlocuteurs et futurs créanciers qu'ils pouvaient encore souffler le froid sur le système international. En l'absence d'un contrepoids à leur propre action, les Américains ont eu les coudées franches pour gérer la crise au mieux de leurs intérêts, en profitant d'un consensus fondé à la fois sur la diabolisation de Saddam Hussein – qui a fait tout ce qu'il a pu il est vrai pour alimenter le fantasme d'un Hitler proche-oriental – et sur le refus de voir un État membre de l'O.N.U., en l'occurrence le Koweït, rayé purement et simplement de la carte.

Washington a pu ainsi une nouvelle fois se poser en défenseur de la démocratie et du droit sans que soient trop visibles les ressorts moins nobles qui guidaient son action. Celle-ci aurait-elle été aussi rapide et aussi vigoureuse si le Koweït n'avait pas été un gros exportateur de pétrole et si le golfe Persique n'avait pas recelé plus de la moitié des réserves mondiales ? Probablement pas, comme l'indique le moindre empressement des Américains à s'engager sur le terrain de la défense des droits de l'Homme en Bosnie, et ce qui est vrai pour

les États-Unis l'est sans doute également pour les autres pays occidentaux importateurs de pétrole qui ont joint leurs forces à celles de leur grande alliée, soit pour fournir des hommes et du matériel, soit, comme le Japon et l'Allemagne, pour financer une part importante des dépenses.

● **De Kaboul à Bagdad : la croisade de George W. Bush**

Depuis la fin de la première guerre du Golfe, les États-Unis ont, à la faveur de la crise orientale, acquis dans la région la plus convoitée de la planète, la plus vitale pour les intérêts du monde industrialisé, une position hégémonique qui renforce leurs *leadership* international et accroît leurs responsabilités dans le règlement du conflit israélo-palestinien.

Dix ans après le premier conflit armé contre l'Irak de Saddam Hussein, les attaques meurtrières contre les deux édifices géants du *World Trade Center* à New York et contre le siège du Pentagone à Washington ont considérablement modifié la donne internationale et ont radicalisé l'attitude des États-Unis, gouvernés depuis l'élection présidentielle de novembre 2000 par une équipe de néoconservateurs partisans de la manière forte. Les terroristes ont visé haut en effet, en touchant l'Amérique au cœur, dans les symboles les plus marqués de sa puissance économique et militaire. L'attaque, qui a fait au total plus de 3 000 morts ou disparus, avait en outre pour but d'inspirer la terreur dans le monde entier, quasiment témoin en direct, par petit écran interposé, de l'apocalypse déclenchée par une poignée de kamikazes fanatisés.

Le promoteur de l'opération, Oussama Ben Laden, fondateur et principal dirigeant du réseau terroriste Al-Qaïda, n'est pas un inconnu pour les Américains. N'a-t-il pas reçu leur soutien financier à l'époque de la lutte entre les Afghans et les Russes ? Mais depuis la guerre du Golfe et l'invasion des « infidèles » sur le sol sacré de l'Arabie saoudite (il abrite les principaux lieux saints de l'Islam), l'Amérique est devenue pour lui, comme pour ses fidèles, l'ennemi numéro un. Aussi George W. Bush a-t-il choisi de changer de cible. Au lieu de s'en prendre à l'Islam en tant que civilisation, et en développant la rhétorique de « lutte du Bien contre le Mal », il a entrepris au lendemain du 11 septembre de déclarer la guerre au terrorisme et d'éradiquer toute menace de ce type, ou qu'elle se trouve et quel que soit le prix à payer.

La première manifestation de cette croisade au nom de la démocratie contre un adversaire aussi difficile à identifier qu'à détruire, a

été la guerre menée dès la fin de 2001 contre le régime des Talibans en Afghanistan. Ont ensuite été désignés comme États « voyous », acteurs ou commanditaires des actions terroristes, la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie, la Libye et l'Irak, accusés de vouloir se doter d'armes de destruction massive, chimiques, biologiques ou nucléaires. Parmi ces *rogues states*, celui qui répondait le mieux aux objectifs du président américain était l'Irak de Saddam Hussein. Militairement plus vulnérable que la Corée du Nord ou l'Iran, considérablement affaibli par le long conflit avec ce dernier, par la guerre de 1991 et par l'embargo qui avait suivi, déchiré par les oppositions ethniques et religieuses (minorité sunnite contre majorité chiite, Arabes contre Kurdes), le régime de Saddam Hussein était responsable de suffisamment de crimes pour être mis aisément au ban de l'humanité. En installant à Bagdad un régime qui leur serait favorable, les Américains comptaient renforcer la sécurité d'Israël en même temps que leur propre hégémonie dans une région absolument vitale pour les approvisionnements énergétiques du monde industrialisé, et pour leurs propres intérêts. Encore fallait-il, pour qu'une intervention apparût légitime aux yeux de la communauté internationale, qu'elle s'appuyât sur de sérieuses raisons. Les manœuvres dilatoires du pouvoir irakien à l'égard des inspecteurs chargés par l'O.N.U. de déceler une éventuelle production d'armes de destruction massive sur le sol irakien, offraient au président américain l'opportunité d'une action qu'il souhaitait inscrire, comme en 1991, dans le cadre des Nations unies.

Or un certain nombre de pays, comme la France, l'Allemagne et la Russie refusèrent de donner leur accord à une intervention placée sous le patronage de l'organisation internationale. À la tête d'une coalition moins consensuelle qu'en 1991, et dans laquelle figuraient souvent, contre le sentiment des populations, des pays comme le Royaume-Uni, l'Italie, le Japon, l'Espagne (jusqu'à son retrait à la suite de l'attentat sanglant de Madrid en mars 2004), les États-Unis ont entrepris, après avoir sommé Saddam de choisir en l'exil et la guerre, d'attaquer l'Irak. Commencée le 20 mars, la phase proprement militaire du conflit devait s'achever à la mi-avril par la chute de Bagdad.

Depuis cette date, la coalition s'est heurtée à une réaction acharnée de la part d'une population que la chute de Saddam, puis sa capture et pour finir sa condamnation à mort et son exécution (le 30 décembre 2006) ont majoritairement satisfaite, mais qui accepte d'autant moins l'occupation étrangère que les deux raisons majeures invoquées par Bush junior et par son principal allié, le Premier ministre britannique Tony Blair, pour légitimer leur intervention, se sont avérées sans

objet. Aucune arme de destruction massive n'a été trouvée sur le sol irakien et la preuve des « liens réels » entre les organisations terroristes internationales du type Al-Qaïda et le régime de Saddam Hussein n'a pas été apportée, loin de là. Il reste le troisième objectif affiché par la Maison Blanche, à savoir la mise en place à Bagdad d'une démocratie contagieuse pour les pays de la région. Sur ce point, quelques résultats ont été obtenus : la mise en place d'un Conseil intérimaire de gouvernement en juillet 2003, des élections pour la désignation en octobre 2004 d'une assemblée nationale, qui ont réuni plus de 60 % d'électeurs – les abstentionnistes appartenaient pour la plupart à la communauté sunnite – et qui ont donné la majorité aux représentants des Chiïtes et aux Kurdes, le principal vainqueur du scrutin étant le parti de l'ayatollah chiïte Sistani. Tout ceci sur fond d'attentats meurtriers contre des soldats de la coalition, les civils autochtones et les policiers irakiens, d'enlèvements de journalistes étrangers, de sabotages, d'entreprises de pure piraterie mafieuse et d'actions massives dont la brutalité a souvent été jugée avec sévérité par la communauté internationale.

● **Proche et Moyen-Orient : un pas en avant, deux pas en arrière**

On aurait pu penser qu'à la suite de la poignée de main « historique » de septembre 1993 entre le chef de l'O.L.P. et le Premier ministre israélien Ytzhak Rabin, un pas décisif avait enfin été accompli sur le chemin de la paix. En effet, tandis qu'une autorité palestinienne, exercée par l'O.L.P., et dotée d'une force de police, s'installait à Gaza et dans la zone de Jéricho, en Cisjordanie, et que se poursuivaient de laborieuses négociations sur le statut définitif des territoires occupés, l'heure était venue, semble-t-il, d'envisager sérieusement la constitution officielle d'un État palestinien, reconnu par l'ensemble de la communauté internationale et susceptible de coexister pacifiquement avec son voisin hébreu. Or la désillusion ne devait pas tarder, conséquence de la surenchère faite par les mouvements extrémistes palestiniens, la résistance des colons israéliens qui s'étaient implantés en Cisjordanie et à Gaza depuis la guerre des Six jours, et de la reprise, de part et d'autre, d'actions terroristes qui ne pouvaient que rendre précaires les accords établis et incertain le processus de paix engagé par les modérés des deux camps.

Le 25 février 1994, le massacre perpétré à Hebron, en Cisjordanie, par un extrémiste israélien du mouvement Kach, fait 52 morts parmi les Palestiniens. Le 4 novembre 1995, Itzhak Rabin, qui vient d'assister devant une foule considérable à une manifestation pour la

paix sur la place des Rois d'Israël à Tel-Aviv, est assassiné par un autre extrémiste israélien, Ygal Amir, venu pour tuer également le ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès, lequel prend aussitôt les fonctions de Premier ministre. De leur côté, les plus durs des mouvements palestiniens ne déposent pas les armes et multiplient les actes terroristes en Israël, dans les territoires occupés et au Sud Liban, où stationnent également des troupes israéliennes. C'est dans cette dernière région, à la suite de plusieurs attentats meurtriers en territoire israélien et de tirs de roquettes effectués par des groupes appartenant au Hezbollah pro-iranien, qu'Israël a engagé des actions de représailles, essentiellement des bombardements. En avril 1996, ces derniers feront plus de 200 victimes, dont une centaine de civils libanais à Cana, dans un camp contrôlé par la Force internationale des Nations unies au Liban (F.I.N.U.L.).

Avec ses autres voisins arabes, Israël a plutôt tempéré ses rapports au cours de la dernière décennie du siècle. Fortement poussée dans cette voie par les États-Unis de Bill Clinton, au prix d'une certaine mansuétude envers Assad, tant à propos du Liban que du contentieux résultant de l'éventuelle complicité de ce dernier avec des actions terroristes passées, la Syrie est apparue moins hostile qu'autrefois à un règlement qui lui permettrait de récupérer une partie au mois du Golan. La Jordanie a mis fin pour sa part, en juillet 1994, à l'état de guerre avec Israël et instauré avec celui-ci des rapports de bon voisinage. En septembre de la même année, le Maroc et Israël ont rétabli leurs relations commerciales et postales, premiers pas d'une reprise de leurs rapports diplomatiques. En octobre 1993, pour la première fois depuis 1981, les États arabes ne se sont pas opposés, lors de l'Assemblée générale de l'O.N.U., à l'accréditation d'Israël, et le 4 décembre, 155 pays membres de l'organisation internationale ont voté en faveur de la déclaration de l'Assemblée générale appelant à la paix au Moyen-Orient sans, pour la première fois, accuser l'État hébreu.

Autant de signes d'un dégel qui aurait pu conduire, dans un délai raisonnable, à l'intégration d'Israël dans une région à peu près unanimement hostile. Or les événements des dernières années ont montré qu'une telle issue du conflit, engagé il y a maintenant plus de soixante ans, était pour le moins prématurée. Les élections de 1996 en Israël ont ramené au pouvoir le *Likoud*, et placé à la tête du gouvernement Benyamin Nétanyahou, un homme politique de droite beaucoup moins favorable que ses deux prédécesseurs à la poursuite d'une politique devant aboutir à la création d'un État national palestinien. Le processus de paix s'est ainsi enlisé, l'intransigeance des deux

parties provoquant depuis l'automne 2000 une radicalisation des deux camps, illustrée par la reprise de l'*intifada* du côté palestinien, contrée avec une rigueur jugée excessive par la communauté internationale (blocage des territoires soumis à l'autorité palestinienne, bombardements « ciblés » faisant de nombreuses victimes parmi les populations civiles, élimination de militants extrémistes, construction d'un mur destiné à protéger les implantations de colons israéliens, etc.) et par l'élection à la tête de l'État hébreu d'Ariel Sharon, figure emblématique de la droite radicale.

Un « sommet » israélo-palestinien, convoqué à Camp David par le Président Clinton en juillet 2000 n'a pas réussi à jeter les bases d'un accord sur le statut permanent des territoires occupés, pas plus que les négociations engagées à Taba en Égypte, à l'extrême fin du mandat de Bill Clinton. L'élection de George W. Bush à la présidence des États-Unis, les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, l'offensive tous azimuts lancée contre les Américains et leurs alliés par le terrorisme islamique ont sans aucun doute provoqué un raidissement des deux protagonistes du conflit. L'appui de Bush a permis à Sharon d'envisager un règlement unilatéral comportant en échange de la fin des attentats l'évacuation par les Israéliens de la bande de Gaza et de quelques colonies en Cisjordanie. Une « feuille de route », élaborée en 2003 et parrainée par les États-Unis, l'O.N.U., la Russie et l'Union européenne, prétendait aboutir en 2005 à la coexistence entre les deux parties, portant notamment sur le statut de Jérusalem et sur le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La mort de Yasser Arafat, suivie de l'élection du modéré Mahmoud Abbas à la tête de l'O.L.P. a semblé, une fois encore, inaugurer une phase de détente entre les deux camps qui n'a pas duré beaucoup plus longtemps que les deux précédentes. Mahmoud Abbas a appelé le Hamas et les autres groupes extrémistes à arrêter la violence et à négocier un accord de trêve avec l'État hébreu. En février 2005, les deux parties se sont entendues lors de la conférence au sommet de Charm el-Cheikh, en Égypte, en présence du roi Abdullah de Jordanie et du président égyptien Hosni Moubarak, pour mettre fin aux actions violentes, en échange de quoi Israël acceptait de relâcher 900 prisonniers et de se retirer graduellement des villes palestiniennes. Malheureusement, ce bref retour à la raison ne fut pas suivi d'effet. Un attentat suicide opéré à Tel Aviv le 25 février par une cellule du Djihad islamique, dirigée depuis Damas, a remis en cause le processus de paix. Pas tout à fait cependant. La rencontre entre Mahmoud Abbas et Sharon, le 21 juin 2005 n'a certes pas donné de

grands espoirs aux partisans de la négociation ; elle a néanmoins été suivie du retrait complet de l'armée israélienne de la bande de Gaza, moins d'un mois après l'évacuation des derniers colons.

Ces maigres progrès, loin de favoriser la reprise du dialogue, ont eu tendance à radicaliser les va-t-en guerre des deux camps. En janvier 2006, le Hamas a obtenu une nette victoire aux élections législatives, suivie, en mars 2007, de la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale également présidé par Mahmoud Abbas, dont les troupes – qui acceptent mal d'avoir été désavoués par les électeurs – ont pris le contrôle de Gaza.

Les causes profondes du conflit n'ont pas beaucoup changé depuis 1948, sinon qu'elles ont pris un caractère de plus en plus marqué et que d'autres sujets d'opposition violente sont apparus au cours des deux dernières décennies. Israël, au mépris des résolutions de l'O.N.U. et de ses autres engagements internationaux, ne veut pas entendre parler d'un État palestinien dont le seul but à ses yeux serait d'éliminer l'État hébreu. Les Palestiniens rejettent pour leur part le principe d'un État qui serait placé sous le contrôle de leur puissant voisin et serait de toute façon amputé par les colonies que les divers gouvernements israéliens ont laissé s'installer au cœur même des territoires occupés. Surtout, les uns et les autres n'en finissent pas de rejeter sur l'adversaire la responsabilité de l'échec de toute solution pacifique. L'État hébreu dénonce les actions des groupes terroristes et les tirs de roquettes effectués depuis le Sud Liban. Les organisations palestiniennes condamnent les bombardements de représailles et la disparité entre le nombre des morts civils dans les deux camps, les incursions de l'armée israélienne à Gaza et en Cisjordanie – notamment à Ramallah où un raid de ce type s'est accompagné de la destruction du quartier général de Yasser Arafat – l'embargo imposé aux Palestiniens, les entraves apportées au travail et à la vie quotidienne des populations civiles, la construction d'un « mur de sécurité » à la limite des deux États, dans le but d'empêcher les infiltrations en territoire israélien, etc.

La situation s'est fortement aggravée, en novembre 2008, lorsque, après plusieurs mois de trêve partielle, et l'enlèvement par le Hamas d'un soldat de *Tsahal*, Israël a procédé à un raid contre un tunnel palestinien, faisant 6 morts parmi les combattants du Hamas, lequel, après plusieurs mois d'affrontements armés avec le Fatah, avait fini par prendre le contrôle de la bande de Gaza. Les tirs de roquettes ayant repris, l'État hébreu s'est lancé fin décembre 2008 dans une nouvelle opération d'envergure dans la bande de Gaza, dite « Plomb durci », dont le but était de détruire les rampes de lancement d'engins

destinés à maintenir un climat permanent d'insécurité en territoire israélien. Cette action a fait plus de 1 300 morts du côté palestinien contre 13 victimes israéliennes, mais elle n'a pas permis à Israël de procéder à l'élimination du Hamas avant le cessez-le-feu qui sera décrété unilatéralement le 18 janvier par le gouvernement de cet État, suite à la forte pression de l'opinion internationale jugeant la riposte de *Tsahal* disproportionnée. Dans les deux camps, on se félicite d'avoir gagné la guerre, le Hamas parce qu'il a obligé son adversaire à quitter les lieux, Israël parce qu'il a pu démembrer une grande partie des infrastructures palestiniennes dans la bande de Gaza.

Retour donc à la case départ, au moment où les électeurs israéliens viennent de renvoyer à la Knesset une majorité de droite et à la présidence du gouvernement le chef de file des « faucons », en la personne de Benyamin Nétanyahou, de retour au pouvoir et plus résolu que jamais à imposer – avec l'appui d'une majorité hétéroclite – sa propre vision de la sécurité d'Israël.

● **Le « Nouvel ordre mondial » : mythe ou réalité ?**

Que devient, dans cette conjoncture internationale tourmentée, le « nouvel ordre international » annoncé par Bush père au lendemain de l'opération « tempête du désert » ? Vingt ans après le « triomphe du droit » dans la première guerre du Golfe, éphémère manifestation d'un consensus international fondé sur des mobiles équivoques, la notion d'« ordre mondial » paraît difficilement applicable à la configuration planétaire actuelle. Certes, le xx^e siècle ne s'est pas achevé sous les auspices de l'ordre pentapolaire imaginé par Kissinger à l'époque de la première « détente ». L'URSS a disparu et avec elle l'Empire qu'elle s'était constitué dans le prolongement de celui des tsars. Il aura fallu près de vingt ans pour que, surmontant les immenses difficultés d'adaptation à l'économie de marché, elle puisse à nouveau participer au jeu international et figurer parmi les toutes premières puissances du globe. Elle dispose pour cela d'atouts incontestables : l'immensité de son territoire, l'effectif de sa population, la richesse de ses terres cultivables, ses réserves énergétiques considérables, notamment pour les hydrocarbures. Le moindre doute concernant les livraisons de gaz russe en direction de l'Ukraine, des ex-démocraties populaires, voire de l'Europe occidentale ne provoque-t-il pas dans ces gros consommateurs d'énergie des inquiétudes que les dirigeants du Kremlin n'hésitent pas à utiliser pour rappeler que leur pays dispose d'un moyen de pression particulièrement efficace ? Ils ne sauraient cependant pas en abuser, car

la Russie nouvelle a besoin de partenaires économiques autant que ces derniers ont besoin d'elle. Il reste, pour qu'elle redevenue une superpuissance, la grande inconnue que constitue l'avenir politique du régime – une sorte de démocratie consulaire, incarné pour l'instant par Vladimir Poutine – et l'aptitude qu'auront ses dirigeants à gérer les derniers vestiges d'une colonisation qui continue à dresser certains peuples du Caucase (Tchéchène, Géorgiens) contre l'État russe centralisateur et peu soucieux de ménager les susceptibilités identitaires et culturelles de ces minorités.

Le Japon, longtemps nain politique mais géant économique à l'époque des « Trente Glorieuses », connaît aujourd'hui des difficultés récurrentes qui sont celles des puissances industrielles vieillissantes. En témoignent par exemple les problèmes rencontrés depuis peu par les firmes Toyota et Honda, jusqu'alors réputées pour la qualité de leurs véhicules et qui ont dû rapatrier en catastrophe des centaines de milliers de voitures vendues dans le monde pour cause de malfaçons. Deuxième puissance industrielle de la planète, fournisseur depuis vingt ans d'une aide publique au tiers-monde qui, en volume, dépasse celle des États-Unis, détenteur au sein d'organismes internationaux tels que le F.M.I., la F.A.O., la BIRD et même la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), d'un rôle de tout premier plan, le Japon ne peut plus être qualifié aujourd'hui de « nain politique », tant sa présence dans les instances régionales et internationales qui débattent de la paix et de la guerre est désormais affirmée. Il reste qu'à l'heure où peuvent surgir de nouveaux périls que ceux incarnés depuis soixante ans par l'URSS, le fait qu'il ne puisse sans bouleversement majeur se doter d'une véritable armée, ni surtout d'une force nucléaire de dissuasion, le condamnent à demeurer l'auxiliaire plus ou moins consentant de la République impériale dans la fonction de maintien de l'ordre mondial.

L'Union européenne, passée en quelques années de quinze à vingt-sept, se trouve à un tournant d'où peuvent sortir le meilleur et le pire. Soit, à partir de cette base certes encore fragile que constitue le traité de Lisbonne, acquérir une véritable stature internationale, en conférant de véritables pouvoirs décisionnels à ses représentants, notamment en matière de politique étrangère et de gestion des crises. Soit en laissant s'imposer la règle du « chacun pour soi » et en continuant à privilégier les intérêts nationaux aux dépens de ceux de la communauté.

Reste la Chine, qui a mis longtemps à faire sauter les verrous freinant son décollage économique. Si elle parvient à maintenir un équi-

libre, d'ailleurs surprenant pour les Occidentaux, entre les rigidités du régime communiste et les contraintes de l'économie de marché, elle peut aspirer, en moins de dix ans, pour peu que sa croissance conserve le fort rythme de croisière atteint dans le courant des années 2000, à au moins égaler les États-Unis en tant qu'hyperpuissance industrielle, financière et militaire. Déjà, dans un contexte international qui est celui de la globalisation, de l'ouverture des frontières, et depuis 2007 de la crise, l'extrême rapidité de son développement fait redouter aux autres puissances industrielles les effets ravageurs de l'arrivée massive des produits *made in China*. Certes, avec son milliard et demi de consommateurs virtuels, le marché chinois paraît représenter un immense réservoir de commandes pour les industriels et les hommes d'affaires américains, européens ou japonais. Mais déjà se font sentir les conséquences sur les économies développées d'une concurrence qui dispose d'un double atout : la modernité de l'appareil de production, largement et récemment installé par les Occidentaux eux-mêmes, et le coût pour l'instant dérisoire de la main-d'œuvre. En 2010, grande puissance militaire, nucléaire et désormais industrielle, la Chine peut se permettre de parler haut, de menacer à nouveau Taïwan, d'exiger des excuses du gouvernement nippon pour les crimes de guerre perpétrés par les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale, de critiquer avec véhémence les pays qui accueillent le dalaï-lama dans ses déplacements, ou encore d'agiter le spectre d'une guerre commerciale avec l'Europe si celle-ci s'avisait de limiter ses importations de produits de consommation chinois (jouets, textiles, meubles, etc.).

Derrière cette puissance montante de la Chine, se profile celle de pays en voie de développement et qui sont appelés à figurer dans quinze, vingt ou trente ans parmi les géants de l'économie mondiale : l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud. Dans ces conditions, on peut se demander si ce n'est pas plutôt de « désordre mondial » dont il faut parler pour qualifier la situation de la première décennie du xx^e siècle. Pour l'instant, la puissance militaire, financière et technologique des États-Unis paraît encore en mesure de faire obstacle à la « révolte des pions » (A. Fontaine), dès lors que les entreprises de maintien de l'ordre de la République impériale peuvent être placées – en brutalisant un peu les faits grâce au quasi monopole de l'information – sous le signe du droit et de l'action humanitaire, bénéficiant ainsi d'un certain consensus international. Mais pourra-t-elle longtemps contenir la pression d'un tiers ou d'un quart-monde surpeuplé et famélique, et empêcher que la prolifération nucléaire et le terrorisme organisé à

l'échelle de la planète – dangers majeurs du monde issu de la guerre froide – ne donnent aux pauvres les armes de l'Apocalypse ?

Des signes paraissent indiquer dès maintenant que le statut de « gendarme du monde » qui a été assumé, depuis la chute du communisme, par les États-Unis, et qui l'était bien antérieurement par le « condominium américano-soviétique », sera de plus en plus difficile à conserver. Face aux pressions du monde occidental, ni l'Iran, en la personne de son président Mahmoud Ahmadinejad – lequel ne se cache pas de vouloir « rayer Israël de la carte du monde » – ni la Corée du Nord où règne un ordre totalitaire particulièrement répressif, n'ont renoncé à la fabrication, dans un délai relativement proche, de l'arme nucléaire. Les menaces d'une aggravation des sanctions décidées par l'O.N.U. n'ont pas empêché ces deux puissances de développer des programmes d'enrichissement de l'uranium et d'expérimenter des tirs de missiles susceptibles d'atteindre l'État hébreu, voire des cibles plus lointaines, pour l'une, le Japon pour l'autre. Jamais le risque de déclenchement d'un conflit nucléaire n'a été aussi grand que depuis qu'ont été repérés les sites suspects de mise au point de la bombe. Ahmadinejad n'a-t-il pas déclaré à Damas en février 2010 à son homologue syrien, Bachar Al-Assad, que les pays arabes allaient lancer « un nouveau Moyen-Orient sans sionistes et sans colonialistes » ?

L'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis, et la main tendue par l'hôte de la Maison Blanche à l'ensemble du monde musulman n'ont pas pour l'instant suscité de résultats tangibles. Déjà engagée en Afghanistan et en Irak, dans des conflits armés dont l'issue demeure hautement incertaine, plus que jamais contestée dans son *leadership* en Amérique latine, notamment au Brésil, au Venezuela et en Bolivie, où les présidents Lula, Chavez et Morales, tiennent la dragée haute à Washington et où la République impériale doit se montrer beaucoup plus soucieuse que par le passé de la volonté et des intérêts de ses ex-satellites, l'hyperpuissance n'a plus tout à fait les moyens d'ouvrir de nouveaux fronts. D'autant que sa principale concurrente, la Chine, ne se prive pas d'apporter son soutien, comme au Soudan, aux pions indociles.

Au conflit Est/Ouest, qui a marqué la deuxième moitié du xx^e siècle, et qui s'est achevé au début des années 1990, il semble bien que soit en train de se substituer un affrontement Nord/Sud dont les effets déstabilisateurs et destructeurs ne peuvent être évités, ou limités, que par une coopération accrue et grâce à une avancée significative de la démocratie.

À la recherche d'un nouvel équilibre : l'Amérique de Bill Clinton (1993-2000)

L'élection en 1992 du démocrate Bill Clinton à la présidence des États-Unis s'explique très largement par la déception des Américains devant la politique suivie par George Bush. Ayant remporté une très large victoire, le nouveau Président met en œuvre un programme de « renaissance de l'Amérique » au prix d'un rigoureux programme d'assainissement destiné à relancer la croissance et les créations d'emploi à long terme. En dépit de mécomptes au début du mandat présidentiel, dus au mécontentement des Américains devant la politique de rigueur, la reprise d'une forte croissance économique et la diminution spectaculaire du chômage permettent à Bill Clinton une brillante réélection en 1996. Alors que sa popularité est au plus haut, l'utilisation par les républicains d'affaires liées à la vie privée du Président, va assombrir son second mandat et lui interdire d'être l'homme de la réconciliation et du consensus qu'il avait espéré devenir. Mais, sous ses mandats, les États-Unis ont connu une remarquable expansion économique, maîtrisé l'inflation, protégé les classes moyennes et se sont adaptés à la mondialisation.

La fin du conservatisme ? (1993-1996)

● La campagne électorale de 1992

Au début de l'été 1992, alors que s'ouvre la campagne pour les élections présidentielles américaines, la popularité de George Bush est au plus bas, l'opinion lui reprochant d'avoir consacré tous ses efforts à la politique internationale et de s'être désintéressé du sort des Américains. Néanmoins, la convention républicaine choisit le président sortant comme son candidat aux élections de l'automne, reconstituant le « ticket » victorieux en 1988 puisqu'à George Bush se trouve adjoint le vice-président Dan Quayle, fortement contesté lui aussi et jugé inapte par une grande partie de l'opinion à exercer éventuellement les fonctions présidentielles. Mais le handicap de l'équipe sortante est considérable, les sondages lui étant constamment et lourdement défavorables. C'est que, contrairement à 1988, les démocrates opposent au Président un adversaire de poids en la personne du gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton, épaulé par un autre homme du Sud, Albert Gore. Surnommé le « meilleur gouverneur des États-Unis », Bill Clinton est aussi le plus jeune (il a été élu à 32 ans gouverneur de l'Arkansas). Son modèle est l'ancien Président John Kennedy qui a promis de changer le pays et a fait croire aux Américains qu'il le pouvait. Cet homme du Sud, modéré, a été constamment réélu gouverneur depuis 1982, ce qui est une belle performance dans la vie politique américaine. C'est que « Bill le malin », comme on l'appelle, a su attirer des industries dans un des États les plus pauvres du pays et y a réformé le système d'éducation au point d'en faire un modèle national, sérieux atout dans son jeu lorsqu'on sait que les problèmes de l'enseignement sont maintenant passés au premier plan des préoccupations des Américains qui dénoncent la médiocrité croissante du système éducatif. Mais le choix de Clinton et de Gore révèle aussi la volonté des démocrates de modifier l'image de leur parti. Traditionnellement, celui-ci était le défenseur des minorités religieuses et ethniques et, comme le rappelle le pasteur noir Jesse Jackson, le protecteur des gens des ghettos urbains. En formant un « ticket » de sudistes modérés, représentatifs de la classe moyenne, le parti démocrate entend ramener dans ses rangs la classe moyenne blanche du Sud qui votait traditionnellement démocrate, mais qui s'est portée depuis près d'une génération sur le *Grand Old Party*, permettant aux républicains de s'assurer depuis un quart de siècle (à la brève exception de la présidence Carter) un véritable

monopole de la Maison Blanche. Bill Clinton entend être l'homme du recentrage qui doit donner au parti démocrate un profil plus moderne et plus modéré que celui de représentant des minorités défavorisées.

● **L'élection de Bill Clinton**

Les élections triangulaires du mardi 3 novembre 1992 font de Bill Clinton le 42^e président des États-Unis comme l'annonçaient les sondages. Il arrive en effet nettement en tête en rassemblant 43 % des suffrages contre 38 % au Président sortant George Bush et 19 % au troisième candidat, le milliardaire texan Ross Perot, dont le score exceptionnellement élevé traduit le désenchantement des Américains envers les deux grands partis traditionnels.

L'explication de la défaite du Président sortant tient dans la désaffection à son égard de la classe moyenne américaine, durement touchée par le marasme économique. Elle s'est détournée du parti républicain en raison de l'absence de solution crédible à ses problèmes et à ses difficultés dans le programme de George Bush. Celui-ci en effet n'envisage guère de remèdes au chômage, au déclin des systèmes d'éducation et de santé qui préoccupent essentiellement les Américains alors que Bill Clinton s'est engagé à traiter avant tout les problèmes internes de l'Amérique. Signe des temps, la Californie, État le plus peuplé du pays et qui désigne 54 grands électeurs mais où le taux de chômage est l'un des plus élevés (10 % de la population active), a voté démocrate alors qu'elle avait donné ses voix à George Bush aux élections précédentes. De même, les communautés les plus touchées par la crise ont massivement voté Clinton, les Noirs à 90 %, les Hispaniques à 62 %.

Ces élections paraissent marquer un tournant dans la vie politique américaine. La chambre des Représentants, dont les 435 membres sont soumis à réélection, reste à majorité démocrate, mais elle a subi un important renouvellement, sans précédent depuis 1948, puisque 109 Représentants, soit un quart de l'effectif, sont de nouveaux élus. Ce renouvellement profite aux minorités ethniques qui gagnent une vingtaine d'élus à la chambre des Représentants où siègent désormais trente-huit Noirs, dix-sept Hispaniques et quatre Asiatiques. Autre fait nouveau : pour la première fois, les États du Sud ont élu cinq Noirs. Les femmes bénéficient également de cette élection : elles sont désormais quarante-sept contre vingt-huit auparavant à la chambre.

Les mêmes nouveautés se remarquent au Sénat, renouvelable pour un tiers. Quatre femmes de plus font leur entrée dans cette assemblée

conservatrice, ce qui porte leur nombre à six et l'une des nouvelles venues, sénateur de l'Illinois, est la première femme noire à siéger au Sénat.

Avec ce Congrès qui demeure à majorité démocrate, le nouveau Président des États-Unis va s'atteler à la difficile mission de redresser l'économie américaine en restaurant la croissance. En outre, parmi ses préoccupations prioritaires figurent des problèmes trop longtemps négligés par ses prédécesseurs : le sida, l'environnement, la nécessaire reconversion des industries de la défense. Or, la tâche n'est pas facile car l'héritage laissé par douze années de présidence républicaine sous Reagan et Bush est fort lourd : l'endettement est colossal et le déficit budgétaire est de 290 milliards de dollars. Comment trouver, dans ces conditions, les moyens de réaliser les programmes d'aide à l'éducation et à la santé, celui de protection de l'environnement, tout en stimulant l'économie par des investissements dans de grands travaux d'équipement dont on espère qu'ils permettront de créer 8 millions d'emplois ? En exprimant l'espoir d'une Amérique qui se voue à la recherche d'une « nouvelle frontière », Clinton se place sous l'inspiration de deux de ses prédécesseurs démocrates, Roosevelt qui a voulu sortir l'Amérique de la crise par le New Deal et J.-F. Kennedy qui s'était fixé pour tâche de faire reculer la pauvreté et le racisme. Ce double parrainage suffira-t-il ?

● La renaissance de l'Amérique ?

Élu par 43 % des suffrages, mais très populaire, Bill Clinton place son mandat sous le signe de la « renaissance de l'Amérique », thème de son discours d'investiture. Il entend par là, qu'à l'extérieur, l'Amérique doit continuer à conduire un monde qu'elle a largement contribué à construire, tandis qu'à l'intérieur, il s'agit d'opérer un redressement après les années de pouvoir républicain à propos desquelles le nouveau Président dresse un constat des plus sévères. De fait, les États-Unis attendent de leur Président qu'il rétablisse la vitalité économique du pays, comme il s'est engagé à le faire lors de la campagne électorale, en réduisant l'endettement de l'État, le déficit budgétaire et en créant des emplois pour résorber un chômage qui atteint 7,3 % de la population active.

C'est en février 1993, lors de son premier Discours sur l'état de l'Union prononcé devant le Congrès, que le Président Clinton dévoile ses projets, qui impliquent un tournant majeur dans la politique économique du gouvernement américain. Alors que les républicains avaient privilégié la consommation à court terme aux dépens de

l'investissement, c'est un programme d'assainissement budgétaire situé dans une stratégie de croissance à long terme, créatrice d'emplois, que prévoit le nouveau Président. Pour y parvenir, il lance un véritable défi à l'Amérique, habituée à vivre pour la satisfaction et la rentabilité immédiates, et il l'invite à faire des sacrifices pour préparer l'avenir. Dans l'immédiat, les maîtres mots de la nouvelle politique sont « rigueur » et « austérité » et c'est la voie que Clinton suit obstinément, au risque de mettre en péril sa popularité. Dès 1993, il propose de ramener le déficit de l'État à moins de 200 milliards de dollars, par une compression des dépenses de l'État et une forte augmentation des taxes et des impôts, en contradiction avec ses promesses électorales de réduction des impôts faites à la classe moyenne. En février 1994, décidé à ramener le déficit budgétaire à 176 milliards de dollars (2,5 % du P.N.B. américain), il ne prévoit pas d'impôts nouveaux (les précédents ont été fort mal accueillis par l'opinion), mais les réductions de dépenses sont les plus sévères jamais proposées aux parlementaires américains : le budget de la défense baisse de 1 %, le nombre des fonctionnaires fédéraux doit être réduit de 100 000. En revanche, le budget de la justice augmente de 25 % pour financer l'embauche de policiers supplémentaires afin de lutter contre la criminalité, et des aides sont prévues pour les sans-logis et la formation professionnelle. Si l'opinion approuve la réduction du déficit, elle rechigne devant les sacrifices demandés sur le plan fiscal. Convaincu de la justesse de ses vues, persuadé que son programme de réduction du déficit budgétaire a contribué à faire baisser fortement les taux d'intérêt et à injecter 100 milliards de dollars dans le circuit économique, le Président Clinton entreprend dès 1993 des déplacements dans le pays pour défendre ses idées et son programme. Sa popularité souffre, en effet, de la rigueur qu'il fait triompher dans sa politique économique en dépit des bons résultats qu'elle engendre. Dès l'été 1994, on constate en effet une forte reprise de la croissance économique, une vague de création d'emplois (près de 5 millions) qui fait retomber le taux de chômage à moins de 6 % de la population active, une nette diminution du déficit budgétaire et un faible taux d'inflation. Mais l'opinion ne crédite guère le Président de ces bons résultats, d'autant que celui-ci se heurte à la forte résistance d'un Congrès cependant dominé dans les deux Chambres par les démocrates. Ceux-ci se montrent réticents à voter les budgets de Bill Clinton (adoptés à de très faibles majorités), s'opposent au programme de dépenses publiques destinées à financer la modernisation des infrastructures du pays et bloquent le projet

de réforme du système de santé proposé par l'épouse du Président, Hillary Clinton, qui vise à limiter l'inflation du coût des dépenses, mais aussi à permettre à 35 millions d'Américains issus de la classe moyenne et exclus du système d'en bénéficier de nouveau, ce qui supposerait le vote de nouvelles taxes. En fait, sensibles aux pressions des groupes d'intérêt qui financent leurs campagnes électorales, désireux de satisfaire leur clientèle électorale par des subventions, ils se montrent peu satisfaits de la politique de rigueur du Président qui vise le long terme.

C'est dans ces conditions que Bill Clinton aborde, à l'automne 1994, les *mid-term elections* qui marquent traditionnellement le bilan politique d'une présidence et annoncent la préparation de la future campagne présidentielle.

● Les difficultés politiques du Président Clinton

Les élections de novembre 1994, destinées à renouveler la chambre des Représentants et un tiers du Sénat, représentent un véritable raz-de-marée en faveur des républicains qui, pour la première fois depuis quarante ans, deviennent majoritaires à la Chambre des Représentants et retrouvent au Sénat la majorité perdue en 1986. Au niveau des États, les républicains en contrôlent désormais plus de la moitié, et ils ont remporté la victoire dans sept des huit États les plus peuplés, enlevant aux démocrates le Texas et l'État de New York. De surcroît, les républicains se sont fait élire sur un « contrat avec l'Amérique » qui entend revenir sur l'intervention de l'État dans le domaine social et prône des coupes drastiques dans les dépenses de l'État, en particulier dans les dépenses sociales. Au service de ce programme clairement orienté à droite, on trouve un nouveau type d'élus républicains, plus jeunes, plus riches et foncièrement conservateurs.

Cette défaite du Président Clinton s'explique en grande partie par la désillusion des classes moyennes dont le pouvoir d'achat stagne depuis une quinzaine d'années, qui avaient joué un rôle majeur dans l'élection présidentielle de 1992 et qui constatent qu'une grande partie des promesses faites alors par Bill Clinton ne se sont pas traduites en actes. Mais, à deux ans de l'élection de 1996, la marge de manœuvre du Président est incontestablement réduite. N'ayant pu faire adopter ses réformes par un Congrès où son parti était majoritaire, comment pourrait-il procéder à un changement qu'il juge plus que jamais nécessaire avec une majorité conservatrice peu disposée à le soutenir ? D'autant que, s'il accepte de tendre la main

aux républicains pour restaurer la confiance des Américains dans leurs institutions politiques, il n'entend pas pour autant transiger avec ses propres convictions.

Dans son troisième Discours sur l'état de l'Union, en janvier 1995, Clinton révèle sa nouvelle tactique. Il s'agit pour lui de relancer sa présidence en proposant à l'Amérique un « nouveau contrat social » après avoir dressé un bilan des acquis de son administration : importante réduction du déficit budgétaire et réduction de la bureaucratie, création massive d'emplois, aide à l'éducation, assistance sociale, contrôle des armes... Il s'agit désormais de faire voter par le Congrès une hausse du salaire minimum qui n'a pas été réévalué depuis quatre ans, de lutter contre l'immigration illégale, notamment celle des Mexicains, par l'octroi au Mexique d'un crédit de 40 milliards de dollars afin d'aider ce pays à sortir de sa crise financière, l'objectif final étant de sauver les emplois des citoyens américains, de préserver les exportations et de garantir les frontières. Enfin, sur le plan international, il insiste sur la nécessité pour les États-Unis de continuer à exercer leur leadership dans le monde pour la paix. Jusqu'où le Congrès peut-il aller dans l'opposition au Président ? On en a une idée lorsque, la majorité refusant de voter le budget proposé en décembre 1995, l'administration est conduite à mettre les fonctionnaires en chômage technique durant plusieurs semaines, conduisant ainsi l'État à la paralysie. La bataille budgétaire prendra fin en avril 1996. Le Président fait ainsi la démonstration des conséquences concrètes de l'irresponsabilité des congressistes. De même est-il fondé à penser que l'opinion pourrait se retourner contre la majorité du Congrès si celle-ci s'obstinait à refuser toutes les améliorations sociales auxquelles aspire la classe moyenne. L'échec électoral de novembre 1994 procure ainsi paradoxalement à Bill Clinton un atout contre ses adversaires politiques. Il est vrai qu'il doit surmonter le lourd handicap du scandale immobilier du *Whitewater* que ceux-ci exploitent contre lui.

L'affaire a débuté à la fin des années 1970, alors que Bill Clinton était gouverneur de l'Arkansas. La faillite d'une entreprise d'aménagement immobilier appartenant aux Clinton et à un couple d'amis, destinée à construire des maisonnettes pour retraités aisés, la *Whitewater Development*, puis celle d'une caisse d'épargne qui l'avait financée et qui avait été renflouée par de l'argent public, pose le problème de l'éventuelle compromission de l'ancien gouverneur de l'Arkansas dans le financement, d'une légalité douteuse, accordé par cette caisse d'épargne, appartenant à leur ami et associé dans

l'entreprise *Whitewater*. L'affaire est relancée en 1993 par le suicide d'un conseiller de la Maison Blanche, en charge de cette affaire. La nomination d'un procureur spécial chargé de faire la lumière ne suffit pas à rassurer l'opinion, devenue extrêmement méfiante à l'égard de la Maison Blanche depuis l'affaire du *Watergate*. D'autant que, parallèlement, la création d'une agence fédérale, dotée de pouvoirs judiciaires par le Président et confiée à un ami de celui-ci, peut donner le sentiment que la présidence, comme dans l'affaire du *Watergate*, cherche à entraver la bonne marche de la justice. Si, au terme de son enquête, le procureur spécial disculpe la Maison-Blanche de toute volonté d'obstruction, les républicains du Sénat entendent qu'une commission d'enquête sénatoriale poursuive son action, le but étant d'empêcher la réélection du Président.

En fait, à quelques mois du scrutin, les sondages sont nettement favorables au Président sortant. Mais la campagne électorale n'est pas véritablement entamée. Bill Clinton connaît son principal adversaire. Bob Dole, 73 ans, leader de la majorité républicaine au Sénat qui rêve depuis longtemps d'être Président des États-Unis. Patient, calculateur, il a torpillé le plan de relance économique de Clinton et son projet de réforme de l'assurance-santé. Vainqueur des primaires républicaines, après deux échecs en 1980 et 1988, il pense que les circonstances ne lui ont jamais été aussi favorables. Mais deux inconnues pèsent sur l'issue du scrutin. La première réside dans l'attitude du milliardaire Ross Perot qui a créé un troisième parti, le *Reform Party*. Ayant réuni 19 % des suffrages en 1992, il se présente à nouveau. Sa candidature rend les choses plus difficiles pour les républicains. Mais, de son côté, Bill Clinton ne peut pas compter autant que par le passé sur les voix du Sud ; aussi doit-il impérativement s'imposer en Californie ; or il doit compter dans cet État sur l'audience des « Verts » qui y sont influents et qui se sont donnés pour chef Ralph Nader.

Le second mandat de Bill Clinton (1997-2000)

● Le « recentrage » de la politique démocrate

Conscient que les élections se gagnent avec l'appui des classes moyennes, Bill Clinton se présente comme le champion de la modération. Dès la défaite des démocrates aux élections au Congrès

de 1994, il a entrepris le recentrage de sa politique en adoptant les objectifs des classes moyennes. Ces dernières réclament notamment un réaménagement de l'État-Providence qui aurait pour effet de diminuer la pression fiscale qu'elles subissent. Or le « *Welfare State* », système de solidarité créé à l'époque du New-Deal de Roosevelt et renforcé sous la présidence de Johnson, est une œuvre patiemment élaborée par les démocrates et il est malaisé pour un Président issu de ce parti de s'y attaquer sans provoquer contre lui la colère de son propre camp. Toutefois, lors de sa première campagne présidentielle en 1992, Bill Clinton s'était engagé à en corriger les excès qui aboutissaient, selon lui, à créer chez les bénéficiaires une mentalité d'assistés. Or, au Congrès, les républicains, sous l'influence d'un ultra, Newt Gingrich, ont mis sur pied un programme qui a pour but de démanteler le *Welfare*, programme inacceptable pour un Président démocrate. Mais dans le cadre de sa politique de recentrage et pour se concilier les classes moyennes en période électorale, Clinton négocie avec la droite républicaine et, moyennant quelques amendements en faveur des plus pauvres, il accepte de signer le 22 août 1996 la loi, d'origine républicaine, de réforme de l'aide sociale, loi qui est destinée, déclare-t-il, à faire du *Welfare* ce qu'il était supposé être à l'origine, « une seconde chance et non un mode de vie ». Désormais, toute personne dont la famille bénéficie de l'aide sociale devra avoir trouvé un travail à l'issue d'une période de deux ans et personne ne pourra en bénéficier pendant plus de cinq ans au cours de sa vie. L'État délègue la responsabilité de l'aide sociale aux États fédérés. Ils sont chargés d'établir des projets de réforme du *Welfare* pour remettre au travail les adultes en bonne santé moyennant une enveloppe fédérale destinée à les aider à financer leurs programmes.

Cette loi qui devrait permettre de réduire de 60 % le nombre d'Américains dépendant de l'aide sociale et d'équilibrer plus facilement le budget répond certes aux vœux des classes moyennes, mais elle détache de Bill Clinton la gauche de son parti, hostile à la réduction de l'aide sociale et lui attire la haine des républicains qui l'accusent d'avoir détourné à son profit une partie de leur programme.

● **La réélection de Bill Clinton : gouverner au centre**

Le 5 novembre 1996, Bill Clinton est réélu avec 49 % des suffrages contre 42 % à son rival républicain Bob Dole, mais son succès est amoindri car les républicains conservent la majorité au Congrès, ce qui va contraindre le Président à composer en permanence avec eux

et limite sa marge de manœuvre. Pour l'heure, Bill Clinton bénéficie d'une popularité record, due essentiellement au bilan économique très favorable de son premier mandat. Le 21 janvier 1997, il entame son second mandat, lançant un appel à la cohésion sociale et demandant à ses compatriotes de surmonter la division raciale qui a toujours été le fléau du pays. Il se présente désormais comme l'homme du consensus et de la réconciliation nationale, affirmant qu'il aimerait passer à la postérité comme le Président qui a préparé l'Amérique au XXI^e siècle. Pour ce faire, il entend mettre sur pied une « coalition au centre » excluant les extrémistes, républicains ou démocrates. Dans sa nouvelle administration, il promet les femmes et les minorités, y compris dans des postes réservés traditionnellement aux hommes et aux Blancs. Sur les quatorze membres de son cabinet, trois sont Noirs, un est hispanique, quatre sont des femmes, dont Madeleine Albright, première femme à accéder au poste de Secrétaire d'État. Et, pour faire la liaison entre le Congrès et l'Administration, il nomme à la Défense William Cohen, un républicain modéré proche du vice-président Al Gore.

Pour son second mandat, Bill Clinton se fixe des objectifs modérés : il s'agit d'équilibrer le budget, de mettre l'accent sur les valeurs de la famille, des enfants et de la communauté, de remédier aux carences du système éducatif, de réformer le financement des campagnes électorales et de corriger les excès du système d'aide sociale, pour permettre la survie du système de santé pour les personnes âgées (*Medicaid*) et les plus pauvres (*Medicare*).

● **Les « affaires » et l'épée de Damoclès de l'impeachment**

Mais l'utilisation par les républicains des ennuis judiciaires du Président, dus à ses liaisons extra-conjugales, pour tenter de le déstabiliser, vont compliquer le second mandat de Bill Clinton. Dès 1997 éclate l'affaire Paula Jones qui accuse Bill Clinton de harcèlement sexuel à l'époque où il était gouverneur de l'Arkansas, puis celle de Monica Lewinsky, une ancienne stagiaire de la Maison Blanche qui a eu une liaison avec le Président et à qui celui-ci aurait demandé de faire un faux témoignage alors qu'elle était appelée à témoigner dans l'affaire Paula Jones. Le procureur indépendant Kenneth Starr, un républicain qui avait déjà été chargé de l'instruction sur le scandale immobilier *Whitewater* mettant en cause les époux Clinton, se saisit de l'affaire Lewinsky pour tenter d'abattre le Président. Après enquête, il fait parvenir à la Chambre des Représentants un

rapport sur les agissements de Bill Clinton dans cette affaire, afin de prouver que le Président s'est rendu coupable de onze délits dont celui de parjure (il avait commencé par nier sous serment sa liaison), de subornation de témoin et d'entrave à la justice. Il demande donc la destitution du Président et communique aux parlementaires l'ensemble des documents pouvant conduire le Congrès à envisager une procédure d'*impeachment* à l'encontre de celui-ci. Conscient du danger, Bill Clinton finit par reconnaître une « relation déplacée » avec Monica Lewinsky, demande pardon pour sa conduite, mais nie avoir menti à la justice. Dominée par les républicains, la Chambre des Représentants vote une résolution qui permet la publication sur Internet de 445 pages du rapport de Kenneth Starr, livrant ainsi en pâture au monde entier le « péché » de Bill Clinton et utilisant une affaire privée à des fins politiques. Après deux mois d'enquête, la Chambre retient deux chefs d'accusation contre le Président, ceux de parjure et d'obstruction à la justice, et elle décide à la majorité simple de transmettre la résolution d'*impeachment* au Sénat (qui ne peut l'adopter qu'à la majorité des 2/3 de ses membres). Mais les élections législatives de la « mi-course » qui ont eu lieu le 3 novembre 1999 se sont soldées par un gain de quelques sièges pour les démocrates. Même si les républicains demeurent majoritaires au Congrès, ce résultat prouve que les Américains, tout en désapprouvant la conduite privée de leur Président, souhaitent qu'il demeure en fonction. La bonne santé de l'économie a joué en sa faveur et Clinton sort renforcé de ce scrutin, d'autant que les républicains ne contrôlent pas, comme ils l'espéraient, les 67 voix nécessaires pour destituer le Président. Les démocrates proposent alors un compromis qui verrait ce dernier simplement censuré et condamné à payer une amende. Conscients de n'être pas suivis par l'opinion publique qui trouve leur démarche partisane, les républicains finissent par accepter et, le 12 février 1999, le Sénat refuse la destitution de Bill Clinton, mettant ainsi fin au « *Monicagate* » qui, simple affaire de vie privée, n'avait pas le profil d'une affaire d'État, mais qui n'en a pas moins entaché la réputation du Président et celle de la droite républicaine. Quelque temps plus tard, les époux Clinton sont disculpés dans l'affaire immobilière *Whitewater* et le procureur Kenneth Starr, qui a perdu la bataille contre le Président, donne sa démission.

● L'Amérique à la fin du xx^e siècle : un bilan des années Clinton

Le 18 janvier 2001, Bill Clinton prononce son discours d'adieu à la télévision. Il déclare quitter avec regret un métier qu'il « adorait », selon ses propres termes. Il se félicite de ses succès économiques et, de fait, ses deux mandats coïncident avec une période de prospérité exceptionnelle pour les États-Unis. Il a pratiqué une politique de discipline budgétaire qu'il conseille à ses successeurs de maintenir. Il se glorifie également de sa politique sociale : il a été le protecteur des minorités raciales, des femmes et des homosexuels. Il a milité pour le contrôle des ventes d'armes, pour la réduction de la violence et pour la lutte contre la criminalité qui a atteint son plus bas niveau sous sa présidence. Sensible aux aspirations des classes moyennes, il a recentré sa politique dans le sens de leurs intérêts. Il a joué à fond la carte de la « mondialisation » qui, estime-t-il, « *est une réalité économique, sociale et culturelle incontournable* », mais dont il considère qu'elle peut être maîtrisée collectivement. Sous sa présidence, les États-Unis ont connu une explosion des techniques de l'information et, en 1993, l'équipe Clinton-Al Gore a créé une Agence nationale pour stimuler l'industrie de l'informatique. Au total, Bill Clinton se félicite d'avoir assuré la transition entre l'âge industriel et celui de l'informatique en favorisant la mise en place du système d'information Internet étendu à l'ensemble de la planète (*World Wide Web*).

À la fin du xx^e siècle, les États-Unis sont une superpuissance et la seule dans le monde, possédant les quatre critères qui permettent de la définir : la force militaire, le développement économique, l'innovation technologique et l'influence culturelle (André Kaspi).

L'Amérique de George W. Bush sous le signe du 11 septembre (2001-2008)

Élu d'extrême justesse président des États-Unis en novembre 2000 à l'issue d'un scrutin contesté, George W. Bush voit sa présidence marquée par les attentats du 11 septembre contre les symboles de la puissance américaine. Les mesures d'urgence qu'il prend pour assurer la sécurité des Américains, sa fermeté dans la lutte contre le terrorisme, sa décision de conduire une guerre contre lui par une intervention militaire en Afghanistan, puis en Irak, mais aussi sa volonté de relancer l'économie et de défendre les valeurs morales lui valent une croissance de sa popularité. Dès 2002, celle-ci se manifeste par des succès électoraux et, en 2004, il est réélu pour un second mandat en dépit d'un programme économique et social qui favorise plutôt les grandes affaires que la classe moyenne et les milieux défavorisés. Mais la guerre en Irak, une politique sociale conservatrice, sa passivité face aux inondations en Louisiane et la crise économique qui marque les années 2007-2008 ont raison de sa popularité.

L'élection présidentielle de novembre 2000

● Des « primaires » sans surprise

Prévue pour l'automne 2000, l'élection présidentielle se prépare plus d'un an à l'avance. Dès l'automne 1999, ceux qui aspirent à être choisis comme candidats par leur parti lors des « primaires » de mars 2000, doivent parvenir à convaincre qu'ils sont les mieux placés pour l'emporter. Dans le camp démocrate, le vice-président Al Gore est pratiquement assuré de vaincre son concurrent Bill Bradley, ex-sénateur, ancien champion de basket-ball, dont le programme ne diffère guère du sien. Chez les républicains, le fils de l'ancien président Bush, George W. Bush, gouverneur du Texas, a peu d'expérience politique et un rival sérieux en la personne du sénateur John Mc Cain, ancien héros du Vietnam, qui dénonce « *un système politique corrompu par l'argent et les lobbies qu'il faut absolument réformer pour retrouver les vraies valeurs de la démocratie* ». Ce dernier peut compter à la fois sur sa notoriété et sur le soutien de la base militante du parti républicain qui approuve son programme. Face à lui, George W. Bush va choisir de se présenter comme un « rassembleur », décidé à reprendre à son compte la stratégie centriste utilisée par Bill Clinton en 1996. Si ce dernier avait dû prendre ses distances avec le courant radical de son parti, se présentant comme un « nouveau démocrate », c'est de la droite républicaine que George W. Bush doit se démarquer, d'autant que celle-ci a acquis une mauvaise image de marque dans l'électorat américain, non seulement parce qu'elle s'est acharnée contre le président Clinton, mais aussi en raison de son conservatisme social et notamment de ses attaques contre l'assurance maladie des personnes âgées.

Aussi les premiers thèmes de la campagne de George W. Bush portant sur les minorités ethniques et l'éducation sont-ils les mêmes que ceux de l'équipe Clinton-Gore : « *Pas un seul enfant ne doit être laissé pour compte* » et son slogan « *le conservatisme compatissant* » a-t-il pour but de le faire apparaître comme un « *nouveau républicain* ». Il critique son parti qui a trop souvent offert l'image d'une Amérique impitoyable et a confondu la nécessité d'une limitation du rôle de l'État « *avec le mépris pour l'État lui-même* ». En mettant en cause son parti avant d'être désigné comme son candidat officiel, George W. Bush, prend sans doute un risque, mais celui-ci est limité par sa certitude d'avoir l'appui de l'*establishment* républicain. Par ailleurs, les critiques faites à la droite républicaine ont pour objet,

dans un premier temps, de rallier les éléments centristes qui auraient pu soutenir Mc Cain et, dans un second temps, de lui procurer l'appui des classes moyennes lors des élections présidentielles elles-mêmes. Le mardi 7 mars 2000, le « super-mardi » où se déroulent un grand nombre de primaires dans des États décisifs, ce sont sans surprise les deux candidats qui ont le soutien de l'appareil de leur parti qui l'emportent, le vice-président Al Gore pour les démocrates, George W. Bush pour les républicains. Cependant, le fait d'avoir été soutenu par l'*establishment* de son parti alors que la base votait Mc Cain, a nui à l'image de « rassembleur » que George W. Bush entendait donner de lui et l'a fait apparaître comme un conservateur lié aux puissances d'argent et aux fanatiques de la « coalition chrétienne », d'autant qu'il choisit comme co-équipier pour la vice-présidence Dick Cheney, conservateur et opposant résolu à l'avortement. Mais cette concession faite à la droite de son parti lui permet d'engager le « recentrage » qu'il souhaite mettre en œuvre et, durant les huit mois de la campagne électorale, il va s'attacher à prouver qu'il est un homme d'ouverture, un « nouveau républicain ».

● La campagne électorale

C'est sur les thèmes privilégiés des démocrates, l'éducation et l'immigration, que George W. Bush va s'appuyer pour présenter l'image de la modernité républicaine dont il fait son programme de campagne. Alors que la doctrine républicaine des années 1990 militait pour l'élimination du rôle de l'État dans l'éducation, George W. Bush défend l'idée que l'État fédéral a un rôle à jouer dans la promotion d'une éducation de qualité, par le financement public d'écoles privées par exemple. En matière d'immigration, Bush veut donner une image d'ouverture aux minorités ethniques en soulignant les mérites de l'immigration légale, en parlant de l'anglais non comme une langue officielle, mais comme une langue commune, un « facteur d'unité », ou en mettant en avant le général Colin Powell, fils d'immigrés jamaïcains, dont la popularité est considérable et qui assure que le candidat républicain est capable de surmonter les divisions raciales. Le choix d'une femme noire, Condoleezza Rice, comme conseillère diplomatique de George W. Bush, va dans le même sens. Dans les deux cas, il s'agit, en outre, de personnalités ayant occupé d'importantes fonctions à l'époque de la présidence de George Bush senior, dont la nomination est destinée à rassurer l'électorat en montrant que le candidat républicain, en dépit de sa propre inexpérience, sait s'entourer de conseillers compétents.

Mais, tout en se voulant un « nouveau républicain », George Bush n'en reste pas moins un conservateur et ce conservatisme est particulièrement apparent dans le domaine des problèmes de société qui sont au cœur de la campagne électorale. Au premier chef, la violence, introduite jusque dans les écoles, et qui constitue l'une des principales préoccupations de la société américaine. Durant la campagne électorale, des mères de famille se mobilisent pour obtenir un durcissement de la législation sur les ventes d'armes à feu, afin qu'elles ne tombent ni dans les mains des enfants, ni dans celle des malfaiteurs. Ainsi, elles organisent le 14 mai, jour de la Fête des mères aux États-Unis, un rassemblement national à Washington et dans 60 autres villes, le « *Million Mom March* ». Or, sur ce problème, George Bush qui, comme gouverneur du Texas, a approuvé dans son État une loi autorisant le port d'armes cachées, estime que la législation existante est suffisante lorsqu'elle est bien appliquée, alors que son rival Al Gore se déclare opposé aux lois qui permettent le port d'armes dissimulées.

En matière économique, le programme de George Bush est centré sur « *la prospérité avec un but* ». Il promet d'utiliser les excédents budgétaires pour pratiquer des réductions d'impôts sur dix ans avec l'introduction de nouveaux barèmes de l'impôt sur le revenu, favorisant les citoyens qui sont au bas de l'échelle, mais surtout les revenus les plus élevés. Par ailleurs, les Américains pourraient en profiter pour investir de l'argent en bourse, en particulier pour assurer une partie de leur retraite, ce qui les responsabiliserait et ferait d'eux des agents économiques efficaces, comptant sur eux-mêmes plutôt que sur l'État pour entretenir la prospérité. De fait, aux yeux de George Bush, l'État a pour rôle de protéger le bien-être et la sécurité des citoyens, mais non de gérer leur vie. Il s'agit donc pour lui de confier le soin d'assurer les services publics au secteur privé ou aux œuvres caritatives.

Enfin, en ce qui concerne la défense, George W. Bush, promet d'œuvrer pour la réduction des armements nucléaires et de la tension nucléaire dans le monde, et de reprendre le projet de bouclier antimissile lancé par Reagan et abandonné par Bill Clinton, afin de protéger l'Amérique des attaques et du chantage.

Lorsque le candidat démocrate Al Gore est à son tour investi par la convention de son parti, il lui faut relever plusieurs défis. Le principal est de ne plus apparaître comme la doublure de Bill Clinton et d'exister par lui-même. Il lui faut donc à la fois mettre en valeur son rôle dans le bilan économique positif des huit années d'administration démocrate, mais aussi se démarquer des scandales qui ont marqué la période Clinton et c'est dans cette intention qu'il choisit

comme colistier le sénateur Joseph Liebermann, un juif pratiquant qui avait prononcé un discours sévère à l'égard du Président Clinton lors de l'affaire Lewinsky. Mais, du fait que son rival républicain a emprunté des thèmes qui, jusque-là, faisaient partie du programme démocrate, la défense des minorités et l'éducation, Al Gore doit, pour être élu, réussir à convaincre les Américains qu'en réalité le parti démocrate est le seul à lutter pour le peuple, que son programme privilégie la protection sociale et vise à résorber les déficits dans la santé, l'éducation et l'environnement auquel serait consacré une partie des excédents budgétaires, ce que résume le slogan du candidat démocrate à la présidence, « l'idéalisme pratique ». En fait, jusqu'à la veille même du scrutin, les sondages ne parviennent pas à départager les deux candidats.

● **L'élection de George W. Bush**

L'élection présidentielle de novembre 2000 apparaît la plus disputée depuis 1960 et, pour la première fois, à l'issue de la journée de scrutin, le mardi 7 novembre, aucun des deux candidats ne peut être déclaré vainqueur en raison des incertitudes des résultats de l'État de Floride, où Al Gore qui bénéficie d'une avance de 500 000 voix dans les suffrages populaires de l'ensemble des États-Unis, demande un nouveau décompte des suffrages. Le président des États-Unis est en effet élu, non par les votes populaires, mais par les grands électeurs désignés dans chacun des États. Or ce sont les 25 grands électeurs de Floride qui décideront du nom du futur président. Mais l'écart de voix dans cet État est très faible, alors que la procédure de vote et de nombreuses irrégularités font planer un doute sur la validité de résultats très légèrement favorables au candidat républicain. Ce sont les tribunaux qui vont trancher le différent et décider du sort de l'élection. Alors que la Cour suprême de Floride décide de geler la proclamation des résultats, les républicains font appel à la Cour suprême des États-Unis pour contester l'autorisation donnée par la première de recompter manuellement les voix dans trois comtés de Floride. Finalement, le 12 décembre 2000, la Cour Suprême, à une voix seulement de majorité, décide de valider l'élection de George W. Bush. À défaut de légitimité populaire, le choix du président américain a dépendu d'une solution institutionnelle. Jusque-là, la Cour Suprême fédérale ne s'était jamais immiscée dans un processus électoral présidentiel en cours. Son arrêt historique fait entrer à la Maison Blanche un homme peu expérimenté en politique, minoritaire dans les votes populaires au plan national et qui ne dispose dans le

collège des grands électeurs que de deux voix de majorité (271 sur 538). Al Gore finit, de guerre lasse, par reconnaître sa « défaite ». Mais le 43^e président des États-Unis ne va pas avoir la tâche facile car les Américains n'ont pas non plus choisi de majorité nette au Congrès, ce qui va rendre malaisée la mise en œuvre de la partie conservatrice de son programme et le contraindre à gouverner au centre. Bill Clinton, en fonction jusqu'au 21 janvier 2001, invite les Américains à « *soutenir le Président élu George W. Bush* ». La crise politique est terminée.

Le Président élu prépare alors la nouvelle administration qui doit entrer en fonction en janvier 2001. Il nomme Secrétaire d'État le général Colin Powell, le premier Noir placé à la tête de la diplomatie américaine et Condoleezza Rice, noire elle aussi, est la première femme à détenir le poste de conseiller à la Maison Blanche pour la Sécurité nationale. Il complète son cabinet en nommant à la Défense un partisan du bouclier antimissile. Au moment où le Président élu s'apprête à prendre ses fonctions, l'économie américaine, après des années de forte croissance connaît un ralentissement avec un taux de croissance de 2.2 % du P.I.B., le plus bas niveau atteint depuis 1996.

Le choc du 11 septembre

● L'agression contre la puissance américaine

Le 11 septembre 2001 au matin, la terreur s'abat sur les États-Unis qui subissent la plus grande attaque qu'ils ont connue depuis Pearl Harbor. Elle provoque la panique et l'effroi, suivis d'un effet de psychose, la crainte d'être visés partout dans le monde et sur leur propre sol. Les attentats qui avaient eu lieu depuis les années 1980 contre des bâtiments fédéraux, des ambassades américaines en Afrique, un destroyer de l'US. Navy au Yémen, avaient déjà causé la mort de nombreuses personnes, mais le 11 septembre 2001, il s'agit d'une attaque conçue, organisée, planifiée méthodiquement pour frapper au cœur la plus grande puissance du monde. Les terroristes islamistes qui, ayant détourné de leur vol deux avions de ligne, les ont précipités sur les deux tours jumelles du *World Trade Center* à Manhattan, hautes de 190 étages, ont voulu atteindre le symbole de la suprématie financière et économique des États-Unis et du gigantisme américain. Un troisième avion-suicide lancé sur le

Pentagone à Washington, bâtiment emblématique, visait la puissance militaire américaine. Enfin, un quatrième appareil, détruit en vol sans avoir atteint son objectif, avait pour cible, le Capitole, cœur de la vie démocratique des États-Unis. Le but commun de ces attaques simultanées consistait donc à défier en même temps dans toutes ses composantes politiques, économiques, financières et militaires la suprématie mondiale des États-Unis.

Il s'agissait aussi d'inspirer la terreur dans le monde entier, car l'attaque des tours de New York et leur effondrement ont été filmés et diffusés sur les écrans de télévision de toute la planète et la presse en a reproduit les images apocalyptiques.

Dans un premier temps, les États-Unis, en état de choc, se coupent presque complètement du monde et interdisent tout trafic aérien au-dessus de leur territoire. Après la peur, c'est la colère qui s'exprime contre les terroristes, accompagnée d'une certaine rancœur vis-à-vis des autorités fédérales qui se sont montrées impuissantes à éviter la catastrophe puisqu'on savait depuis un attentat de 1993 que le *World Trade Center* était une cible pour les terroristes. Les attaques kamikazes dans le ciel américain constituent un échec des services de renseignement américains et révèlent les failles de la sécurité aérienne.

Le Président George W. Bush promet que les États-Unis vont retrouver et punir les coupables, ajoutant qu'aucune distinction ne sera faite entre les terroristes et ceux qui les protègent. Le dissident saoudien Oussama Ben Laden est vite identifié comme étant à l'origine de l'agression, une enquête massive du FBI confirmant l'implication du réseau Al Qaïda qu'il a constitué. Au moment de la lutte des Afghans contre l'Union soviétique, Ben Laden avait été l'allié des États-Unis. Mais, depuis la guerre du Golfe et l'invasion de troupes « infidèles » sur le sol d'Arabie qui abrite les lieux les plus sacrés de l'Islam, La Mecque et Médine, l'Amérique est devenue pour Oussama Ben Laden l'ennemi numéro un, le principal obstacle au triomphe de l'Islam. Après le 11 septembre, il devient à son tour l'ennemi numéro un de Washington et, comme il est l'hôte du régime fondamentaliste des talibans en Afghanistan et que les terroristes n'auraient pu monter une opération aussi complexe sans bénéficier de l'appui stratégique d'un ou de plusieurs États, les États-Unis menacent l'Afghanistan et tout gouvernement qui serait impliqué dans l'agression comme celui de l'Irak, où Saddam Hussein a été le seul dirigeant à ne pas condamner l'attentat qu'il a même évoqué comme une leçon infligée aux Américains.

● Les mesures d'urgence et la riposte américaine

Le Président Bush a qualifié les attaques « d'actes de guerre » et les dirigeants des grandes puissances réagissent de la même manière ; le Président français Jacques Chirac estimant que ce qui s'est produit aux États-Unis concerne tous les États, le chancelier allemand Schröder parlant d'une déclaration de guerre au monde entier et le président russe Poutine d'un défi lancé à toute l'humanité cependant qu'il qualifie le terrorisme de « *peste du xx^e siècle* ». Huit cents millions d'Européens manifestent leur solidarité avec les Américains et une collaboration s'organise en matière de renseignement. Il apparaît en effet que la meilleure défense contre le terrorisme est un renseignement de qualité, car les Américains jugent désormais que les performances de leur technique et leur suprématie militaire sont insuffisants à leur assurer la sécurité. Ils se sentent vulnérables et l'isolationnisme ne paraît plus constituer pour les États-Unis une option pertinente. Pour George W. Bush, ils sont maintenant engagés, à l'échelle planétaire, dans un combat monumental du Bien contre le Mal.

Après l'heure du deuil pour les 3 000 morts ou disparus vient le temps des mesures d'urgence pour assurer la sécurité des États-Unis. La défense nationale est entièrement à repenser. Il faut renforcer la sécurité des centrales nucléaires américaines qui font partie des cibles possibles des terroristes. Les spécialistes américains de la lutte contre le bioterrorisme redoutent l'introduction de différents bacilles ou virus tels que le virus de la variole ou le bacille du charbon, ou encore l'apparition de fièvres très contagieuses et très fréquemment mortelles... Pour éviter la psychose, il faut organiser la surveillance, le dépistage et le traitement de ces maladies possibles. Autre danger à conjurer, les gaz de combat qui peuvent s'obtenir assez facilement, par exemple en transformant une usine d'engrais chimiques, d'herbicides ou d'insecticides en une unité de production de gaz.

Mais ces mesures d'urgence et de protection ne sauraient suffire. Si les Américains ne ripostaient pas, leur armée ne serait plus respectée dans le monde. Aussi les États-Unis se préparent-ils à un nouveau genre de guerre, la lutte contre le terrorisme. Cette guerre, la première du xxi^e siècle, et dont le président américain dit qu'elle s'étendra sur des années, est définie par le Secrétaire d'État Colin Powell comme un conflit destiné à faire respecter la loi internationale et, plus prosaïquement, par les dirigeants des États-Unis comme vouée à débarrasser le monde des malfaisants. Le Congrès

autorise George W. Bush à entrer en guerre. Les réservistes sont rappelés pour renforcer les capacités de défense dans les ports, les bases aériennes et les lieux publics, pour vérifier les listes de passagers, pour contrôler la sécurité des réserves pétrolières... La guerre est engagée dès octobre 2001 en Afghanistan contre le régime des talibans, protecteur de Ben Laden... L'Union européenne soutient totalement la riposte des États-Unis et le Conseil de sécurité des Nations Unies en reconnaît la légitimité.

● **L'impact du 11 septembre sur l'économie américaine**

Quelques jours après l'attaque contre les tours du *World Trade Center*, le cœur financier de New York est prêt à redémarrer, car l'outil bancaire, protégé par des systèmes de sauvegarde qui ont pu fonctionner dès le lendemain, n'a pas été détruit. Mais les attentats ont porté atteinte aux principes de l'orthodoxie financière libérale en remplaçant l'État au cœur du dispositif d'urgence, comme en période de guerre. Alors que l'économie américaine était déjà en perte de vitesse avant l'attentat et se trouvait sous la menace d'une récession, les pouvoirs publics interviennent pour maintenir la confiance des consommateurs et des entreprises.

Au lendemain du 11 septembre, le Congrès a déjà voté une enveloppe de 40 milliards de dollars pour la reconstruction de New York et la lutte antiterroriste et une aide d'urgence aux compagnies aériennes, durement touchées, et qui ont dû licencier 100 000 salariés. Les suppressions d'emplois aux États-Unis atteignent le chiffre-record de 248 342 personnes.

Le Président George W. Bush annonce un plan de relance de l'économie américaine et il demande au Congrès de s'accorder sur les mesures de soutien à la croissance, car les solutions que proposent les démocrates s'opposent à celles souhaitées par les républicains. Pour les démocrates, la politique la plus efficace consisterait à réduire la fiscalité sur les revenus moyens et faibles, à augmenter les pensions versées aux chômeurs auxquels il faudrait aussi fournir une aide à la reconversion, à augmenter le salaire horaire minimum. Les républicains, eux, insistent plutôt sur la nécessité d'alléger l'impôt sur les sociétés pour soutenir l'investissement. L'administration républicaine se montre naturellement favorable à cette dernière mesure, mais, pour se concilier les démocrates, elle est prête à aider les chômeurs et les revenus modestes en augmentant le salaire horaire minimum. Le budget pour l'année

fiscale 2002 (qui commence en fait le 1^{er} octobre 2001) prévoit des allègements d'impôts pour les sociétés et les contribuables et une augmentation des dépenses de 8 % avec des enveloppes supplémentaires pour la défense, la sécurité, l'éducation, les aides d'urgence. La relance budgétaire par le gouvernement et la baisse des taux d'intérêt, passés de 6,5 % au début de l'année à 2 %, ont pour objectif de redonner confiance aux marchés et de faire redémarrer l'économie en 2002.

En dépit de ces efforts, le chômage continue à croître, l'endettement des ménages atteint des niveaux records. En novembre 2001, le loyer de l'argent est tombé à 1,25 %, son niveau le plus bas depuis 1961. En fait, le redémarrage de l'économie ne s'est pas fait sentir avant le printemps 2003. D'abord timide, il s'est accéléré durant l'été, mais le chômage demeure préoccupant.

● **Les répercussions du 11 septembre sur la vie des Américains**

À partir du 11 septembre, les Américains ont considéré que leur vie avait définitivement changé. Le climat de paix n'existe plus. Les dirigeants ont fait savoir que la guerre au terrorisme allait s'étendre sur des années, que la menace qui pèse sur les Américains est grave car les terroristes peuvent attaquer de bien des manières en employant des techniques très variées, y compris des armes chimiques et biologiques. Au sentiment rassurant d'invulnérabilité succède celui de la fragilité qui effraie. Une psychose de peur a tendance à envahir les esprits. On assiste à une ruée sur les masques à gaz, les gens redoutent de s'aventurer dans un centre-ville, craignent que l'eau ou l'air ne soient contaminés par des substances chimiques toxiques, manifestent une vive appréhension (compréhensible après le 11 septembre) d'utiliser l'avion.

Et cette psychose a tendance à devenir collective quand de nombreux cas de maladie du charbon transmise par le courrier se déclarent peu après. Le service du courrier est alors placé sous haute surveillance mais, malgré ces mesures, la poste ne peut garantir la sûreté du courrier. Les médias, le Congrès, la Maison Blanche sont également touchés par des envois de courrier contaminé. En conséquence, la surveillance policière est accrue, mais la contamination par l'anthrax continue de s'étendre et des milliers d'employés des postes doivent prendre des médicaments à titre préventif. Des conseils de prudence sont donnés aux foyers américains au cas où leur parviendrait une lettre ou un colis suspect dont on leur indique aussi à quoi

ils peuvent ressembler pour mieux attirer leur attention. Deux mois plus tard, on découvre que l'anthrax attribué aux terroristes provient en fait des laboratoires de l'armée américaine et que le crime était celui d'un chercheur américain des services de défense biologique devenu fou.

Cette situation nouvelle de danger qui pèse sur les Américains les conduit à réclamer une protection accrue des autorités fédérales. Alors que la soif de liberté les motivait avant tout, ils acceptent maintenant qu'elle soit restreinte pour se sentir sécurisés. Ils acceptent les contrôles policiers dans les ports et les aéroports, l'accroissement des moyens de surveillance des conversations téléphoniques et du courrier électronique, les interdictions de circuler dans certains lieux, de pulvériser par avion des pesticides sur les cultures parce que ces moyens sont susceptibles d'être utilisés par les terroristes. On assiste à un consensus patriotique et les médias sont enrôlés dans l'effort de guerre.

Ainsi s'établit un nouvel équilibre entre la liberté et la sécurité, révélateur de la fragilité qui s'est emparée de la société américaine après le 11 septembre. Si la sécurité exige une mise à niveau du système par le législatif qui restreigne la liberté individuelle, il faut surtout éviter toute dérive qui porterait atteinte à la démocratie car elle constituerait alors une victoire pour les terroristes qui tiennent la démocratie pour l'ennemi principal. C'est ce qu'un politologue américain a bien discerné lorsqu'il a exprimé l'idée que le vrai défi était de faire face à la menace terroriste qui vise à détruire la démocratie, sans, pour autant, l'affaiblir de l'intérieur.

Aussi quand l'exécutif américain veut étendre les prérogatives de la police par la loi « *Patriot* », votée après le 11 septembre, il se voit d'abord opposer un refus par une Cour spéciale de justice, créée après les abus de pouvoir de la période de la guerre du Vietnam et du Watergate pour garantir les libertés démocratiques, et qui décide qu'il faut continuer à contrôler la police, comme le demandent les associations de protection des libertés individuelles. La Cour suprême n'intervenant pas pour annuler le *Patriot Act* plus d'une centaine de municipalités adoptent des motions pour refuser d'appliquer le texte. Les bibliothécaires détruisent les documents concernant les prêts de livres et préviennent les visiteurs que leurs lectures sont susceptibles d'être espionnées. Finalement, la Cour spéciale donne son accord en 2002 aux 1 300 demandes de perquisitions présentées.

Un 11 septembre financier ?

Faillites et scandales dans les grandes entreprises

● Une vague de scandales

Les États-Unis, ébranlés par le choc du 11 septembre, connaissent à partir du début de l'année 2002 une vague de scandales de grande ampleur qui révèlent les dysfonctionnements du système financier américain. La faillite du courtier en énergie *Enron*, cinquième entreprise américaine, est alors, par son ampleur, la plus importante jamais enregistrée aux États-Unis. Elle sera dépassée quelques mois plus tard par celle de *WorldCom*, le second opérateur américain à longue distance. D'autres effondrements d'entreprises suivent comme celui du leader mondial des photocopieurs *Xerox*, celui de *Tyco*, conglomérat industriel diversifié ou encore de *Merck*, numéro trois mondial de la pharmacie. Les enquêtes menées dévoilent à l'origine de ces faillites des fraudes massives, les chiffres d'affaires déclarés étant surévalués artificiellement pour gonfler les bénéfices et éviter la chute des cours en bourse.

L'affaire *Enron* prend de suite une tournure politique, car le président de la société est un ami de la famille Bush et le premier bailleur de fonds de la campagne présidentielle de George W. Bush. Or, au printemps 2001, alors que le vice-président Dick Cheney avait été chargé d'élaborer la politique de l'énergie du gouvernement, prévoyant la construction de nouvelles centrales nucléaires, les dirigeants d'*Enron* ont cédé leurs actions au cours le plus haut. Le Congrès veut donc savoir ce que le vice-président a pu connaître des difficultés du courtier en énergie, car l'affaire a ruiné des milliers de salariés et d'actionnaires d'*Enron*. Mais le vice-président, au nom de l'indépendance de la Maison Blanche, refuse de donner des informations afin de sauvegarder le privilège de l'exécutif de garder le secret sur des entretiens confidentiels. Il allègue en effet que le président et le vice-président doivent pouvoir recevoir des avis librement exprimés, ce qui ne serait pas le cas si leurs interlocuteurs savaient que leurs propos seraient ensuite divulgués.

L'aspect politique du problème se trouvant ainsi écarté, la justice ouvre une enquête et constate des détournements de fonds, un trucage de la comptabilité d'*Enron*, une évasion fiscale et l'enrichissement personnel des dirigeants, alors que la déclaration de faillite a ruiné les actionnaires et les employés d'*Enron* qui comptaient pour leur

retraite sur les fonds de pension placés dans l'entreprise. L'enquête révèle aussi que le cabinet d'audit *Arthur Andersen*, chargé de vérifier de manière indépendante la comptabilité d'*Enron*, a détruit des documents comptables sensibles et il est à son tour inculpé de complicité.

Ces malversations à grande échelle provoquent immédiatement une perte de confiance dans le système financier américain qui, jusque-là, semblait invulnérable. Il paraissait garantir aux Américains une information juste sur la santé des entreprises alors qu'en réalité certaines réussites pouvaient être fictives. La faillite d'*Enron* provoque donc la défiance des investisseurs et met du même coup en évidence la fragilité du système de capitalisation. Et comme les dirigeants d'*Enron* ont contribué aux campagnes des candidats aux élections fédérales et locales, la suspicion s'étend aux milieux politiques. Ils sont pour le moins accusés d'avoir manqué de vigilance et, de ce fait, ils sont conduits à dégager leur responsabilité pour être lavés de tout soupçon.

● **La réaction des pouvoirs publics**

Le 14 février 2002, la Chambre des représentants vote un projet de réforme du financement de la politique. Désormais, les dons aux comptes de campagne des candidats aux élections seront strictement limités, contrôlés et transparents et les financements détournés seront interdits.

De son côté, le Président Bush, pour répondre aux doutes manifestés sur sa capacité ou sa volonté de mettre un terme aux scandales comptables, prononce un discours à Wall Street dans lequel il annonce la mise en place d'une brigade spéciale pour traquer les fraudes, un doublement des peines maximales de prison qui passent de cinq à dix ans pour ceux qui seront reconnus coupables de fraudes financières et l'exigence d'engagement des présidents-directeurs-généraux à garantir les comptes annuels de leur entreprise. L'opposition démocrate juge que se contenter de réprimer les entreprises ayant commis des fraudes n'est pas suffisant et qu'il serait préférable de mettre en place une législation préventive qui instituerait une régulation de la profession comptable.

Enfin, comme les retraites placées en fonds de pension ont été amputées par les faillites scandaleuses et que 85 millions d'Américains comptent sur ces fonds de pension, le Président Bush annonce en octobre 2002, à la veille des élections de la mi-course, une grande réforme pour renforcer la sécurité de l'épargne des salariés.

Ces diverses mesures, prises dans l'intention de ramener la confiance des investisseurs dans le système de capitalisation, ne sont en effet pas dénuées de préoccupations électorales. Mais, au total, de même que sa réaction à l'attaque du 11 septembre, elles ont eu pour effet de renforcer la position du président. Alors que se profilent de nouvelles élections, celles du « *Mid-term* » en novembre 2002, plus de 70 % des Américains jugent le président honnête et méritant leur confiance.

● **La consolidation du pouvoir de George W. Bush**

À partir du 11 septembre 2001, George W. Bush devient un président de guerre. La lutte contre le terrorisme constitue désormais la priorité de son administration. Chaque matin, il préside le Conseil de sécurité nationale où sont présents tous les responsables. Cette priorité le conduit à intervenir militairement en Afghanistan en octobre 2001 contre le régime des talibans qui donne asile à Oussama Ben Laden et au printemps 2003 en Irak contre le pouvoir de Saddam Hussein, soupçonné de détenir des armes de destruction massive.

En juin 2002 est créé un super-ministère de lutte contre le terrorisme. C'est la plus importante réforme du système de sécurité américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il regroupe 22 agences et services et dispose de 170 000 fonctionnaires.

Ce rôle de président de guerre explique le renforcement de sa position au regard de l'opinion américaine que manifestent les consultations électorales successives.

● **Les élections de la « mi-course » (novembre 2002)**

Cette consultation, qui intervient à mi-mandat, concerne la désignation à de très nombreuses fonctions parmi lesquelles l'ensemble des députés à la Chambre des représentants, le tiers du Sénat, de nombreux postes de gouverneurs etc. Le président, qui a participé très activement à la campagne, a sillonné une quarantaine d'États pour soutenir les candidats de son parti et collecter des fonds.

Malgré une abstention importante qui a dépassé les 50 %, les résultats sont une victoire pour le parti républicain qui conserve la majorité absolue à la Chambre des représentants et qui, surtout, s'empare du Sénat où les démocrates perdent la majorité qu'ils détenaient. Les républicains sont maintenant maîtres du Congrès, ce qui leur permet de décider des lois et des amendements qui seront débattus. La victoire des républicains a aussi la signification d'une

confirmation de l'élection de George W. Bush qui avait été contestée deux ans auparavant. Il se situe désormais en excellente position pour l'élection présidentielle de 2004 dont les premiers jalons se trouvent posés dès 2003.

● **La pré-campagne présidentielle pour l'élection de 2004**

La candidature du président sortant en 2004 ne faisant aucun doute, le principal objet de cette pré-campagne est de départager les neuf candidats démocrates désireux d'affronter George W. Bush. Le processus est long, il commence en Iowa en janvier 2004 et se termine en juin à la Convention démocrate de Boston qui désigne John Kerry comme candidat à la présidence, assisté de John Edwards pour la vice-présidence. Dès ce moment, les arguments de campagne des démocrates mettent l'accent sur une critique de la politique étrangère du président qui risque d'isoler l'Amérique et dénoncent sa politique économique, incapable de faire baisser le chômage.

De son côté, le Président Bush dans son discours sur l'état de l'Union du 20 janvier 2004, qu'il place sous le signe du 11 septembre, s'adresse essentiellement aux électeurs pour défendre sa politique, affirmant que l'Amérique ne quittera pas Bagdad avant que la démocratie et l'ordre n'y soient rétablis. Il reconnaît que cette entreprise est coûteuse, mais qu'elle vaut la peine dans l'intérêt du pays et qu'elle est capitale pour la sécurité des Américains. Et il affirme que le triomphe de la démocratie et de la tolérance en Irak, en Afghanistan et au-delà constituera un sérieux revers pour le terrorisme international. Il défend également sa politique intérieure, assurant que la baisse des impôts va permettre de relancer l'économie et il s'engage à poursuivre les mesures de protection sociale.

La majorité des Américains soutient la politique extérieure du président, mais attend une reprise de la croissance économique et s'inquiète du déficit budgétaire qui met en péril la couverture de santé des retraités.

Toutefois, plusieurs dossiers délicats viennent embarrasser George W. Bush. En janvier 2004, l'ancien chef des inspecteurs américains en Irak admet qu'il n'existait pas d'armes de destruction massive dans ce pays. D'autres fonctionnaires ou diplomates avaient déjà accusé le président d'avoir exagéré ce danger pour justifier sa volonté de renverser Saddam Hussein, volonté tournant à l'obsession. Il est également accusé par un ancien responsable de la lutte antiterroriste d'avoir ignoré ses avertissements sur la menace représentée

par Al-Qaïda avant le 11 septembre 2001. En juin 2004 éclate le scandale des tortures pratiquées par les soldats américains sur des prisonniers en Afghanistan et en Irak entraînant la question de savoir si George W. Bush les a autorisées. Il s'en défend, affirmant qu'il a toujours exigé le respect de la loi, mais la Cour suprême donne tort à l'administration Bush et prend deux arrêts qui limitent en ce domaine le pouvoir du président.

● La campagne électorale de 2004

Après la confirmation par la Convention républicaine, le 30 août, de la candidature à sa succession de George W. Bush, la campagne électorale, engagée en fait depuis de longues semaines, démarre officiellement.

Tous les problèmes qui ont gêné le président dans les semaines précédentes sont exploités par John Kerry qui assure vouloir rendre à la Maison Blanche « la fiabilité et la crédibilité » que le président sortant a dilapidées par sa décision d'entrer en guerre contre l'Irak, ce qu'il a d'ailleurs fait en trompant les Américains. Le parti démocrate annonce également son intention de restaurer l'image des États-Unis dans le monde. Son programme en matière de sécurité est d'ailleurs le même que celui des républicains : vaincre le terrorisme, maintenir les armes de destruction massive hors de portée des terroristes, augmenter les effectifs de l'armée de terre et fournir aux troupes le meilleur équipement possible. Par contre, il estime que la seule voie possible pour vaincre le terrorisme est d'agir avec les autres pays et non pas seul et il critique l'unilatéralisme dont a fait preuve l'administration sortante. Les démocrates considèrent que le rôle des États-Unis est certes de diriger, mais aussi d'écouter.

C'est dans la partie économique et sociale de leur plate-forme électorale que les deux candidats s'opposent le plus nettement. En fait, ils ne s'adressent pas aux mêmes classes sociales. Alors que les républicains se montrent prêts à soutenir les grandes entreprises, les démocrates, eux, sont portés à favoriser par des aides fiscales les entreprises qui produisent des biens et créent des emplois, c'est-à-dire la classe moyenne. Les républicains envisagent de baisser les impôts des ménages qui disposent de revenus supérieurs à 200 000 dollars, les démocrates veulent venir en aide en matière d'assurance médicale et d'éducation aux plus défavorisés. Considérant que la santé est un droit et non un privilège (43 millions d'Américains sont privés d'assurance médicale), leur objectif est d'offrir une assurance à tous les Américains. On s'attend, dans cette période où l'économie améri-

caine n'est pas au beau fixe et où le chômage ne cesse de croître, à ce que le choix des électeurs se fasse essentiellement en fonction du programme économique et social des deux candidats. Mais les choses sont moins simples et d'autres critères entrent en jeu. Alors que John Kerry est encore un inconnu pour beaucoup d'Américains, George Bush dispose de solides atouts. Son parti vient de gagner les élections de « mi-course » en 2002. La droite conservatrice américaine est satisfaite des mesures prises par le président, en particulier sur le plan moral (sainteté du mariage, limites de l'avortement). Au conservatisme moral s'ajoute le conservatisme fiscal, réduction d'impôts, aménagements fiscaux en faveur des entreprises industrielles. De surcroît, il va couper l'herbe sous le pied de ses adversaires démocrates dans un électorat qui leur semblait favorable, celui des retraités en proie à des difficultés matérielles, en s'engageant à faire voter une loi qui améliorerait leur couverture maladie par le remboursement partiel de leurs dépenses de médicaments.

L'affrontement entre les deux candidats est particulièrement vif, ce qui aura pour conséquence une participation des citoyens au scrutin nettement plus élevée qu'en 2000 (56 % du corps électoral). Le président et son adversaire sillonnent une vingtaine d'États encore indécis sur leur choix, ils répondent aux questions qui leur sont posées lors des trois débats télévisés au cours desquels aucun d'entre eux ne s'assure un avantage décisif. À la veille du scrutin de novembre 2004, ils sont au coude à coude. C'est finalement le vote de l'Ohio (qui comporte vingt grands électeurs), favorable aux républicains, qui assure la victoire de George W. Bush. Il est vrai qu'à la différence de ce qui s'était passé en 2000, le président sortant dispose sur John Kerry d'un avantage de plusieurs millions de votes populaires.

L'analyse du scrutin montre que, dans cette victoire de George W. Bush, la mobilisation massive des évangélistes américains a été décisive. Alors que les Chrétiens évangéliques (Église à laquelle appartient le président) se sont fortement engagés en sa faveur, 51 % des catholiques ont préféré voter pour le président et non pour John Kerry, catholique lui-même, mais dont les positions sur l'avortement choquaient les plus pratiquants d'entre eux. Les électeurs ont ainsi fait passer leurs choix moraux avant leurs préoccupations économiques et sociales. Mais c'est surtout un vote qui montre que le choc du 11 septembre perdure dans l'esprit des Américains et qu'ils ont voulu continuer à faire confiance à George W. Bush qui insiste sur la priorité à la sécurité des États-Unis attaqués par l'islamisme radical.

Le second mandat de George W. Bush

● Le sens du second mandat

Quatre ans auparavant, le Président Bush promettait d'être un unificateur, pas un diviseur. À la fin de son premier mandat, à l'exception d'un point certes important, la gestion de la lutte contre le terrorisme, l'Amérique est toujours divisée. Les divisions portent sur le dossier de la guerre en Irak, sur la façon dont l'administration Bush gère l'économie, le budget de la santé, la question des retraites.

L'opinion publique américaine doute de la capacité de l'administration à faire avancer les dossiers que le président juge prioritaires sur le plan intérieur, la sauvegarde des retraites, la défense du dollar et de l'économie, la simplification du système fiscal et la réforme de l'immigration. Le président reconnaît qu'il aura en effet du mal à réaliser tout son programme dans la courte période des quatre années de son dernier mandat.

La plupart des républicains espèrent du second mandat de George Bush qu'il confirme et approfondisse la politique néo-conservatrice attendue par l'aile droite de son électorat. Il s'agit d'affranchir la société américaine de l'attente d'une intervention et d'une aide de l'État et, par conséquent, de responsabiliser les citoyens qui doivent d'abord apprendre à compter sur eux-mêmes, en d'autres termes de remettre en cause l'esprit du New-Deal au nom de l'ultra-libéralisme, de mettre fin à l'État-Providence, héritage de Franklin D. Roosevelt et des présidents démocrates. Les démocrates, qui voient là une entreprise de destruction des institutions ayant fait l'Amérique moderne, sont bien décidés, quant à eux, à s'y opposer de toutes leurs forces.

Toutefois, le parti républicain étant majoritaire dans les deux Chambres, le président peut espérer faire aboutir certains de ses projets. Le premier qui va entrer en discussion, parce qu'il a valeur de symbole dans la réforme de la société américaine et que George W. Bush présente comme la mesure la plus importante de son second mandat, est la réforme du système de retraites, auquel il a consacré la partie la plus importante de son discours sur l'état de l'Union du 2 février 2005. La bataille sur la privatisation du système des retraites qu'il a engagée s'annonce décisive, car si George Bush l'emporte, la « société de propriété », pierre angulaire de la révolution conservatrice, entrera dans les faits. Mais l'opposition est forte, car le projet est considéré comme contestable et dangereux sur divers points par les économistes, y compris républicains, qui calculent que l'État

fédéral devra, pour le mettre en place, emprunter pendant plusieurs années alors que le déficit approche déjà 4 % du P.I.B., le plus grand déficit budgétaire enregistré jusqu'alors. Accroître l'endettement public pourrait entraîner une perte de confiance mondiale dans le dollar, déstabiliser les marchés financiers et affecter la croissance économique. Le plus puissant syndicat du pays et la plus importante organisation de retraités, l'AARP, sont opposés à la mise en cause du système dans lequel l'État est garant de l'équilibre, celui-ci étant assuré jusqu'au milieu du *xxi*^e siècle où il suffira ensuite de relever un peu les cotisations pour ne pas se trouver en cessation de paiement. Les spécialistes sont presque tous d'accord sur le fait qu'il n'y a donc aucune urgence à transformer le système, sinon une volonté idéologique destinée à satisfaire les vues des néo-conservateurs. Bien au contraire, privatiser le système des retraites pourrait même présenter un danger certain en cas de krach financier, car la perte de leur épargne conduirait les salariés à se retrouver sans aucun moyen financier après leur cessation d'activité. L'exemple survenu en mai 2005 des employés de l'entreprise *United Airlines*, en difficulté financière, dont les retraites ont dû être reprises par le gouvernement, vient à point pour démontrer les aléas d'un régime de retraites privées.

Dans ces conditions, le projet a peu de chances d'être adopté. Le très puissant lobby des retraités, l'AARP, qui compte 35 millions de membres fait connaître son opposition catégorique à l'idée de créer des comptes privés à partir des prélèvements sur les retraites. Cet engagement de l'AARP fait réfléchir de nombreux élus républicains, car le poids électoral des retraités est considérable aux États-Unis, d'autant qu'ils votent davantage que les autres catégories de la population américaine. Le refus attendu des démocrates, mais aussi d'une partie des républicains, face à ce projet coûteux et impopulaire, annonce son échec et, dès le printemps 2005, l'administration juge prudent de le renvoyer à l'année suivante.

Cette défaite du Président Bush qui n'a pas réussi à faire voter le projet auquel il accordait la priorité n'est que le début d'une série de difficultés dues à l'écart entre les attentes de l'opinion et les vues néo-conservatrices des groupes qui constituent le noyau dur de l'électorat de George Bush.

● **Les déboires de George Bush**

L'échec du projet de réforme des retraites n'est que le signe annonciateur d'une série de déboires dus aux pressions qu'exerce sur la présidence l'aile extrémiste du parti républicain et qui se heurtent à

la résistance de l'opposition démocrate, mais aussi des républicains modérés, conscients que l'opinion n'est pas prête à les suivre sur le terrain où tentent de les entraîner les néo-conservateurs.

Ainsi, au printemps 2005, la droite chrétienne (les « théoconservateurs ») qui combat l'avortement, l'homosexualité et les recherches sur les cellules-souches redouble d'activisme et s'efforce d'influencer les votes du congrès et les décisions du président sur ces problèmes. C'est ainsi que le Président Bush menace d'opposer son veto sur un projet de loi portant sur les cellules-souches à l'étude à la Chambre des représentants, provoquant les protestations des scientifiques, mais aussi la division des républicains dont certains sont favorables au projet.

Au Sénat, on assiste en juin 2005 à une « guerre des juges » qui va durer plusieurs semaines et diviser l'opinion. Aux États-Unis, les juges fédéraux sont nommés à vie par le président, mais il leur faut l'approbation du Sénat qui récuse très rarement les candidats. Mais, en 2005, les démocrates désirant bloquer la nomination d'une dizaine de juges qu'ils estiment trop conservateurs, utilisent la disposition qui permet à la minorité de repousser le vote en occupant indéfiniment la tribune (c'est le procédé de la « filibuste »). Seul, en effet, un scrutin adopté par 60 sénateurs permettrait aux républicains majoritaires de clore autoritairement la discussion et de passer au vote. Or le Sénat ne compte que 55 républicains, ce qui permet aux démocrates d'utiliser la pratique de l'obstruction parlementaire durant des semaines. Alors que, d'ordinaire, l'opinion publique ne manifestait guère d'émotion à propos de la nomination des juges, cette fois elle se passionne pour l'issue de l'épreuve de force engagée par la « filibuste ». D'autant que les républicains font peser la menace de la suppression de celle-ci, par l'abaissement à 51 voix au lieu de 60 du nombre de suffrages nécessaires pour le passage au vote. Finalement, ce sont quelques républicains modérés, entre autres John Mc Cain, qui a déjà fait connaître son intention de solliciter l'investiture républicaine pour les élections de 2008, qui élaborent un compromis pour mettre fin à la « guerre des juges ». Ils proposent aux 44 démocrates de consentir à la nomination d'au moins trois juges conservateurs, en échange de quoi la majorité républicaine renoncerait à remettre en cause le droit d'obstruction de la minorité. Les démocrates qui tiennent à conserver ce droit ont alors accepté cette proposition.

Si la « guerre des juges » a autant retenu l'attention des Américains, c'est qu'aux États-Unis, les juges jouent un rôle particulièrement

important et que tous les grands débats de société sont finalement tranchés par une décision juridique. Chacun des États possède ses propres tribunaux qui prononcent des arrêts valables dans la juridiction concernée. Mais au sommet de la hiérarchie se situe la justice fédérale dont la Cour suprême est l'instance la plus importante, le tribunal de dernier recours. Aussi les nominations à la Cour suprême constituent-elles un enjeu majeur.

● **La Cour suprême au cœur d'une bataille juridique**

Les neuf juges de la Cour suprême, nommés à vie avec l'approbation du Sénat, ont le pouvoir d'interpréter la Constitution en décidant de la conformité des lois avec les principes de celle-ci et de valider les résultats électoraux. Leurs décisions sont sans appel. Aussi, la démission début juillet 2005 de la juge Sandra O'Connor constitue-t-elle un événement de grande portée politique, d'autant que cette magistrate, nommée par Ronald Reagan en 1981 et réputée modérée, faisait souvent pencher la balance quand les choix se partageaient à égalité entre les deux camps, conservateur et libéral. Première femme à siéger à la Cour suprême, elle avait fait basculer la majorité dans plus d'une douzaine de décisions, dont celle de refuser un nouveau comptage des voix en Floride lors de l'élection présidentielle de novembre 2000, assurant ainsi la victoire de George Bush.

Aussi sa succession à la Cour suprême donne-t-elle lieu à un nouvel affrontement entre républicains et démocrates. Les dirigeants du parti démocrate demandent au président de choisir un candidat ayant le même profil que la juge O'Connor, c'est-à-dire un candidat modéré pour unir le pays au lieu de le diviser. Ils avertissent le président que, s'il nommait un juge qui menace les droits et les libertés du peuple américain, ils s'opposeraient à cette nomination. À l'inverse, la droite conservatrice qui juge les positions de la Cour suprême trop libérales attend une nomination en accord avec ses idées, de façon à faire pencher la balance de son côté.

Le président, qui veut désamorcer le conflit, choisit un conservateur modéré, John Roberts, 50 ans, juge à la Cour d'appel fédérale du district de Columbia, dans la tradition de l'actuel président de la Cour suprême, William Rehnquist, dont il a été le clerc à la fin de ses études. Les démocrates sont résolus à lui poser beaucoup de questions lors des auditions de confirmation au Sénat, car, étant donné son âge, il pourrait siéger jusqu'en 2030 et le sort des Américains pourrait ainsi être affecté par ses choix pour toute une génération.

● **L'ouragan Katrina, ses ravages et ses conséquences politiques**

Le lundi 29 août 2005, l'ouragan Katrina frappe le sud de la Louisiane. Le vent soufflant à 240 km/h, les pluies diluviennes qui l'accompagnent, font monter la pression, plusieurs digues s'effondrent et l'eau du lac envahit 80 % de la ville, située en cuvette sous le niveau de la mer. L'état d'urgence avait été déclaré et le maire avait exhorté les habitants à fuir, mais les plus pauvres, et en majorité les Noirs, n'avaient pas les moyens de le faire. 300 000 personnes se trouvent ainsi prisonnières des eaux. Le maire lance un SOS désespéré. Une soixantaine de pays et d'organisations non gouvernementales offrent leur aide que Washington décline dans un premier temps, puis finit par accepter.

Les secours étant arrivés tardivement, les pertes humaines sont élevées et les dégâts matériels considérables. Le pompage de l'eau va prendre des mois et la reconstruction de la ville pourrait durer 15 ans. Les conséquences économiques du passage de l'ouragan sont importantes, par suite des dommages causés, en particulier au secteur pétrolier. Le port, un des plus importants des États-Unis, est pratiquement hors d'usage, les grandes raffineries sont endommagées, ce qui, sans l'aide de l'étranger, aurait entraîné une grave crise pour l'ensemble de l'activité économique américaine et pour la vie quotidienne des habitants.

Sur le plan politique, la catastrophe révèle que les États-Unis, première puissance du monde, se trouvent contraints d'accepter les secours d'autres pays et ils en sortent humiliés, car rien n'avait été prévu par l'administration pour aider la population pauvre, ni pour la secourir rapidement.

La popularité de George W. Bush sort de l'épreuve fortement amoindrie. À la fin de l'été 2005, il ne bénéficie plus que de 38 % d'opinions favorables, ce qui risque de lui faire perdre une grande partie de l'autorité nécessaire pour faire adopter par le Congrès son programme législatif, notamment la réforme des retraites, du code fiscal et des lois sur l'immigration.

● **La nomination du juge Roberts à la présidence de la Cour suprême**

Quelques jours après l'arrivée de l'ouragan Katrina, le président de la Cour suprême, le juge Rehnquist meurt, ce qui contraint le Président Bush à procéder à une nouvelle et délicate nomination. Redoutant un nouvel affrontement entre conservateurs et libéraux, il choisit

nommer directement le juge Roberts à la présidence de la Cour suprême, se réservant de nommer plus tard le successeur de la juge O'Connor. Cette décision est habile, car le juge Roberts se présente pendant les auditions au Sénat comme totalement dénué d'esprit partisan, sans plan ni programme autre que la défense de la constitution, affirmant que le principe fondamental de ses conceptions, c'est que la justice est différente de la politique. Aussi sa nomination est-elle facilement confirmée par le Sénat. Elle représente pour le Président Bush un des rares succès dont il peut se féliciter, d'autant que le juge Roberts, très médiatique, a su se présenter à l'opinion publique comme un homme de consensus.

Ce succès n'a toutefois pas suffi à rendre à George Bush la popularité qui était la sienne au moment de sa réélection. L'explication de ce désaveu réside à la fois dans les retombées de sa mauvaise gestion de l'ouragan Katrina et dans la déception des diverses branches de la famille républicaine devant la politique conduite par son administration.

● **Le discrédit de George Bush**

Les républicains ont tous des griefs à formuler à l'encontre du président. L'aile extrémiste du parti républicain lui reproche d'avoir nommé un modéré comme le juge Roberts à la Cour suprême, trahissant ainsi la promesse faite aux néo-conservateurs de nommer un juge de leur tendance, afin de faire pencher durablement la majorité de la Cour suprême dans leur sens sur des questions juridiques cruciales comme le fédéralisme, l'avortement, la discrimination positive... Mais elle lui reproche aussi d'avoir voulu récidiver en essayant de nommer, en remplacement de la juge O'Connor, sa conseillère juridique à la Maison Blanche dont nul ne connaît la position sur ces questions. Devant l'opposition de l'aile droite de son parti dont le soutien lui est nécessaire dans une affaire grave concernant la guerre d'Irak, le président a finalement dû faire machine arrière sur cette désignation et nommer à la Cour suprême un conservateur, le juge Samuel Alito.

Le président est en effet embarrassé par l'issue d'une enquête menée depuis deux ans sur des fuites ayant révélé l'identité d'un agent de la C.I.A., épouse d'un ancien ambassadeur qui avait dénoncé dans le *New-York Times* l'utilisation par le gouvernement de faux renseignements sur l'achat d'uranium au Niger par l'Irak, afin de donner de la vraisemblance à la présence d'armes de destruction massive dans ce pays. Or les conclusions de l'enquête sont double-

ment gênantes pour le président et son parti. D'une part, elles mettent en cause deux proches collaborateurs du président, le vice-président Dick Cheney et le principal conseiller de George Bush, Karl Rove ; d'autre part, elles rappellent les manœuvres mensongères qui ont présidé à l'intervention militaire de 2003 en Irak. Or ce rappel tombe d'autant plus mal que les républicains reprochent vivement au secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld d'être responsable de l'enlisement dans le chaos irakien pour n'avoir pas su préparer l'après-Saddam Hussein. Et sur ce point, l'aile modérée du parti républicain qui s'était montrée hostile à la guerre en Irak rejoint les critiques des néo-conservateurs à l'égard du président.

Enfin, alors que la famille républicaine est unanime dans sa volonté de réduire l'intervention de l'État dans la vie du pays, de lutter contre le « *Big Government* », elle constate avec dépit la hausse des budgets de la défense et de la santé qui viennent accroître un déficit budgétaire que le président de la Réserve fédérale (la banque centrale américaine) qualifiait déjà en mars 2005 d'insoutenable.

En novembre 2005, un an après sa réélection, le Président Bush connaît un tel discrédit dans l'opinion publique que les républicains se prennent à redouter de perdre la majorité dans les deux Chambres aux prochaines élections législatives, celles de la mi-mandat (*mid-term elections*), prévues en novembre 2006, d'autant que leurs leaders dans les deux Chambres du Congrès sont alors l'objet de procédures judiciaires, Louis Libby, chef de cabinet du vice-président Dick Cheney, inculpé pour faux témoignage dans l'affaire d'Irak, et Tom Delay qui dirige les républicains de la Chambre des représentants, inculpé pour ses comptes de campagne. Ces scandales qui atteignent les dirigeants d'un parti qui se présente comme le défenseur des « valeurs » font tache et le parti républicain en sort discrédité.

● **George Bush tente de reprendre la main : le problème de l'immigration clandestine**

Dans son discours sur l'état de l'Union le 2 février 2006, le président essaie de reconquérir l'opinion publique en faisant preuve d'optimisme et en insistant sur la puissance et la supériorité des États-Unis : « *Le seul moyen de maîtriser notre destinée, c'est notre leadership... Les États-Unis continueront d'être en tête* ». Il tente d'apparaître comme ouvert au compromis sur certaines questions. En matière économique et sociale, il souhaite une Amérique compétitive, insiste sur les baisses d'impôts, sur un meilleur système de santé, sur la recherche d'énergies alternatives, renouvelables, y

compris nucléaires, afin de diminuer les importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient. Le budget qu'il présente ensuite privilégie la défense, thème populaire dans la population américaine, ce qui permet au président d'insister sur le fait que la prospérité des Américains réside dans leur sécurité et que celle-ci nécessite des investissements. Les États-Unis se sentent en effet vulnérables depuis les attentats du 11 septembre 2001 et restent préoccupés par les attentats commis par les kamikazes. C'est dans le cadre de cette inquiétude que l'immigration peut représenter un danger. Sans doute est-elle soumise depuis le 11 septembre à un contrôle sévère, mais la frontière entre les États-Unis et le Mexique reste très perméable. Aussi le Congrès décide-t-il de durcir les lois sur l'immigration par mesure de sécurité.

En décembre 2005, la Chambre des représentants avait voté un texte de loi destiné à durcir la lutte contre l'immigration illégale, visant 8 à 12 millions de personnes dont 40 % venues du Mexique et d'Amérique centrale. Ce texte est très controversé car il fait de tous les sans-papiers des délinquants et prévoit des peines d'emprisonnement de cinq ans pour ceux qui leur prêteraient délibérément assistance afin de leur permettre de rester aux États-Unis. La construction d'un mur le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique est également prévue. Le président a, lui aussi, des idées précises sur la question ; il juge que les immigrés peuvent fournir la main-d'œuvre bon marché dont les entreprises ont besoin et cherche à obtenir du Congrès qu'il crée un statut de « travailleur invité » pour une immigration choisie. Il souligne le fait que « *les clandestins sont des gens qui travaillent à des postes dont ne veulent pas les Américains et qui contribuent à la vitalité économique du pays* ». Le soir même de sa réélection, il avait fait de l'immigration une des priorités de sa présidence et, en mars il demande au Congrès de donner son accord à la régularisation temporaire d'une partie des travailleurs clandestins, environ 400 000 personnes qui pourraient obtenir un permis de travail d'une durée de trois ans, renouvelable une fois, et leur permettant de venir habiter aux États-Unis avec leur famille.

Les « Latinos » constituent plus des trois quarts des 12 millions de clandestins qui vivent sur le sol américain, dont beaucoup depuis les années 1990. Pendant ce temps, vivant dans l'ombre, ils ont nettoyé les villes américaines et nourri les États-Unis. Se sentant menacés d'expulsion, ils se mobilisent alors massivement et des centaines de milliers d'hispaniques manifestent dans plus de 130 villes du pays au cri de « *Nous sommes l'Amérique !* ». Un demi-million de personnes

défilent à Los Angeles. À Washington, plus de 100 000 se rassemblent devant le Capitole où siège le Congrès, « *anciens Américains, nouveaux Américains et futurs Américains* » comme les dénomme le sénateur Edward Kennedy qui est venu les soutenir.

Mais le Président Bush, affaibli par l'enlisement de la guerre en Irak, par la démonstration de son incompétence lors de l'ouragan Katrina, par les scandales de la Maison Blanche n'est plus le leader incontesté qu'il a été après le 11 septembre 2001. Soutenu par moins d'un Américain sur trois, il n'est plus en mesure d'imposer ses vues à un parti qui l'a porté au pouvoir, mais qui est déçu par sa politique et qui est, par ailleurs, divisé sur la question de l'immigration. Ses membres qui appartiennent aux milieux d'affaires sont plutôt d'accord sur les propositions du président qui fourniront aux entreprises une main-d'œuvre bon marché, mais les républicains soucieux de la sécurité du pays y sont catégoriquement opposés. La Chambre des représentants n'a pas hésité en décembre 2005 à prendre le contre-pied de la proposition du président en refusant la légalisation temporaire et partielle des illégaux et elle a même durci la situation en criminalisant l'aide aux clandestins. En fait, ce sont les prochaines élections qui préoccupent avant tout les parlementaires et les citoyens.

Les démocrates, eux aussi, sont partagés sur la question de l'immigration. Traditionnellement, ils pratiquent une politique d'ouverture, mais les syndicats ne sont pas favorables à l'immigration qui maintient les salaires à de bas niveaux et fait même baisser ceux des travailleurs les moins qualifiés, c'est-à-dire en majorité les jeunes Noirs américains. L'embauche d'immigrés est en grande partie responsable du chômage accru chez les hommes afro-américains, dont le taux se situe à 8 %, soit bien au-dessus de la moyenne nationale. C'est pourquoi William Fair, un militant noir dont la mission est de trouver du travail aux Noirs américains, est d'avis qu'il faut « renvoyer les illégaux chez eux ».

Selon les sondages, les Américains sont préoccupés par la porosité de leurs frontières et 75 % d'entre eux pensent que le gouvernement ne lutte pas assez contre l'immigration illégale. Ils sont favorables à la construction d'un mur frontalier entre les États-Unis et le Mexique afin de se protéger contre celle-ci. C'est ce qui décide le président à se résigner à signer la loi de financement du département de la sécurité intérieure pour la construction d'un mur sur les zones-frontières les plus empruntées par les clandestins. En fait, il s'agit d'une barrière électronique faite d'un ensemble de caméras à infrarouge, de détec-

teurs de mouvements, d'éclairages et de radars. Toutefois, 70 % de la population est favorable à ce que les clandestins qui ont un emploi soient autorisés à rester aux États-Unis avec un visa de longue durée, ce qui les rapproche du projet du Président Bush.

● **La persistance des mécontentements : inégalités, pauvreté, crise climatique**

Si le président s'efforce de répondre au vœu des Américains concernant la question de l'immigration, il paraît loin d'apporter une réponse à des problèmes cruciaux de la société américaine, celui des profondes inégalités sociales qui affectent le pays le plus riche du monde ou celui des conséquences à moyen et long terme de la crise climatique.

En octobre 2006, la population américaine qui, en 1968 était de 200 millions d'habitants atteint les 300 millions d'individus. Mais cette rapide croissance de la population s'accompagne d'une croissance non moins rapide des inégalités sociales. Un Américain sur huit est pauvre. Au total, on considère que 37 millions d'Américains n'ont pas assez d'argent pour vivre décemment et que 20 % de la population, dont de nombreux salariés, sont dépourvus d'assurance-maladie. Les enquêtes révèlent une augmentation des inégalités de rémunération entre les dirigeants des grandes entreprises et les employés. L'écart moyen qui était de 1 à 40 en 1980 est passé de 1 à 411 en 2008 et la situation se dégrade en ce qui concerne la couverture de santé.

La plupart de ces pauvres de la société américaine sont des employés qui ont de petits salaires et qui travaillent dans des entreprises qui ne peuvent pas payer les primes d'assurance-maladie. Or le risque de mortalité chez les non-assurés est supérieur d'un quart à celui des individus qui bénéficient d'une couverture de santé. La solution résiderait dans la création d'un système national d'assurance-maladie, mais les assureurs privés qui redoutent d'être concurrencés s'opposent à sa mise en place.

Autre problème qui provoque les critiques d'une partie du monde politique et de l'opinion, le refus du président de mettre en œuvre une politique énergétique destinée à lutter contre le réchauffement climatique dont l'ouragan Katrina a montré les conséquences possibles pour la population américaine. Depuis sa défaite de 2000 à la Maison Blanche, alors qu'il avait recueilli plus de suffrages populaires que George Bush, l'ancien vice-président Al Gore s'est consacré à la lutte contre le réchauffement climatique. Par ses conférences, son

film *Une Vérité qui dérange*, avec plus de 5 millions de copies DVD et la version livre qui s'est vendue à 850 000 exemplaires dans le monde entier, Al Gore a largement contribué à sensibiliser l'opinion des Américains sur la crise du climat. En témoigne la colère des maires et des gouverneurs américains contre George Bush qui rejette les mesures internationales décidées par le protocole de Kyoto pour lutter contre le réchauffement climatique.

À l'initiative du maire de Seattle (État de Washington) Greg Nickels, 168 maires de 37 États se réunissent au mois de juin 2005 et s'engagent à appliquer dans leur ville le protocole que le président vient encore de refuser de signer à la dernière réunion du G8. Ils promettent de « *presser le gouvernement fédéral et les États d'appliquer des politiques qui permettent de réduire l'émission de gaz à effet de serre* », à l'origine du réchauffement climatique. Ils demandent des efforts pour réduire la dépendance des États-Unis envers les énergies fossiles et pour accélérer le développement des ressources énergétiques propres. En convoquant cette conférence, Greg Nickels avait en tête l'idée de l'élargir au plus grand nombre de villes possibles et l'ouragan Katrina, survenu durant l'été 2005, accélère la prise de conscience du phénomène, si bien qu'en 2007, ce sont plus de 430 maires qui décident désormais d'appliquer à leur niveau le protocole de Kyoto. Les villes concernées sont réparties dans tous les États du pays, qu'ils soient à majorité démocrate ou républicaine.

Une initiative du même ordre a été prise en décembre 2005 par le gouverneur républicain de l'État de New York concernant la mégapole qui s'étend sur sept États, de Boston à Washington en passant par New York et Philadelphie, zone qui émet la plus grande quantité de dioxyde de carbone aux États-Unis. En Californie, État le plus riche et le plus peuplé, mais aussi le plus pollueur, le gouverneur Arnold Schwarzenegger fait voter en août 2006 une loi imposant une réduction drastique des émissions de gaz carbonique. Seuls quelques républicains manifestent leur opposition.

Quand en octobre 2006, Al Gore reçoit le prix Nobel de la paix, il fait figure de conscience de l'Amérique face au Président Bush, qui s'obstine dans son refus de participer à la défense de l'environnement.

Les échecs répétés de Bush, le sentiment qu'il n'est plus en phase comme lors de son premier mandat avec les attentes de la majorité du peuple américain vont trouver leur sanction électorale avec le scrutin de mi-mandat de novembre 2006.

● Les élections à mi-mandat de 2006 et la victoire des démocrates

À la veille des élections à mi-mandat du 7 novembre 2006, la situation du président et de son parti qui ont multiplié les causes d'impopularité apparaît précaire. La guerre en Irak, la corruption, les scandales de la Maison Blanche, le déficit budgétaire et commercial, la baisse des revenus, les impôts placent les républicains en mauvaise posture pour remporter les élections. 32 % seulement des personnes interrogées par sondages souhaitent que les républicains conservent leur majorité au Congrès. De leur côté, les démocrates font des efforts pour ne pas abandonner aux républicains le monopole des valeurs et abordent les questions religieuses. Ils proposent aux Américains quelques mesures populaires comme l'augmentation du salaire minimum, proposition qui peut leur permettre de reconquérir des États, surtout dans le Sud, marqué par deux fortes minorités, noire et hispanique, particulièrement défavorisées.

George Bush, conscient de la défaite probable des républicains à la Chambre des représentants, espère néanmoins que son parti restera majoritaire au Sénat où un tiers des sièges sont soumis à réélection. Or les résultats vont le décevoir. Les républicains perdent la majorité dans les deux Chambres du Congrès, devancés à la Chambre des représentants où les démocrates l'emportent par 229 sièges contre 196, comme au Sénat où ils ne conservent que 49 sièges contre 51 à leurs rivaux. Parallèlement, 36 des 50 États américains ont désigné leur gouverneur et, désormais, 28 de ces derniers sont démocrates.

Le Président Bush doit donc cohabiter avec un Congrès démocrate, mais il demeure le personnage principal de l'État. Il lui faut cependant rechercher en priorité les éléments de son programme que les démocrates jugeront judicieux de soutenir et sélectionner pour les postes gouvernementaux les candidats que le Sénat acceptera de nommer. Les deux camps, républicain et démocrate, qui ont déjà en vue la prochaine élection présidentielle de 2008 pour laquelle les électeurs seront amenés à choisir un candidat responsable, ont intérêt à coopérer. Dans cette perspective de coopération nécessaire, le choix du président de la Chambre des représentants est déterminant. Il s'agit d'un poste-clé qui occupe le troisième rang dans la hiérarchie de l'État américain. Il échoit à l'élue démocrate de San Francisco, Nancy Pelosi, qui devient alors la première femme à occuper le poste de « speaker ». Elle affirme d'emblée qu'elle ne veut pas de « guerre

frontale » et met ainsi un terme à toute tentative d'*impeachment* contre Bush auquel songeaient quelques élus démocrates.

La décision qu'elle prend est habile, car les démocrates visent maintenant l'élection présidentielle de 2008 et ils n'ignorent pas qu'étant majoritaires au Congrès, ils apparaîtront comme co-responsables de la gestion du pays durant les deux prochaines années, alors qu'auparavant ils représentaient l'opposition. Il va leur falloir déjouer les pièges tendus par l'administration Bush : répondre de la situation économique et de celle de l'Irak pour démontrer qu'ils sont en mesure de faire mieux dans ces domaines que les républicains.

De son côté, le président tend la main aux démocrates en leur offrant une de leurs exigences, la démission du Secrétaire à la défense Ronald Rumsfeld, fidèle avocat de la guerre en Irak, et en promettant de chercher un terrain d'entente avec eux pour les deux prochaines années. Toutefois, considérant que sa mission fondamentale est de protéger les Américains, il répète qu'il n'est pas question d'envisager un retrait d'Irak avant que « le travail ne soit fini ». Se fondant sur l'affirmation des démocrates selon laquelle une nouvelle approche de la question irakienne est nécessaire pour réussir, il pense pouvoir trouver un accord avec eux.

Il invite aussi le parti démocrate à faire des propositions. Celui-ci a déterminé six objectifs à réaliser « dans les cent premières heures » : mesures sociales, mesures de contrôle des milieux économiques, mesures concernant la recherche sur les cellules-souches. Le président se dit prêt à discuter des thèmes économiques et sociaux et fait connaître qu'il pourrait en accepter certains, comme l'augmentation du salaire minimum, pour peu que les petites entreprises obtiennent une compensation, mais qu'en revanche la libéralisation de la recherche sur les cellules-souches ne lui convient pas.

● La fin du mandat de George Bush (2007-2008)

Comme ils l'avaient prévu, les démocrates se trouvent confrontés à une dure réalité politique. Ils avaient fait des promesses à leurs électeurs et ils découvrent très vite qu'il va être difficile de les tenir, et ce pour plusieurs raisons. La première tient à l'étroitesse de leur majorité, une vingtaine d'élus à la Chambre des représentants et deux sénateurs seulement. Cette situation est très préoccupante, surtout au Sénat puisque, pour empêcher le fameux « flibuster » qui peut bloquer presque indéfiniment une loi, il faut une majorité de 60 sénateurs, de sorte que les démocrates (qui ne sont d'ailleurs pas tous d'accord entre eux) devront obtenir le ralliement d'une dizaine

de républicains pour faire voter certains textes de loi, ce qui, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2008, apparaît hautement improbable. D'autant que les élus républicains ont affirmé leur intention de ne pas rendre la tâche facile aux démocrates, persuadés qu'ils sont d'avoir perdu les élections pour n'avoir pas suffisamment appliqué les principes conservateurs de discipline budgétaire et de réduction du rôle de l'État, principes qu'ils entendent maintenant appliquer rigoureusement. D'ailleurs, même si les deux Chambres parvenaient à adopter des textes, encore faudrait-il que le président accepte de les signer pour qu'elles deviennent des lois et George Bush peut opposer son veto à toute réforme qui ne lui conviendrait pas. L'ultime espoir des démocrates pour parvenir à mettre en œuvre les réformes de leur programme est donc de conserver leur majorité au Congrès en 2008 et de remporter l'élection présidentielle cette même année.

Dans son discours sur l'état de l'Union début 2007, George Bush met l'accent sur deux problèmes qui préoccupent les Américains, celui de la santé et celui de l'énergie et du réchauffement climatique. Sur le premier point, il présente un plan destiné à rendre l'assurance-maladie accessible aux 46 millions de personnes qui en sont exclues en proposant un crédit d'impôt pour leur permettre d'acheter une assurance privée. Son plan est donc d'inspiration libérale, alors que les démocrates, pour leur part, ont l'ambition de créer une couverture maladie universelle avec la garantie de l'État. C'est, une fois encore, l'opposition entre la volonté du président de remettre en cause le New-Deal et celle des démocrates d'en préserver l'inspiration.

Pour ce qui concerne le « défi majeur » que représente le changement climatique, le président se contente de proposer une réduction de 20 % en dix ans de la consommation d'essence.

Ensuite, son propos consacré à l'Irak refroidit nettement le Congrès quand le président demande aux élus de donner à son nouveau plan « une chance de réussir ». Or, les démocrates qui venaient de récupérer la majorité au Congrès, après l'avoir perdue depuis 1994, s'étaient mobilisés autour d'un programme, sans doute axé sur les réformes sociales, mais aussi sur le retrait des troupes présentes en Irak, et cet aspect du programme démocrate, en phase avec l'opinion de la majorité de la population américaine, nourrit sa détestation du président et de son administration, « *des incompetents qui s'étaient fait passer pour de vertueux patriotes* ». Mais sur cette question, le président se montre inflexible. Il demande l'envoi en Irak de 215 000 soldats supplémentaires, proposant aux démocrates de

participer avec les républicains à un « Conseil spécial » sur la lutte antiterroriste pour démontrer aux ennemis l'union des Américains dans la volonté de victoire. Les démocrates, qui ont réussi à faire adopter à la Chambre des représentants « en moins de cent heures » les réformes sociales promises avant les élections grâce au soutien d'une soixantaine de républicains, ne peuvent espérer réunir une large majorité sur une motion de défiance à l'égard du plan d'augmentation des effectifs engagés en Irak. Le président qui insiste habilement sur le lien existant entre l'occupation de l'Irak et la sécurité des États-Unis leur enlève en effet cette possibilité. Il décrit les conséquences d'un désengagement comme un scénario de cauchemar et demande alors au Congrès de lui donner une chance. Contrairement à leurs espoirs, les démocrates n'ont donc pas été en mesure de faire pression sur l'administration pour obtenir un retrait des troupes en Irak et, au printemps, le Congrès ne peut pas refuser décevement de voter les crédits nécessaires à leur renforcement.

De plus, les responsables démocrates du Congrès ont conscience du risque politique qui existe à demander le retrait des troupes d'Irak car ils ont le souvenir de la sortie du Vietnam qui a abouti au fait que les démocrates du Congrès ont été blâmés pour les humiliations subies à cette occasion et qu'ils ont été décimés aux élections suivantes. Par ailleurs, les démocrates eux-mêmes n'étant pas unanimes sur cette question, leurs divisions favorisent leurs adversaires.

Pour rester en position de force, c'est surtout sur l'appui des déçus de l'ordre républicain qu'ils peuvent compter. Leurs réserves électorales sont avant tout fondées sur trois groupes en expansion. Le premier est celui des femmes, et surtout des femmes seules qui travaillent (29 % de la population féminine) et des femmes qui possèdent un diplôme universitaire (24 % des femmes de plus de 25 ans). Le second groupe est celui des minorités ethniques : les Noirs qui sont constamment démocrates à plus de 80 % ; les hispaniques dont le nombre croît et qui sont mécontents des mesures prises par les républicains contre l'immigration illégale. Enfin, le troisième groupe est celui des professions libérales qui rassemble des électeurs hautement diplômés. Jusqu'aux années soixante, ils étaient proches du parti républicain, mais une bonne partie d'entre eux est maintenant passée dans le camp démocrate. Ils sont devenus moins méfiants envers les interventions de l'État fédéral. Ces « nouveaux démocrates » sont culturellement des libéraux, critiques vis-à-vis du marché sans être anticapitalistes et modérés au niveau fiscal. Leur présence au sein du parti démocrate influence celui-ci dans le sens

d'un recentrage autour de thèmes capables de mobiliser l'électorat modéré : système de retraites, santé, valeurs familiales.

Mais tant qu'il n'a pas défini une orientation claire, le parti démocrate conserve un certain handicap par rapport au parti républicain, plus sûr de ses principes. L'image qu'il donne de lui-même au début du XXI^e siècle est celle du rassemblement des mécontents de l'ordre républicain. Cette image est-elle suffisante, en dépit de l'impopularité de George Bush pour lui permettre de l'emporter à l'élection présidentielle de 2008 ? La question peut se poser jusqu'à la crise économique dont les premières manifestations sont perceptibles en 2007, crise qui ôte aux républicains leur principal atout, celui de la réussite économique, mais qui atteint également de manière plus fondamentale un des principes du credo républicain, celui de la diminution du rôle de l'État et de la dérégulation du système financier.

● De la crise des « *subprimes* » à la crise économique

La fin du mandat de George Bush va se trouver assombrie par l'éclatement de la crise financière et économique la plus grave qu'aient connue les États-Unis depuis celle de 1929. Alors que le pays bénéficiait depuis plusieurs années d'une phase de croissance ininterrompue, le soudain accès de faiblesse qui se révèle au début du printemps 2007 apparaît comme une surprise totale. On constate en effet que le P.I.B. n'a progressé que de 1,3 % depuis le début de l'année, la chute s'expliquant en partie par le recul de la construction de logements, elle-même liée à une chute des ventes de logements neufs de 23 % en un an. Ces phénomènes entraînent une baisse significative du prix moyen des logements, interdisant aux ménages modestes de souscrire des prêts à la consommation aussi élevés qu'auparavant, du fait que ces prêts étaient liés à la valeur du bien immobilier.

Il s'agit là du signe avant-coureur de la crise des « *subprimes* » qui débute en août 2007, crise financière née aux États-Unis sur le marché des crédits hypothécaires à risques. Des établissements de crédit non soumis à la loi bancaire sont censés accorder des crédits immobiliers à des ménages à bas revenus, mais solvables. Or, en 2006, la moitié des crédits accordés l'ont été sans vérification des revenus. Aussi ces établissements sont-ils mis dans l'embarras quand les ménages se trouvent dans l'impossibilité de rembourser les prêts souscrits et, pour se refinancer, ils s'adressent alors aux banques en proposant en garantie les titres hypothécaires qu'ils

détiennent. Les banques qui, elles aussi, ont accepté sans vérification se trouvent à leur tour exposées. Les agences de notation et autres sociétés de contrôle chargées d'évaluer les risques pris par les banques n'ont en effet pas rempli leur fonction de surveillance, de sorte que deux fonds d'investissement hypothécaires et des banques connaissent des difficultés et sont à leur tour menacés d'effondrement.

La situation ne cesse de se dégrader durant l'année 2007 et elle devient clairement alarmante à partir de janvier 2008. En mars 2008, la Réserve fédérale américaine se décide à intervenir pour sauver la banque *Bear Sterns*. En septembre, le trésor américain place sous tutelle deux établissements de refinancement hypothécaire, Freddie Mac et Fannie Mae. En revanche, le gouvernement fédéral refuse d'aider la grande banque d'affaires *Lehman Brothers*, cinquième banque des États-Unis qui, en conséquence, fait faillite. C'est le signal d'une véritable panique bancaire et boursière. Pour tenter d'enrayer celle-ci, le gouvernement fédéral, changeant sa politique, vole au secours du premier assureur mondial AIG qui se trouve également en difficulté.

Durant l'été 2008, la crise financière gagne l'ensemble du monde et on en vient à craindre le retour du processus de 1929 où la crise financière avait conduit l'économie dans une phase de récession de longue durée, entraînant avec elle faillites d'entreprises et chômage massif. Pour rétablir la confiance, le gouvernement fédéral décide d'injecter des liquidités dans le circuit économique afin d'éviter l'effondrement des banques et il met en œuvre un plan d'aide au secteur bancaire de 700 milliards de dollars.

Mais, à ce stade, la crise financière a atteint l'économie américaine qui repose à 80 % sur la consommation intérieure. Du fait de l'absence de crédits bancaires et de la restriction de la consommation des Américains due au chômage ou à la crainte de celui-ci, les entreprises connaissent la mévente et restreignent l'investissement et la production. Dès le mois de novembre 2008, la contagion de la crise gagne tous les secteurs de l'économie américaine. Après l'immobilier, la construction, la finance, l'automobile, les transports aériens, l'informatique, l'électronique sont touchés tour à tour. Les trois constructeurs automobiles, fierté et symbole de la puissance industrielle américaine, *General Motors*, *Ford* et *Chrysler* dont les ventes se sont effondrées, sont au bord de la faillite et réclament à l'État une aide variant entre 25 et 34 milliards de dollars pour les sauver du dépôt de bilan.

Cette crise économique s'accompagne d'un chômage croissant. Pour le seul mois de novembre 2008, plus de 500 000 emplois ont été supprimés, ce qui porte à 1,9 million le chiffre des emplois détruits pour l'année. Touchée de plein fouet, la finance américaine supprime, à l'automne 2008, 150 000 emplois. À la fin de l'année le nombre des chômeurs atteint 10,2 millions, soit 6,7 % de la population active, le chiffre le plus élevé depuis quinze ans.

Confronté à cette situation dramatique due aux principes de l'ultra-libéralisme défendu par le président et le parti républicain, le pouvoir fédéral doit réagir dans l'urgence en tournant le dos aux théories sur la nocivité de l'intervention gouvernementale, défendues depuis Ronald Reagan. Pour sauver le « big business » menacé d'effondrement, les autorités américaines se sont décidées, bien que tardivement, à faire appel au budget de l'État. Pendant que la Réserve fédérale abaisse son taux directeur, désormais proche de 0 %, rendant pratiquement le crédit gratuit, la Maison Blanche, avec l'accord du Congrès, octroie une aide d'urgence de 17 milliards de dollars à *General Motors* et *Chrysler*, à condition que ces entreprises acceptent de se restructurer sous le contrôle de l'État. Et il est clair pour tous que cette aide n'est que le premier acte d'un plan de relance de l'économie de plusieurs centaines de milliards de dollars que l'État fédéral devra consentir pour sauver les entreprises comme il a sauvé les banques. Rien n'illustre mieux l'échec de George Bush en ce domaine que l'aveu qu'il formule alors qu'il s'apprête à quitter la Maison Blanche pour laisser à son successeur le soin de gérer la situation catastrophique qu'il lui lègue : « *J'ai abandonné les principes de l'économie de marché pour sauver le système d'économie de marché* ».

Il lui laisse aussi le défi de réussir en Irak la mission qu'il n'a pas su mener à bien, un déficit considérable du Trésor public que les républicains ont grandement dilapidé à leur profit. La présidence de George W. Bush est une de celles qui va laisser le plus de mauvais souvenirs aux Américains et plus encore aux néo-conservateurs qui avaient favorisé son élection et dont ils considèrent qu'il les a trahis puisque les principaux objectifs de ces deux mandats n'ont pas été remplis. Alors qu'il s'était fixé pour but de réunir les Américains, ceux-ci sont profondément divisés ; il a lancé les États-Unis dans deux guerres, en Afghanistan et en Irak, alors qu'il souhaitait maintenir la paix ; il s'était engagé à amoindrir la place de l'État au profit de l'initiative privée, mais l'urgence et la nécessité l'ont conduit à la renforcer pour sauver le pays de l'effondrement financier et économique.

Le tournant Obama (2009-...)

L'élection en novembre 2009 du candidat démocrate Barack Obama marque un tournant historique puisque, pour la première fois de leur histoire, les Américains élisent un président métis mais qui se déclare lui-même noir. Le tournant historique réside aussi dans l'ampleur de la politique de réformes envisagées par le nouveau président, qu'il s'agisse de la lutte contre la crise économique, de la régulation du système financier, de sa volonté de réduire les inégalités, de conquérir pour son pays l'indépendance énergétique ou de participer à la lutte contre le réchauffement climatique. Mais cette politique suppose l'intervention de l'État à laquelle l'opposition républicaine est farouchement hostile et qui heurte le libéralisme traditionnel des Américains. Aussi Barack Obama voit-il sa volonté réformatrice entravée par l'opposition déterminée de ses adversaires politiques qui radicalisent leur action, s'efforcent de gagner l'opinion publique et contraignent le président à accepter des compromis qui réduisent la portée de ses projets.

Un scrutin historique

● Les surprises des élections primaires

Dès l'année 2007, et le discrédit croissant de George Bush aidant, les candidats à sa succession commencent une campagne officielle avant le démarrage officiel des « primaires » qui doit avoir lieu en janvier 2008. Les sondages réalisés au cours de l'automne 2007, outre qu'ils révèlent la volonté majoritaire de l'électorat de rompre avec les années Bush, placent en position de favoris du côté républicain Rudolph Giuliani, l'ancien maire de New York, qui a prouvé son efficacité lors des attentats du 11 septembre 2001 et, du côté démocrate, la sénatrice de New York Hillary Clinton, épouse de l'ancien président des États-Unis.

L'ouverture des primaires ne va pas tarder à bouleverser la donne et à mettre en place pour l'élection de novembre 2008 une tout autre configuration. Dans le camp républicain se dresse, face au favori, John Mc Cain, 70 ans, sénateur de l'Arizona, qui a participé à la guerre du Vietnam et qui avait déjà tenté d'obtenir en 2004 l'investiture républicaine contre George Bush. Or, dès les premières consultations, John Mc Cain dépasse Giuliani et apparaît très vite comme le futur candidat du parti républicain qui lui impose comme colistière et candidate à la vice-présidence Sarah Palin, gouverneur de l'Alaska et figure marquante de l'aile néo-conservatrice républicaine.

En ce qui concerne la candidature démocrate, la situation est plus incertaine, car Hillary Clinton voit se dresser contre elle un concurrent inattendu en la personne du jeune sénateur de l'Illinois, Barack Obama, un métis qui s'est déclaré comme noir. La sénatrice de New York qui bénéficie de son expérience politique et de l'appui de son époux, qui fait campagne en promettant d'arrêter la guerre en Irak et de défendre la classe moyenne américaine, reste longtemps en tête du duel qui l'oppose à Barack Obama. Mais celui-ci ne cesse de réduire l'écart qui les sépare. Il le doit à une campagne active menée par ses partisans dans les différents États et à l'utilisation intensive par ceux-ci de l'outil informatique pour toucher les électeurs, mais aussi au fait qu'il a conquis le cœur des Afro-américains qui se réfugient généralement dans l'abstention, mais se mobilisent cette fois pour un candidat qui connaît leurs problèmes. À mesure que se déroule la campagne des primaires, Barack Obama, porté par la vague enthousiaste des jeunes électeurs, voit s'accroître la dynamique en sa faveur

et, dès mai 2008, l'emporte en nombre de délégués lors de la future convention démocrate. Après avoir refusé jusqu'à la fin des primaires d'admettre la victoire de son rival, Hillary Clinton finit par s'incliner et par reconnaître sa courte défaite. C'est donc Barack Obama qui affrontera finalement John Mc Cain lors de l'élection présidentielle du 4 novembre 2008. Cette issue inattendue des primaires démocrates s'explique en très grande partie par la profonde crise financière et économique qui frappe le pays et qui persuade l'électorat démocrate de la nécessité d'une nette rupture avec le passé. Or Hillary Clinton apparaît plus liée au système politique traditionnel et aux milieux financiers que son adversaire, beaucoup plus jeune, tourné vers l'avenir et moins marqué par un passé politique connu.

Barack Obama choisit comme colistier pour la vice-présidence Joe Biden, sénateur depuis 1972, et qui, de ce fait, bénéficie d'une expérience politique qui manque au candidat démocrate, en particulier la connaissance des rouages de Washington. Et, à l'inverse du vice-président de Bush, Dick Cheney, très proche des milieux d'affaires, il est issu d'un milieu ouvrier, de « l'Amérique d'en bas ». Mais le principal souci d'Obama est désormais de rassembler autour de lui le parti démocrate et d'effacer les blessures laissées par l'issue des primaires chez les partisans d'Hillary Clinton.

● L'élection de Barack Obama

Durant l'automne 2008 les deux candidats et leurs colistiers participent, avant l'élection du 2 novembre, à une série de débats télévisés durant lesquels les discussions portent dans un premier temps sur la guerre en Irak et la crise des marchés financiers, mais aussi sur le déficit budgétaire, la politique énergétique, le système de santé, l'éducation. Mais très vite, ce sont les programmes économiques des candidats et leurs solutions aux problèmes de l'emploi qui l'emportent, traduisant les préoccupations de l'opinion américaine. Or dans ces domaines les vues des deux rivaux sont antagonistes comme sont opposés leurs états-majors de campagne. Mc Cain qui se présente comme un conservateur est entouré de lobbyistes et des anciens collaborateurs de George Bush et sa réponse aux problèmes économiques traduit les vues républicaines orthodoxes telles qu'elles ont été définies par Ronald Reagan : moins d'impôts, ce qui implique une baisse des dépenses publiques en matière de santé et d'indemnisation du chômage.

Barack Obama s'appuie, lui, sur ses amis de Chicago et sur les ex-conseillers de Bill Clinton. Il préconise, contre les vues républi-

caines, « plus d'État », un plan de relance fédérale pour l'économie et un programme de couverture médicale pour les Américains non assurés. Mais il va plus loin et définit un vaste programme de réformes qui implique une réorganisation et un contrôle des marchés financiers, une volonté d'aider les familles et la classe moyenne en réformant le système de santé et celui de l'éducation, en entreprenant la révision de la politique énergétique afin de réduire la dépendance des États-Unis en ce domaine, l'investissement dans l'infrastructure.

Interrogé sur ses priorités, il place en tête le règlement du dossier de l'énergie parce que le prix de l'essence pèse sur le budget familial et que la dépendance à l'égard du pétrole du Moyen-Orient pose un problème de sécurité nationale. Vient ensuite la question de l'assurance-maladie dont le système tel qu'il est organisé nuit aux familles (dont une partie ne peut souscrire aux assurances trop onéreuses pour leurs revenus) et rend les entreprises moins compétitives (puisque nombre d'entre elles cotisent aux assurances de leurs employés). Enfin, régler le dossier de l'éducation consisterait à ouvrir l'université au plus grand nombre possible, afin que les jeunes soient compétitifs dans une économie mondialisée.

Le 2 novembre 2008 représente un tournant historique pour les États-Unis car les Américains choisissent comme successeur de George W. Bush Barack Obama, le candidat métis qui s'était fait enregistrer comme noir sur les documents officiels. Ainsi, quelques décennies après la fin de la ségrégation, l'élection de Barack Obama apparaît-elle comme une victoire de l'Amérique sur elle-même.

Le nouveau président des États-Unis a 48 ans. Il est né en 1961 à Honolulu (Hawaï) d'un père noir, de nationalité kényane, et d'une mère blanche, américaine du Kansas. Barack (qui signifie « béni ») a très peu connu son père, car, après le divorce de ses parents en 1964, il suit sa mère qui s'est remariée en Indonésie, puis rejoint ses grands-parents maternels à Hawaï en 1971. Il étudie à l'université Columbia de New York où il acquiert un diplôme de Sciences politiques et de relations internationales, puis il intègre l'école de droit de Harvard, lieu de formation de l'élite blanche. Au cours d'un stage dans un cabinet d'avocats, il rencontre Michelle Robinson, avocate elle aussi, et l'épouse. De cette union naissent deux filles. Il revient ensuite enseigner à Chicago. Avec un petit groupe de militants pour les droits de l'Homme, il donne des cours d'éducation civique dans le quartier le plus déshérité de Chicago, le *South Side*. Après un échec à la Chambre des représentants, il est élu en 1996 au Sénat de

l'Illinois. En 2004, il fait son entrée au Sénat des États-Unis, toujours comme élu de l'Illinois.

Agnostique jusqu'à son arrivée dans le *South Side*, le travail social qu'il y accomplit avec les églises de Chicago le conduit à devenir un chrétien pratiquant.

Dans le domaine politique, il se veut un conciliateur, essayant de convaincre plutôt que d'imposer, tout en tenant à défendre ses convictions. Il est en effet assez sûr de lui pour prendre des risques dès lors qu'il estime que l'essentiel est en jeu. Dans son livre, publié en 2006, *L'audace d'espérer*, il prône la transparence du pouvoir. Il veut être le président qui est conscient des difficultés rencontrées par la population et sa grande ambition est de rebâtir une nation plus juste, plus attentive aux faibles, avec tous les Américains. De cet objectif, il va s'efforcer de convaincre le Congrès. Et quand il se heurte au refus des républicains de le suivre et à leurs tentatives d'obstruction, il s'efforce de contourner l'obstacle en s'adressant aux électeurs.

● Le nouveau pouvoir

Entre son élection le 2 novembre 2008 et son investiture officielle le 20 janvier 2009, la popularité de Barack Obama reste très forte. 75 % des Américains approuvent la manière dont il organise la transition. Il a presque fini de constituer son équipe dont il entend, en raison des urgences liées à la crise et à la situation internationale, en particulier au Proche-Orient, qu'elle puisse se mettre au travail dès le 21 janvier. Avant même l'investiture du nouveau président, le Sénat a déjà commencé les auditions de confirmation d'Hillary Clinton, désignée comme Secrétaire d'État en décembre 2008, et de Susan Rice, proposée comme ambassadeur aux Nations unies. Sur les quinze ministères qui constituent l'administration Obama, six vont être occupés par d'anciens ou actuels membres du Congrès. Beaucoup sont des anciens de l'administration Clinton surtout en matière économique et de sécurité nationale comme Lawrence Summers qu'il nomme directeur du Conseil économique national et qui a été Secrétaire au Trésor ou Timothy Geithner, ancien président de la banque centrale de New York et vice-président du comité monétaire de la Réserve fédérale qui devient Secrétaire au Trésor, après avoir été sous-secrétaire sous la présidence Clinton. C'est aussi un ancien collaborateur de Clinton, Leon Panetta qui est désigné comme responsable de la C.I.A., bien que ce technicien budgétaire soit dépourvu d'expérience dans le domaine du renseignement et de la lutte contre le terrorisme.

Obama place au Secrétariat à l'énergie un universitaire, prix Nobel de physique, qui défend l'idée d'une recherche scientifique sur le changement climatique. Comme conseiller à la Sécurité nationale, il fait appel à un ancien général, James Jones, qui, durant la campagne électorale, était plus proche de John Mc Cain que des démocrates, et il choisit comme Secrétaire au Travail un homme qui est sur la même position que les syndicats au sujet de la controverse qui les oppose au patronat sur la liberté syndicale.

Enfin, Obama tient à faire participer au gouvernement tous les éléments qui forment la nation américaine dans sa diversité. Son gouvernement compte cinq femmes et, parmi les hommes, il a nommé deux hispaniques, trois Afro-américains et deux Américains d'origine asiatique.

Par ailleurs, comme il l'avait promis durant sa campagne, il entend que la Maison Blanche change de style. Son but est de restaurer la confiance entre le peuple et son gouvernement. Dès le premier jour de son mandat, il annonce de nouvelles règles qui vont s'imposer à ses collaborateurs et signe deux ordres exécutifs qui fixent les nouvelles pratiques. Le premier stipule que la règle sera la transparence et le respect de l'État de droit, et le secret l'exception. Le second concerne le gel des salaires des collaborateurs de la Maison Blanche. Une centaine de personnes sont concernées et il leur est interdit de partir travailler pour des lobbys ou d'avoir en main des dossiers sur lesquels ils auraient pu avoir à travailler auparavant dans une activité de lobbyiste.

Le président veut, par ailleurs, que son gouvernement soit en relation directe avec les citoyens. Le 17 février, jour de la signature du plan de relance de l'économie, un nouveau site informatique lui est consacré dont les maîtres mots sont « responsabilité et transparence ». Cet espace doit fournir aux contribuables toute l'information disponible sur l'utilisation de l'argent de ce plan en vertu de la loi sur la liberté de l'information. Les internautes sont invités à commenter le plan et à témoigner de l'impact qu'il a sur leurs activités personnelles, le président jugeant que la connaissance des problèmes de la population l'éclairera dans la prise de décision. Les Américains apprécient un président proche d'eux qui leur inspire un sentiment de confiance.

Il reste à Obama à définir, avec les moyens qu'il s'est donnés, la direction qu'il entend donner à son mandat. C'est l'objet de son discours d'investiture du 20 janvier 2009. Barack Obama ne cache pas que les Américains sont au cœur d'une très grave crise dont il énonce les éléments : la guerre contre le terrorisme, l'affaiblissement

de l'économie, le chômage, la fermeture d'entreprises, les soins de santé trop coûteux, les échecs du système scolaire, une utilisation de l'énergie qui met en cause l'environnement et surtout la peur insidieuse que le déclin de l'Amérique soit inévitable. Mais, ajoute-t-il, ces défis graves et nombreux seront relevés parce que les Américains sont réunis et parce qu'ils ont choisi l'espoir plutôt que la peur. Et c'est un appel à l'espoir et à l'action qu'il lance au peuple américain : « *À partir d'aujourd'hui, nous devons recommencer à travailler et à refaire l'Amérique... Avec nos vieux alliés et nos anciens ennemis, nous allons travailler sans répit pour diminuer la menace nucléaire et faire reculer le spectre du réchauffement de la planète...* ». Et il énonce les intentions de son gouvernement pour sortir l'Amérique de la crise économique, financière, sociale et morale dans laquelle elle est engagée et pour établir la paix dans le monde.

Refaire l'Amérique ?

● Les Cent Jours : mesures d'urgence et intentions à long terme

Lors d'un de ses premiers entretiens avec la presse après son élection, Barack Obama avait évoqué l'exemple des cent premiers jours de Roosevelt, qu'il déclarait avoir étudié et dont il avait retiré l'idée qu'il est primordial d'inspirer la confiance. C'est ce qui explique sa volonté de restaurer le crédit de la Maison Blanche par sa décision d'instaurer la transparence des actes du gouvernement et de respecter l'état de droit en permettant aux citoyens d'avoir accès aux documents de l'administration.

Ces premières décisions marquent sa volonté de rompre avec les pratiques de l'administration Bush. Celle-ci est encore plus marquée avec les décisions annoncées dans les jours qui suivent immédiatement son investiture. D'abord la décision de fermer dans le délai d'une année le centre de détention de Guantanamo, situé dans la base navale américaine de Cuba et où sont incarcérés des terroristes présumés arrêtés en Afghanistan et en Irak, et traités en violation des lois américaines, en vue d'être jugés par des juridictions militaires d'exception. Dans le même esprit est annoncée la décision d'interdire aux services de renseignement américains l'usage des techniques de torture.

Ensuite sont prises toute une série de décisions symboliques dans des domaines qui relèvent de la bioéthique, celle d'abroger la loi interdisant le financement public dans le cadre de l'aide au développement à des organisations étrangères pratiquant ou facilitant l'avortement, celle d'autoriser les recherches médicales sur les cellules-souches embryonnaires et celle d'autoriser l'adoption par des couples homosexuels.

À la différence de George Bush qui s'en était désintéressé, Barack Obama annonce que les États-Unis vont s'engager énergiquement dans les négociations sur le changement climatique. Un projet de loi est mis à l'étude au Congrès pour la lutte contre le réchauffement climatique qui se propose de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le président annonce son intention de développer les énergies renouvelables qui devraient permettre la création de nombreux emplois et diminuer la consommation de pétrole et à l'économie d'être moins dépendante sur le plan énergétique.

D'emblée, Barack Obama qui avait annoncé une action déterminée en matière de réduction des inégalités sociales, salariales et éducatives prend des mesures dans le domaine des allocations sociales et familiales. L'aide de l'État permet de fournir une assurance santé financée par une taxe sur le tabac à quatre millions d'enfants qui en étaient privés du fait des revenus trop faibles de leurs parents et de donner à neuf millions de propriétaires en détresse en raison de la crise immobilière la possibilité de refinancer leurs emprunts.

La plupart de ces décisions sont bien accueillies par l'opinion américaine qui apprécie le comportement du président, son calme, son souci de conciliation pour faire rapidement adopter les mesures qu'il a envisagées dans le but de combattre la crise économique. Il leur apparaît être l'homme qui convient à l'Amérique, d'autant qu'il a également commencé à rétablir le crédit des États-Unis dans le monde en prônant une diplomatie d'ouverture et de dialogue.

Si l'homme et son style n'ont pas déçu, il n'en reste pas moins que la très grave crise économique qui sévit aux États-Unis, la plus profonde depuis celle de 1929, se poursuit, car il existe un décalage considérable entre les mesures prises pour la juguler et des résultats qui se font attendre. Les licenciements ne cessent pas et atteignent maintenant des régions et des villes qui avaient été épargnées jusque-là, comme Seattle, premier port de la côte du Pacifique où le chômage (qui y était quasi-inexistant) est en train de dépasser la moyenne nationale. Cette ville où la proportion de diplômés dépasse 51 %, jeune, dynamique, moderne et verte voit ses principaux employeurs,

Microsoft et *Boeing*, licencier très fortement. Aussi Barack Obama est-il conscient que sa popularité et la réussite de son mandat dépendront de la reprise de l'économie, mais il garde confiance en se fondant sur l'exemple de Roosevelt et de son New-Deal. Toutefois, comme sa politique rompt radicalement avec le dogme de la non-intervention de l'État pratiquée par ses prédécesseurs, il lui faut par conséquent affronter les critiques des adversaires de ses projets. En tout premier lieu, celles des républicains, farouchement hostiles à toute intervention de l'État dans les rapports économiques et sociaux, mais il doit également tenir compte des réserves d'une partie des démocrates, en particulier ceux du Sud, attachés eux aussi aux principes du libéralisme.

Et c'est pourquoi, avant même les profondes réformes promises par Barack Obama, l'urgence lui commande de consacrer son action à la lutte contre la crise économique.

● La lutte contre la crise

Depuis son élection, l'essentiel des propos de Barack Obama a été consacré à la récession et aux efforts déployés pour retrouver la croissance. C'est qu'il s'agit là du sujet primordial qui préoccupe les citoyens américains. Pour le seul mois de décembre 2008, l'économie américaine a perdu plus d'un demi-million d'emplois. Detroit, la ville de l'automobile, celle de *Ford*, *General Motors* et *Chrysler*, a le taux de chômage le plus élevé des États-Unis. Aussi, le plan de relance économique est-il pour lui la priorité absolue. Il y a travaillé bien avant son investiture et s'est efforcé de convaincre le Congrès de voter rapidement, dès son investiture acquise, un gigantesque plan de sauvetage de l'économie. Il est fixé par le Congrès à 787 milliards de dollars (soit 625 milliards d'euros) sur deux ans, dont 40 % sont destinés à financer des allègements d'impôts afin de soutenir les revenus des ménages américains et de relancer la consommation. Les entreprises qui embauchent pourront également bénéficier d'allègements fiscaux. À ces mesures s'ajoutent des décisions d'investissements publics pour relancer l'activité. Les secteurs bénéficiaires correspondent aux trois grands défis d'avenir de l'économie américaine, l'économie de la connaissance (réseau Internet à haut débit, informatisation du système de santé), le développement durable (énergies renouvelables, rénovation thermique des bâtiments fédéraux et de deux millions de logements), l'économie verte devant être un des vecteurs de la relance, enfin une politique de travaux publics destinée à remettre à niveau des infrastructures défailtantes

(routes, réseau ferroviaire et de transports publics, ports, ponts, réseaux électriques...). Ces dépenses auront le mérite de remettre au travail les Américains dans le domaine sinistré de la construction et de répondre aux besoins essentiels du pays. L'objectif est de sauver ou de créer trois ou quatre millions d'emplois (2,6 millions d'emplois ont été détruits en 2008). Pour avoir une chance d'être efficace, le plan doit être adopté par le Capitole le plus rapidement possible car le taux de chômage grimpe en flèche et, au début du mois de janvier, il atteint 7,2 % de la population active, son taux le plus élevé depuis janvier 1993.

À ce plan de relance, le président doit aussi associer le sauvetage du secteur financier et s'efforcer de relancer les crédits immobiliers. Dès le lendemain de l'investiture, la réforme du système financier est à l'ordre du jour avec l'hypothèse d'une banque publique qui reprendrait les actifs dévalués des banques américaines pour redonner de la fluidité au marché du crédit. Puis il envisage d'augmenter la somme allouée au sauvetage des banques votée sous George Bush, mais, en contrepartie, les salaires des cadres des banques renflouées par les pouvoirs publics sont limités à 500 000 dollars (400 000 euros), et les bonus et autres rémunérations sous forme de primes sont interdits.

Les économistes, même favorables au président, ont des critiques à formuler sur certaines décisions, par exemple sur le déficit budgétaire qui est déjà beaucoup trop lourd à court terme (atteignant 13 % du P.I.B.) et qui va se creuser, en particulier pour soutenir le secteur bancaire. Cette mesure à laquelle le Congrès est hostile et qui lèse les contribuables paraît en outre injuste à l'opinion publique. Pour les économistes, il aurait fallu obliger les banques à inscrire leurs pertes réelles dans leurs bilans et faire voter des lois pour encadrer, réguler et assurer la transparence des activités bancaires. C'est d'ailleurs ce que le Président Obama envisage de faire, attendant du Congrès qu'il vote des lois en ce sens.

À la fin des cent jours, l'impression dominante chez les économistes est l'incertitude sur la matérialisation de la reprise de la croissance, mais la conviction que l'accroissement du déficit budgétaire n'a pas été en tout cas surestimé. En particulier, les républicains reprochent au président de dissiper l'argent public et de creuser les déficits. À l'inverse, certains démocrates jugent l'investissement public trop timide et reprochent à l'administration de ne pas oser fâcher Wall Street. À ceux-ci, le Président Obama rétorque que l'Amérique reste l'empire de l'initiative privée et qu'une politique doit tenir compte des mentalités dominantes. En fait, la lenteur du

démarrage économique tient au fait que l'argent réservé aux grands travaux d'infrastructure arrive au compte-gouttes au niveau des États et des municipalités concernées alors que les nombreux travaux à entreprendre exigeraient énormément de capitaux.

Ce n'est qu'en mai 2009 que l'on constate que l'indice de l'activité aux États-Unis s'est accru de 1 %, après sept mois successifs de baisse, ce qui incite à espérer une sortie de crise, mais qui sera à coup sûr plus lente que ce qui était prévu par l'administration Obama. Durant l'été, les États-Unis, toujours en récession, paraissent cependant sur la voie de la reprise économique, mais, si la crise s'atténue, elle n'est pas achevée. Le Président Obama se félicite que le pays soit en voie de guérison, mais le retour à la croissance n'est attendu que pour 2010 et le chômage continue sa progression qui, selon les prévisionnistes, atteindrait 10 % de la population active en 2010.

La lutte contre la crise demeure donc d'actualité. Un exemple spectaculaire en est fourni en juillet 2009 lorsque *General Motors* qui, voici peu, était encore le plus gros groupe mondial automobile, doit déposer son bilan, puisque ses dettes (172 milliards de dollars) dépassent de loin ses actifs (82 milliards de dollars). La justice accepte la vente des meilleurs actifs de *General Motors* à un nouveau groupe du même nom, mais contrôlé à 60,8 % par l'État américain, à 11 % par l'État canadien et à 17,5 % par le syndicat automobile américain. Pour sauver le groupe, l'État américain a fourni près de 20 milliards de dollars. Mais, au moment où 56 % des Américains préféreraient voir disparaître *General Motors* plutôt que de le voir renfloué par l'État, l'administration Obama doit concéder aux principes libéraux du pays sa promesse de s'immiscer le moins possible dans la vie de cette nouvelle société et de la revendre au privé une fois son redressement assuré. Il s'agit donc bien d'une opération de sauvetage temporaire qui ne doit pas être confondue avec une nationalisation de type socialiste.

L'un des effets de la crise réside enfin dans la modification du comportement des Américains. Ceux-ci qui, avant la crise, étaient enclins à dépenser sans compter, préfèrent désormais épargner par crainte du chômage qui continue à progresser, et cette nouvelle attitude rend plus difficile une reprise rapide de l'activité dans la mesure où celle-ci n'est pas portée par une forte consommation. En effet, le chômage est devenu la préoccupation prioritaire de la population comme de l'administration. Oscillant début 2010 autour des 10 % de la population active, il enregistre le poids des 8,7 millions d'emplois perdus depuis le début de la « Grande récession ». Aussi, pour 2010,

l'administration Obama fait-elle de la résorption du chômage son urgence, appelant le Congrès à ouvrir le débat sur sa proposition de débloquer 33 milliards de dollars de fonds publics pour y parvenir. Si les républicains récusent ces nouvelles dépenses, le président insiste sur leur nécessité, car il considère que la crise n'a pas fini de produire ses effets nocifs et que trop d'Américains n'en ont pas encore vu les conséquences sur leur quotidien.

En avril 2010, le fait que l'économie américaine recommence à créer des emplois est analysé comme un signe positif qui permet d'entrevoir « le bout du tunnel ». Mais il est évident que la route sera longue, le pronostic le plus optimiste prévoyant un taux de chômage de 9 % à la fin de l'année 2010. Quant au retour au plein emploi, c'est un objectif visiblement hors de portée, comme demeure inaccessible le taux de chômage de 4,8 % qui existait avant la récession.

● **La réforme du système financier**

Les dégâts considérables causés aux États-Unis par la crise financière née à Wall Street, la profonde récession qui en est résulté pour l'économie américaine et son extension à une grande partie du monde, expliquent que l'État juge de son devoir, après être venu au secours des banques avec l'argent du contribuable, de réformer le système financier pour éviter le renouvellement de telles pratiques.

La nationalisation des banques est une solution impensable aux États-Unis, tant les Américains sont attachés au libéralisme. En revanche, une régulation du système bancaire apparaît indispensable aux yeux d'une grande majorité de l'opinion comme du monde politique. Il est nécessaire de trouver les moyens de l'assainir, d'obliger les banques à plus de transparence, et, pour cela, de légiférer.

Dans l'urgence, c'est le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, qui a proposé un plan pour aider les banques à résorber leurs dettes et à reconstituer leurs besoins en liquidités, la contrepartie résidant dans le renforcement des moyens de surveillance de l'agence de contrôle des dépôts bancaires. En présentant le budget, Barack Obama rappelle que le sauvetage des banques américaines s'est avéré très lourd, atteignant 2000 milliards de dollars.

En juin 2009, le président présente son plan de réforme du système bancaire qui doit ensuite être voté par le Congrès. L'épreuve s'avère redoutable car les républicains annoncent leur intention de s'y opposer fermement et les groupes de pression de Wall Street, les lobbys des métiers de la finance vont s'employer à influencer les débats en jouant des énormes capitaux dont ils disposent. La réforme

propose la création d'une agence de protection des consommateurs financiers, chargée de lutter contre les fraudes et d'établir des normes qui rendent les opérations plus claires. Elle prévoit également le renforcement du contrôle de la Réserve fédérale (F.E.D.) sur les institutions financières et la création d'une autorité susceptible d'arrêter une dérive comparable à celle qui a conduit à la crise des « *subprimes* ». En juillet, le président y ajoute la création d'un fonds de garantie pour les investissements bancaires à risque.

En septembre 2009, un an après la faillite de la banque *Lehman Brothers* et à dix jours du sommet du G20 qui doit se tenir à Pittsburgh et où la discussion doit porter sur la régulation financière, le président insiste sur la nécessité d'avancer, plaidant pour une coopération entre le Congrès et les établissements financiers afin de faire adopter la réforme. En décembre, la réforme du système de régulation financière est enfin votée par la Chambre des représentants, mais elle doit encore être adoptée par le Sénat et le président se dit prêt à se battre pour ne pas laisser les lobbyistes enrayer les réformes. Il se sait en effet appuyé par l'opinion publique qui est indignée face aux bonus importants que les banques ont l'intention de verser à leurs salariés, au moment où le taux de chômage aux États-Unis atteint les 10 %, alors que l'année précédente leurs responsables ont eu recours à l'argent des contribuables pour sauver leurs établissements. Le président peut aussi s'appuyer sur la dernière réunion du G20 au cours de laquelle les principales puissances économiques du monde se sont engagées à lutter contre les excès qui ont conduit à la crise. C'est pourquoi Barack Obama envisage, pour recouvrer l'aide publique fournie aux banques, d'instituer une taxe qui concernerait une cinquantaine d'entreprises financières qui disposent de fonds de plus de 50 milliards de dollars et qui s'appliquerait aux dix prochains exercices budgétaires.

Et surtout, le 21 janvier 2010, le président annonce trois grandes mesures destinées à éviter le retour des excès bancaires qui ont conduit à la crise : la limitation de la taille des banques, l'interdiction faite aux banques collectant des dépôts de s'adonner à la spéculation « pour compte propre » et l'interdiction pour les établissements qui recueillent l'épargne des particuliers de posséder des fonds d'investissements spéculatifs ou de les financer. Le but de ces mesures est de réorienter les établissements bancaires vers le financement de l'économie réelle, alors qu'on estime qu'elles ont perdu leur fonction première consistant à collecter des dépôts et à accorder des crédits aux ménages et aux entreprises.

Les milieux financiers américains sont hostiles à ce plan qui doit être débattu au Sénat auquel il appartient de fixer le détail des mesures, mais ils ont contre eux l'opinion publique qui soutient à 65 % un renforcement drastique du contrôle du système financier. En avril 2010, la SEC, contrôleur des marchés financiers américains, dépose une plainte pour fraude contre la banque *Goldman Sachs*, première banque mondiale, qui était déjà soupçonnée d'avoir pillé l'État et qui est maintenant accusée d'avoir sciemment trompé ses clients en leur recommandant de souscrire à des actifs toxiques au moment où elle-même jouait sur une chute de leurs cours. Cette accusation met en difficulté les républicains, résolus à empêcher la réforme, à la fois par opposition à la régulation et aussi par volonté de mettre le président en échec en vue des élections de mi-mandat de novembre 2010. Devant l'émotion de l'opinion publique, ils se trouvent contraints de renoncer à l'obstruction qu'ils pratiquaient jusqu'alors. Le 20 mai 2010, le Sénat américain vote la réforme financière par 59 voix contre 39. Il ne reste plus qu'à mettre le texte en harmonie avec celui voté en décembre 2009 par la Chambre des représentants.

● La réforme du système de santé

En dépit de la crise économique qui grève le budget, Barack Obama entend mettre en œuvre la réforme de la santé promise durant sa campagne électorale. Il s'agit à ses yeux d'un projet fondamental puisque, du fait de la persistance de la crise économique, une cinquantaine de millions d'Américains sont maintenant privés d'assurance-maladie, mais aussi d'un projet symbolique puisqu'il illustre sa volonté de lutter contre les inégalités. Au demeurant, il a fait figurer dans son premier budget un fonds de 634 milliards de dollars sur dix ans pour financer la couverture santé des Américains.

Les objectifs qu'il assigne à son action dans ce domaine sont doubles. D'une part, il s'agit de contrôler et surtout de réduire les prix des médicaments et des assurances dont le montant a explosé, atteignant 18 % du P.I.B., le niveau le plus élevé du monde. Or cette hausse grève le budget de l'État fédéral qui prend en charge les frais médicaux des plus démunis (c'est le système du *Medicaid*) et des personnes âgées de plus de 65 ans (*Medicare*), mais aussi le budget des entreprises qui assurent une participation variable des cotisations santé de leurs employés. Depuis huit ans, les primes d'assurance ont augmenté plus vite que les salaires et leur progression obère la relance économique. D'autre part, l'objet de la réforme est surtout de fournir une protection sociale aux Américains qui en sont

dépourvus parce qu'ils ne font pas partie des catégories secourues par *Medicare* et *Medicaid*, qu'ils ne bénéficient pas de la couverture-maladie de leur entreprise, mais n'ont pas non plus les moyens de payer une prime d'assurance. Cette réforme nécessaire a été maintes fois annoncée, mais jamais menée à terme, du fait des pressions des lobbys des assureurs privés et de l'industrie pharmaceutique qui redoutent la concurrence d'une assurance publique incluse dans la réforme envisagée et agitent la menace de voir les entreprises cesser d'assurer leurs employés. Dans ces conditions, la peur de l'opinion devant ce qui apparaît comme un saut dans l'inconnu a poussé à ajourner le projet, comme ce fut le cas de Bill Clinton, contraint de reculer devant l'opposition résolue des républicains et un raz-de-marée de ceux-ci lors des élections au Capitole.

Instruit par l'expérience, Barack Obama tente de faire aboutir le projet de manière consensuelle. Afin de ne pas reproduire l'erreur de Bill Clinton auquel on avait reproché de ne pas avoir assez consulté, il réunit en mai 2009 les principaux intervenants de la santé (représentants des professions médicales, des laboratoires pharmaceutiques, des assurances, des syndicats) pour tenter de les convaincre, s'appuyant sur le fait que 72 % des Américains approuvent la création d'un système de prise en charge publique du système de santé qui ferait concurrence au privé. Il décide de ne pas présenter lui-même de plan, mais de laisser le Congrès travailler sur la mise en œuvre du projet qui est élaboré, sous la surveillance du directeur du cabinet du président, par une commission de 13 parlementaires (6 sénateurs, 7 représentants) lesquels vont décider de l'orientation de la réforme.

Mais il va se heurter très rapidement à l'opposition déterminée des républicains qui choisissent ce terrain pour tenter d'infliger au président une défaite retentissante, annonçant que l'échec de la réforme sera le « Waterloo » de Barack Obama. Pour ce faire, ils conduisent contre le projet une véritable guerre culturelle, contestant violemment le rôle que le président entend faire jouer à l'État dans le domaine de la santé et jouant sur la peur de l'opinion. Ils affirment que le plan du gouvernement va réduire la couverture-santé des Américains, qu'il organise le rationnement des soins, la socialisation de la médecine, voire le financement des avortements par l'État ou l'euthanasie. Propagande qui ne va pas sans résultat, puisqu'à la fin de l'été 2009, les Américains ne sont plus que 43 % à approuver la réforme. De surcroît durant l'été 2009, Barack Obama perd un soutien de poids avec la mort le 27 août du sénateur du Massachusetts Ted Kennedy, fervent défenseur du projet d'assurance-santé.

Devant les menaces pesant sur la réforme, le président qui souhaite un accord bipartisan décide de lâcher du lest. Au début du mois d'août, les sénateurs démocrates tentent de convaincre une poignée de centristes républicains et, pour ce faire, acceptent d'écarter du projet la pièce maîtresse du dispositif, « l'option publique » qui aurait garanti l'assurance de tous les Américains mais que les assureurs et leurs lobbys tiennent pour une concurrence déloyale. Au début du mois de septembre, Barack Obama qui comprend que le but des républicains est de lui infliger un camouflet qui affaiblira sans retour sa présidence, fait connaître qu'il considère qu'un échec sur ce dossier n'est pas envisageable, mais qu'il accepte de s'orienter vers une réforme moins ambitieuse par l'abandon de l'« option publique » qui pourrait d'ailleurs n'être que temporaire si les professionnels de santé n'appliquent pas une baisse des coûts. Le 11 septembre 2009, pour rassurer ses compatriotes, il s'exprime devant les deux Chambres du Congrès réunies, procédure exceptionnelle qui n'avait pas été utilisée depuis le 20 septembre 2001, après les attentats sur New York et Washington. Il délivre un message affirmant que les États-Unis ont besoin de cette réforme, que celle-ci ne fera aucun perdant, qu'il s'agit de fournir la sécurité et la stabilité à près de 50 millions d'Américains qui n'en disposent pas, les autres ne perdant rien par rapport à leur situation actuelle au regard de l'assurance-santé.

Mais discourir ne suffit pas. Barack Obama affirmant que, s'il n'est pas le premier président à se saisir de cette cause, il est déterminé à être le dernier, il faut maintenant que les démocrates agissent en sorte de faire adopter une loi par le Congrès. Le 9 novembre 2009, la Chambre des représentants adopte le plan de réforme de la couverture-santé à l'issue d'un vote serré (220 voix contre 215) après 12 heures de débat. Le texte doit ensuite passer au Sénat où il rencontre davantage de résistance, d'autant qu'une partie des démocrates se montre réservée sur la réforme de l'assurance-santé. Les dirigeants démocrates doivent gagner un à un les sénateurs sceptiques en acceptant de faire des concessions ou d'accorder des avantages aux États dont ils sont les élus. Le 24 décembre 2009, le Sénat vote finalement le plan d'assurance-maladie par 60 voix contre 39, mais le projet adopté repose sur le seul secteur privé alors que la Chambre des représentants avait voté la création d'une caisse d'assurance-maladie gérée par le gouvernement fédéral. Autre difficulté portant sur le financement de la réforme, la Chambre prévoit une taxe sur les revenus les plus élevés, alors que celui du Sénat préconise de taxer

les produits de luxe. Il est donc nécessaire maintenant d'aboutir à un projet homogène acceptable par les deux Chambres.

Fin février 2010, Barack Obama présente finalement un plan de santé plus modeste que le projet d'origine, qui se rapproche de celui adopté par le Sénat et ne comporte pas de caisse publique d'assurance-maladie. Il invite les élus des deux partis à en discuter ouvertement lors d'un grand débat télévisé afin de prouver à l'opinion qu'il entend travailler de manière bipartisane. Mais il s'agit aussi de contraindre les élus du parti républicain à faire des propositions concrètes, alors qu'ils se contentent de bloquer les grandes réformes voulues par le président, qu'il s'agisse de l'assurance-santé ou du réchauffement climatique. Mais les républicains refusent de céder et se réfugient dans une attitude d'opposition systématique. Or cette tactique d'obstruction est d'autant plus inquiétante que l'élection, le 19 janvier, d'un républicain pour remplacer Ted Kennedy comme sénateur du Massachusetts a fait perdre aux démocrates la majorité qualifiée de 60 voix leur permettant d'imposer au parti adverse la fin de la « flibuste ». La réforme de la santé est ainsi devenue pour le président un test de sa capacité à gouverner et il doit donc absolument parvenir à un vote.

Il décide alors d'avoir recours à la procédure de la « réconciliation », inaugurée par Jimmy Carter, et utilisée à diverses reprises depuis 1980, qui lui permettrait de faire adopter le texte de la réforme en limitant les possibilités d'obstruction de l'opposition. En attendant, Barack Obama multiplie les visites dans le pays et en appelle à l'opinion qui approuve majoritairement son action. Il est d'ailleurs involontairement aidé par l'annonce d'une forte augmentation des cotisations d'assurance qui indignent la population. Une nouvelle fois, les républicains se trouvent fragilisés de même que les démocrates rétifs à la réforme. Barack Obama peut alors proposer à la Chambre des représentants d'adopter le texte voté en décembre par le Sénat. Le 21 mars 2010, la réforme de la santé est votée par la Chambre des représentants par 219 voix contre 212. 34 démocrates ont voté contre, comprenant des élus soucieux de l'équilibre budgétaire et inquiets des dépenses engagées par la réforme, des démocrates centristes élus dans des circonscriptions républicaines et qui redoutent de perdre leur siège, mais aussi des démocrates progressistes comme Howard Dean, candidat du parti contre Bush en 2004, médecin lui-même, qui a instauré une couverture médicale universelle pour les moins de 18 ans dans l'État du Vermont tout en réussissant à équilibrer le budget. Les démocrates progressistes considèrent en effet que seul

un système public est à même de résoudre la question de la couverture-santé aux États-Unis.

Sans doute, cette réforme est-elle moins ambitieuse que celle envisagée par Barack Obama lors de sa campagne électorale. Le président a dû renoncer à la création d'une assurance publique concurrente des assurances privées, parce que l'opinion se montrait de moins en moins favorable à une augmentation des dépenses publiques alors que le sauvetage de l'économie lui paraissait prioritaire. Telle qu'elle a été adoptée, elle présente, aux yeux des progressistes, deux défauts majeurs. En premier lieu, si les assureurs privés ne pourront plus refuser une couverture-santé aux malades « à risques », il demeure certain qu'ils vont continuer à déterminer la politique tarifaire puisqu'il n'existera pas d'assurance publique concurrente. La nomination de contrôleurs de l'assurance, régulateurs locaux mis en place pour exercer une surveillance sur les compagnies d'assurance et éviter les excès, ne paraît pas suffisante pour résoudre cette difficulté. En second lieu, l'État, qui prend en charge les populations « à risques » – les retraités et les plus pauvres – se prive ainsi de la recette la plus profitable, celle de la couverture des 25-50 ans qu'il laisse au privé, et il va devoir assumer l'essentiel des surcoûts de la couverture d'une population vieillissante, la retraite des baby-boomers qui devrait faire passer les inscrits à *Medicare* de 45 à 77 millions en douze ans. Le résultat sera finalement une aggravation du déficit budgétaire.

Il reste que la réforme votée devrait permettre à 95 % des Américains en 2014 de bénéficier d'une assurance médicale, et Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants considère que, sur le plan moral, le vote de cette loi honore les fondateurs des États-Unis.

● **Indépendance énergétique et lutte contre le réchauffement climatique**

Si, à l'époque de George W. Bush, les États-Unis ont marqué une totale indifférence au problème du réchauffement climatique, dès les premières semaines qui ont suivi son investiture, Barack Obama a au contraire affirmé sa volonté de lutter contre les gaz à effet de serre, promettant de réduire les émissions de carbone de 20 % en 2020 par rapport au chiffre de 2005 et de 80 % pour 2050. C'est l'objet d'une loi déposée au Congrès en avril 2010, l'objectif étant de changer le modèle énergétique américain afin de réduire la dépendance des États-Unis envers les pays producteurs de pétrole et de

gaz, mais aussi de parier sur le développement d'une croissance verte comme moyen de relance économique. Toutefois, les discussions promettent d'être longues, car ce projet se heurte aux réticences des élus désignés par les États producteurs de charbon et de pétrole qui redoutent la mise en place d'un marché d'émission des gaz à effet de serre (comme c'est déjà le cas en Europe) car, en dépit des droits d'émission gratuits accordés aux industriels, le projet risquerait d'aboutir à une taxation des industries les plus polluantes. Toutefois, au cas où le Congrès réagirait par l'obstruction, le gouvernement a les moyens de prendre des mesures réglementaires en raison de la décision de l'Agence de protection de l'environnement qui a déclaré le gaz carbonique dangereux.

Parallèlement, le Président Obama entend participer activement aux négociations internationales sur le climat, rompant en cela avec l'attitude de son prédécesseur. Les États-Unis ont en effet refusé jusque-là de ratifier le protocole de Kyoto sur la lutte contre le réchauffement climatique signé par Bill Clinton en 1997. C'est une attitude toute différente qu'adopte Barack Obama qui convoque fin avril 2009 à Washington un Forum sur l'énergie et le climat visant à préparer la réunion prévue en décembre 2009 à Copenhague pour aboutir à un nouvel accord international. Or les discussions de Washington, si elles permettent des échanges de vues n'aboutissent à aucun résultat concret et ce semi-échec annonce celui de Copenhague. Si tous les participants souhaitent en effet la diminution de l'émission de gaz à effet de serre, aucun d'entre eux n'entend que la mise en œuvre de ces mesures ne défavorise ses entreprises, et les États-Unis ne font pas exception à la règle. Il apparaît en effet clairement que les membres du Congrès ne sont pas prêts à ratifier unilatéralement par rapport à leurs concurrents, et surtout en période de crise économique, un accord qui pénaliserait leurs industriels. Et leur refus apparaît déterminé tant que leurs principaux concurrents, indiens et chinois (qui s'y refusent absolument en arguant de leur situation de pays émergents) ne signeront pas un tel accord.

Les difficultés de mise en œuvre d'une politique écologique en matière énergétique vont d'ailleurs placer Barack Obama dans une position inconfortable. S'il souhaite ardemment mettre en pratique un développement des énergies vertes qui est peut-être une solution d'avenir, il lui faut aussi assurer l'indépendance énergétique d'un pays gros consommateur d'énergie et, dans la période de transition qui s'ouvre ainsi, force est de produire en quantité suffisante les énergies fossiles dont aucun pays développé ne peut se passer. Or

les États-Unis qui consomment 20 % de la production mondiale de pétrole ne possèdent que 2 % des réserves mondiales d'hydrocarbure. Ainsi s'explique la décision qu'il prend début avril 2010, contrairement à ses engagements de campagne, d'autoriser de nouveaux forages pétroliers en haute mer au large des côtes de Virginie et du golfe du Mexique. L'annonce de cette décision entraîne une levée de boucliers des écologistes qui redoutent des marées noires dévastatrices et provoque un malaise dans les rangs démocrates devant le risque ainsi couru par les plages et les zones de pêche. Mais, pour beaucoup, cette décision a surtout pour objet de conquérir les voix des sénateurs républicains dans l'espoir de les convaincre d'adopter la loi sur l'énergie et la lutte contre le réchauffement climatique que le président voudrait voir votée avant le renouvellement du Congrès de novembre 2010.

Or trois semaines après cette décision, une explosion sur une plate-forme pétrolière exploitée par la compagnie BP dans le golfe du Mexique, à 70 kilomètres des côtes américaines, provoque son immersion par 1 500 mètres de fond, cependant que des centaines de milliers de litres de pétrole s'écoulent quotidiennement dans le golfe du Mexique. Les tentatives de la compagnie pour colmater les brèches s'avérant infructueuses, une nappe de pétrole gigantesque envahit progressivement les côtes de la Louisiane, de la Floride, de l'Alabama, polluant les plages et les eaux, y condamnant l'industrie touristique et les activités de pêche, détruisant la faune et la flore côtières. Ce désastre écologique conduit le président à décider un moratoire sur les forages pétroliers en haute mer jusqu'à un examen plus approfondi.

● **Un système politique paralysé ?**

L'élection présidentielle de 2008 a soulevé aux États-Unis un immense espoir, fondé sur la personnalité du président élu dont le désir d'unir tous les Américains dans un effort consensuel pour moderniser le pays a soulevé d'enthousiasme la jeunesse américaine, les minorités ethniques souvent négligées par le pouvoir et une classe moyenne américaine sacrifiée aux intérêts du *Big Business*, espoir appuyé aussi sur le volontarisme du candidat démocrate, symbolisé par son slogan « *Yes, we can* ».

Mais une grande partie du programme de Barack Obama était fondée sur le retour de l'État dans la vie publique, à la fois par des décisions législatives du pouvoir fédéral votées par le Congrès et par l'accroissement de sa présence dans la vie quotidienne des

Américains. La contrepartie de cette résurrection du rôle de l'État a été la forte hausse des dépenses publiques avec l'accroissement spectaculaire du déficit de l'État, qui dépasse désormais 14 % du P.I.B., ce qui n'a jamais été le cas depuis la Seconde Guerre mondiale. Sans doute l'ampleur des projets qu'il s'agissait de mettre en œuvre, redressement d'une économie sinistrée par la crise financière, réforme du système de santé, conquête de l'indépendance énergétique, investissement dans l'éducation pouvait-elle justifier l'aggravation du déficit déjà important laissé par l'administration de George W. Bush, mais il n'en reste pas moins que ces projets coûteux exigent un accroissement de la pression fiscale sur les plus riches et un recours à l'emprunt, c'est-à-dire une rupture avec les principes des années Reagan et Bush. Les républicains, adeptes des politiques de rigueur budgétaire et opposés à toute intervention de l'État, sont naturellement hostiles à cette nouvelle pratique politique, mais également nombre de démocrates modérés, eux aussi très attachés à l'équilibre budgétaire, conscients que la grande majorité des Américains est traditionnellement hostile à l'intervention de l'État au nom du libéralisme. Aussi les accusations de « socialisme », lancées par l'opposition contre la pratique du président, trouvent-elles un écho dans l'opinion publique et contraignent-elles Barack Obama à la prudence dans la mise en œuvre de ses projets politiques et à des efforts longs et répétés pour tenter de convaincre l'opinion, voire quelques membres de l'opposition, du bien-fondé de ceux-ci. De surcroît, la lenteur des résultats attendus du plan de relance économique, la persistance d'un chômage élevé ne permettent guère de faire admettre à l'opinion l'importance du déficit budgétaire.

Il n'est guère surprenant, dans ces conditions, que la première année du mandat de Barack Obama soit marquée par une chute de sa popularité, en dépit de l'estime que les Américains conservent pour l'homme. Entre les « cent jours » en mars 2009 et l'automne de la même année, on constate une perte de vingt points des opinions favorables. Seuls 40 % des Américains environ approuvent en novembre son action économique contre la crise, sa gestion budgétaire ou sa réforme du système de santé. Le président a perdu l'appui d'une partie des électeurs indépendants qui ont désormais tendance à se replier sur le camp républicain, se montrent sceptiques sur le plan de relance et considèrent qu'il aurait été préférable pour revitaliser l'économie de diminuer les impôts des petits entrepreneurs plutôt que de se lancer dans des investissements d'infrastructure. Les républicains, forts de ce soutien, confirment que leur parti entend faire

de l'économie et de l'emploi le thème principal de leur campagne pour les élections à mi-mandat de novembre 2010.

Mais l'opposition républicaine elle-même se trouve débordée par la naissance d'un mouvement populiste radical dont les thèmes sombres et la violence verbale font renaître l'image d'une Amérique de l'intolérance et de l'exclusion, aux antipodes des valeurs démocratiques dont se réclame le pays. Présent à la télévision avec les excès de certains animateurs qui comparent le gouvernement fédéral à un « vampire », ce mouvement est surtout marqué par les « *Tea Parties* », allusion à la *Tea Party* de Boston qui a marqué le début de la révolte des Américains contre la domination anglaise au XVIII^e siècle. Les participants de ces rassemblements arborent des chapeaux décorés de petits sachets de thé très colorés et développent l'idée que le gouvernement fédéral, par ses décisions, se livre à une vaste usurpation des droits des citoyens et des États. Le mouvement est né en février 2009 lorsque le Congrès a voté le plan de relance de 78 milliards de dollars pour le sauvetage de l'immobilier. Sur la chaîne financière CNBC, un chroniqueur reproche alors au gouvernement de secourir les perdants avec l'argent du contribuable et propose de tenir une « *Tea Party* » à Chicago le 27 février. Ce type de manifestations se poursuit dans les semaines qui suivent, les participants faisant connaître leur opposition farouche à la loi sur l'énergie, la réforme de la santé, les « tsars » du gouvernement Obama. Ils ne s'affirment d'ailleurs pas républicains, mais conservateurs, et leur radicalisme est jugé encombrant par l'état-major républicain qui craint que leurs propos excessifs ne rebutent la majorité de l'opinion publique.

Devant ces difficultés et les doutes croissants de l'Amérique, Barack Obama juge nécessaire de reprendre l'offensive pour défendre sa politique. Dès la fin de l'année 2009, il pousse les feux de ses réformes enlisées au Congrès. Et surtout, son discours du 27 janvier 2010 sur l'état de l'Union apparaît comme une réponse à ses détracteurs et un message à l'opinion américaine. Il y analyse la montée du populisme comme le signe d'un déficit de confiance des citoyens dans leurs institutions et en rejette la responsabilité sur l'égoïsme et l'inconscience du monde des affaires : « *Toutes les fois qu'un PDG se récompense lui-même pour ses échecs, tous nous perdons confiance* ». Plus directement, il rappelle qu'il a été élu pour promouvoir le changement et affirme que celui-ci est une nécessité absolue pour permettre aux États-Unis de maintenir leur leadership dans une planète mondialisée, déplorant au passage les incessantes

querelles au Congrès qui freinent les réformes. Et il avertit les Américains de sa crainte de voir les États-Unis perdre leur statut de première économie mondiale, car, ajoute-t-il, la Chine, l'Allemagne et l'Inde n'attendent pas : « *Ces pays ne jouent pas pour décrocher la deuxième place* » et lui-même n'accepte pas de voir son pays rétrogradé à la deuxième place.

Il reste que l'observation présidentielle sur le blocage par le Congrès des réformes engagées rejoint le point de vue de nombreux observateurs politiques qui considèrent que, dans un univers mondialisé où l'instantanéité de l'information exige des réactions rapides de la part du gouvernement, le système politique américain paraît mal adapté à l'efficacité nécessaire du pouvoir. Tout passe par un Congrès dont les décisions sont lentes, où le travail en commission, l'existence de deux Chambres dont les décisions doivent être harmonisées, mais aussi les multiples intervenants qui pèsent sur la vie politique et qui sont l'héritage de la tradition démocratique rendent difficile l'adaptation du pays face à la rapidité fulgurante des changements mondiaux. Les médias partisans, l'argent des campagnes électorales qui donne un poids considérable aux grandes entreprises, le jeu des intérêts particuliers qui freinent les décisions qui peuvent leur être défavorables, les lobbys qui, forts des immenses moyens mis à leur disposition, font pression sur les parlementaires, comme l'ont montré l'examen des réformes d'Obama, génèrent l'incapacité du Congrès à produire des décisions, même avec une majorité substantielle et constituent un élément de blocage qui pèse sur la compétitivité américaine et affaiblit le pouvoir du président.

Les débuts de la présidence Obama posent ainsi la question fondamentale de la réforme d'un système institutionnel issu de la tradition démocratique des États-Unis mais dont les blocages compromettent l'efficacité du pouvoir politique et l'adaptation des États-Unis au monde du ^{xx}^e siècle.

L'Europe de l'Est à l'heure du post-communisme (1991-2000)

Les pays sortis du socialisme peinent à instaurer la démocratie et la montée des nationalismes y provoque l'éclatement des ensembles multinationaux. Pour établir l'économie de marché, ils procèdent à la privatisation des entreprises nationales et à la libération des prix, politique qui, après une période de récession, conduit à une reprise de la croissance et à un recul du chômage. Dans cet ensemble, la Russie connaît des difficultés majeures, liées à la misère sociale et au chômage contrastant avec les fortunes constituées par les hommes d'affaires à la faveur de la libéralisation économique entreprise par Boris Eltsine.

Les dernières années du xx^e siècle sont marquées par un conflit permanent sur le plan politique entre le Président Eltsine et les forces politiques représentées au Parlement. Dans un contexte d'instabilité où les gouvernements se succèdent, où le président se maintient difficilement au pouvoir en dressant ses rivaux les uns contre les autres, la Russie paraît s'enfoncer dans l'anarchie.

En démissionnant brusquement fin 1999, Eltsine laisse le pouvoir à son Premier ministre, Vladimir Poutine que la guerre de Tchétchénie a fait apparaître comme l'homme fort du pays.

Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes

● Les difficultés du jeu démocratique

L'instauration de procédures démocratiques se heurte, dans nombre d'anciens pays communistes, à l'absence de traditions et de forces politiques organisées. Partout, le recours au suffrage universel et à des élections libres avec pluralité de candidatures a été considéré comme le moyen par excellence d'instaurer la démocratie. Le système a valablement fonctionné dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où les partis de la République fédérale ont étendu leurs activités, ou dans des pays comme la Hongrie et la Pologne, où les anciens partis subsistaient sous la coupe des partis communistes et où de nouvelles forces politiques d'opposition étaient nées récemment (comme *Solidarité* en Pologne ou la Charte 77 en Tchécoslovaquie). Mais il n'en va de même ni en Russie (qui n'a jamais connu d'élections libres avant 1989), ni en Roumanie, en Bulgarie ou dans les anciennes Républiques soviétiques, où le poids des partis communistes était exclusif.

L'absence de cadres d'opposition laisse souvent le pouvoir, dans ce dernier cas, à des communistes reconvertis. Si dans des pays comme la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, les élections ont abouti à l'arrivée au pouvoir des dirigeants des forces d'opposition au communisme (en Pologne, *Solidarité* et les milieux proches de l'Église catholique, en Hongrie et en République tchèque, les modérés du centre-droit), dans tous les autres cas, ce sont les anciens cadres communistes, qui ont rompu plus ou moins réellement avec le parti, qui prennent (ou conservent) le pouvoir.

Ainsi, ce sont d'anciens dirigeants des partis communistes qui sont devenus Présidents des Républiques héritières de l'URSS (Boris Eltsine en Russie, Leonid Kravtchouk en Ukraine, Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, en Géorgie, ou Nursultan Nazarbaev au Kazakhstan). En Roumanie, le Front du salut national qui exerce le pouvoir sous la direction de Ion Iliescu est formé d'anciens dirigeants du P.C. disgraciés par Ceaucescu, alors qu'en Bulgarie la direction du pays passe à des techniciens qui avaient exercé des responsabilités sous le régime communiste. Dans ces pays, la démocratie manque encore de racines, de traditions, de cadres. De surcroît, les difficultés économiques

liées à la sortie du socialisme et le besoin de protection sociale des habitants, atteints par les conséquences du retour à l'économie de marché, expliquent que les électeurs s'orientent vers des partis qui, sous d'autres dénominations et avec des programmes actualisés, revendiquent l'héritage social du communisme. En Pologne, Hongrie, Bulgarie, Lituanie, dès 1993-1994, le balancier politique revient ainsi vers une gauche ex-communiste qui se veut réformatrice et dont le poids reste également important dans la partie orientale de la République fédérale d'Allemagne. Le symbole de ce retournement reste la défaite à l'élection présidentielle polonaise de novembre 1995 du légendaire Lech Walesa, principal artisan de la sortie de son pays du communisme, remplacé par l'ancien communiste Alexandre Kwasniewski.

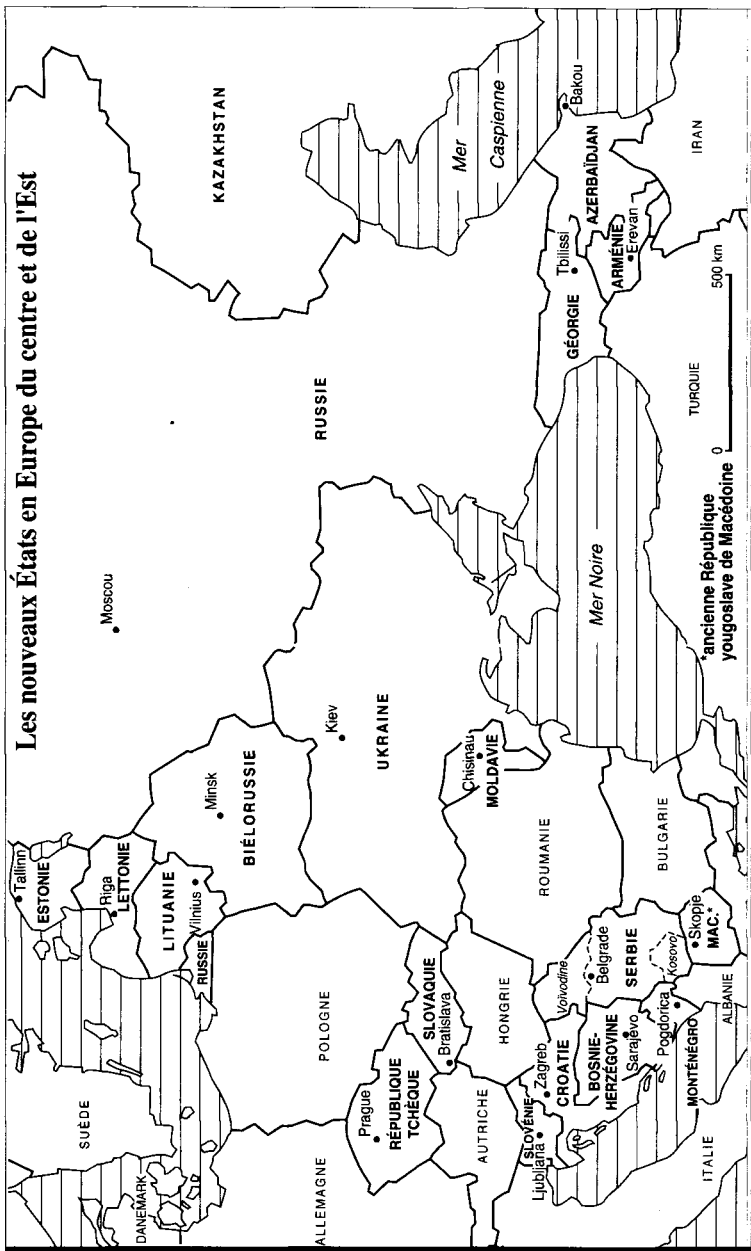
● La montée des nationalismes

L'effondrement du communisme a fait disparaître le principal ciment qui maintenait par la force la cohésion des ensembles multinationaux. Le recours à la voie démocratique, en donnant la parole aux populations maintenues contre leur gré dans les régimes de démocratie populaire, n'a pas seulement entraîné le rejet du communisme, il a aussi montré que le sentiment dominant des peuples est celui de l'appartenance nationale et le refus de se trouver soumis à la domination d'une autre nation. Aussi l'un des premiers résultats de la disparition du communisme a-t-il été l'éclatement des ensembles fédéraux.

En 1991, l'Union soviétique a disparu, remplacée par quinze Républiques, qui, sauf les États baltes, ont adhéré à la C.E.I. (Communauté des États indépendants), structure à peu près vide qui fournit tout au plus aux États l'occasion de nouer quelques relations économiques, le plus souvent bilatérales. Toutefois, dans cet ensemble, le poids de la Russie reste prépondérant et les gouvernements et les populations des États voisins de celle-ci se trouvent contraints de s'en rapprocher en raison des nécessités économiques ou de la nostalgie d'une stabilité et d'une protection sociale perdues.

Les élections de 1992 en Tchécoslovaquie ont été marquées par la victoire des indépendantistes slovaques, qui ont négocié avec les Tchèques la séparation en deux États indépendants, les Républiques tchèque et slovaque, séparation intervenue en décembre 1992, donnant naissance à deux États qui évoluent séparément.

Les nouveaux États en Europe du centre et de l'Est



La fédération yougoslave, parcourue depuis longtemps de tendances centrifuges – que le maréchal Tito avait réussi à contenir –, a donné naissance à six Républiques (Croatie, Slovénie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Serbie et Monténégro, ces deux dernières rassemblées dans une entité qui prend le nom de « République fédérale de Yougoslavie », dénomination non admise par la communauté internationale).

Mais ce mouvement des nationalités s'accompagne d'une montée des nationalismes qui transforme l'ancien monde communiste en zone de tensions. Celles-ci affectent les rapports entre États. La Russie et l'Ukraine ont des contentieux portant, par exemple, sur la propriété de l'ancienne flotte soviétique de la mer Noire, sur l'appartenance de la Crimée, qui était zone russe jusqu'à son rattachement par Khrouchtchev à la République d'Ukraine. S'ajoutent à cela des problèmes d'ordre économique et financier, sans compter la difficile question de la dénucléarisation de l'Ukraine et de la mise hors service de la centrale de Tchernobyl.

Mais les conflits les plus aigus concernent les problèmes des minorités qui refusent d'être intégrées dans un État dominé par une autre nationalité. Ces conflits interethniques dégénèrent en affrontements armés dans le Haut-Karabakh, enclave arménienne en Azerbaïdjan. Le nationalisme géorgien affronte ses minorités d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. En Moldavie, les russophones du Dniestr s'opposent à la majorité roumaine. Et, en Russie même, depuis la fin de 1994, les Russes se sont engagés dans une interminable guerre contre les indépendantistes de Tchétchénie.

C'est cependant en ex-Yougoslavie qu'est né le conflit le plus grave opposant les États nés de l'éclatement de la Fédération. La volonté des minorités serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine de s'unir à Belgrade pour réaliser une « Grande Serbie » a donné lieu à d'impitoyables combats, en particulier en Bosnie-Herzégovine, marqués par la « purification ethnique », c'est-à-dire par la volonté de chasser par la terreur et la violence les populations des zones à conquérir n'appartenant pas à la nation conquérante. Les efforts de la communauté internationale pour résoudre le conflit, par l'envoi de « casques bleus » sous l'égide de l'O.N.U. puis par l'intervention de l'O.T.A.N. sont longtemps restés infructueux. C'est finalement l'intervention des États-Unis, favorisant la création d'une fédération croato-musulmane puis une offensive militaire des Croates, bénéficiant de la neutralité bienveillante des États-Unis et qui inflige de sérieux

revers militaires aux Serbes de Bosnie qui permet de mettre fin au conflit. Les accords de Dayton, signés en novembre 1995 sous la pression des États-Unis par les Croates, les musulmans bosniaques et les Serbes de Belgrade (désireux de mettre fin à l'embargo économique et à l'isolement diplomatique qui les frappe), mettent en œuvre un plan de partage de la Bosnie ; cet État est divisé en deux entités, l'une croato-musulmane, l'autre serbe. Si ces accords entrent (difficilement) en application sous le contrôle de l'O.T.A.N. en 1996, ils apparaissent surtout comme une solution provisoire. L'ex-Yougoslavie demeure une région de grande instabilité avec des problèmes non résolus comme celui de la Macédoine, convoitée par ses voisins, ou celui du Kosovo, région serbe peuplée à 90 % d'Albanais qui revendiquent leur autonomie.

Le difficile passage au marché

● Les difficultés de la privatisation

Les pays socialistes se trouvent confrontés à la situation inédite de passer d'une économie nationalisée à une économie privée. Ils vivent depuis des décennies avec une économie contrôlée en totalité ou en grande partie par l'État et avec un système de planification autoritaire. Or, le rejet du socialisme entraîne partout la volonté de mettre fin à ce système économique auquel on impute le retard accumulé par rapport aux pays de capitalisme libéral. Mais, faute d'expériences antérieures, il faut innover, ce qui constitue une première source de difficultés et explique les tâtonnements des méthodes des divers États qui s'efforcent d'inventer des processus plus ou moins bien adaptés à leur situation matérielle, financière, économique et sociale. La seconde difficulté consiste à trouver des investisseurs. La privatisation des entreprises ne peut se faire par simple décision politique, faute de la présence de capitaux nationaux en quantité suffisante. Sans doute est-il possible de faire appel aux capitaux étrangers mais, outre la crainte d'une mainmise de ceux-ci sur les économies nationales, ils ne s'intéressent qu'aux entreprises susceptibles d'être rentables dans une économie de marché, ce qui correspond à une faible partie du potentiel économique des anciens pays socialistes. Il en résulte que les capitaux étrangers se dirigent vers les pays jugés les

plus performants : Pologne (où le secteur privé représente une part importante de la production totale), Hongrie, République tchèque, l'ex-Allemagne de l'Est constituant un cas particulier puisque la République fédérale d'Allemagne a pris en charge la reconstruction économique des *Länder* orientaux.

Dans nombre de pays, la privatisation se heurte à de fortes résistances. Si certains États sortis du socialisme parviennent assez bien à mettre en place un processus de privatisation, il n'en va pas de même pour tous. La Hongrie est probablement de tous les pays socialistes celui où le retour à l'économie privée s'opère le plus aisément. Il est vrai que, dès l'époque communiste, Janos Kadar avait amorcé cette évolution en nouant des liens économiques avec l'Occident et en donnant aux entreprises une large autonomie, provoquant ainsi un souci de la rentabilité assez rare dans le monde socialiste. Les investissements occidentaux y sont importants, les échanges se multiplient, la production est stimulée au prix, il est vrai, d'une assez forte inflation et de phénomènes de marché noir, de corruption et d'affairisme. En Allemagne de l'Est, les choses sont à la fois plus rapides et plus malaisées. La réunification allemande a conduit la République fédérale à prendre en charge financièrement le retour au marché de l'ancienne RDA. Mais, du coup, le processus a été engagé brutalement et massivement. Une grande partie du potentiel économique du pays a été jugée obsolète, et par conséquent, abandonnée. Les autres entreprises subissent un important dégraissage des effectifs, la fermeture des secteurs jugés non rentables, et un important chômage en résulte, entraînant un profond malaise dans la population, tandis que les habitants de l'Ouest se plaignent du coût excessif de la réunification, en termes de pression fiscale par exemple. Avec l'aide de l'Occident en moins, c'est aussi la brutalité dans le retour au marché, sans aucune transition, qui a prévalu en Pologne, précipitant dans un premier temps le pays dans la crise et la pénurie.

En revanche, les autres États ex-socialistes ont jugé que le retour au marché ne pouvait être que progressif, afin de ménager des populations habituées à un standard de pénurie, mais à une réelle protection sociale et à de bas coûts d'usage des équipements collectifs, des loyers, des transports ou du chauffage. Or, l'une des difficultés de la privatisation est liée au fait qu'aucun entrepreneur privé n'est prêt à prendre à sa charge le prix du système de protection sociale et des équipements collectifs. Dès lors, la tentation est grande de maintenir les choses en l'état pour éviter les crises, mais en acceptant le retard économique et l'élargissement du fossé avec

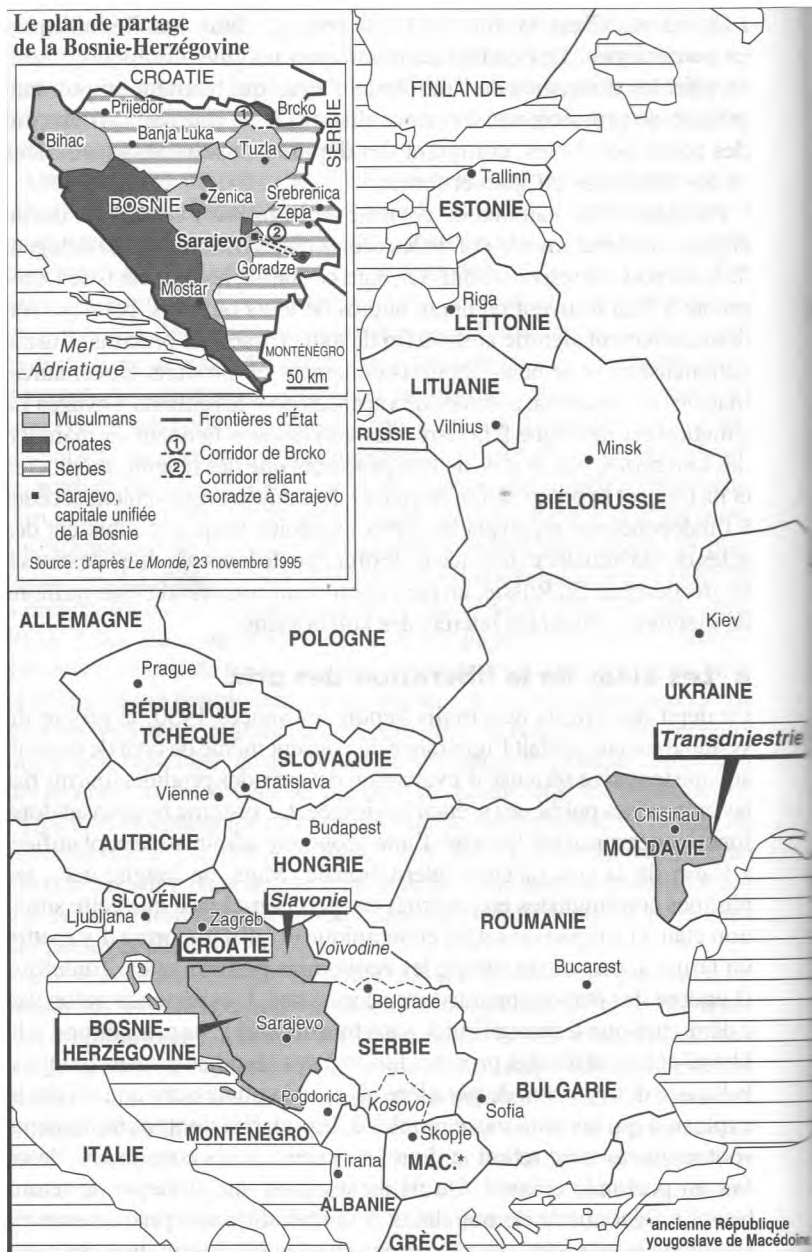
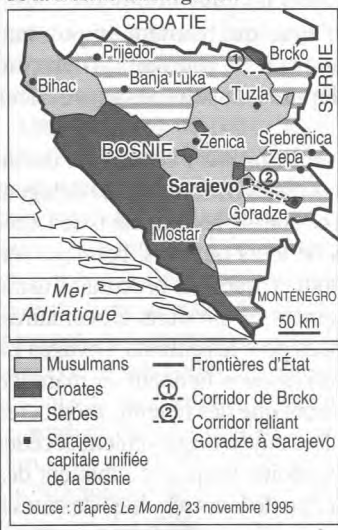
l'Occident. C'est la situation qui prévaut dans les Républiques ex-soviétiques. Les cadres économiques les plus compétents sont en effet les dirigeants de l'industrie d'État, qui forment un puissant groupe de pression conservateur disposant de journaux, finançant des partis politiques, comptant des députés au sein des assemblées et des ministres au gouvernement.

Partisans d'un maintien du contrôle de l'État sur l'économie, ils ont engagé une lutte ouverte contre les économistes libéraux qu'ils délogent de leurs postes à responsabilité. Or, dans ce conflit, les dirigeants de l'économie d'État trouvent un appui auprès de leurs ouvriers, pour qui son démantèlement signifie aussi la fin de tout ce que leur procurait l'usine nationalisée : logement, approvisionnement en produits alimentaires, maisons de vacances, colonies de vacances pour les enfants, voyages. La situation est identique à la terre : les kolkhoziens tiennent au maintien des kolkhozes, même s'ils ne leur procurent que des revenus médiocres et ils freinent la privatisation des terres. Les paysans qui veulent accéder à l'indépendance reçoivent les terres les moins fertiles et subissent des actes de malveillance (tels que la destruction de leurs récoltes) destinés à les décourager. En Russie, un parti agraire qui comprend trente millions de membres défend les intérêts des kolkhoziens.

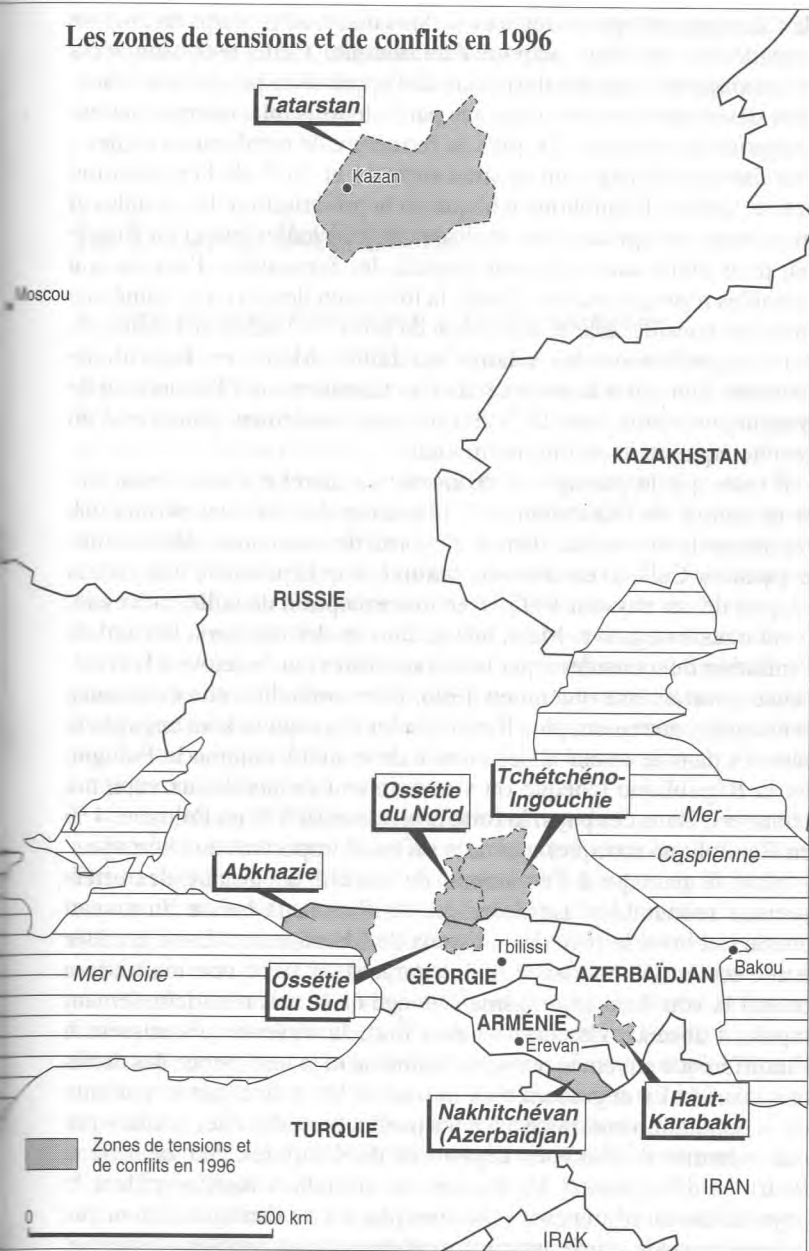
● Les aléas de la libération des prix

En dépit des efforts accomplis depuis les années 1950, le propre du système socialiste était l'ignorance du concept même de coût de revient, aucune tentative sérieuse d'évaluation des prix des produits fournis par les entreprises publiques n'étant envisagée. Le système ne pouvait donc fonctionner que dans le cadre d'une économie administrée et planifiée, à l'abri de la concurrence internationale. Mais, de longue date, les régimes communistes eux-mêmes ont pris conscience que cette situation était à l'origine du retard économique et qu'il importait d'y mettre un terme si on voulait rendre les économies performantes. Toutefois, là encore des étapes apparaissent nécessaires. L'expérience polonaise a démontré que le retour brutal, sans transition et sans précautions, à la liberté et à la vérité des prix conduisait à des résultats catastrophiques, la hausse des produits de première nécessité connaissant une véritable explosion qui les rend inaccessibles à des salariés dont les traitements sont réajustés avec retard et dont les revenus réels connaissent de ce fait une profonde érosion. Qu'ils aient choisi une stratégie de retour brutal à l'économie de marché et à la libération des prix comme en Pologne ou un processus par étapes comme en Russie, tous les pays

Le plan de partage de la Bosnie-Herzégovine



Les zones de tensions et de conflits en 1996



de l'Est sans exception ont accusé dans un premier temps une baisse considérable de leur activité économique. Cette récession s'est accompagnée d'une dévalorisation de l'appareil de production, considéré désormais comme en grande partie inutilisable, compromettant la reprise économique. De plus, la fermeture de nombreuses usines a entraîné un chômage qui se situe entre 11 et 16 % de la population active, sauf en République tchèque où la privatisation des grandes et moyennes entreprises n'est réalisée que très lentement et en Russie où, pour éviter une explosion sociale, les fermetures d'usines non rentables n'ont pas eu lieu. Enfin, la libération des prix a entraîné une inflation considérable et une baisse du pouvoir d'achat des ménages, car l'augmentation des salaires est faible. Même en République tchèque, État qui a le mieux réussi sa transition vers l'économie de marché, on estime que 25 % des ménages seulement perçoivent un revenu équivalent au minimum vital.

Il reste que le passage à l'économie de marché, l'aide financière et technique de l'Occident et la libération des prix ont permis une reprise de la croissance dans la majorité des anciennes démocraties populaires. Celle-ci est devenue positive pour la première fois dans la plupart de ces pays en 1995, avec une exception de taille, la Russie, où elle reste négative. Mais, même dans ce dernier pays, le recul de l'inflation fait considérer par les économistes que le retour à la croissance pourrait être obtenu en 1996. Bien entendu, cette croissance est inégale, nettement plus forte dans les pays qui se sont engagés le plus tôt dans le retour à l'économie de marché, comme la Pologne ou la République tchèque où s'investissent de nombreux capitaux étrangers. Dans ces pays, la forte croissance (6,5 % en Pologne, 4 % en République tchèque) a permis un recul important du chômage.

Mais le passage à l'économie de marché a entraîné des effets sociaux redoutables. Le chômage, l'inflation, la baisse du niveau de vie ont brisé le rêve des citoyens de l'Europe de l'Est d'accéder à une société d'abondance. L'économie de marché non maîtrisée a ouvert la voie à un capitalisme sauvage où la soif d'enrichissement rapide, l'absence de contrôle de l'État, la violence aboutissent à l'indifférence envers la personne humaine et la négligence des droits des salariés. La dégradation du niveau de vie d'une part importante de la population contraste avec les profits considérables réalisés par une minorité d'affairistes dépourvus de scrupules. Sur ce terreau fleurit la délinquance. En Russie, de véritables maffias pillent le pays, amassant d'immenses fortunes placées à l'étranger, si bien que la lutte contre le crime organisé y est devenue un problème essentiel

du gouvernement. La désillusion des citoyens renforce les courants d'opposition lors des élections et alimente l'audience des anciens communistes, porteurs des nostalgies d'une époque où la protection sociale était mieux assurée.

La Russie de Boris Eltsine

● Une marche hésitante à la démocratie

Après la disparition de l'URSS, l'histoire du nouvel État russe est celle d'un combat permanent entre le gouvernement et le Parlement. À son arrivée au pouvoir en 1991, le Président Eltsine opte pour un régime démocratique et une économie de marché et choisit des ministres réformateurs. Aussitôt, le Parlement, élu en 1989, et dont les membres appartiennent majoritairement à l'ancienne *Nomnenklatura* conservatrice, s'efforce de bloquer l'action gouvernementale. Contraint par le Congrès des députés du peuple à opérer des remaniements ministériels, Boris Eltsine décide de faire appel au peuple pour trancher le conflit qui l'oppose aux parlementaires. Un référendum en avril 1993 lui donne une majorité qui renforce son pouvoir. Mais le Parlement, dirigé par son président Khasboulatov avec l'appui du vice-président de la Russie, le général Routskoï, poursuit son opposition et rejette le projet de Constitution qui établit un pouvoir présidentiel.

La dissolution du Parlement et l'intervention de l'armée permettent au Président de trancher le conflit en sa faveur. En octobre 1993, Boris Eltsine opère un coup de force : il décrète la dissolution du Parlement, bien qu'il n'en ait pas le pouvoir. Les députés, qui crient au coup d'État, prononcent à leur tour la destitution du Président, désignant à sa place le vice-président Routskoï. Puis ils se retranchent dans l'immeuble du Parlement, la « Maison Blanche », que les forces militaires fidèles au Président prennent d'assaut le 4 octobre. Khasboulatov et Routskoï emprisonnés, Boris Eltsine peut proposer au peuple par référendum, en décembre 1993, une Constitution qui renforce les pouvoirs présidentiels et qui est adoptée par 58 % des votants.

Mais les élections de décembre 1993 témoignent de la persistance d'une forte opposition conservatrice. Si le Président l'emporte au référendum, les élections qui ont lieu le même jour pour le renouvellement du Parlement marquent un échec de ses partisans et une

poussée du parti ultra-nationaliste conduit par Vladimir Jirinovski, ainsi que du parti communiste qui révèle ainsi sa profonde intégration à la société russe. Alors que le Président a obtenu le droit de dissoudre la Chambre basse (*Douma*) au cas où elle s'opposerait pendant trois mois au gouvernement, celle-ci peut plus difficilement obtenir la destitution du Président qui exige les deux tiers des voix de la *Douma* et de la Chambre haute, le Conseil de la Fédération. Toutefois, pour tenir compte des résultats électoraux, Boris Eltsine a dû se séparer des ministres réputés les plus favorables à son action.

L'opposition au gouvernement s'enhardit alors et se manifeste ouvertement à la Douma et dans la rue. En février 1994, la Douma défie le Président en amnistiant les putschistes de 1993, ce qui permet à Alexandre Routskoï à peine sorti de prison de se rallier à l'opposition et de créer un nouveau parti. Quelques semaines plus tard, les députés font revivre la Cour constitutionnelle dont l'activité avait été suspendue par le chef de l'État lorsqu'elle s'était opposée à son décret de dissolution de l'ancien Parlement. En octobre 1994, tandis que 15 000 personnes défilent dans la rue pour commémorer les événements sanglants de l'année précédente et se rendent derrière la « Maison Blanche » pour entendre un *Te Deum*, le gouvernement frôle la censure à la Douma sur le vote d'un budget de rigueur. Il n'est pas jusqu'à la crise très grave qui atteint le rouble à l'automne 1994 qui ne soit interprétée par Boris Eltsine comme une tentative de déstabilisation de son pouvoir, opérée par le président de la Banque centrale de Russie à l'instigation des groupes de pression industriels qui exigent des mesures protectionnistes et une dévaluation du rouble destinée à favoriser les exportations russes.

Son autorité ainsi contestée, Boris Eltsine doit en outre préparer les élections législatives, qui ont lieu en décembre 1995, et l'élection présidentielle qu'il a dû se résoudre à promettre d'organiser en juin 1996. Mais il est handicapé par un état de santé gravement détérioré qui exige son hospitalisation à l'automne 1995. Il transmet alors l'intérim des pouvoirs présidentiels non au Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, mais à son éminence grise Alexandre Korjakov, chef de sa garde personnelle et créateur des nouveaux services de sécurité, dont le rôle va grandissant.

Les élections législatives de décembre 1995 représentent un nouvel échec pour Boris Eltsine. Avec 22,3 % des voix, c'est le parti communiste qui en sort vainqueur, posant son chef Guennadi Ziouganov en rival de Boris Eltsine pour l'élection présidentielle de juin 1996. Seuls trois autres partis dépassent le seuil des 5 %

nécessaires pour obtenir des sièges : le parti libéral-démocrate de Russie de l'ultra-nationaliste Jirinovski (11 % des suffrages), *Notre Maison la Russie*, parti du Premier ministre Tchernomyrdine (9,8 %) et un parti réformateur d'opposition, *Iabloko* (6,9 %).

Au total, les 450 sièges de la Douma se répartissent ainsi :

Gauche communiste	196
Indépendants	78
Centre	10
Droite	115
Extrême droite	51

Ces élections traduisent donc le retour en force des communistes qui ont obtenu plus du tiers des sièges et font élire leur candidat à la présidence de la Douma. Elles témoignent de l'exaspération de la grande majorité de la population dont les conditions de vie ne s'améliorent pas et elles sont un camouflet infligé au chef du gouvernement (dont le parti recueille moins de 10 % des suffrages) et à Boris Eltsine.

Ces élections font peser un doute sur l'issue de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en juin 1996, à tel point qu'il est question à diverses reprises de son éventuelle annulation. Elle a finalement lieu, le Président s'employant avec succès à redresser une situation qui paraissait à certains moments quasi désespérée (à six mois des élections, il était donné perdant avec 8 % des intentions de vote). Finalement, Boris Eltsine arrive en tête au premier tour, avec 34,4 % des voix devant le candidat communiste Guennadi Ziouganov (31,4 %) et le général nationaliste Alexandre Lebed (15 %). Pour le second tour, le 3 juillet 1996, l'alliance électorale entre Eltsine et Lebed permet la réélection du premier à la tête de la Fédération de Russie avec 53,3 % des suffrages. Les Russes qui ne tenaient pas au retour du communisme ont voté pour le candidat « démocrate » qui les en garantissait. Son élection est due en effet aux jeunes, alors que les personnes âgées et les ruraux ont davantage porté leurs voix sur le candidat communiste. En tout cas, cette victoire d'Eltsine est saluée par le Président Clinton comme celle de la démocratie.

Dès le lendemain du scrutin, se pose le problème de la place que va occuper l'allié électoral d'Eltsine, le général Lebed. Entre les deux tours, celui-ci a été nommé à la tête du Conseil de sécurité,

ce qui lui donne autorité sur les ministères « de force » (Intérieur, Défense, ex-K. GB.) et le Président Eltsine le présente comme son dauphin. Mais au lendemain du premier tour, le Président confirme Viktor Tchernomyrdine au poste de Premier ministre et celui-ci fait savoir qu'il n'est prêt à céder aucune de ses prérogatives, s'opposant en particulier à la création d'un poste de vice-Président souhaité par le général Lebed pour accroître son pouvoir. Ainsi les lendemains de l'élection présidentielle sont-ils marqués par une lutte d'influence autour du pouvoir entre le Premier ministre, le général Lebed, mais aussi le parti communiste, fort de ses succès électoraux. Or cette lutte est d'autant plus âpre que la maladie du Président fait envisager « l'après-Eltsine » ; son élection acquise, ce dernier n'est-il pas parti prendre du repos, alors que certains dossiers urgents, et en particulier celui de la guerre de Tchétchénie attendent toujours une solution ?

● La guerre de Tchétchénie

Cette République du Caucase qui fait partie de la Fédération de Russie, et dont la population est en majorité musulmane, a déclaré unilatéralement son indépendance en 1991 sous la direction d'un ancien général d'aviation de l'ex-Armée rouge, Djokhar Doudaev. En 1992, Boris Eltsine décide de soumettre la Tchétchénie à un blocus économique. Accaparé par son conflit avec le Parlement, il souhaite éviter une action militaire et espère que le blocus conduira à la démission de Doudaev, en butte dans son pays à une opposition soutenue en sous-main par la Russie.

Vainqueur de l'opposition du Parlement, ses pouvoirs renforcés, Eltsine, qui jusqu'alors a soutenu l'idée d'une solution négociée, penche désormais vers une épreuve de force destinée à donner des gages au courant nationaliste dont les consultations électorales ont montré la puissance. Le gouvernement russe redoute en outre une contagion des idées indépendantistes qui menacerait la Russie d'éclatement, d'autres peuples, comme les Tatars, réclamant leur indépendance. Contre l'avis des démocrates, qui rappellent que les Tchétchènes ont été difficiles à soumettre par la Russie au XIX^e siècle et que la déportation par Staline de 500 000 d'entre eux au Kazakhstan ne les a pas brisés, le Président, convaincu qu'une puissante armée viendra facilement à bout de leur résistance, décide de passer à l'offensive en décembre 1994. Il adresse un ultimatum aux Tchétchènes leur intimant l'ordre de se soumettre en renonçant à l'indépendance puis, devant le refus de Doudaev, fait bombarder Grozny, la capitale tchétchène, et lance ses troupes en Tchétchénie.

La décision de la *Douma* de déclarer illégaux les décrets permettant l'intervention militaire en Tchétchénie, l'appel de députés russes aux Nations unies, puis à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, demeurent lettre morte. L'Occident, à la suite du Président Clinton, considère qu'il s'agit d'une affaire intérieure russe et espère simplement que « *l'ordre pourra être rétabli avec le minimum de sang et de violence* », selon l'expression du Président américain.

En fait, c'est un conflit sanglant et d'une grande violence qui s'ouvre en Tchétchénie. En janvier 1995, les troupes russes s'emparent du palais présidentiel de Grozny, s'installant dans une ville détruite et vide d'hommes. Réfugié dans les montagnes, Doudaev conduit une guerre de guérilla que l'armée russe se révèle incapable de juguler. La violence se déchaîne dans les deux camps, l'armée russe répondant aux embuscades et aux coups de main par des bombardements massifs et l'utilisation de la torture.

Or, les conséquences pour la Russie de l'intervention en Tchétchénie sont redoutables, les divisions au sein du pays et de l'armée sont accentuées et la position de Boris Eltsine affaiblie. Plusieurs militaires de haut rang démissionnent et de nombreux appelés refusent de se présenter à la conscription. L'opinion publique condamne à 80 % la guerre en Tchétchénie ; il n'y a guère que le parti d'extrême droite de Vladimir Jirinovski pour l'approuver totalement. Soljenitsyne la tient pour une faute politique majeure et la *Douma* la déclare illégale. Conscient de cette situation, le Président annonce en février 1996 un plan de paix pour la Tchétchénie, mais l'armée russe intensifie ses bombardements et, sur le terrain, conduit de plus en plus une guerre contre la population tchétchène accusée de soutenir les rebelles. La mort, en avril 1996, du général Doudaev ne met pas fin au conflit. Pour les démocrates, cette guerre met en péril la démocratie russe ; la liberté de la presse ne cesse de régresser depuis 1995. Sur le plan diplomatique, elle nuit aux projets du Président d'obtenir l'accord des États de la C.E.I. pour une défense commune des frontières de la Communauté. Aucun des États de celle-ci ne tient en effet à rejoindre les forces armées russes engagées dans un conflit sans issue. Le 3 août 1996, le général Lebed signe, au nom du Kremlin, des accords avec la Tchétchénie, dont le statut ne doit toutefois être déterminé qu'après le 31 décembre 2001. La guerre qui a duré vingt mois et causé de nombreux morts, en majorité civils, n'a fait qu'aggraver une situation économique et sociale délicate.

● Une économie chaotique et une société à la dérive

Le but affiché du Président est de conduire la Russie vers l'économie de marché. Lorsqu'il se trouve en position de force, il prend des décisions de libération des prix et de privatisation. Mais il est freiné par les conséquences économiques et sociales de ces mesures : inflation gigantesque, hausse des prix, chômage. La politique de réforme agraire s'exerce sur deux plans : la réhabilitation de l'exploitation familiale et la réorganisation des *kolkhozes* et des *sovkhozes*. Mais les travailleurs agricoles sans qualification ne tiennent pas à voir remettre en cause la forme collective de l'agriculture qui leur assure une certaine sécurité et ils redoutent de voir se reconstituer la classe des propriétaires ruraux, les *koulaks*. De leur côté, les dirigeants des exploitations collectives qui appartiennent à la *Nomenklatura* se sont constitués en groupe de pression agraire soutenu par le Parti agrarien de Russie. Ces deux groupes ne tiennent nullement à la transformation juridique du statut des fermes collectives, imposée par le pouvoir en 1991, si bien qu'en 1992 le gouvernement fait machine arrière et autorise le maintien de l'ancien statut.

De son côté, la privatisation des sociétés industrielles décidée en octobre 1992 se heurte aux réticences des sociétés étrangères sollicitées d'investir dans un pays dont la stabilité politique est incertaine et le nombre d'entreprises financièrement rentables fort réduit. Le gouvernement a fait distribuer des « bons de privatisation » aux citoyens russes, mais l'inflation (18 % par mois en 1994) les a réduits à une valeur dérisoire et seuls les plus riches ont pu devenir actionnaires d'entreprises (cadres de l'ancienne *Nomenklatura* qui dirigeaient les entreprises d'État ou hommes d'affaires ayant partie liée avec les *maffias*). La crainte d'une explosion sociale conduit d'ailleurs le pouvoir à verser des subventions aux entreprises non rentables et menacées de fermeture, afin qu'elles puissent payer les salaires de leurs ouvriers. Mais le coût de l'opération est tel, que le gouvernement a décidé de ne plus aider que les entreprises qui procéderont à des restructurations. Les autres sont donc condamnées à fermer et leurs ouvriers promis au chômage.

En dépit d'un recul tactique, au lendemain des élections de décembre 1993 qui ont contraint Boris Eltsine à se séparer de son vice-premier ministre Gaïdar et du ministre des Finances Fiodorov qui incarnaient le choix du libéralisme économique, le Président impose une voie moyenne de développement économique qui concilierait les réformes conduisant vers l'économie de marché et

ramènerait l'inflation à une moyenne de 3 à 5 % par mois, réformes indispensables pour conserver la confiance de l'Occident qui aide financièrement la Russie et pour maintenir un coût social en deçà du seuil qui provoquerait une explosion. En 1995, cette politique commence à porter ses fruits. L'inflation se situe à 4 % par mois, la chute de la production semble enrayée (elle a été de -5 % en 1995 contre -15 % en 1994), le déficit du budget de l'État a été ramené à 5 % du P.N.B., le rouble a été stabilisé. Mais ces résultats ont été financés en partie par un prêt du Fonds monétaire international qui accroît l'endettement de la Russie. Et surtout, le coût social des réformes n'a pu être maintenu dans les limites raisonnables.

La société russe apparaît en effet comme la grande victime des réformes économiques. Les revenus ont chuté de 12 % en 1995. Plus d'un quart de la population (40 millions de personnes) vit au-dessous du seuil de pauvreté et le nombre des pauvres s'est accru de 12 % en 1995. Le chômage, que les statistiques officielles situent à 8 % de la population active (mais qu'on estime à au moins 14 %), est également en hausse et l'espérance de vie d'un Russe est inférieure à 60 ans.

Cette société appauvrie a également perdu ses repères : l'effondrement du communisme, les drames de la libéralisation économique ont fait disparaître les points d'ancrage traditionnels. Les Russes sont donc à la recherche de nouvelles valeurs. Les uns se rapprochent des Églises auprès desquelles ils cherchent une aide spirituelle, d'autres recherchent l'oubli dans l'alcool (la vodka est devenue la principale cause de la mortalité masculine), certains ne cherchent qu'à s'enrichir, et Boris Eltsine s'en prend au « crime organisé », devenu à ses yeux le danger majeur pour la société. Les Russes, qui cherchent des responsables à leurs malheurs, accusent volontiers les étrangers. La misère alimente ainsi le nationalisme russe, qui se traduit par la chasse aux « noirs », c'est-à-dire aux non-Russes et tout particulièrement aux Caucasiens qui sont expulsés de Moscou, aux musulmans des Républiques d'Asie centrale, voire à l'Occident, accusé de vouloir humilier et soumettre la Russie.

La crise sociale est accrue par le retour vers la « vieille Russie » des Russes qui s'étaient expatriés vers la Sibérie où ils participaient à la mise en valeur de ces terres lointaines et peu hospitalières. Avec la fin de l'économie planifiée, cette exploitation est abandonnée et avec elle disparaissent les « stimulants matériels » qui les encourageaient à partir au loin. Leur retour marque donc l'arrêt provisoire de la grande aventure sibérienne. Non seulement l'espace exploité n'aug-

mente plus, mais, au contraire, il recule vers l'ouest. Par ailleurs, les nombreux Russes qui s'étaient installés dans les marges de l'ancien Empire, dans les pays devenus aujourd'hui indépendants de la Russie dont ils constituaient souvent les cadres, y sont désormais minoritaires et considérés comme des étrangers. Seuls deux États (le Turkménistan et l'Arménie) leur offrent la double nationalité. Ils sont souvent l'objet de brimades et ils sont tenus d'apprendre la langue nationale. Toutes ces raisons les poussent à regagner la mère-patrie. En ne comptant que ceux qui ont obtenu *la propiska* (l'autorisation de résidence), plus de 900 000 Russes sont rentrés en Russie en 1993 et plus de 500 000 au premier semestre 1994. Le flot des retours a tendance à s'accroître avec les conflits interethniques qui secouent les différentes Républiques de la C.E.I., notamment celles du Caucase. La moitié de ceux qui rentrent viennent des Républiques musulmanes d'Asie centrale où le sentiment d'insécurité est plus fort. L'installation en Russie de tous ces rapatriés se fait difficilement et s'accompagne de tensions dans le monde du travail où ils viennent concurrencer les autochtones atteints par la crise et qui voient d'un mauvais œil le retour de ceux qu'ils nomment les « pieds-rouges ». Le flot de retour de « l'étranger proche » a amené les autorités russes à créer un Service fédéral des migrations, qui accorde des secours aux réfugiés et les aide à se reloger, ce qui pose de délicats problèmes avec la pénurie de logements. Il doit également tenter de contrôler les déplacements, car les migrations sont devenues une affaire de sécurité de l'État et les réfugiés sont souvent rejetés par les grandes villes vers les zones rurales.

De plus, le retour des Russes nourrit le sentiment, très vif dans la population, du déclin de la puissance russe et contribue à alimenter le nationalisme qui renforce le parti dit libéral-démocrate de Vladimir Jirinovski et qui est en réalité ultranationaliste.

● **Les relations avec le « Proche étranger »**

Le sort des minorités russes qui demeurent dans les ex-Républiques soviétiques est un facteur essentiel dans les relations de la Fédération russe avec celles-ci. Le gouvernement russe se présente comme le défenseur de ces minorités et n'hésite pas à intervenir politiquement et militairement en leur faveur lorsqu'elles s'opposent au gouvernement en place. Par ailleurs, le poids des Russes de l'Est de l'Ukraine et de Crimée a fait perdre le pouvoir en juillet 1994 au Président de l'Ukraine, Leonid Kravtchouk, au profit de son concurrent Leonid Koutchma, qui préconisait une entente avec la Russie.

En fait, les ex-Républiques soviétiques, baptisées le « Proche étranger », constituent une zone d'influence de la Russie. La protection des minorités russes à l'étranger constitue également un prétexte pour des interventions dans le but d'y rétablir l'influence russe. La puissance économique, financière, militaire et internationale de la Russie lui donne d'ailleurs sur les Républiques voisines des moyens de pression considérables. En Biélorussie, le Président Stanislas Chouchkévitich a été destitué en janvier 1994 par les conservateurs pro-russes qui le jugeaient trop réformateur et trop tiède à l'égard de Moscou. Il est remplacé par Alexandre Loukachenko qui, face au marasme économique que connaît son pays, compte sur Moscou pour sortir de la crise. En 1995, il rétablit, après référendum, l'ancien drapeau soviétique et fait du russe la langue officielle du pays. Il souhaite une union économique et monétaire avec la Russie et se prononce pour l'adoption du rouble comme unité monétaire, vœu rejeté par Moscou en raison de son coût. En Ukraine, Leonid Koutchma tente tout à la fois de normaliser ses relations avec Moscou, en signant en 1995 un accord sur le partage de la flotte de la mer Noire et surtout un accord sur les fournitures de gaz soviétique dont l'Ukraine dépend pour 80 % de son approvisionnement énergétique, et de maintenir des ouvertures vers l'Occident qui finance le développement économique du pays. Admise au Conseil de l'Europe en 1995, se rapprochant de l'O.T.A.N., promettant la mise hors service de la centrale nucléaire de Tchernobyl moyennant une forte indemnisation, elle tente ainsi d'équilibrer le poids de son puissant voisin qui ne manque pas de moyens de s'assurer de sa docilité, qu'il s'agisse des livraisons de gaz, du statut de la base de Sébastopol, du sort de la Crimée ou de la défense des droits des 12 millions de Russes qui vivent dans le pays. Cette constatation du poids déterminant de la Russie vaut pour la plupart des Républiques du « Proche étranger ». L'intervention de l'armée russe en Géorgie, au Tadjikistan, dans le conflit azéro-arménien a été décisive dans la conclusion de ces guerres civiles et le succès des pouvoirs liés à la Russie. Celle-ci s'efforce de faire admettre par la communauté internationale sa mission spécifique de faire régner la paix dans le « Proche étranger ». Se présentant comme l'héritière légitime de l'URSS, elle peut se permettre d'affirmer : « *La C.E.I., c'est la Russie* », et tend ainsi à reconstituer, sans remise en cause explicite des souverainetés politiques, l'ancien Empire russe. Il est caractéristique que le 29 mars 1996, trois anciennes Républiques soviétiques, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan signent un accord

de rapprochement avec la Russie, qui prévoit la mise en place d'un marché commun pour les biens, les services, les capitaux, la main-d'œuvre, les transports, l'énergie et l'harmonisation des lois, de la politique étrangère et de la défense des frontières.

De Eltsine à Poutine

● **L'échec de la démocratisation à l'occidentale et le déclin du pouvoir de Boris Eltsine**

Politiquement, la période des dernières années du xx^e siècle est marquée par les difficultés de Boris Eltsine qui tient à rester seul maître au Kremlin et chasse du pouvoir tous ceux qui, au gouvernement, « *s'occupent trop de politique* » et surtout ceux qui aspirent à le remplacer lors des prochaines élections présidentielles. Ainsi, le général Lebed, accusé de préparer un coup d'État et de créer ses propres troupes est-il limogé en octobre 1996 de son poste de secrétaire du Conseil de sécurité. En mars 1998, c'est le tour de Viktor Tchernomyrdine, représentant des grands cartels de l'énergie, qui dirigeait le gouvernement depuis 1992 et qui faisait preuve d'une indépendance croissante. Le ministre de l'Intérieur Anatoli Koulikov qui s'était récemment rapproché du maire de Moscou Iouri Loujkov, prétendant à la succession de Boris Eltsine, est également remplacé.

Mais, en août 1998, une très grave crise financière secoue la Russie. Le rouble, en chute libre, est fortement dévalué. La crise financière se double d'une crise sociale et politique. L'effondrement de la monnaie et l'incapacité de l'État à rembourser ses dettes prouvent à l'évidence la faillite de la politique libérale, encouragée par l'Occident, poursuivie jusque-là. Le krach financier avait d'ailleurs été précédé par une vague de contestation des catégories sociales dont le traitement n'avait pas été versé depuis des mois. Mais, désormais, ce sont aussi les couches sociales qui avaient soutenu les réformes du marché (le commerce, les services), qui sont touchées et perdent leurs économies dans les faillites bancaires. Des dizaines de milliers de licenciements atteignent les membres des classes moyennes. Pour tenter de sortir le pays du chaos, Boris Eltsine rappelle au pouvoir Viktor Tchernomyrdine qui met comme condition à son retour d'avoir les mains libres pour gouverner. Le Président, qui

n'a plus la force ni les moyens de résister, annonce alors qu'il ne se portera pas candidat à l'élection présidentielle de 2000, présentant Tchernomyrdine comme son successeur désigné. L'opposition de la *Douma* fait échouer l'opération. Considérant le Premier ministre désigné comme le responsable de la crise subie par la Russie, les députés refusent par deux fois de valider sa nomination.

Boris Eltsine nomme alors un nouveau candidat, plus consensuel, au poste de Premier ministre, le ministre des Affaires Étrangères Evgueni Primakov, ancien responsable des services secrets, le K.G.B., qui est investi par la *Douma* à une large majorité. De même, la *Douma* approuve la nomination à la tête de la Banque centrale de Russie d'un ancien gouverneur de la *Gosbank* soviétique. Et Primakov désigne le communiste Iouri Maslioukov, ancien chef de la planification soviétique, au poste de vice-premier ministre chargé de l'économie. En fait, la moitié des membres du gouvernement est opposée à Eltsine ou sympathise avec l'opposition. La crise d'août 1998 marque donc la fin de l'époque Eltsine, celle où le Président pouvait défendre les réformateurs. C'est en même temps l'échec de la politique libérale encouragée par l'Occident. Les grandes privatisations n'ont profité qu'à quelques-uns qui, au lieu d'investir dans l'industrie comme on l'espérait, ont préféré la spéculation financière et le placement de leurs capitaux à l'étranger. Le fait que 70 % des produits consommés dans les grandes villes sont des produits importés montre qu'il est urgent de procéder à une ré-industrialisation de la Russie, impossible cependant sans une reconstruction de l'État. L'heure est donc à la réhabilitation du rôle de l'État qui doit être capable de lever l'impôt, de faire respecter la loi et d'intervenir dans la vie économique du pays. D'où la nomination de cadres du régime soviétique aux postes de commande, en raison de leur expérience dans la gestion de l'État et de leur sens de la discipline sans que cela signifie le retour au régime soviétique, que la majorité des Russes ne désire d'ailleurs pas.

Le gouvernement Primakov (septembre 1998-mai 1999) va d'ailleurs œuvrer dans le sens de la restauration de l'État. Il veut que la loi soit respectée, il réussit à amorcer un retour à la discipline de paiement et à la discipline fiscale et, grâce à l'action de la Banque centrale, il parvient à contrôler la fuite des capitaux. Il entame également la lutte contre la corruption et les détournements financiers et il en résulte le retour à une amorce de croissance.

En revanche, la situation politique et personnelle de Boris Eltsine ne cesse d'empirer. Depuis août 1998, il est sous le coup d'une

procédure de destitution engagée par la Douma, à l'initiative des députés communistes. Cinq chefs d'accusation sont retenus contre lui : la disparition de l'Union soviétique, la dissolution et le bombardement du Parlement en 1993, la destruction du potentiel militaire russe, le « génocide » du peuple russe et le déclenchement de la guerre en Tchétchénie. À partir d'octobre 1998, le président Eltsine qui a, depuis dix ans, de graves ennuis de santé, est très souvent hospitalisé. Durant ses absences, la Russie n'est plus véritablement gouvernée. Deux ans auparavant, le général Lebed considérait déjà que le Président était devenu incapable de diriger le pays, devenu « *un vaisseau sans voile et sans gouvernail* ». Désormais, ce sont des centaines de milliers de personnes qui demandent sa démission. Mais le Président fait savoir qu'il n'a aucune intention de se retirer. Toutefois, son état de santé incline bon nombre de responsables russes à estimer inévitable l'anticipation de l'élection présidentielle prévue pour juin 2000 et les candidats à sa succession se préparent pour la compétition. Le maire de Moscou, Iouri Loujkov, qui peut compter sur l'appui des syndicats et d'une partie des communistes et est en excellents termes avec l'Église, organise une coalition de centre-gauche. L'ancien Premier ministre Viktor Tchernomyrdine annonce une coalition de centre-droit. Se mettent aussi sur les rangs le général Lebed qui avait obtenu 14,5 % des suffrages à la précédente élection présidentielle et le communiste Guennadi Ziouganov qui était arrivé en tête au premier tour de cette consultation. Cette situation très difficile du Président Eltsine est encore aggravée quand, dans le cadre de la lutte contre la corruption entamée par le Premier ministre, éclate l'affaire *Mabetex*. Il s'agit d'une firme basée à Lugano, en Suisse, qui aurait versé des dizaines de millions de dollars de pots-de-vin à des responsables du Kremlin. Or les enquêtes menées révèlent que Boris Eltsine et ses filles auraient bénéficié de cartes de crédit au compte de *Mabetex*. Déçu par son Premier ministre, le Président compte cependant sur lui pour obtenir de la Douma l'abandon de la procédure de destitution engagée contre lui. L'impuissance de Primakov à y parvenir scelle son destin politique. À la veille du débat de destitution, le Président le limoge.

● **L'ascension de Vladimir Poutine et la seconde guerre de Tchétchénie**

Pour remplacer Primakov, Boris Eltsine a besoin d'un homme de confiance, capable de le protéger, lui et le clan présidentiel que les Russes surnomment « la Famille ». Il songe à Vladimir Poutine,

qui est, depuis juillet 1998, à la tête du F.S.B. (l'ex-K.G.B.), qui s'est intégré depuis peu à la « Famille » et s'est employé à freiner le développement de l'affaire *Mabetex*. Mais, craignant de voir sa candidature rejetée par la Douma, en raison de sa faible notoriété, le Président choisit de prendre comme Premier ministre le ministre de l'Intérieur, Sergueï Stepachine, qui est, comme son prédécesseur, un ancien des services secrets. Pour dissuader la Douma de refuser l'investiture, il la menace d'une dissolution. Dans ce cas, de nouvelles élections seraient organisées dans les quatre mois et, pendant cette période, le Président gouvernerait par oukases. Placés devant ce choix, les députés préfèrent s'incliner. Ils rejettent la procédure de destitution du Président et accordent une large confiance au Premier ministre désigné. Il leur semble en effet plus important de préparer les élections législatives prévues pour le mois de décembre 1999. Ces élections ne sont pas moins importantes pour le clan Eltsine. Une victoire électorale rendrait la Douma moins hostile et conforterait la position du Président. Mais pour parvenir à ce résultat, il apparaît très vite à la « Famille » que le Premier ministre en poste, qui dit oui à tous ses interlocuteurs, n'est pas l'homme de la situation.

Aussi, début août 1999, Boris Eltsine révoque son Premier ministre et, considérant Poutine comme le meilleur garant de sa sécurité et de son immunité judiciaire après les élections, il se décide à le nommer Premier ministre, quatre mois avant les élections, sûr de l'accord de la Douma qui ne prendra pas le risque, à la veille du scrutin, d'être dissoute et de voir le Président gouverner par oukases. Cinquième Premier ministre en dix-huit mois, Vladimir Poutine a alors 47 ans. Ce juriste a été membre du K.G.B. pendant quinze ans et il ne le quitte qu'en 1990 pour se lancer dans une carrière politique. Il fait ses débuts dans sa ville natale de Saint-Pétersbourg comme conseiller du maire. Puis, invité à Moscou par Anatoli Tchoubaïs, alors chef de l'administration présidentielle, il devient membre de la « Famille » qui lui confie des missions de contrôle de plus en plus importantes et qui le place à la direction du F.S.B. Il est alors si peu connu du grand public qu'au moment de sa nomination à la tête du gouvernement, ses chances d'accéder à la présidence apparaissent minimes, les sondages ne le créditant que de 1 % des intentions de vote. Mais, quatre mois plus tard, sa popularité est devenue telle qu'il est considéré comme le favori de l'élection. Sa rapide ascension est sans doute due à son caractère, à son esprit de décision qui l'a fait surnommer « *l'homme de fer* » ou encore le « *Terminator raisonnable* », mais surtout à sa politique de

fermeté envers ceux qu'il appelle les « *terroristes tchéchènes* ». Le patriotisme qu'il met en avant le fait apparaître comme le symbole de la renaissance de la grande Russie, d'autant plus qu'il ose tenir tête à l'Occident dans ses mises en garde concernant la Tchétchénie. Finalement, c'est la décision qu'il prend de mener une « *opération contre la Tchétchénie terroriste* » et la manière ferme dont il la conduit qui séduisent la population russe. Elle voit en effet en lui l'homme capable de redonner à la Russie son honneur perdu lors de la signature du traité avec les Tchétchènes. C'est ce contexte qui aboutit au déclenchement de la seconde guerre de Tchétchénie.

En janvier 1997, des élections ont eu lieu en Tchétchénie. Leur déroulement démocratique fait considérer aux Tchétchènes qu'elles représentent une reconnaissance de leur indépendance. Tel n'est pas l'avis des Russes, mais l'élection du candidat modéré Aslan Maskhadov à la présidence leur donne bon espoir de parvenir avec lui à un compromis. Or, avant le délai prévu pour élaborer un statut définitif fixant les relations entre Moscou et la Tchétchénie au sein de la fédération russe, la guerre va reprendre. En effet, le président Maskhadov ne contrôle pas tout le territoire tchéchène. L'Est montagneux lui échappe et se trouve aux mains de son concurrent malchanceux aux élections, hostile aux Russes, Bassaïev. S'appuyant sur l'Islam, celui-ci rassemble des bandes armées qui multiplient des incursions dans le pays voisin, le Daguestan, avec l'intention de réaliser le vieux rêve de l'annexion du Daguestan par la Tchétchénie, permettant ainsi à celle-ci d'obtenir un débouché sur la mer Caspienne. L'armée russe intervient alors, bombardant les « *bases islamiques* », c'est-à-dire les bourgs et villages tchéchènes des montagnes voisines du Daguestan.

En même temps, une série d'attentats se produit en Russie, que le gouvernement Poutine impute aux Tchétchènes, bien que le président Maskhadov en rejette la responsabilité. Il accuse à son tour le Kremlin d'avoir, à la veille des élections législatives, organisé le conflit au Daguestan afin de « *protéger certains groupes d'intérêt qui veulent rester au pouvoir* ». De fait, Vladimir Poutine se dit déterminé à en finir avec le terrorisme et présente les bombardements russes comme une réponse aux actions terroristes des Tchétchènes. Viennent ensuite le blocus total du pays, le bombardement de sa capitale, Grozny, et, enfin, l'invasion du territoire tchéchène par l'armée russe.

Aux élections législatives de décembre 1999, le parti qui soutient Poutine, « *L'Unité* », appelé aussi « *Mevdev* » (« *l'ours* ») obtient

23,2 % des suffrages, se situant immédiatement derrière le parti communiste qui parvient à 24,3 % des voix. Boris Eltsine juge alors qu'il peut compter sur la toute neuve popularité de Poutine pour sortir de la scène politique avec l'assurance de l'impunité pour lui-même et son clan. Il démissionne par surprise le 31 décembre 1999 et nomme Poutine président par intérim jusqu'au 26 mars, date de l'élection présidentielle. Lors de ce scrutin, Vladimir Poutine est élu président de la Russie dès le premier tour.

La Russie de Vladimir Poutine (2000-...)

Depuis son élection à la présidence de la Russie en 2000, Vladimir Poutine s'attache à instaurer dans le pays un pouvoir fort. Pour y parvenir, il lutte contre les « oligarques » enrichis par les privatisations, s'efforce de donner à l'État la maîtrise des ressources économiques, en particulier des hydrocarbures, crée un parti dominant pour appuyer son action, « Russie unie », réprime toute opposition et mène une guerre impitoyable contre le séparatisme musulman dans le Caucase. La mise en place de la « verticale du pouvoir » fait de la Russie un État autoritaire qui permet à Poutine d'abandonner en 2008 la présidence du pays à Medvedev, tout en conservant la réalité du pouvoir comme Premier ministre. Mais son projet de faire de la Russie une puissance économique de premier plan est entravée par le déclin démographique, la montée du racisme et de la xénophobie, la vétusté de l'appareil économique et les retombées de la crise économique et financière de 2008-2009.

Vladimir Poutine et le retour d'un pouvoir fort en Russie

● La reprise en main de la Russie

Poutine, qui a pour slogan « *La démocratie, c'est la dictature de la loi* », se montre déterminé à rétablir l'ordre. À peine désigné comme président par intérim, il se sépare d'une des conseillères les plus influentes du Kremlin, Tatiana Diatchenko, fille de Boris Eltsine, ainsi que du puissant chef de l'administration présidentielle. Les collaborateurs qu'il choisit sont issus comme lui des services secrets.

En mars 2000, il promet de restaurer un pouvoir fédéral fort. Il s'agit de niveler les pouvoirs des « barons régionaux », présidents ou gouverneurs, qui avaient profité du soutien de Eltsine pour augmenter leur puissance dans les régions sans se conformer à la législation fédérale. Son projet est l'institution d'un « pouvoir vertical », la création de super-provinces dont les dirigeants seraient nommés par Moscou alors que les gouverneurs sont élus au suffrage universel. Puis il réclame le pouvoir de limoger les gouverneurs et décide de leur retirer le droit de siéger au Conseil de la Fédération (la Chambre haute) où ils sont en mesure de bloquer toute réforme législative. Privés d'immunité parlementaire par cette décision, ils peuvent alors être exposés à d'éventuelles poursuites judiciaires. Enfin, comme plus du tiers des lois adoptées par les assemblées régionales contredisent la législation fédérale, il demande le droit de dissoudre les assemblées locales qui violeraient la Constitution ou les lois fédérales. La « révolution administrative » ainsi mise en place consiste à regrouper les 89 entités territoriales en 7 districts fédéraux dont la géographie est calquée sur celle des arrondissements militaires russes. À la tête de chaque district fédéral, Moscou nomme des « super-préfets », dont deux seulement sont des civils, tous les autres étant d'anciens militaires ou des responsables des services secrets.

Vladimir Poutine qui veut manifester son indépendance vis-à-vis des « oligarques », financiers russes qui ont profité des privatisations, entreprend de réduire leur influence politique. Il commence par les défier en retirant leurs postes de ministres à leurs protégés, puis il s'attaque directement aux barons de la finance, pétroliers, banquiers et magnats de la presse, afin de réaliser la promesse faite aux électeurs de restaurer un « *État fort* » aux dépens de « *quelques*

milliardaires aux intérêts égoïstes ». Il s'en prend d'abord à Vladimir Goussinski, ex-banquier reconverti en magnat de la presse, propriétaire de la chaîne de télévision N.T.V., de la radio *Echo* de Moscou et de quelques journaux, qui avait soutenu ses adversaires lors de la campagne électorale et qui se trouve accusé de fraude fiscale. Puis, cinq « barons », directeurs des plus grands groupes du pays, sont poursuivis par la justice, accusés de fraude fiscale à grande échelle, de privatisations frauduleuses, de détournement de fonds, de ventes « au noir ». Puis il s'attaque au plus puissant des « barons », classé parmi les cent plus grosses fortunes mondiales, Boris Berezovski, qui l'a défié en soutenant la cause des gouverneurs opposés à la réforme administrative et qui, dans une lettre ouverte, a dénoncé les risques d'une dérive autoritaire. En riposte, une enquête fiscale est déclenchée contre ses groupes. Berezovski, qui ne veut pas « *participer à la renaissance d'un régime autoritaire en Russie* », renonce à son mandat de député à la *Douma* qu'il accuse d'être devenue un des principaux alliés du Kremlin. Ayant perdu toute influence politique, il s'exile à l'automne 2000.

Dans la lutte contre les « oligarques », l'affaire *Ioukos* est, de loin, la plus lourde de conséquences. Si elle est incontestablement politique, elle a aussi d'importantes répercussions dans le domaine économique et elle en vient même à inquiéter les démocraties occidentales, en particulier les États-Unis. *Ioukos* est le second groupe pétrolier russe, dirigé par Mikhaïl Khodorkovski, première fortune de Russie (estimée à 8 milliards de dollars). Au printemps 2003 est envisagée une prochaine fusion de *Ioukos* avec la compagnie pétrolière *Sibneft*, contrôlée par un autre oligarque puissant, Roman Abramovitch. *Ioukos-Sibneft* deviendrait alors le 4^e groupe pétrolier privé mondial. Cette annonce n'aurait peut-être pas autant inquiété le Kremlin si Mikhaïl Khodorkovski n'avait pas laissé entendre qu'il avait des ambitions politiques. Pour les élections législatives qui doivent se dérouler en Russie en décembre 2003, il annonce ouvertement sa décision de financer deux partis réformateurs, *Iabloko* et l'Union des forces de droite, opposés à Vladimir Poutine. Son but est que ces partis remportent au moins 30 % des sièges au Parlement, afin de construire dans le pays une société démocratique fondée sur la participation des citoyens, et de combattre l'autoritarisme du Président qu'il compare à un tsar. Or Poutine souhaite une forte majorité en sa faveur à la *Douma* pour pouvoir appliquer les réformes qu'il projette, accroître sa popularité, et être plus aisément réélu à l'élection présidentielle de mars 2004.

À cette rivalité politique s'ajoute un désaccord économique. Khodorkovski, qui a acquis son immense richesse lors des privatisations, tente d'infléchir la politique économique de la Russie dans le sens de ses intérêts. Il se fait l'avocat d'un partenariat fort entre la Russie et les États-Unis qu'il entend livrer en pétrole. Il souhaite aussi favoriser les investissements étrangers en Russie en obtenant que les étrangers aient les mêmes droits que les Russes dans les secteurs du pétrole et des minéraux. Or, pour Poutine, si *Ioukos* devenait une multinationale, une partie des ressources pétrolières de la Russie échapperait au contrôle du pouvoir.

Au Kremlin, deux clans entourent le président Poutine : celui des hommes d'affaires introduits par Boris Eltsine, dont la présence favorise les investissements étrangers en Russie, et celui des services de sécurité qui voient d'un mauvais œil la mainmise des « oligarques » sur les ressources naturelles du pays et sont hostiles à leur intervention dans la politique. De son côté, le président Poutine avait lui-même précisé en arrivant au pouvoir sa décision de ne pas réviser les privatisations tant que les hommes d'affaires ne toucheraient pas à la politique. Or, c'est précisément ce qui se produit avec l'affaire *Ioukos*.

En juillet 2003, la Justice intervient, inculquant de « vol par escroquerie à grande échelle » un collaborateur de *Ioukos* et menant des enquêtes sur d'autres dirigeants. Khodorkovski lui-même est convoqué par le parquet général et ce fait est considéré comme un rappel à l'ordre, invitant chacun à rester à sa place dans la période électorale qui s'ouvre. Par les médias qui ont désormais perdu leur indépendance, le Kremlin fait passer le message selon lequel chacun peut prospérer et être actif à condition de ne pas agir à l'encontre des intérêts du pouvoir. La campagne contre *Ioukos* est aussi interprétée comme une offensive des services de sécurité pour reprendre le contrôle des ressources du pays.

Le président Poutine, qui était jusque là resté silencieux, finit par se prononcer pour une lutte globale contre les « crimes économiques », mais en restant dans le cadre de la loi, afin de ne pas donner une mauvaise image du pays qui porterait préjudice à l'économie russe en faisant fuir les capitaux. Il s'agit aussi de rassurer les libéraux. En prenant cette décision, il se sait appuyé par l'opinion publique qui a une opinion défavorable des « oligarques », enrichis par les privatisations à bas prix au temps de Boris Eltsine et qui sont ainsi accusés d'avoir « pillé la Russie ». Une minorité estime même que les privatisations doivent être revues pour « défendre la patrie » et

pour empêcher que les « oligarques » investissent le pouvoir politique pour affirmer encore leur puissance économique, comme cela est déjà le cas en Sibérie, où des représentants des grandes entreprises russes contrôlent 6 des 10 districts autonomes de Russie ayant les ressources naturelles les plus importantes et les mieux placées en matière de relations économiques. Ils placent leurs hommes à la tête des mairies, des districts, aux postes de gouverneurs. L'accumulation des richesses par un petit groupe de personnalités est l'un des thèmes de la campagne pour les élections de décembre 2003 à la *Douma* et il pèse lourd dans un pays où 33 millions d'habitants sur 145 millions vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

À six semaines des élections, Mikhaïl Khodorkovski est arrêté à bord de son avion par des hommes armés des services secrets (FSB) et inculpé de « *vol par escroquerie à grande échelle, évasion fiscale, faux répétés en écriture* ». Cette arrestation est perçue par la presse russe comme le signe de l'influence croissante au Kremlin du clan des anciens du K.G.B. qui supplante peu à peu celui des libéraux. Le parquet de Moscou décide de saisir 42 % des actions de *Ioukos*. Le Premier ministre Mikhaïl Kassianov désavoue cette nouvelle forme de pression qui risque d'effrayer les investisseurs et, de fait, les cours de la Bourse connaissent une forte chute à Moscou. Les hommes d'affaires russes, malgré les assurances fournies par le Président Poutine de ne pas réviser les privatisations, retirent leurs capitaux de Russie pour les investir à l'étranger à cause de l'incertitude qui pèse désormais sur le droit de propriété en Russie, car en procédant comme il l'a fait dans l'affaire *Ioukos*, le pouvoir a montré que n'importe quel entrepreneur peut se retrouver emprisonné et ses biens saisis.

L'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski a aussi des retombées politiques. Elle entraîne en signe de protestation, la démission du chef de l'administration présidentielle Alexandre Volochine, ce qui marque la relève de la « famille eltsinienne », car il était le symbole de la fidélité promise par Vladimir Poutine au cercle rapproché de son prédécesseur. Et cette relève s'opère au profit des hommes de confiance de Poutine, Volochine étant remplacé par Dmitri Medvedev, juriste pétersbourgeois, ami du président, lié aux services secrets et siégeant au conseil de direction du géant Gazprom qui détient le monopole russe du gaz.

La politique de reprise en main de la Russie par Vladimir Poutine passe aussi par l'accentuation de la guerre en Tchétchénie qui avait favorisé son accession au pouvoir.

● **L'aggravation de la guerre de Tchétchénie et l'essor du terrorisme**

L'impasse que constitue l'interminable conflit de Tchétchénie pousse les deux camps à recourir à la violence terroriste pour frapper l'adversaire à défaut de pouvoir le vaincre militairement.

Des militaires russes, considérant que tout Tchétchène est un traître en puissance se livrent contre eux à de multiples exactions : rafles, pillages, enlèvements, demandes de rançons, tortures, assassinats. Après le 11 septembre 2001, le Président Poutine souhaitant assimiler le conflit tchétchène à la croisade américaine contre le terrorisme, accuse les combattants tchétchènes d'être en relation avec les terroristes fondamentalistes et leur demande de déposer les armes. L'Occident garde le silence devant ces déclarations.

Les Tchétchènes, terrorisés, n'ont d'autre ressource que de se réfugier dans l'Ingouchie voisine. Mais, à la fin de l'année 2001, le président Ingouche qui condamnait la guerre en Tchétchénie est contraint à la démission par le Kremlin et son successeur est décidé à appuyer la politique russe. Ce qui n'empêche pas les Tchétchènes de continuer à fuir en masse vers l'Ingouchie. À partir de 2002, la situation s'aggrave encore du fait de l'accentuation de la répression russe en Tchétchénie, mais aussi de la multiplication des attentats contre les Russes.

Des avions russes sont abattus par des missiles anti-aériens tirés du sol par les combattants tchétchènes ; des attentats-suicides contre les troupes ou les installations russes sont perpétrés non seulement par des hommes, mais aussi par des femmes. Les actes de terrorisme qui s'exerçaient en Tchétchénie s'étendent maintenant aux régions voisines, voire au cœur même de Moscou.

Ainsi, le 23 octobre 2002, un commando tchétchène composé d'une cinquantaine d'hommes et de femmes retient plus de 700 personnes en otage dans un théâtre de Moscou. Après trois jours d'attente, les forces spéciales russes prennent le contrôle du théâtre et, pour neutraliser les terroristes, diffusent un gaz destiné à les endormir, qui provoquera la mort des terroristes et de 115 otages. Le Président Poutine qui a refusé toute concession aux terroristes est approuvé par le peuple russe.

Le parti de la guerre l'a emporté sur ceux qui souhaitaient une amorce de négociations. Le Kremlin est maintenant décidé à supprimer la constitution tchétchène indépendantiste de 1992 et à rétablir ainsi l'intégralité territoriale de la Russie. Cette décision

implique d'organiser un référendum en Tchétchénie, précédé d'un recensement. La difficulté réside dans le fait que le référendum doit donner l'impression d'une réelle « normalisation », ce qui implique une importante participation. Aussi différents moyens sont-ils utilisés pour contraindre les Tchétchènes réfugiés en Ingouchie à rentrer chez eux, comme par exemple la menace de la suppression des aides dont ils bénéficiaient pour leur loyer, leur nourriture. Dans ce climat de terreur, les Tchétchènes acceptent de voter au référendum du 23 mars 2003 qui supprime l'indépendance de la Tchétchénie.

La violence n'en continue pas moins. Élu président de la Tchétchénie, le candidat soutenu par Poutine, Ahmed Kadirov (nommé dès juin 2000 à la tête de l'administration pro-russe) meurt, quelques mois plus tard, victime d'un attentat à Grozny. Son successeur, Alov Alkhanov, lui aussi soutenu par Poutine est aussitôt menacé de mort parce qu'il était auparavant ministre de l'Intérieur et qu'il avait fermé les yeux sur les disparitions et les massacres de Tchétchènes. Ainsi, non seulement la normalisation annoncée par Vladimir Poutine est mise en échec, mais le conflit entraîne dans la violence les républiques caucasiennes voisines.

En effet, à partir de l'automne 2003, les forces russes et surtout le FSB étendent à l'Ingouchie leurs opérations contre les Tchétchènes et les Ingouches, suspectés de les aider ou d'appartenir à des communautés adeptes d'un Islam radical. Le 1^{er} septembre 2004, en Ossétie du Nord, à Beslan, lieu situé à quelques kilomètres de l'Ingouchie, des terroristes tchétchènes, ingouches, ossètes, bardés d'explosifs, prennent 1 300 personnes en otage dans une école. Ils demandent la libération de certains de leurs emprisonnés en Ingouchie et le retrait des forces russes de Tchétchénie. Une explosion à l'intérieur de l'école, suivie de bruits de tirs, déclenche l'assaut des forces russes. Le bilan du drame est de plusieurs centaines de morts et de blessés, parmi lesquels de très nombreux enfants.

Enfin, le 8 mars 2005, Aslan Maskhadov, président élu de la Tchétchénie indépendante et qui avait cherché à rétablir la paix par la négociation, est tué lors d'une « opération spéciale » russe.

Mais en Tchétchénie, la guerre se poursuit comme se poursuivent les disparitions de civils. La fermeté dont fait preuve Vladimir Poutine, qui s'oppose à toute négociation avec les rebelles tchétchènes, est portée à son crédit par l'opinion et lui vaut des succès électoraux.

● La victoire du parti du président aux élections législatives du 7 décembre 2003

Pour mettre en place une « verticale du pouvoir », le Président Poutine compte s'appuyer sur la création de partis fédéraux solides, en particulier sur le parti « Russie unie », né au lendemain des élections législatives de 1999 de la fusion de plusieurs partis centristes et qui devient le parti du pouvoir. Parti conservateur social, il compte 400 000 membres, 151 députés, 41 sénateurs et plus de 2000 élus dans les assemblées locales. Cette formation, étroitement liée à l'administration présidentielle, regroupe des représentants des deux clans qui la composent, les « Saint-Pétersbourgeois » constitués par les réseaux de Poutine et les milieux d'affaires liés à la « famille eltsinienne ». Le programme de « Russie unie » est certes patriotique : il rassemble ceux qui, après la chute de l'URSS, regrettent la diminution de l'influence de la Russie dans le monde et aspirent à un redressement national. Mais il comporte aussi des aspects sociaux qui peuvent rallier une fraction de l'électorat communiste, tout en prônant des principes économiques libéraux et le développement des petites et moyennes entreprises, de nature à satisfaire les membres des petits partis de droite non opposés au président.

Le but de Vladimir Poutine est de voir le parti qui le soutient obtenir une majorité solide à la *Douma* et, si possible une majorité constitutionnelle des 2/3 des sièges, soit 301 élus, majorité qui lui permettrait, le cas échéant, de modifier la Constitution. Ce qui implique un recul du parti communiste qui, en 1999, avait devancé d'un point l'ancien parti pro-présidentiel « Unité ». Des campagnes destinées à discréditer les partis d'opposition sont lancées, contre le parti communiste qui a reçu des fonds de l'oligarque Boris Berezovski et contre les formations rivales de « Russie unie », Iabloko et l'Union des forces de droite, financées par Mikhaïl Khodorkovski. Par contre, le parti « Russie unie » bénéficie amplement des « ressources administratives », c'est-à-dire des moyens de l'État mis en œuvre durant la campagne et les chaînes publiques de télévision le favorisent largement. Les commissions électorales, aux mains de bureaucrates fidèles au pouvoir, ont permis d'écarter les candidats « indésirables ». La politique de fermeté envers *Ioukos*, la lutte contre les oligarques ont été populaires, si bien qu'à la veille des élections 30 % des électeurs communistes disent soutenir le président.

Dans ces conditions, le 7 décembre 2003, Poutine l'emporte largement. Plus du tiers des électeurs ont voté pour « Russie unie »

qui, arrivée en tête, peut désigner 450 députés auxquels s'ajoutent 120 députés de la majorité présidentielle élus par les circonscriptions : le parti du président dispose de la majorité absolue. Les grands perdants sont le parti communiste qui voit disparaître près de la moitié de ses suffrages, tombant de 24 % des voix en 1999 à 12,7 %, et les partis réformateurs libéraux, Iabloko (le seul à s'être opposé à la guerre de Tchétchénie) et l'Union des forces de droite qui, n'ayant pas franchi la barre des 5 %, disparaissent de la *Douma*. Par contre l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski double presque son score de 1999 et arrive en troisième position, peu derrière les communistes. Le nationalisme russe a donc été un élément important du scrutin de 2003.

Le second mandat de Vladimir Poutine et le renforcement du pouvoir présidentiel

● L'élection présidentielle de 2004

La prochaine étape électorale dans l'affirmation du pouvoir de Vladimir Poutine doit avoir lieu trois mois plus tard, en mars 2004. Le succès du parti du président aux législatives ne laisse guère de doute sur la réélection de celui-ci, sauf si 50 % des électeurs s'abstenaient, auquel cas Poutine serait contraint d'abandonner le pouvoir, car selon la Constitution, il ne pourrait participer à un nouveau scrutin. Les partis exclus de la *Douma* ayant menacé de boycotter l'élection présidentielle, le Président Poutine va s'efforcer, durant ces trois mois, d'animer la campagne électorale afin qu'elle occupe une place de premier plan dans la vie politique, en même temps que les changements qu'il opère au sein du gouvernement à la veille des élections indiquent dans quel sens il entend orienter son second mandat.

Pour rendre sa future victoire plus crédible, la première démarche utile consiste à susciter des candidatures et trois partis acceptent de présenter des personnalités sans réelle envergure. Finalement, ce sont 7 candidats ayant recueilli au moins 2 millions de signatures qui se mettent sur les rangs.

La seconde étape se situe à trois semaines de l'élection. Vladimir Poutine limoge l'ensemble du gouvernement, se débarrassant ainsi d'un personnage qui lui avait été plus ou moins imposé par l'équipe

eltsinienne, le Premier ministre Mikhaïl Kassianov, très proche des oligarques, et qui avait désavoué la politique de pression envers la firme *Ioukos*. Son renvoi en fait le bouc émissaire des déboires de la Russie. Cette éviction illustre surtout le désir de Vladimir Poutine de rompre avec les milieux qui avaient favorisé son ascension politique et sa volonté de promouvoir sa propre équipe. Toutefois, il laisse planer l'incertitude sur le nom du futur Premier ministre, créant ainsi un climat d'attente qui maintient l'attention des Russes sur la vie politique. Ce n'est que cinq jours avant les élections qu'il dévoile l'identité du nouveau chef du gouvernement, Mikhaïl Tradkov, jusqu'alors représentant de la Russie auprès de l'Union européenne. C'est un économiste qui a fait sa carrière au ministère du Commerce et qui, après l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, a été directeur de la police fiscale chargée de lutter contre l'évasion des capitaux.

Par ce choix, Poutine indique aux électeurs quelles seront ses priorités après sa réélection : mener une politique d'expansion économique et lutter contre la corruption. C'est exprimer deux vœux très chers à la population russe qui espère un relèvement de son niveau de vie et une plus grande justice dans la répartition des biens. L'expansion économique de la Russie ne peut que satisfaire les libéraux et la lutte contre la corruption convient aux corps d'inspecteurs fédéraux, partisans d'une restauration de l'autorité de l'État.

Le nouveau gouvernement témoigne d'un équilibre entre les représentants des ministères de sécurité (Défense, Intérieur, Sécurité, Affaires Étrangères) détenus par les anciens du K.G.B. ou du FSB et les réformateurs qui doivent leur carrière à la protection de Vladimir Poutine. C'est un gouvernement de fidèles, un élément-clé dans la réalisation de la « verticale du pouvoir ».

Le 14 mars 2004, Vladimir Poutine est réélu président de la Russie avec plus de 71 % des voix (il en avait recueilli 53 % en mars 2000).

● **Les retombées de la prise d'otages de Beslan et la mise en place de la « verticale du pouvoir »**

Dix jours après le dénouement tragique de la prise d'otages de Beslan en septembre 2004, le président Poutine annonce son intention, au nom de la lutte antiterroriste, de renforcer encore le pouvoir du Kremlin au détriment des régions. On a vu qu'en 2000, il avait déjà réduit l'influence des barons régionaux en instituant des super-préfets. Ensuite, ils avaient dû renoncer à leur siège au Sénat. Après Beslan, il rend les

gouverneurs des républiques de la Fédération responsables de l'échec de l'endigement du terrorisme. Aussi décide-t-il que, désormais, ils ne seront plus élus au suffrage universel, mais par les Parlements régionaux sur candidatures proposées par le chef de l'État. Autrement dit, c'est le Kremlin qui va désigner les gouverneurs. Les citoyens ont perdu le droit de les choisir. C'est un recul de la démocratie par rapport à la *Perestroïka* de Gorbatchev et ces réformes successives concernant les régions et renforçant radicalement le pouvoir du Kremlin sont également un coup porté au fédéralisme.

Un autre changement radical concerne le mode d'élection à la *Douma* dont les représentants seront désormais tous élus au scrutin proportionnel et non plus seulement la moitié comme c'était le cas jusqu' alors. La réforme a pour but déclaré de privilégier les grands partis d'envergure nationale au détriment de candidats indépendants non affiliés à une formation politique. L'opposition juge que ces mesures portent un coup au pluralisme en Russie et dénonce une évolution antidémocratique. À l'étranger, l'analyse de la « verticale du pouvoir » est la même et le président Bush se dit « inquiet de l'évolution antidémocratique du pouvoir en Russie ».

Après cette reprise en main de l'État qui n'est pas pour déplaire à la majorité de l'opinion publique russe, le président qui a promis, lors de son investiture, de mener une expansion économique pour enrichir la Russie et redresser le niveau de vie de la population se doit maintenant de la réaliser. Son Premier ministre possède pour cela les compétences nécessaires, et ses fonctions dans la police fiscale le désignent tout particulièrement pour essayer de freiner le plus possible la fuite des capitaux indispensables au développement de l'économie russe. L'avenir dira si la confiance des hommes d'affaires dans les promesses de Poutine de ne pas remettre en cause les privatisations va se rétablir suffisamment après l'affaire *Ioukos* pour parvenir à ce résultat. En effet, l'État russe, après avoir gelé une partie du capital de la société, laisse percer son ambition de doter la Russie d'une compagnie pétrolière géante au sein de laquelle l'État aurait une position dominante. C'est pour réaliser cet objectif qu'il a pris le contrôle de *Ioukos* à travers une société-écran.

De fait, le Président Poutine compte essentiellement sur les ressources énergétiques pour que la Russie devienne l'un des pays les plus grands et les plus influents dans le monde. mais il apparaît nettement que l'essor économique doit en premier lieu permettre d'améliorer les conditions de vie de la population du pays où 35 % des habitants sont plongés dans la misère, où un million d'enfants

sont sans domicile fixe. Le taux de mortalité s'est élevé, l'espérance de vie a diminué et il en est de même du chiffre de la population.

De surcroît, l'État russe a bien d'autres problèmes à gérer qui sont nés de la désagrégation de l'empire soviétique. Il lui faut maintenir des relations diplomatiques et économiques avec les pays voisins (« l'étranger proche ») membres de la C.E.I. et ces rapports sont souvent difficiles. Si certains États comme la Biélorussie se montrent amicaux, d'autres sont maintenant membres de l'Union européenne comme les États baltes, aspirent à y entrer comme l'Ukraine ou s'en montrent proches comme la Moldavie. D'autres ont élu un Président ou une majorité hostiles à la Russie, comme la Géorgie ou le Kirghizstan. À l'intérieur même de la Fédération russe, en Tchétchénie réintégrée dans la Russie, les rebelles poursuivent la guerre et le terrorisme continue à sévir. La guerre engagée par la Russie en Tchétchénie a favorisé une dérive autoritaire du pouvoir, la suppression quasi-complète de la liberté de la presse et stimulé le nationalisme russe. Et, selon ses déclarations, le Président Poutine est décidé à poursuivre les terroristes dans le monde entier.

● **Un pouvoir politique autoritaire appuyé sur la maîtrise des ressources énergétiques**

L'ambition avouée de Vladimir Poutine est de voir la Russie redevenir l'un des pays les plus puissants et les plus influents du monde. Pour atteindre ce but, la première étape consiste à récupérer le contrôle des richesses du pays, privatisées durant les années 1990. L'Affaire *Ioukos* a montré que, pour parvenir à ce résultat, Poutine compte essentiellement sur le secteur le plus rentable de l'économie russe, celui de l'énergie et il dévoile progressivement ses projets en poursuivant l'élaboration de cette politique par de nouvelles avancées. La compagnie *Sibneft*, cinquième producteur russe de pétrole, qui avait projeté de fusionner avec *Ioukos* pour fonder le premier groupe pétrolier russe, est cédée par son propriétaire, Roman Abramovitch au groupe gazier russe *Gazprom* qui l'achète pour le compte du Kremlin. Ce groupe, premier exportateur mondial de gaz, qui possède également l'exclusivité des exportations par gazoducs, est dirigé par Dmitri Medvedev, fidèle de Poutine, placé par lui à la tête du conseil d'administration de *Gazprom* depuis 2000, en même temps qu'il se trouve au Kremlin à la tête de l'administration présidentielle. En octobre 2005, il est promu au rang de vice-Premier ministre, position stratégique au carrefour du pouvoir politique et économique.

L'État ayant acquis une position dominante dans le domaine de l'énergie avec l'aide de *Gazprom* désire l'assurer aussi sur d'autres secteurs de l'économie jugés stratégiques comme la sidérurgie, la métallurgie etc., soit au total sur 39 activités considérées comme telles et pour lesquelles les acquisitions par des compagnies étrangères seraient désormais soumises à autorisation. Depuis l'affaire *Ioukos*, la mainmise de l'État sur l'économie n'a pas cessé de s'appesantir.

Elle s'accompagne d'une forte intervention de *Gazprom* dans les médias. Le groupe contrôle la chaîne de télévision NTV, le quotidien *Les Izvestias* et la radio « Écho de Moscou ». Les directeurs de journaux se plaignent du recul de la liberté de la presse et toute contestation du régime devient dangereuse pour ses auteurs. La dérive autoritaire du pouvoir se manifeste aussi envers les O.N.G. qui travaillent en Russie. En décembre 2005, la *Douma* adopte une loi qui contrôle leur action, c'est-à-dire leur ôte en fait la liberté d'expression, puisque toute association qui s'aviserait de critiquer le pouvoir est menacée de fermeture. Le Président Poutine justifie son adoption par la nécessité de prémunir le système politique de toute ingérence extérieure et de protéger la société et les citoyens de la propagande des idéologies terroristes. En fait, le Kremlin redoute que la Russie soit le théâtre d'une révolution démocratique comme cela s'est produit en Géorgie et en Ukraine. Pour l'éviter, il entreprend de se rallier la jeunesse russe et soutient financièrement la création d'un mouvement patriotique ouvert aux jeunes de 17 à 23 ans, le mouvement Nachi (« les nôtres ») dont le discours est clairement nationaliste. Ce dernier se mobilise pour consolider le pouvoir en place et manifester en sa faveur quand il est contesté, par exemple à la veille des élections. Cette organisation groupe 100 000 adhérents. Mais il existe aussi d'autres organisations de jeunesse poutiniennes dont les adhérents se font les auxiliaires de la police pour débusquer les immigrants illégaux ou les opposants au régime. Devant cette dérive autoritaire du pouvoir, Andreï Illarionov, conseiller économique de Vladimir Poutine, considérant que le pays a cessé d'être politiquement libre, démissionne de son poste. Il désapprouve aussi les interventions de l'État dans le secteur énergétique, la confiscation du groupe pétrolier *Ioukos* et le fait que Khodorkovski ait été envoyé dans un camp de travail purger une peine de huit ans de prison. Enfin, il n'approuve pas non plus les tentatives d'utiliser le pétrole et le gaz comme une arme au niveau international.

Cette dernière remarque est une allusion à la « guerre du gaz » que l'État russe vient d'engager avec l'Ukraine, mais qui, en fait, dépasse son prétexte, un contentieux sur le prix des produits pétroliers livrés par la Russie à l'État voisin. L'objectif revêt un caractère international, car la Russie veut montrer la force qu'elle possède dans le domaine énergétique du fait qu'elle détient le quart des réserves mondiales de gaz. Elle entend se servir de cette situation à la fois pour être reconnue comme grande puissance et pour amener les États acheteurs de gaz à comprendre qu'il leur faudra accepter ses conditions pour l'obtenir. Le raisonnement est valable par exemple pour l'Union européenne qui importe déjà une part notable de ses besoins en gaz russe. D'autres raisons d'ordre international interviennent également pour expliquer le contentieux sur les ventes de gaz entre l'Ukraine et la Russie. D'une part, il s'agit de faire obstacle au rapprochement de l'Ukraine avec l'Occident, ce pays souhaitant adhérer à l'Union européenne et à l'O.T.A.N. ; d'autre part, il est nécessaire à l'État russe qui désire adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.) d'abandonner l'usage des accords de troc qui remontent à l'époque soviétique et qu'elle pratique encore avec les États issus de l'Union soviétique, « l'étranger proche », pour laisser place à l'économie de marché, condition indispensable pour intégrer l'O.M.C. *Gazprom*, considéré comme le bras armé de Vladimir Poutine, décide donc de vendre désormais le gaz au prix du marché européen, ce qui représente un triplement des prix pratiqués antérieurement. Dès juin 2005, *Gazprom* a donc prévenu l'Ukraine de son intention de cesser la pratique du troc et de modifier le contrat en conséquence. L'Ukraine ayant refusé, *Gazprom* cesse de lui livrer du gaz, en plein hiver, le 1^{er} janvier 2006. La crise dure quelques jours, jusqu'à ce que *Gazprom* obtienne de l'Ukraine qu'elle accepte le nouveau contrat. Mais l'Europe qui a constaté la diminution de ses livraisons de gaz durant la crise prend conscience de sa dépendance envers le gaz russe et la sécurité de ses approvisionnements énergétiques devient pour elle une priorité.

C'est précisément cette garantie qu'entend donner Vladimir Poutine au prochain sommet du G8 qui doit se réunir à Saint-Pétersbourg, la Russie devant présider cette organisation des grandes puissances économiques du monde pour l'année 2006. Ce sommet est en soi un témoignage éclatant du retour de la Russie sur la scène internationale. Un mois avant le sommet, Dmitri Medvedev, président du conseil d'administration de *Gazprom* et vice-Premier ministre, exprime sa satisfaction devant le fait que « *le gaz est un pouvoir, c'est l'honneur russe retrouvé. Il y a six ans nous n'avions aucun*

pouvoir ; on l'a. Gazprom est l'instrument de la puissance russe ». Au sommet du G8, Vladimir Poutine pose d'ailleurs ses conditions. S'il est prêt à garantir la sécurité des approvisionnements en gaz de l'Europe, il exige en retour la sécurité de la demande, c'est-à-dire la garantie des achats européens. Au demeurant, *Gazprom* entend devenir une compagnie énergétique universelle avec de nombreux partenariats partout dans le monde. C'est ainsi qu'en août 2006, pour renforcer sa domination sur l'Europe et imposer ses prix, il s'allie à l'Algérie, membre de l'O.P.E.P. et également fournisseur en gaz de l'Europe. Comme l'Ukraine l'avait été, la Géorgie est à son tour menacée de voir ses livraisons de gaz interrompues si elle n'accepte pas un nouveau contrat qui aboutit au doublement du prix, car aucune ex-république soviétique ne doit bénéficier de tarifs préférentiels.

Toutefois, cette politique, autoritaire à l'intérieur, visant à retrouver la puissance russe sur le plan international, se heurte à une difficulté, celle des problèmes de la société russe.

● **La société russe est en pleine mutation**

Dans son discours annuel à la nation prononcé en mars 2006, Vladimir Poutine appelle à la construction d'une Russie forte, grâce aux investissements dans son énorme potentiel et au développement d'industries nouvelles, mais il consacre près d'un tiers de son discours au problème qu'il estime le plus grave, celui du déclin démographique qu'il a déjà dénoncé depuis 2001 comme une menace pour la survie de la nation. La Russie, qui est le plus vaste État du monde, est moins peuplée que la France et l'Allemagne réunies et elle perd 700 000 habitants par an. Des régions entières, principalement dans le Nord, la Sibérie et l'Extrême-Orient se vident de leurs habitants.

À l'échelle nationale, l'évolution démographique s'explique par une surmortalité masculine qui fait que l'espérance de vie d'un homme est de 59 ans (le plus bas niveau de tous les pays industrialisés) et celui d'une femme de 73 ans. L'alcoolisme serait en grande partie responsable de ce fléau en provoquant des morts accidentelles, des suicides et des homicides. Toutefois, un autre élément d'explication est avancé, celui de la carence du système de soins.

L'autre cause du déclin démographique déplorée par Poutine réside dans la diminution importante de la natalité qui ne permet pas le renouvellement des générations et qui s'explique en Russie par un changement des modes de vie (mariages plus tardifs, divorces plus nombreux...).

Le Président Poutine, désireux de restaurer la puissance de la Russie sur la scène internationale, considère ce déclin démographique comme un facteur handicapant contre lequel il entend réagir. Aussi entreprend-il de mettre en œuvre une politique nataliste avec des incitations financières importantes à la naissance du deuxième enfant et en tentant d'encourager les femmes à rester au foyer, mais ces mesures natalistes n'ont pas réussi à redresser la situation.

Pour Vladimir Poutine, la gravité du problème démographique tient au fait que non seulement il ne permet pas aux Russes de maîtriser l'immense espace territorial dont ils disposent, mais qu'il fait naître chez eux un sentiment de crainte envers les pays voisins, en particulier les pays musulmans à forte natalité. Cette crainte alimente le nationalisme russe qui, exacerbé par certains politiciens, se mue en xénophobie. De ce fait, l'immigration légale qui pourrait en partie compenser le déficit de population lié à la crise démographique, demeure trop faible pour y parvenir. Quant à l'immigration illégale saisonnière en provenance du Caucase ou de l'Asie centrale, elle est, elle aussi, très mal acceptée par les Russes.

On assiste en effet en Russie, surtout depuis la deuxième guerre de Tchétchénie, à une montée du racisme qui est attisé par des groupes fascistes de plus en plus puissants dans la capitale, où ils se permettent de défiler et de faire le salut nazi. La xénophobie s'étend à tout le territoire. La violence se répand, provoque des pillages, des incendies et des meurtres de personnes au faciès « non slave », mais elle frappe aussi des journalistes comme Anna Politkovskaïa qui, justement, dénonçait dans ses enquêtes la brutalité qui avait fini par imprégner l'ensemble de la société. Or la plupart des crimes restent impunis.

Le manque de sécurité, l'incertitude de l'avenir, font que la classe moyenne, qui représente 20 % de la population russe, serait, pour une moitié d'entre elle, tentée d'émigrer, même temporairement, pour trouver un système juridique plus juste assurant les droits et les libertés fondamentales. En Russie, elle ne se sent pas protégée, déplore l'anarchie qui règne dans le pays, le manque d'accessibilité des services médicaux, la dégradation de l'environnement et la corruption ambiante qui fait qu'il est de notoriété publique que tout s'achète, y compris les diplômes.

Dans ces conditions, les divers moyens envisagés pour obtenir le renforcement de la population russe apparaissent difficiles à mettre en œuvre, qu'il s'agisse du retour en Russie des 300 000 Russes restés dans le « proche étranger » après la disparition de l'Union

soviétique ou des quotas établis pour les étrangers qui travaillent en Russie, mais qui se heurtent à la xénophobie ambiante. C'est ainsi que tous les étrangers qui travaillaient sur les marchés de Moscou doivent avoir disparu en janvier 2008.

● La préparation de « l'après-Poutine »

Depuis l'été 2005, Vladimir Poutine a fait savoir que, désireux de respecter la constitution, il ne se représenterait pas à l'élection présidentielle prévue en 2008. Les Russes s'interrogent alors sur sa succession. Au Kremlin, la lutte se renforce entre le groupe des oligarques qui, du temps de Eltsine, avaient bénéficié de la privatisation des ressources nationales et qui, depuis, se sont répartis les richesses renationalisées et le groupe des *Siloviki*, anciens dirigeants du K.G.B. à Saint-Pétersbourg qui ont suivi Poutine à Moscou. Ces deux clans règnent sur l'administration présidentielle, le gouvernement, l'état-major, les grands groupes énergétiques, les services secrets et les baronnies régionales, mais il n'existe aucun consensus entre eux. Et c'est le Président Poutine qui constitue le point d'équilibre entre les groupes rivaux. Il est l'unique source de pouvoir parce qu'il est reconnu par tous comme le seul arbitre des conflits d'intérêt qui les opposent. Aussi la question qui se pose est celle de savoir qui sera l'arbitre après son départ de la présidence. Toutefois, tout en confirmant sa décision de retrait de la présidence, Vladimir Poutine a fait connaître qu'il entendait conserver un titre et une fonction et sa forte popularité dans l'opinion peut en effet le lui permettre.

Les élections à la *Douma*, prévues en décembre 2007 vont permettre de lever un coin du voile. En vue de ce scrutin, une nouvelle loi électorale a été adoptée en 2005, stipulant que, pour pouvoir se présenter aux élections, un parti doit avoir des représentations enregistrées dans 45 des 89 régions de Russie, condition malaisée à remplir pour les partis d'opposition soumis aux tracasseries du pouvoir, alors que le parti « Russie unie » qui soutient l'action du président dispose évidemment de son appui. De surcroît, si le scrutin est proportionnel, le seuil minimal de 7 % des suffrages sur le plan national imposé pour avoir des élus, constitue un obstacle quasi-infranchissable pour la plupart des forces d'opposition.

En cette période pré-électorale, les divers mouvements de « jeunesse patriotiques » s'activent pour soutenir la politique officielle et pour faire la propagande du parti du pouvoir, « Russie unie ». Pour eux, l'ennemi public est l'ancien champion du monde d'échecs

Garry Kasparov qui est à la tête de la formation d'opposition démocrate à Vladimir Poutine, « L'autre Russie ». Kasparov et son parti dénoncent la dérive autoritaire du système Poutine et organisent des marches de protestation, violemment réprimées par la police. Pour discréditer l'opposition, les autorités l'accusent d'être financée par l'étranger, spécifiquement les États-Unis et les Occidentaux, soupçonnés de vouloir piller les richesses de la Russie.

Aussi l'année 2007 est-elle le théâtre d'une intense agitation pré-électorale. En mars, l'opposition russe organise à Saint-Pétersbourg, la ville natale de Poutine, une « marche du désaccord » qui réunit 5 000 manifestants, malgré les efforts des autorités municipales pour décourager la population en l'avertissant que les forces de l'ordre se montreront sans pitié et procéderont à des arrestations de militants, ce qui se produit effectivement. Trois jours plus tard, la *Douma* adopte un amendement qui prévoit douze années de prison pour les « extrémistes », c'est-à-dire les opposants au président Poutine, tels Garry Kasparov ou l'ancien Premier ministre Mikhaïl Kassianov, que la presse officielle présente comme des suppôts de l'Occident. Quant aux militants de « L'Autre Russie », ils sont qualifiés de hooligans et soumis à une rigoureuse surveillance. Les médias sont de plus en plus étroitement contrôlés et les journalistes tenus de consulter pour leurs articles politiques les membres de « Russie unie ». En dépit de ces intimidations, Garry Kasparov organise inlassablement pendant plusieurs mois des « marches du désaccord » pour dénoncer l'absence de démocratie en Russie et la corruption du régime, accusant les hommes au pouvoir d'être trop occupés à se partager les richesses du pays pour se soucier d'en créer de nouvelles.

En septembre 2007, Vladimir Poutine décide de changer de Premier ministre et nomme à ce poste Victor Zulkov qui, au sein du ministère des Finances, était notamment chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent. Connaissant tout des affaires financières de la Russie, il constitue un précieux auxiliaire du Président à l'approche des législatives. À peine désigné, le Premier ministre place le thème populaire de la lutte contre la corruption au centre des priorités de son gouvernement. Ce thème est en effet cité par 43 % des personnes interrogées par le Centre d'études de l'opinion publique comme le frein essentiel au développement économique du pays. Son revenu annuel global serait équivalent au budget de l'État. La lutte contre la corruption a en fait commencé depuis 2006, mais, à l'approche des élections, elle s'est intensifiée et a visé particulièrement les maires des grandes villes ; une douzaine

ont été démis de leurs fonctions et traduits en justice. La plupart d'entre eux, élus et non nommés par le pouvoir, bénéficiaient d'une légitimité et d'une indépendance qui les avaient conduits à s'opposer aux gouverneurs mis en place par le Kremlin ou au parti « Russie unie ». Or, comme les trois quarts de la population vivent dans les villes où se sont concentrées les ressources financières, ce sont les maires qui contrôlent une importante partie des revenus de la région et non les gouverneurs nommés par le Kremlin. Les accuser de corruption, c'est ainsi à la fois aller dans le sens de l'opinion publique et discréditer des élus, dans l'espoir que l'opinion accepte qu'ils soient désormais désignés par le pouvoir et non plus par le suffrage de leurs concitoyens. La lutte contre la corruption, considérée comme prioritaire par le Premier ministre présente donc plusieurs aspects. Il s'agit d'une part de discréditer le vote, expression des libertés démocratiques, mais il s'agit aussi de plaire à l'opinion publique dans le but de permettre au parti « Russie unie » de remporter une victoire éclatante.

Or, début octobre, la stratégie de Poutine se précise. Il fait connaître que, pour assurer le succès de « Russie unie », il conduira lui-même la liste de ce parti (dont il n'est pas membre) aux élections législatives, transformant ainsi la victoire attendue de cette formation en un plébiscite triomphal sur sa personne. En même temps, il annonce au congrès de « Russie unie » qu'il envisage comme une hypothèse tout à fait réaliste la perspective de devenir Premier ministre à la fin de son mandat présidentiel. Sa popularité dans le pays est alors considérable, évaluée à 80 % de la population. Il est l'homme qui rassure par son esprit de décision, qui a mis fin au désordre de la période eltsinienne, a commencé la restauration économique, a reconstruit l'État et réinstallé la Russie au sein des grandes puissances, celui qui envisage de rendre à la Russie une influence dominante sur « l'étranger proche », affirmant qu'à ses yeux la disparition de l'Union soviétique a été la plus grande catastrophe du xx^e siècle. Mais, pour ses opposants (qui sont très minoritaires), il a procédé à une dérive autoritaire du pouvoir, supprimé les libertés, méprisé les droits de l'Homme, mettant ainsi fin au processus de démocratisation entamé sous Mikhaïl Gorbatchev en 1988-1989.

Le 2 décembre 2007, c'est bien le plébiscite attendu qui est au rendez-vous. « Russie unie » remporte largement les élections avec 64 % des suffrages, suivie du parti communiste (11,6 %), des nationalistes de Vladimir Jirinovski (8,2 %) et de « Russie juste », parti de gauche proche du Kremlin (7,8 %).

Le 10 décembre, Poutine annonce qu'il a accepté la « suggestion » (formelle) du parti « Russie unie » désignant comme son successeur à la présidence Dmitri Medvedev, suggestion qu'il déclare soutenir totalement. Medvedev, qu'il connaît depuis 17 ans, a été l'avocat de Poutine à Saint-Petersbourg et est alors premier vice-Premier ministre, chargé des grands chantiers nationaux : les transports, l'éducation, la santé, le logement et l'agriculture. C'est un juriste qui n'a derrière lui aucun groupe de soutien, n'a pas été membre des services secrets et n'appartient pas au groupe des Siloviki, issu du K.G.B. ou du FSB, pas plus qu'à celui des oligarques de la « famille Eltsine ». Mais il bénéficie de l'appui de Vladimir Poutine qui est sûr de sa fidélité et lui a, pour cette raison, confié *Gazprom*, le géant russe de la production gazière où il s'est avéré être un administrateur efficace. On le compare parfois à un PDG d'entreprise à l'occidentale qui serait le membre le plus libéral de la « corporation Poutine ». Toutefois, il faut noter que ses actes antérieurs ne plaident pas en faveur de cette réputation de libéralisme puisqu'il a contribué à la réduction de la liberté de la presse dans les journaux rachetés par *Gazprom* et participé à la suppression de l'élection directe des gouverneurs de région.

Certains présentent aussi Medvedev comme le parfait subordonné, un fonctionnaire obéissant, destiné à assurer la transition avant un retour de Poutine à la présidence. Il est vrai que, dès le lendemain de sa désignation par celui-ci comme le candidat de « Russie unie » à la présidence, il demande à Vladimir Poutine d'être son futur Premier ministre s'il est élu président. Le parti « Russie unie » approuve à l'unanimité (moins une voix) la candidature de Medvedev, si bien qu'avec ce soutien, son élection apparaît comme quasi-certaine.

La Russie devrait donc, à partir de 2008, être dirigée par la formule inédite d'un tandem à la tête du pouvoir exécutif.

La Russie à l'heure du tandem Medvedev-Poutine (2008-...)

● Apparence et réalité du pouvoir dualiste

Comme prévu, Dmitri Medvedev est élu en mars 2008 président de la Fédération de Russie au suffrage universel avec 70 % des voix, devançant le communiste Ziouganov (17,8 %), le nationaliste Jirinovski (9,4 %) et le démocrate Andrei Bogdanov (1,3 %).

Mais la véritable question qui se pose est de savoir qui exercera véritablement le pouvoir à partir de mai 2008, date de l'entrée en fonction du président élu. Or, d'emblée, le sujet paraît diviser les deux têtes de l'exécutif puisque, pour Medvedev, l'État ne peut fonctionner qu'avec un système présidentiel alors que, quelques jours auparavant, dans sa conférence de presse annuelle, Vladimir Poutine a affirmé que le pouvoir excécutif suprême en Russie c'est le gouvernement et son chef, le Premier ministre. Il ne semble donc pas que Poutine ait l'intention de laisser Medvedev gérer seul au Kremlin les affaires de la Russie et ses derniers actes présidentiels en administrent la preuve.

En effet, avant même son départ de la présidence, il consolide son pouvoir en se faisant élire le 15 avril, à main levée et à l'unanimité des délégués, à la tête du parti « Russie unie ». En prenant pour quatre ans la direction d'une formation qui possède la majorité constitutionnelle à la *Douma*, il confirme qu'il reste au pouvoir, même s'il quitte le Kremlin. Cette fonction lui assure de conserver la haute main sur le gouvernement comme Premier ministre, sur le parlement comme chef du parti majoritaire et aussi sur les régions car les représentants du Président dans les régions et les gouverneurs seront subordonnés au chef du gouvernement. Promus au rang de ministres, leur travail sera évalué par le gouvernement et leur maintien en fonctions dépendra du bon vouloir du Premier ministre. Dans cette perspective, on peut considérer que Vladimir Poutine va rester au pouvoir et ne laisser à Dmitri Medvedev que le soin d'appliquer la politique qu'il aura décidée. En présentant son successeur comme placé là pour appliquer sa stratégie, il anéantit la toute-puissance de la fonction présidentielle, alors qu'il avait mis huit ans pour centraliser tout le pouvoir au Kremlin ! Au moment où, en mai 2008, le président Medvedev prend ses fonctions au Kremlin, Vladimir Poutine se comporte comme si rien n'était changé, montrant ainsi qu'il entend bien continuer à diriger le pays. D'ailleurs peu de Russes pensent que le président détient réellement le pouvoir.

Aux yeux des démocrates, le régime n'est qu'une imitation formelle de la démocratie. Ce n'est qu'une façade comme les villages de carton-pâte que le général Potemkine avait fait construire sur le trajet de l'impératrice Catherine II. Derrière, il n'y a que le vide, car ni les élections, ni la presse, ni la télévision ne sont libres. Invité au Parlement européen de Strasbourg en mai 2007, Garry Kasparov a exhorté l'Union européenne à ne plus accrédi-ter l'idée que la Russie est une démocratie. Son mouvement, « L'Autre Russie » qui voulait limiter les pouvoirs présidentiels et donner au Parlement le droit de

nommer le gouvernement n'a qu'une audience très limitée dans la société russe, du fait, affirme-t-il, qu'il n'a pas la possibilité d'exposer ses idées à la télévision.

Mikhaïl Gorbatchev, à qui on demandait en mai 2008 de donner son point de vue sur l'action de Vladimir Poutine au pouvoir estime que son premier mandat a été meilleur que le second. Il met en relief le fait qu'il a sauvé la Russie du démantèlement, qu'on lui reproche d'avoir rétabli la verticale du pouvoir, mais qu'il a dû agir en fonction de la situation, et qu'il a, au total, obtenu des résultats. Avec le deuxième mandat, il considère que le bilan est plus négatif. Il regrette que, par rapport à la Glasnost, les espaces de liberté se soient rétrécis, que « Russie unie » ne soit pas un parti, mais un regroupement de bureaucrates, que la lutte contre la corruption ait été tout juste ébauchée. Il déplore surtout les violences racistes, problème qui devrait, estime-t-il, préoccuper la classe politique, car le pays ne doit pas permettre aux groupes néo-fascistes de se développer.

En résumé, on peut conclure que Poutine a choisi de reconstruire l'État plus que la démocratie, mais que, dans sa majorité le peuple russe l'a approuvé. Un régime dans lequel le chef du pouvoir exécutif tire ses pouvoirs et sa légitimité de son charisme personnel, de son autorité, de sa mainmise sur l'État peut être qualifié d'autocratique.

● **Espoirs et mécomptes du pouvoir économique**

Vladimir Poutine, désormais Premier ministre et non plus président, considère comme un objectif majeur de contrôler et diriger l'économie russe, visant à faire de celle-ci une des plus grandes économies mondiales, volonté dont témoigne l'adhésion de la Russie à l'O.M.C. et son intégration au G8.

Le problème est que cette économie est largement fondée sur la vente du pétrole et du gaz qui fournissent à l'État russe en 2008 un milliard de dollars par jour (soit 650 millions d'euros), ce qui ne suffit pas à faire de la Russie un pays moderne. Son immense territoire – le plus étendu du monde – est à peu près dépourvu d'autoroutes, les moyens de transport y sont insuffisants, l'équipement industriel et le réseau électrique sont vétustes. Aussi Vladimir Poutine est-il résolu à investir massivement pour mettre fin à cette situation déplorable.

Autre facteur de faiblesse que le gouvernement souhaite éliminer, la Russie, qui profite de l'argent du pétrole pour acheter, ne produit pas ou trop peu. Il est donc nécessaire de diversifier l'économie, et pour y parvenir, attirer des capitaux. Mais les investisseurs privés,

choqués par le sort de Mikhaïl Khodorkovski, toujours prisonnier en Sibérie, hésitent à placer de l'argent dans des projets qui ne rapporteront qu'au bout de dix ans et qui comportent des risques élevés. Seul, ou à peu près, l'État peut donc se lancer dans de grands chantiers pour favoriser le développement de secteurs comme l'aéronautique, le nucléaire, l'armement, les constructions navales, la rénovation de l'habitat ou l'aménagement du site de Sotchi où les Jeux olympiques d'hiver doivent avoir lieu en 2014. Pour réaliser ces projets, Vladimir Poutine décide la création de neuf « corporations », dirigées par des proches, presque tous du clan des Siloviki, et alimentées par le budget de l'État. Ce sont des super-ministères qui renforcent le pouvoir du Premier ministre et qui, du même coup, minimisent l'image publique du président.

Ces projets de développement économique vont toutefois pâtir de la guerre déclenchée en août 2008 entre la Géorgie et la Russie pour la maîtrise de la province géorgienne séparatiste d'Ossétie du Sud que le gouvernement géorgien tente de reconquérir par les armes. Notons que l'intervention de Moscou, dont les troupes stationnées en Ossétie du Sud bombardent le territoire géorgien et y pénètrent, n'a pas été décidée sur décret présidentiel, bien que le président soit le commandant en chef des armées, mais sur décision de Vladimir Poutine qui promet de punir la Géorgie et que les chaînes de télévision montrent en conversation avec les militaires. Ce conflit armé n'est en fait pas dépourvu de causes ni de conséquences économiques, la Géorgie étant une étape importante sur la route des hydrocarbures. En effet l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui est entré en service en 2005 et relie la Caspienne à la Méditerranée à travers la Géorgie, a été construit pour éviter le territoire russe et l'encombrement des détroits turcs. Or Moscou entend reprendre le contrôle des exportations d'hydrocarbures provenant de Russie et des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, et la Géorgie gêne ses projets. Ce n'est pas un hasard si les bombes russes sont tombées à proximité de l'oléoduc. Mais il reste que le conflit armé avec la Géorgie a surtout comporté des conséquences négatives sur la situation économique et financière de la Russie. L'Union européenne a craint de se retrouver dans une situation analogue à celle de la guerre du gaz entre l'Ukraine et la Russie. La guerre a fait fuir les capitaux, la bourse de Moscou a perdu en quelques jours 30 % de sa valeur et le rouble s'est effondré. Les entreprises russes, fortement endettées et contraintes de recourir aux marchés financiers, se sont heurtées à des conditions internationales de crédit difficiles et à des taux élevés.

● La Russie touchée par la crise mondiale

Loin de remonter la pente et de s'affirmer comme une des plus grandes puissances économiques du monde, la Russie de Vladimir Poutine va se trouver atteinte à son tour par la crise financière et économique mondiale qui se diffuse à partir de septembre 2008 et qui va aggraver les multiples dysfonctionnements des structures économiques du pays.

En effet, après dix ans de croissance, le pays entre en récession en 2009. Comme le prix du pétrole perd en huit mois les trois quarts de sa valeur et que les exportations d'hydrocarbures ont chuté, le rouble s'effondre. Les recettes du budget diminuent et tous les secteurs économiques sont touchés. Le fret ferroviaire, par exemple, diminue de 30 % et les investisseurs ont fui depuis l'été 2008. La chute du rouble renchérit le coût des importations et l'inflation fait rage. En février 2009, selon les chiffres officiels, le chômage touche six millions de Russes, le secteur le plus atteint étant celui de la construction. Même le géant de l'économie russe, *Gazprom*, a dû renoncer à son projet de tour géante de 300 mètres de haut à Saint-Pétersbourg. Les dettes entre les firmes, les arriérés de salaires, l'économie de troc font leur réapparition.

Devant la *Douma*, le Premier ministre Vladimir Poutine prédit une année 2009 très difficile et promet d'injecter trois mille milliards de roubles (soit 66 milliards d'euros) dans l'économie, mais les entreprises endettées ne seront plus secourues. Comme la dette des entreprises atteint 440 milliards de dollars, les faillites sont inévitables. Les entreprises en difficulté ne paient plus les salaires de leurs employés. Par exemple, en Oural, l'usine automobile *Ijavto* qui fabriquait des *Lada* arrête ses chaînes de production et ses 500 ouvriers et cadres devront aller chercher du travail ailleurs. Le sort des villes « mono-industrielles », héritage du système soviétique, est particulièrement menacé. Or la Fédération russe en compte 400. 280 de ces villes, dites « progressives », seront aidées par l'État, mais les autres, réputées « régressives », devront improviser ou périr, vidées de leur population. Ces dernières sont le plus fréquemment celles qui sont situées dans des contrées lointaines ou inhospitalières, comme Vorkouta, ville minière de 117 000 habitants, située au milieu de la toundra, près du cercle polaire, qui produisait 22 % du charbon à coke de la Russie. En fait, le gouvernement abandonne à leur sort les villes ou les entreprises fonctionnant avec une technologie obsolète et dans lesquelles aucune modernisation n'a été entreprise.

La vétusté des équipements provoque en effet des catastrophes comme celle qui a frappé en août 2009 en Sibérie une des plus grandes centrales hydro-électrique de la Fédération de Russie, provoquant la mort de 75 employés. Ce gigantesque barrage, symbole du socialisme triomphant, alimentait en électricité les principales usines d'aluminium. Or les turbines de la centrale qui avaient trente ans d'âge n'avaient pas été remplacées, malgré l'usure du métal, constatée par des experts, alors que les membres du Conseil d'administration avaient reçu chacun 7 millions de roubles de bonus ! Il se produit également des accidents à répétition dans les dépôts d'armes et de munitions, provoquant des explosions et des incendies mortels.

Le Président Medvedev est conscient que la Russie qui importe tout, doit se moderniser et innover pour cesser d'être dépendante. En février 2010, il convoque à Tomsk, en Sibérie les dirigeants des quatorze plus grosses entreprises privées du pays et leur annonce que l'État est prêt à financer à hauteur de 50 % des projets de développement. Des secteurs prioritaires ont été sélectionnés, économies d'énergie, espace, médecine et technologie de l'information. Mais il faut trouver le personnel compétent pour réaliser ces projets. Or il vit à l'étranger, car en Russie les diplômés s'achètent, et les faux diplômés ne disposent pas de la compétence nécessaire.

La crise financière et économique mondiale a également de graves incidences sur la société. La baisse des revenus et le chômage alimentent le mécontentement envers le gouvernement. Des milliers de manifestants protestent dans plusieurs villes de Russie à partir de janvier 2009, et le régime qui redoute la contestation sociale durcit la répression. Les autorités locales font appel aux forces de l'ordre pour intimider les protestataires.

Avec la poursuite de la crise économique et le mécontentement grandissant de la population, des divergences publiques paraissent se dessiner entre les deux têtes de l'exécutif, l'entourage de Dmitri Medvedev laissant poindre des critiques contre la gestion de Vladimir Poutine. Alors que ce dernier fait des déclarations optimistes sur la sortie de la crise, des collaborateurs de Medvedev, spécialistes de l'économie, estiment, eux, que la crise va durer trois ans et critiquent le système étatiste de gestion de l'économie, dénonçant à demi-mots le plan anti-crise du Premier ministre. Mais, de son côté, l'économie d'innovation prônée par le Président Medvedev implique la liberté. Or, comme en Russie, celle-ci est considérée comme dangereuse pour le régime, l'initiative est bannie d'emblée. Aussi Medvedev

incrimine-t-il l'habitude d'attendre des instructions de l'État, génératrice de paresse intellectuelle et mentale et provoquant un état de dépendance qui paralyse l'innovation.

Les divergences d'appréciation entre les dirigeants sur les méthodes à employer pour sortir de la dépression économique induisent une crise du modèle politique russe. Celle-ci trouve d'ailleurs ses répercussions dans la manière d'appréhender le problème de la cohésion des républiques constituant la fédération de Russie.

● Crise de la cohésion nationale et terrorisme

La fédération de Russie comprend 23 « sujets » parmi lesquels 21 républiques qui disposent d'une certaine autonomie. Chacune a un président qui est désormais proposé par le Kremlin et approuvé par la *Douma*, une constitution et une assemblée. Huit de ces 21 républiques sont situées dans le Caucase.

Les populations caucasiennes sont une mosaïque de peuples comprenant de nombreuses ethnies d'origines, de religions, de traditions différentes et historiquement rétives à la domination de Moscou. L'effondrement de l'URSS a conduit à d'interminables conflits, d'abord en Tchétchénie et, plus récemment, dans les deux républiques voisines, l'Ingouchie à l'ouest et le Daghestan à l'est.

La situation s'est dégradée, d'abord en Tchétchénie qui a voulu user du droit qu'elle possédait théoriquement de se déclarer indépendante. L'interminable guerre qui a opposé les rebelles indépendantistes de Tchétchénie et le pouvoir fédéral a montré qu'en pratique ce droit n'était pas admis. La haine et la violence se sont amplifiées au cours de ce conflit au point de contaminer les républiques voisines. Les mouvements rebelles y ont pris de l'ampleur et on y assiste désormais à l'engrenage devenu classique d'attentats, d'enlèvements et d'assassinats.

En Ingouchie, par exemple, le nouveau président, homme intègre que le Kremlin avait nommé pour remplacer l'ancien dont le régime était jugé corrompu et violent, a failli perdre la vie en juin 2009 dans un attentat à la voiture piégée. Les victimes de ces violences appartiennent à trois catégories de personnes, en nombre à peu près équivalent, des combattants islamistes, des policiers et des citoyens pacifiques. Les plaintes déposées n'aboutissent pas et les habitants vivent dans la peur. Au conflit qui oppose les forces de l'ordre et la guérilla islamiste s'ajoutent des conflits d'intérêt. Le fait que le président ingouche ait mené des enquêtes sur les malversations financières afin de lutter contre la corruption explique que sa vie ait été

mise en danger. Pendant les deux mois qu'il a passés dans un hôpital de Moscou, la plupart des enquêtes sur la corruption ont d'ailleurs été closes. Non moins dangereuse est la situation des journalistes et des militants des droits de l'Homme qui expriment des critiques à l'encontre du régime.

Cette violence a d'ailleurs tendance à déborder du Caucase vers le cœur même de la Russie, comme le montre l'attentat commis en novembre 2009 contre le train qui relie Moscou à Saint-Pétersbourg dont le bilan est de 26 morts, une centaine de blessés et une vingtaine de personnes disparues. Fin mars 2010, un double attentat a été commis dans le métro de Moscou où deux femmes kamikazes caucasiennes en faisant sauter les explosifs qu'elles transportaient, ont provoqué la mort d'une quarantaine de personnes. L'un de ces attentats a été commis précisément dans la station la plus proche du Kremlin !

C'est là un défi lancé au gouvernement russe, qui montre que la politique répressive menée dans le Caucase à l'initiative de Vladimir Poutine n'a réussi à y ramener ni l'ordre ni la paix. Là encore, Dmitri Medvedev paraît inaugurer une nouvelle ligne en nommant à la tête des républiques caucasiennes des personnalités qui tentent de développer l'économie locale et d'améliorer le sort des populations, sans qu'il soit cependant possible de discerner s'il s'agit de remplacer ou de compléter la politique répressive, ni si cette nouvelle approche donnera des résultats plus satisfaisants.

La V^e République à l'heure du quinquennat (depuis 2002)

L'institution du quinquennat à partir des élections de 2002 modifie considérablement le sens des institutions de la V^e République en faisant du chef de l'État le dirigeant direct de la majorité élue sur son nom. De 2002 à 2007, Jacques Chirac en fait le premier l'expérience en tentant, sans grand succès, de procéder à des réformes que s'efforcent de mettre en œuvre ses premiers ministres successifs. En réalité, les profondes mutations subies par les structures de la vie politique française, transforment profondément les conditions et les pratiques de l'exercice du pouvoir. Avec l'élection en 2007 de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, toutes les virtualités impliquées par le quinquennat vont se trouver mises en œuvre. Le chef de l'État prend la responsabilité directe de toutes les décisions politiques, impose une cascade de réformes dans tous les domaines, mais doit subir en retour une profonde impopularité, accrue par les difficultés que connaît le pays en raison de la crise économique née à l'automne 2008.

Le second mandat de Jacques Chirac (2002-2007)

● L'institution du quinquennat et les élections de 2002

Au cours de l'année 2001, les perspectives électorales de 2002 et la rivalité entre le chef de l'État qui entend se représenter et son Premier ministre dont la candidature ne fait aucun doute mettent fin à la période apaisée de cohabitation qui prévalait depuis 1997. Dans son entretien radiotélévisé du 14 juillet 2001, Jacques Chirac ouvre les hostilités en contestant point par point le bilan de son Premier ministre, accusant en particulier la majorité sortante d'un laxisme qui rendrait compte de la hantise éprouvée par l'opinion face à l'insécurité qui régnerait dans le pays. Il donne ainsi le signal d'une offensive relayée par le R.P.R., enfin libre de jouer son rôle de parti d'opposition. Désormais, chacun des actes du gouvernement fera l'objet de critiques acerbes de la droite, mais aussi d'une partie des forces de gauche qui redoutent d'être marginalisées par le parti socialiste. C'est que l'année 2002 représente pour l'ensemble des forces politiques un enjeu majeur qui modifie les règles du jeu politique.

Elle voit en effet s'achever en même temps le septennat de Jacques Chirac entamé en 1995 et le mandat de l'Assemblée nationale désignée en 1997. Se saisissant de cette coïncidence, la droite et le parti socialiste s'accordent pour tenter de mettre fin à une cohabitation appréciée par l'opinion, mais décriée par les hommes politiques qui y voient un amoindrissement de leur pouvoir en cas de victoire électorale, puisque l'une des têtes de l'Exécutif est en mesure de limiter les prérogatives de l'autre. Aussi une révision constitutionnelle opérée en 2000 décide-t-elle de ramener, à partir de 2002, de sept à cinq ans la durée du mandat présidentiel, ce qui le fait coïncider avec la durée du mandat de l'Assemblée nationale. L'idée sous-jacente à cette révision est que le corps électoral, se prononçant à quelques semaines d'intervalle sur le mandat du président et sur celui de l'Assemblée nationale, donnera au premier une majorité de la même sensibilité que lui. Cette mesure est d'ailleurs complétée par une décision gouvernementale qui fixe la date de l'élection du président avant celle de la désignation des députés ce qui, dans la logique de la V^e République, fait bien de l'élection présidentielle le scrutin majeur du système politique français.

L'élection présidentielle retrouvant avec le quinquennat un caractère déterminant, les divers partis politiques s'y préparent avec soin, mais avec des stratégies opposées. À droite, Jacques Chirac tente d'apparaître comme le candidat unique de la droite parlementaire et fédère autour de lui, non seulement son parti, le R.P.R., mais aussi nombre de responsables de Démocratie libérale et de l'U.D.F., bien que les présidents respectifs de ces deux partis, Alain Madelin et François Bayrou, se soient, l'un et l'autre, portés candidats à l'Élysée. À gauche, Lionel Jospin laisse au contraire les partis de la « majorité plurielle » présenter chacun leur candidat, Robert Hue pour le parti communiste, Noël Mamère pour les Verts, Christiane Taubira pour le Parti radical de gauche, cependant que Jean-Pierre Chevènement qui a quitté la majorité se présente pour le Mouvement des Citoyens. En outre, en dehors des partis de gouvernement, l'extrême-droite soutient la candidature de Jean-Marie Le Pen pour le Front national et trois formations de l'extrême-gauche trotskyste jettent leurs représentants dans la bataille. Or, dans la campagne électorale qui s'ouvre, le candidat du parti socialiste au pouvoir depuis cinq ans et qui tente de défendre son bilan, est la cible des attaques convergentes de ses adversaires, mais aussi de ses alliés de la « majorité plurielle » qui tentent de convaincre les électeurs de voter pour eux plutôt que pour Lionel Jospin, rendu responsable de toutes les difficultés que connaissent les Français. Mais les attaques les plus vives viennent encore des candidats d'extrême-gauche qui dénoncent la modération des socialistes au pouvoir et les accusent d'avoir partie liée avec le capitalisme.

De cette situation résulte le stupéfiant résultat du premier tour de l'élection présidentielle le 21 avril 2002. Si Jacques Chirac arrive en tête avec moins de 20 % des suffrages (19,88 %), le score le plus médiocre jamais enregistré par un président sortant sous la V^e République, la véritable surprise vient du candidat situé en seconde position. Alors que l'opinion attendait Lionel Jospin, celui-ci ne réunit que 16,18 % des suffrages et se trouve devancé par le candidat d'extrême-droite, Jean-Marie Le Pen (16,86 %). L'explication de cette situation inattendue réside dans le fait que les suffrages de la gauche se sont éparpillés sur les quatre autres candidats qui rassemblent plus de 16 % des voix, cependant que les trois candidats d'extrême-gauche en réunissent plus de 10 %. Quoiqu'il en soit, Lionel Jospin, mortifié, décide d'abandonner la vie politique, laissant le parti socialiste sans chef à la veille du futur scrutin législatif, même si François Hollande, Premier secrétaire du PS depuis 1997, conserve ses fonctions.

La gauche sera donc absente du second tour qui se joue entre le président sortant et le candidat d'extrême-droite. Du même coup, le sort de l'élection présidentielle est réglé : en dépit de la médiocrité de son score du premier tour, Jacques Chirac est assuré de réunir sur son nom les suffrages de tous ceux, issus de la droite et de la gauche, qui entendent rejeter le Front national. C'est donc un vaste rassemblement républicain de 82,81 % des suffrages exprimés qui renvoie Jacques Chirac à l'Élysée le 5 mai 2002, faisant de lui le président le mieux élu de l'histoire de la V^e République !

Comme l'espéraient les promoteurs du quinquennat, le résultat de l'élection présidentielle commande celui des élections législatives qui suivent les 9 et 16 juin 2002. Profitant de la conjoncture exceptionnelle dont il bénéficie, Jacques Chirac accentue ses efforts pour rassembler derrière lui toute la droite en décidant la création, sous le nom d'Union pour la majorité présidentielle (U.M.P.) d'un parti qui, comme jadis le R.P.F. pour le général de Gaulle, aurait pour unique objet de soutenir son action. La dynamique créée par sa réélection, le fait que ce parti soit chargé de distribuer les investitures pour les futures élections législatives, lui permettent d'attirer, outre la totalité des membres du R.P.R., les adhérents de Démocratie libérale (y compris Alain Madelin) et une partie de ceux de l'U.D.F. Seule la volonté acharnée de François Bayrou de conserver l'indépendance de l'U.D.F. interdit au chef de l'État de réaliser totalement son objectif, bien qu'une partie des cadres et des adhérents de ce parti aient fait défection pour rejoindre l'U.M.P. Victorieuse à l'élection présidentielle et presque totalement unie, la droite parlementaire remporte une large victoire au scrutin législatif. Avec 34,23 % des voix au premier tour, l'U.M.P. fait élire 369 députés, s'assurant à elle seule la majorité absolue sans avoir besoin des voix de l'U.D.F. qui, malgré un faible score au premier tour de 4,19 % des suffrages, sauve néanmoins 22 élus. Face aux 399 députés de droite, la gauche qui n'a que 178 élus fait pâle figure. Il reste que le parti socialiste y demeure en position de force avec 25,28 % des voix et 141 élus, alors que le parti communiste dispose de 21 sièges, les radicaux de gauche de 7 élus, les Verts de 3 députés.

En juin 2002 se trouve ainsi reconstitué, grâce au quinquennat, la situation traditionnelle de l'histoire de la V^e République. Un président tout-puissant dispose à l'Assemblée nationale d'une majorité à son image et qui lui est totalement dévouée. Il est pour cinq ans maître absolu des rouages de l'État et en mesure de désigner un Premier ministre décidé à appliquer la politique dont il aura défini

les grandes orientations. En fait, le quinquennat, en faisant élire une majorité conforme à la sensibilité politique du chef de l'État, fait de celui-ci le véritable chef du gouvernement, et du Premier ministre un simple chef d'état-major destiné à mettre en œuvre ses décisions. En faisant le choix pour occuper cette fonction d'un sénateur peu connu, jusque-là président de la région Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin, apparemment dépourvu d'ambition personnelle, c'est bien cette conception que fait triompher Jacques Chirac.

Les résultats des élections législatives de 2002

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	4,70	21
Parti socialiste et radicaux de gauche)	25,28	148
Verts	4,43	3
Pôle républicain (Ex-Mouvement des Citoyens)	1,22	-
Divers gauche	1,85	6
Ligue communiste révolutionnaire	1,27	-
Lutte Ouvrière	1,18	-
UMP	34,23	369
UDF	4,19	22
Divers droites	4,35	8
Front national	11,11	-
Mouvement national républicain	1,08	-
Divers	3,52	-

● Les déconvenues de la réforme (2002-2005)

À la différence de ce qui s'était passé en 1995, Jacques Chirac qui avait alors été accusé de tourner le dos à ses promesses électorales, attend cette fois du gouvernement qu'il les réalise. Sa victoire

de 2002 ayant été largement fondée sur les problèmes d'insécurité, ce sont les mesures destinées à rétablir la situation en ce domaine qui constituent la priorité de l'action gouvernementale. Nommé ministre de la Sécurité intérieure et numéro deux du gouvernement, l'ambitieux Nicolas Sarkozy fait adopter par l'Assemblée nationale une loi de programmation augmentant massivement les crédits alloués à la police et à la gendarmerie et permettant de larges recrutements dans ces secteurs, cependant qu'une réorganisation de ces services est destinée à accroître l'efficacité de leur action. Parallèlement, le Garde des Sceaux, Dominique Perben, obtient le vote d'une loi de programmation accroissant les crédits de la justice et procède à des réformes en profondeur de la procédure pénale et de l'ordonnance de 1945 sur la délinquance des mineurs. Pour accélérer les procédures judiciaires, une loi organique prévoit la création de « juges de proximité » afin de décharger les tribunaux des affaires mineures.

À cette action sécuritaire s'ajoute un ensemble de mesures économiques et sociales ayant pour objet à la fois d'accroître la consommation des Français pour relancer la croissance et de satisfaire les milieux patronaux en assouplissant les règles du droit du travail par la suppression ou l'aménagement de la législation protectrice des salariés mise en place par le gouvernement socialiste. Pour répondre à la promesse faite par le candidat Chirac de diminuer d'un tiers en cinq ans l'impôt sur le revenu, une première tranche de baisse de 5 % de celui-ci intervient en 2002. Par ailleurs, des exonérations et des allègements de charges sociales sont prévus pour les entreprises embauchant un jeune de 16 à 22 ans peu ou pas qualifié. Mais surtout, le ministre des Affaires sociales, François Fillon, décide de remettre en cause les articles sur la réglementation des licenciements adoptés en 2001 par les socialistes et commence l'aménagement de la loi des 35 heures en autorisant l'augmentation du nombre des heures supplémentaires, aménagement poursuivi par une loi votée par le Parlement en février 2005 et qui, sans remettre en cause la durée légale hebdomadaire du travail, multiplie les assouplissements et exonère les petites et moyennes entreprises de l'obligation des 35 heures. À ces mesures qui répondent à l'impatience du patronat de se débarrasser du carcan législatif imposé par les socialistes, s'ajoutent la décision de diminuer le nombre des fonctionnaires par non-remplacement intégral des départs à la retraite, celle de ne pas renouveler les emplois-jeunes du secteur public et de l'Éducation nationale, la reprise des privatisations, comme celle d'Air France.

Cette politique, clairement marquée du sceau des idées libérales, qui satisfait la droite et le patronat, est cependant en contradiction avec la volonté du Premier ministre d'apparaître comme le représentant de la France « d'en bas », des milieux populaires, face aux élites qui gouvernent la France. Il est vrai que, dans ce domaine, la mesure phare du gouvernement est l'approfondissement de la décentralisation par le transfert aux régions de toutes les attributions ne relevant pas du domaine régalién de l'État et des moyens correspondants, cependant que serait affirmée l'autonomie financière des collectivités locales. Ce projet qui suscite l'inquiétude d'une partie des membres de la majorité, voire du chef de l'État lui-même qui craint une atteinte aux structures administratives existantes, entretient en outre les alarmes des élus locaux qui constatent la volonté de l'État de supprimer, pour des raisons d'économie, les services publics en zone rurale et le soupçonnent de vouloir se désengager en transférant aux régions des compétences sans transfert équivalent des moyens financiers. Il pourrait ainsi baisser l'impôt sur le revenu au prix d'un accroissement des impôts locaux.

Mais surtout, maître de tous les rouages de l'État sans que l'opposition ait d'autre possibilité que d'énoncer des protestations verbales, d'organiser des manifestations ou d'émettre au Parlement des votes destinés à rester minoritaires, le gouvernement entend profiter de cette situation pour régler des problèmes pendant depuis de nombreuses années sans que des mesures décisives aient été prises pour y remédier. Ainsi, en 2003, en dépit de l'opposition acharnée des syndicats et de la gauche, le ministre des Affaires sociales François Fillon impose-t-il une rigoureuse réforme des retraites qui augmente progressivement jusqu'à 42 ans la durée des cotisations et pénalise durement sur le montant de leur retraite les salariés qui n'auraient pas réussi à cotiser un nombre d'années suffisant. En 2004, c'est une autre grande réforme qu'entreprend le gouvernement avec un nouveau plan de sauvetage de la Sécurité sociale dont le déficit ne cesse de se creuser d'année en année, pesant durement sur les comptes publics. Le ministre de la Santé, Philippe Douste-Blazy, vise à réaliser un vaste programme d'économies en augmentant la Contribution sociale généralisée, principale source de financement, en mettant une partie des dépenses maladie à la charge des patients et en décidant des mesures de structure destinées à mieux maîtriser les dépenses. Là encore, la réforme doit être imposée malgré la résistance des syndicats et de l'opinion. Conscient que les réformes ainsi mises en œuvre apparaissent aux yeux des Français non

comme des progrès mais comme des formes de régression sociale, le gouvernement est conduit à envisager avec la plus grande prudence la réalisation d'autres projets résultant des promesses électorales de Jacques Chirac. Il en va ainsi de la loi des 35 heures, devenue un fait de société auquel les Français se montrent attachés, que le pouvoir s'efforce de vider de son contenu par diverses mesures sans remettre en cause son principe, ou de l'engagement d'instaurer un service minimum dans les transports en cas de grève. Pour éviter une forte mobilisation de protestation sur ces sujets sensibles, les ministres concernés proposent de déconcentrer les décisions au niveau de chaque entreprise et non plus des branches économiques pour les 35 heures, à celui de la région pour le service minimum.

En dépit de ces précautions, la politique gouvernementale paraît assez vite déboucher sur un échec. Les réductions d'impôts, les allègements de charges, les aides financières apportées à divers groupes professionnels atteints par les effets de la conjoncture économique ou les mesures prises par le gouvernement, aboutissent à un déficit des finances publiques qui dépasse fortement les critères fixés pour la participation à l'euro, cependant que la dette publique franchit dès 2003 le seuil des mille milliards d'euros. Par ailleurs, les mesures législatives sur les retraites, la Sécurité sociale ou les 35 heures provoquent un profond mécontentement dans l'opinion dont le Premier ministre fait les frais. Enfin, la multiplication des délocalisations d'entreprises vers l'Europe de l'Est ou l'Asie provoque une remontée du chômage qui dépasse à nouveau début 2005 les 10 % de la population active, cependant que les salariés s'indignent des énormes profits réalisés par les entreprises (surtout à l'étranger, il est vrai) alors que les salaires stagnent et que les salariés sont menacés de licenciements.

Cette situation se traduit par des retombées politiques catastrophiques pour le gouvernement au cours de l'année 2004. Les élections régionales et cantonales de mars débouchent sur un vote-sanction contre la droite, aboutissant pour elle à une véritable débâcle. Alors qu'elle dominait les régions et les départements, contrôlant 14 régions sur 22 en France métropolitaine et la majorité des départements, elle est véritablement balayée. Les socialistes conquièrent 20 des 22 régions de métropole (seules l'Alsace et la Corse demeurent à droite), les 4 régions d'outre-mer et 10 départements nouveaux, équilibrant désormais le poids de la droite dans les exécutifs départementaux. Les élections au Parlement européen du mois de juin 2004 ne font que confirmer la perte de confiance des Français dans la

majorité puisque celle-ci rassemble moins de 30 % des suffrages (dont seulement 16,6 % pour l'U.M.P.) contre 43 % pour la gauche (dont 29 % pour le parti socialiste).

Si la lourdeur des défaites électorales de 2004 ne remet pas en cause le pouvoir au niveau national, elle constitue cependant un sérieux avertissement pour celui-ci. Aussi, si, contre toute attente, le président de la République laisse en place le Premier ministre, il remanie le gouvernement après l'échec des régionales en décidant, de manière un peu contradictoire, d'opérer un double tournant vers une politique sociale capable de reconquérir l'opinion et vers la rigueur économique afin de mettre un terme à la dérive des comptes publics et au surendettement de l'État. Pour mettre en œuvre le premier volet de sa politique, il nomme à la tête d'un vaste ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale Jean-Louis Borloo. Celui-ci élabore un Plan de cohésion sociale comportant trois volets destinés à agir sur les principaux leviers commandant la lutte contre la précarité, l'emploi, l'insertion des jeunes et l'égalité des chances, le logement. Sur le volet économique et financier, le chef de l'État nomme au ministère de l'Économie et des Finances Nicolas Sarkozy qui s'est taillé une popularité considérable par son action décidée au ministère de l'Intérieur, au point d'apparaître comme l'homme fort du gouvernement et d'éclipser le Premier ministre. En lui confiant la charge des finances publiques au moment où une rigoureuse politique d'économies semble s'imposer, le chef de l'État attend sans doute qu'il fasse bénéficier son département du dynamisme et du savoir-faire dont il a fait preuve à l'Intérieur, mais aussi qu'il assume la charge d'une politique d'austérité génératrice d'impopularité.

Car la politique gouvernementale, deux ans après l'élection de 2002, ne néglige pas la perspective majeure qui n'est sans doute pas à l'ordre du jour immédiat, mais à laquelle chacun songe, des élections présidentielle et législatives de 2007. Or à cet égard, la situation paraît largement ouverte. À droite, Jacques Chirac laisse planer le doute sur une troisième possible candidature afin de neutraliser Nicolas Sarkozy qui ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles. Mais il est évident que s'il renonçait à se présenter, le candidat de son choix pour sa succession serait Alain Juppé, ancien Premier ministre, conseiller écouté du chef de l'État et président de l'U.M.P., rebaptisée Union pour un mouvement populaire. Toutefois, celui-ci est sous le coup d'une condamnation pénale prononcée en janvier 2004 pour avoir créé, au bénéfice du R.P.R., des emplois fictifs à la Mairie de Paris. Condamnation à 18 mois de prison avec

sursis et surtout à dix ans d'inéligibilité, qui, si elle était confirmée en appel, mettrait fin à la carrière politique de l'ancien Premier ministre. En attendant, celui-ci décide de se démettre progressivement de ses mandats politiques pour affronter son procès en appel, en particulier de ses fonctions de président de l'U.M.P. Se précipitant dans la brèche ainsi ouverte, Nicolas Sarkozy laisse entendre qu'il sera candidat à sa succession. Pour tenter de l'en dissuader ou de diminuer son influence, car sa popularité auprès des militants est telle que son élection ne fait aucun doute s'il présente sa candidature, le président de la République le contraint à choisir entre son poste de ministre des Finances et la présidence du parti majoritaire. En novembre 2004, Nicolas Sarkozy renonce donc à son portefeuille et est élu à une écrasante majorité président de l'U.M.P. Il est désormais en bonne position si Jacques Chirac ne se représente pas (et peut-être même s'il se représente) pour être le candidat de la droite à l'élection présidentielle de 2007. Il est vrai que la condamnation d'Alain Juppé ayant été diminuée en appel (avec seulement un an d'inéligibilité à partir de décembre 2004), rien ne lui interdit de se mettre sur les rangs pour le scrutin de 2007.

Pour la gauche qui a le vent en poupe et qui peut espérer l'emporter en 2007 au vu de ses résultats électoraux de 2004, la situation n'est pas plus claire. Sans doute, les radicaux de gauche, les Verts et les communistes auront-ils chacun leur propre candidat tant la présence à l'élection présidentielle semble désormais indispensable à l'existence d'une force politique. Mais l'expérience malheureuse de 2002 poussera sans doute la plupart des électeurs à « voter utile » en désignant le candidat socialiste. Toutefois, sur le nom de celui-ci qui sera choisi par les militants, l'incertitude règne. Premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a vu sa position renforcée par les brillantes victoires électorales de son parti en 2004 et apparaît désormais comme un candidat possible. Son principal rival demeure cependant l'ancien Premier ministre Laurent Fabius. Enfin, d'autres personnalités du P.S. paraissent prêtes à se mettre sur les rangs comme l'ancien ministre de l'Économie et des Finances Dominique Strauss-Kahn, l'ancienne ministre du Travail Martine Aubry ou l'ancien ministre de la Culture et de l'Éducation nationale, Jack Lang.

Mais l'avenir politique des uns et des autres est dominé par le référendum sur la Constitution européenne prévu en mai 2005. L'enjeu est de taille car un « oui » français permettrait presque à coup sûr d'approfondir la construction européenne dans l'Europe à 25 telle

qu'elle a été constituée en 2004. Aussi les partis de la majorité (U.M.P. et U.D.F.) et ceux de l'opposition (PS et Verts), à l'exception des communistes, préconisent-ils une réponse positive. Mais il existe au sein même de ces formations d'importantes minorités favorables au « non », souverainistes à droite, partisans de Laurent Fabius et opposants à François Hollande au PS, prêts à se prononcer négativement aux côtés de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche. La victoire du « non » par 54,5 % des suffrages au référendum du 29 mai 2005 provoque une crise profonde de l'Union européenne comme de la vie politique française. Désavoué une nouvelle fois par l'électorat, Jacques Chirac semble jouer ses dernières cartes pour éviter une crise de régime en se séparant de Jean-Pierre Raffarin et en nommant Premier ministre le fidèle Dominique de Villepin, associé à Nicolas Sarkozy qui redevient ministre de l'Intérieur en conservant la présidence de l'U.M.P. Au Parti socialiste, la lutte est désormais ouverte entre François Hollande, affaibli par la victoire du « non » et Laurent Fabius, exclu de la direction et qui entend fonder son avenir politique sur le succès de la réponse négative au référendum, recommandée par les communistes, une partie des socialistes et l'extrême-gauche.

● **Le gouvernement Villepin, dernier espoir de la droite (2005-2007) ?**

En acceptant la démission de Jean-Pierre Raffarin en juin 2005 au lendemain de l'échec du référendum sur le traité constitutionnel européen, Jacques Chirac poursuit un double objectif. D'une part, remettre en selle une droite durement frappée par la double défaite des régionales de 2004 et du référendum de 2005 pour lui permettre d'aborder dans de bonnes conditions l'élection présidentielle de 2007. D'autre part, préparer sa propre succession à cette échéance en faisant du nouveau Premier ministre Dominique de Villepin, longtemps secrétaire général de l'Élysée et principal conseiller du président, le candidat de la majorité, faisant ainsi pièce aux ambitions de Nicolas Sarkozy qui peut désormais compter sur l'appui de l'U.M.P. dont il a conquis la présidence.

Pour réaliser cet objectif, le nouveau Premier ministre ne manque pas d'atouts. Excellent orateur au style lyrique et parfois flamboyant, il a été apprécié par l'opinion dans ses fonctions de ministre des Affaires étrangères en tenant tête avec brio aux États-Unis lors du débat à l'O.N.U. sur la guerre en Irak. De surcroît, sa volonté de lutter contre le chômage, la sincérité de ses positions et les premières

mesures annoncées, depuis la création de postes pour les jeunes, jusqu'à la mise en place d'une réforme fiscale et le plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.) pour éviter la fuite des capitaux, lui valent une bonne image traduite par des sondages flatteurs à la fin de l'été 2005. Enfin, la composition de son gouvernement lui donne l'autorité nécessaire à la réalisation de ses objectifs. Dans ses grandes lignes, les personnalités qui le composent sont celles-là mêmes qui siégeaient dans le gouvernement Raffarin et qui se caractérisent par leur fidélité à Jacques Chirac. Toutefois, son originalité tient au retour au gouvernement de Nicolas Sarkozy, nommé ministre d'État, ministre de l'Intérieur, tout en demeurant président de l'U.M.P., sa présence signifiant tout à la fois l'union sacrée de la droite, toutes tendances confondues, mais aussi la volonté de lui imposer un devoir de solidarité gouvernementale vis-à-vis du rival que lui a imposé le président. D'autant que ses principaux lieutenants, François Fillon et Patrick Devedjian, respectivement ministres de l'Éducation nationale et de l'Industrie du gouvernement Raffarin, sont exclus de la nouvelle équipe, accentuant son isolement.

Toutefois, dès la rentrée 2005, la mission assignée à Dominique de Villepin va rencontrer des obstacles qui annoncent son échec. Deux facteurs, de nature et de portée très différentes, expliquent le rapide enlèvement de ce qui apparaissait à l'origine comme une promesse de succès. Le premier tient au fait que le gouvernement Villepin poursuit la politique économique et sociale libérale qui avait été celle du gouvernement Raffarin et, de ce fait, dresse contre son action une fraction importante de la population : résistance des salariés inquiets devant la reprise massive des privatisations destinées à alimenter la trésorerie de l'État, stagnation des salaires, délocalisations et multiplication des plans sociaux faisant planer la menace du chômage, révolte des banlieues en novembre 2005, génératrice d'une atmosphère de guerre civile marquée par des incendies de voitures, des agressions contre les pompiers, des attaques de bâtiments publics et des affrontements avec la police. Toutefois, l'image du Premier ministre va se trouver particulièrement écornée par la résistance aux mesures prises pour faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail par des contrats destinés à encourager les entreprises à les engager en échange d'une plus grande flexibilité en matière de licenciement, mesures vivement critiquées par l'ensemble des syndicats comme institutionnalisant la précarité de l'emploi. C'est le cas du « Contrat nouvelle embauche (CNE) » et surtout du « Contrat première embauche (CPE) » destiné aux moins de 26 ans. À l'issue

d'une période d'essai, les titulaires de ces contrats sont soumis à une « période de consolidation » de deux ans durant laquelle l'employeur peut rompre le contrat de travail sans avoir à en fournir les motifs, tandis que la rupture du contrat par le salarié ne donne droit à aucune indemnité. Le CPE provoque durant les premiers mois de 2006 de violentes manifestations d'étudiants et de lycéens, appuyées par les syndicats et les partis de gauche. La volonté du Premier ministre d'imposer son projet en pariant sur l'essoufflement du mouvement va se heurter à l'amplification de celui-ci, provoquant l'inquiétude d'une grande majorité des parlementaires U.M.P., du président de la République et le désaveu à peine masqué du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Sous leur pression conjuguée, le Premier ministre doit reculer et, en avril 2006, retirer de la « loi pour l'égalité des chances » le projet de CPE. Cette défaite fragilise incontestablement sa position et, plus globalement, celle de la majorité de droite en vue des élections présidentielle et législatives de 2007.

Le second facteur de l'échec de Dominique de Villepin est plus circonstanciel et de moindre portée politique. Il s'agit de l'obscur affaire Clearstream, révélée à l'opinion au printemps 2006, mais dont les origines remontent à 2004. À cette époque, alors que Dominique de Villepin était ministre des Affaires étrangères, a été montée par un informaticien et un responsable de l'entreprise EADS une manipulation, à l'aide de faux listings de la banque luxembourgeoise Clearstream, destinée à compromettre un certain nombre de personnalités du monde économique, de la haute fonction publique et de la politique, qui auraient détenu un compte secret dans cette banque. Parmi eux, figure Nicolas Sarkozy. En même temps, des dénonciations anonymes allant dans le même sens parviennent à un juge d'instruction. Les doutes exprimés sur l'authenticité des documents par le conseiller du ministre de la Défense chargé du renseignement n'empêchent cependant pas le ministre des Affaires étrangères de faire poursuivre des investigations qui, aux dires de certains témoins, visaient particulièrement Nicolas Sarkozy, ce que M. de Villepin a toujours contesté. Résolu à savoir qui a introduit son nom dans les faux listings, et soupçonnant Dominique de Villepin d'avoir ainsi tenté de l'éliminer politiquement, Nicolas Sarkozy décide de saisir la justice en déposant plainte pour dénonciation calomnieuse. En septembre 2005, deux juges ouvrent une enquête sur l'affaire Clearstream. Dominique de Villepin, désormais Premier ministre, est entendu par eux à diverses reprises. Sans que son rôle exact apparaisse clairement (a-t-il incité les manipulateurs à agir pour

ruiner la carrière de son rival ou s'est-il contenté de les laisser faire sans intervenir ?), l'affaire Clearstream le jette dans des embarras judiciaires qui, venant après l'échec du C.P.E., le mettent en position difficile pour briguer l'investiture de l'U.M.P. en vue de l'élection présidentielle de 2007.

À l'automne 2005, la situation politique paraît clarifiée à droite. L'échec politique de Dominique de Villepin paraît condamner d'avance la majorité de droite à une défaite certaine, cependant que la probabilité de voir Nicolas Sarkozy prendre la tête de celle-ci s'affirme de jour en jour. Toute la question est de savoir si la règle qui s'impose depuis 1981 de voir l'équipe en place désavouée par l'électorat sera une nouvelle fois vérifiée. Et la réponse à cette question paraît détenue par le parti socialiste, bénéficiaire potentiel d'un échec de la droite. Or à cet égard, les choses sont loin d'être claires et le Congrès du parti socialiste qui se réunit en novembre au Mans est fort loin de les clarifier. Sans doute, les principaux dirigeants se sont-ils regroupés autour du Premier secrétaire François Hollande dans une motion commune, cependant que deux oppositions rivales, toutes deux situées à gauche, se font jour autour de Laurent Fabius et d'Henri Emmanuelli. Mais il est clair que, depuis le retrait de Lionel Jospin, le parti socialiste ne possède plus de leader incontesté, pas plus que ne se trouve clarifiée la nature de son socialisme, ni le contenu d'un programme crédible pour la France du *xxi^e* siècle.

À droite comme à gauche règne la division au sein des grandes forces politiques de gouvernement, cependant que se fait jour une crise de la représentation marquée par la prise de distance des citoyens par rapport à leurs élus. Or celle-ci est très largement due à l'absence de prise en compte par le monde politique, dans une mesure d'ailleurs plus marquée à gauche qu'à droite, des profondes modifications structurelle qui affectent la vie politique française depuis plus d'un quart de siècle.

● **De profondes mutations du système politique français**

En un quart de siècle, depuis l'alternance de 1981, les structures de la vie politique française ont été profondément transformées. Les caractéristiques originales qui marquaient celles-ci depuis la Révolution et qui faisaient parler d'« exception française » tendent à s'estomper pour aligner la France sur le système politique des grandes démocraties libérales du reste du monde.

Ces mutations concernent en premier lieu le rôle de l'État. Alors que la monarchie, puis l'Empire, avaient créé en France un État centralisé, disposant d'une administration fortement organisée et dont les compétences n'avaient cessé de s'étendre au xx^e siècle à tous les aspects de la vie de la nation, cette tendance s'inverse brusquement au début des années 1980. Les lois de décentralisation de 1981 sont le début d'un mouvement en sens inverse donnant aux pouvoirs locaux dans les régions, les départements et les communes des attributions de plus en plus larges, ces transferts s'accompagnant de la dévolution de ressources nouvelles. En décidant en 2004 de donner aux régions l'autonomie financière, le gouvernement s'engage dans un processus qui ne peut qu'accroître les compétences des pouvoirs locaux, ne laissant à l'État que les fonctions régaliennes liées à la souveraineté dont il dispose. Or celles-ci se trouvent à leur tour rognées par l'approfondissement de la construction européenne. En passant du Marché Commun, aux objectifs strictement économiques, à l'Union européenne, conçue comme un embryon d'État confédéral, en adoptant une monnaie unique, l'euro, acceptée par une majorité d'États membres, en proposant une Constitution, en envisageant de désigner un Président et un ministre commun des Affaires étrangères, les Européens visent à édifier les bases d'un super-État au profit duquel la France, comme tous les États membres, doit consentir des transferts de souveraineté. Même si les fonctions qui restent en propre à l'État national demeurent très importantes au début du xxi^e siècle, la décision selon laquelle le droit communautaire l'emporte sur le droit national et la poursuite de la construction européenne ne peuvent qu'aboutir progressivement à l'effacement de l'État-nation. À cette mutation qui aligne la France sur les autres pays de l'Union européenne s'ajoutent à l'intérieur les transformations profondes de la vie politique française.

À la domination du parlementarisme qui avait marqué l'histoire de la France et constitué la règle des III^e et IV^e Républiques en privilégiant le rôle des partis politiques, proposant aux électeurs les candidats aux fonctions représentatives de la souveraineté nationale, la V^e République a substitué la prépondérance du pouvoir exécutif, appuyé, grâce au scrutin majoritaire, sur un parti puissant soutenant son action. De la multiplicité des partis politiques représentant toutes les nuances de l'opinion publique, on passe ainsi à une bipolarisation, imparfaite sans doute, mais qui ne cesse de gagner du terrain. Organisée autour de deux partis puissants, le parti hérité du gaullisme, R.P.R., puis U.M.P. à droite, Parti socialiste à gauche,

constituant au gré des alternances la majorité et l'opposition, la vie politique française voit la satellisation par les deux grandes forces politiques des anciens partis réduits au rôle de force d'appoint des grandes formations gouvernementales. Quant à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche qui se veulent à l'extérieur du système politique, elles sont privées de toute représentation parlementaire et servent de réceptacle au vote protestataire (qui peut être important en période de fort mécontentement, comme cela a été le cas en 2002).

Cette bipolarisation de fait est porteuse de conséquences non moins importantes sur les cultures politiques des Français. Durant des décennies, la vie politique française s'est organisée autour d'un affrontement entre droite et gauche, chacune étant porteuse d'une vision de la société totalement antagoniste de celle de l'adversaire et entre lesquelles aucun compromis ne semblait possible. Or la multiplication depuis 1981 des alternances et des périodes de cohabitation a révélé entre droite et gauche de larges zones d'accord, insoupçonnées jusque là. À quelques nuances près, les conceptions sont très proches sur les institutions, la politique étrangère, la politique de défense, mais aussi sur l'acceptation de l'économie de marché et sur la défense d'un modèle social fondé sur la solidarité nationale. Ce qui ne signifie en rien une proximité entre droite et gauche, mais les désaccords portent désormais sur la meilleure manière de gérer une société dont les structures fondamentales ne sont plus remises en cause, comme c'était le cas jusqu'en 1981, où chaque élection voyait s'affronter des « projets de société » opposés. Du même coup, les grandes cultures politiques qui avaient marqué le xx^e siècle et provoqué de fortes mobilisations populaires autour du marxisme dans ses variétés socialiste et communiste, du gaullisme ou du libéralisme, tendent à s'effriter comme le montrent les médiocres résultats obtenus par Jacques Chirac et Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 2002. À leur place, se développe une culture consensuelle minimale et peu mobilisatrice autour de la république et des conceptions de celle-ci mises en œuvre dans les périodes de cohabitation. Elle se manifeste surtout par un rejet des extrêmes et un accord sur les idées qui constituent désormais la base commune de l'action des partis de gouvernement. Le second tour de l'élection présidentielle de 2002 l'a clairement mise en évidence et les 82 % de suffrages obtenus alors par Jacques Chirac permettent d'évaluer son poids dans l'opinion publique. Il reste que l'audience obtenue à l'extrême-droite par le Front National et à l'extrême-gauche par les formations trotskystes révèle qu'une partie des Français témoignent,

en votant pour ces partis, de leur nostalgie des grandes cultures politiques mobilisatrices qui offraient à leurs tenants un système global d'explication du monde et des programmes d'action pour le transformer selon leurs vœux.

En d'autres termes, la France du début du XXI^e siècle paraît tourner la page de près de deux siècles d'histoire politique agitée et rentrer dans le rang, non sans regret et nostalgie, des systèmes politiques consensuels des grandes démocraties libérales du monde occidental.

L'expérience Sarkozy (2007-...)

● Les élections de 2007, une phase nouvelle dans l'histoire de la V^e République

C'est la réponse donnée par les deux grandes forces politiques à cette mutation des structures de la vie politique qui rend compte du résultat des deux consultations de 2007, qui, selon la règle nouvelle instaurée en 2002 par le quinquennat, sont organisées à quelques semaines d'intervalle.

D'une certaine manière, la règle de l'alternance semble devoir jouer comme cela a été le cas depuis 1981, car si la personnalité de Jacques Chirac est populaire auprès des Français, il n'en va pas de même de la politique suivie, comme l'ont montré les échecs successifs de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin. En fait, loin de prendre acte du fait nouveau que constitue le quinquennat qui fait du président le chef direct de la majorité élue sur son nom, le chef de l'État sortant a considéré que son quinquennat n'était que la suite de son septennat et, s'il a conservé un rôle éminent d'arbitrage, il a laissé pour l'essentiel l'initiative à ses premiers ministres. Du coup, le quinquennat qui s'achève a été celui d'une gestion à court terme des problèmes nationaux sans grand projet d'envergure et sans réel effort pour aborder les grandes réformes qui paraissent s'imposer pour permettre au pays de s'adapter aux évolutions du monde des débuts du XXI^e siècle. Aussi, dans l'opposition, mais aussi à mi-voix dans la majorité, Jacques Chirac est-il taxé d'immobilisme, accusé d'avoir laissé la France glisser sur la voie du déclin et d'avoir consacré toute son énergie à durer au pouvoir et à pérenniser après la fin de son mandat la domination

de son clan plutôt que de prendre de front les grands problèmes du pays. Aussi, dans les premiers mois de 2007, le maître mot des futurs candidats est-il, à gauche comme à droite, celui de la rupture avec les pratiques du quinquennat qui s'achève.

Comme il était prévisible, Nicolas Sarkozy, qui a manifesté de longue date ses ambitions en ce domaine est le candidat de l'U.M.P. Engagé dans la famille gaulliste dès son plus jeune âge, il n'a jamais fait mystère de sa volonté de parvenir un jour au sommet de l'État. Une carrière ministérielle précoce, des démêlés nombreux avec Jacques Chirac qui n'a cessé d'œuvrer pour lui interdire d'accéder à la tête du R.P.R., puis de l'U.M.P., des défis répétés lancés aux Premiers ministres successifs depuis 2002, persuadent sans peine l'opinion de sa volonté de rupture. Au demeurant, à l'exception d'un petit noyau de chiraquiens fidèles, l'U.M.P. se rallie massivement à sa candidature, comme le font également la plupart des députés sortants de l'U.D.F., et même quelques personnalités de gauche. Mais surtout, il conduit une campagne électorale habile autour d'un vaste programme volontariste de réformes dont il affirme qu'elles tireront la France de la stagnation qu'il dénonce. Les sondages d'opinion qui le placent continuellement en tête des candidats en présence révèlent qu'il a su convaincre un grand nombre de Français de sa compétence, de son énergie et de sa sincérité.

Face à lui, le parti socialiste auquel semblait promise une victoire électorale certaine va laisser échapper celle-ci en raison de son impréparation et de ses incertitudes. Sans chef incontestable et sans programme crédible pour conduire sa campagne, il va se laisser imposer par les journalistes et les observateurs politiques la candidature de la présidente élue en 2004 de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal, soutenue par des sondages favorables qui lui promettent la victoire avant que ne s'engage la campagne électorale. Du même coup, pour départager celle-ci et ses deux rivaux au sein du parti socialiste, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn est organisé un système de primaires auquel sont conviés à participer des adhérents de fraîche date ayant acquitté une cotisation symbolique. Si elle sort victorieuse de l'affrontement, c'est au prix d'une campagne interne qui divise les socialistes à la veille du scrutin. En dépit du ralliement massif de cadres socialistes, sa candidature laisse sceptique les principaux chefs du parti qui la soutiennent du bout des lèvres. Il s'y ajoute une campagne électorale déconcertante où la candidate tient à l'écart son parti et ne propose qu'un programme flou, affirmant que la politique qu'elle suivrait au cas où elle serait

élue sera celle que lui dictera l'opinion à travers des « débats participatifs » qui postulent l'infailibilité du citoyen de base en matière d'expertise politique.

Mais, de manière plus surprenante, les sondages d'opinion placent en troisième position (avec 17 ou 18 % des intentions de vote), le centriste François Bayrou qui bénéficie d'une campagne habile, appuyée sur le désaveu par une partie de l'opinion de l'affrontement droite-gauche, mais qui reste un homme seul, abandonné par la plupart de ses élus qui ont rejoint l'U.M.P.

Conforme aux sondages, le premier tour de l'élection présidentielle le 22 avril 2007 bénéficie d'une participation élevée de 84,6 % traduisant l'intérêt retrouvé des Français pour le scrutin et marque l'avance de Nicolas Sarkozy qui, avec 31 % des suffrages, devance nettement Ségolène Royal (25,8 %) et François Bayrou (18,5 %). Ces trois candidats rassemblant les trois quarts des voix, les extrêmes se trouvent laminés, Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national ne rassemblant que 10 % des votants et les candidats d'extrême-gauche ne réunissant que de très faibles pourcentages de l'électorat. Le sort de l'élection semble joué par le fait que, toutes tendances confondues, la gauche culmine à 36 % des suffrages et que toute alliance avec François Bayrou semble exclue, en dépit des efforts de Ségolène Royal, par le double refus du candidat centriste de se lier les mains et du parti socialiste de s'allier à lui.

C'est sans surprise que Nicolas Sarkozy, considéré par les Français selon les sondages comme le candidat le plus propre à mettre en œuvre le changement, est élu président de la République le 6 mai en rassemblant sur son nom plus de 53 % des suffrages.

En conformité avec les attentes des promoteurs du quinquennat, la victoire de Nicolas Sarkozy est confortée en juin 2007 par le succès aux élections législatives des forces politiques qui l'ont soutenu, l'U.M.P., les anciens membres de l'U.D.F. qui ont quitté François Bayrou pour former le « Nouveau Centre » et quelques divers droites. Dès le premier tour, ces partis rassemblent 45,5 % des voix (contre 39 % à la gauche) et font élire 110 députés. Le second tour corrigera quelque peu cette écrasante victoire de la droite, car si la majorité présidentielle rassemble 342 sièges sur 577, les socialistes et leurs alliés améliorent leur effectif parlementaire avec 204 députés cependant que les communistes (18 élus) et les Verts (4 députés) voient leur poids s'amenuiser. Quant à l'ancienne U.D.F., rebaptisée Mouvement démocrate (Modem), elle ne conserve que quatre élus.

Les élections législatives de 2007

	% des suffrages exprimés	Nombre de députés
Extrême-gauche	3,44 %	-
PCF et apparentés	4,62 %	18
PS et apparentés	27,67 %	204
Verts	3,25 %	4
Modem	7,76 %	4
Majorité présidentielle : UMP Nouveau centre	45,52 %	342
Extrême-droite	4,7 %	-
Divers	3,04 %	Non-inscrits : 7

La présidence qui s'ouvre au printemps 2007 va marquer d'emblée une rupture nette avec la précédente dans le domaine de la pratique politique. Si Jacques Chirac avait choisi de se situer dans le prolongement des septennats précédents, ce qui supposait, au moins dans les formes, que le Chef de l'État se situait au-dessus des partis politiques, conservant un certain recul par rapport à la gestion quotidienne, tel n'est pas le choix de Nicolas Sarkozy. Faisant jouer à plein les virtualités du quinquennat, il s'affirme sans complexe comme le chef de la majorité élue sur son nom et le véritable chef du gouvernement en même temps que l'incarnation de la nation.

Aussi, s'il nomme au poste de Premier ministre le gaulliste François Fillon, ancien lieutenant de Philippe Séguin et conserve l'ossature ministérielle des gouvernements précédents avec Jean-Louis Borloo, Michèle Alliot-Marie, Xavier Darcos ou Christine Lagarde, il décide de pratiquer l'« ouverture » en faisant appel aux centristes ralliés dont le chef de file, Hervé Morin, devient ministre de la Défense, mais aussi à des personnalités de gauche, souvent en délicatesse avec le parti socialiste, comme Bernard Kouchner qui accède au poste très convoité de ministre des Affaires étrangères ou l'ex-secrétaire national du PS, Éric Besson, sans compter le sénateur-maire socialiste de Mulhouse Jean-Marie Bockel, nommé secrétaire d'État à la Coopération, puis aux Anciens combattants ou Fadela Amara, présidente de « Ni putes ni soumises », nommée secrétaire d'État à la politique de la Ville.

En outre, au fil des mois des personnalités membres ou proches du Parti socialiste sont appelées à la tête de missions d'études destinées à éclairer les choix du président dans le domaine des politiques publiques. Enfin, le gouvernement intègre des personnalités issues de l'immigration comme Rachida Dati, nommée Garde des Sceaux, ou Rama Yade qui hérite d'un secrétariat d'État aux droits de l'Homme. Choix habiles qui montrent que le nouveau président a parfaitement compris l'évolution de la population française comme la mutation des structures politiques qui fait que des personnalités dont la sensibilité politique est différente de celle du président peuvent, sans renier leurs convictions, mettre leurs compétences au service du pays. Mais choix qui suscitent un vif mécontentement au sein de l'U.M.P. dont les cadres se voient ainsi privés de postes qu'ils estimaient devoir leur revenir après la victoire de leur camp.

Parallèlement à ces mesures d'ouverture, le nouveau Chef de l'État adopte d'emblée un style d'activisme volontariste qui montre tout le parti qu'il est possible de tirer de l'institution du quinquennat, le président étant, à l'issue de celui-ci, jugé sur son bilan en même temps que la majorité qui le soutient. Du même coup se trouve posée la question de l'utilité du Premier ministre dans un système institutionnel où son rôle se borne désormais à rester dans l'ombre du président pour accomplir le plus discrètement possible la tâche d'exécution et de coordination des décisions politiques prises par celui-ci. Si François Fillon assume à la perfection ce rôle ingrat qui lui vaut dans l'opinion une réputation de sérieux et d'efficacité, le président pour sa part est omniprésent, apparaît sans cesse dans les médias, se prononce sur tous les sujets, intervient même dans des questions que ses prédécesseurs auraient jugé mineures. Est-on en présence d'une dérive des institutions dans le sens d'une présidentialisation radicale de la V^e République ou de l'accomplissement, sans complexe et sans précaution, de la logique du régime créé par le général de Gaulle ?

Or, cette volonté du président d'agir sans retard est mise au service d'un projet dont les grandes lignes ont été dessinées dès la campagne électorale : réformer la France pour l'adapter à son époque, rompre avec l'immobilisme que Nicolas Sarkozy reprochait à Jacques Chirac.

● La réforme au pas de charge

Considérant que ses prédécesseurs avaient commis une erreur en décidant d'entreprendre graduellement les réformes qu'ils jugeaient nécessaires, laissant ainsi passer la période favorable de l'« état de

grâce » qui suit l'élection d'un nouveau chef d'État, Nicolas Sarkozy décide d'entreprendre toutes les réformes en même temps. À partir de l'été 2007 commence ainsi un jaillissement continu de textes législatifs destinés à réformer en profondeur tous les domaines de la vie publique.

Les mesures les plus urgentes à ses yeux concernent le domaine économique et répondent à deux de ses promesses de campagne qui concernent la masse des Français : redonner au pays le point de croissance nécessaire pour qu'il retrouve sa prospérité et assurer à tous une augmentation de pouvoir d'achat. Tel est l'objet de la première grande loi votée en juillet 2007 sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat (TEPA). En bonne logique libérale cette loi, baptisée « paquet fiscal » consiste pour l'État à renoncer à 13 milliards de recettes afin de relancer l'économie : exonération sociale et fiscale des heures supplémentaires afin d'accroître le temps de travail, limitation à 50 % du revenu des impôts payés par les plus riches afin d'éviter l'évasion fiscale (mesure baptisée « bouclier fiscal »), réduction du barème de l'impôt sur le revenu, allègement des droits de succession...

Parallèlement, afin de redresser les finances publiques, est mise en place une réduction des dépenses de l'État. L'arme principale en ce domaine est la réduction du nombre des fonctionnaires par le non-remplacement d'une bonne moitié des fonctionnaires partis à la retraite, ce qui aboutit chaque année à des dizaines de milliers de suppression de postes dans l'Éducation nationale, l'armée, la justice, les services publics. Du même souci procède une réforme des retraites mise en œuvre par la suppression des régimes spéciaux qui permettaient aux agents de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. de cesser leur activité bien avant les salariés du régime général comme la décision d'aligner la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du régime général, soit 41 annuités. Enfin, une nouvelle réforme des retraites est mise en œuvre en 2010 dont les principales mesures consistent à reculer l'âge de la retraite à 62 ans et à augmenter les cotisations des fonctionnaires afin de les aligner sur celles du secteur privé.

À côté du budget de l'État, le nouveau pouvoir entend tout à la fois s'attaquer aux déficits sociaux et améliorer l'efficacité des dispositifs de retour à l'emploi. Pour combler le déficit abyssal de la Sécurité sociale, il met en œuvre un système de franchises médicales laissant à la charge des patients une fraction du montant des actes médicaux et des médicaments prescrits. En ce qui concerne le chômage, il institue un contrôle strict pour démasquer les fraudeurs et impose des sanctions contre les chômeurs qui refuseraient deux offres de retour

à l'emploi. Enfin, il décide d'unifier les organismes destinés à aider les chômeurs à retrouver un emploi (A.N.P.E.) et ceux chargés de les indemniser (UNEDIC) dans une structure baptisée « Pôle Emploi ».

Mais l'essentiel à ses yeux est d'assurer aux entreprises les moyens d'accroître leur production en mettant en place la flexibilité du travail par le contournement de la loi des 35 heures. Pour ce faire, un texte autorise la négociation de la durée du travail par entreprise. De la même logique procède la réforme instituant un service minimum en cas de grève dans les transports en commun, mesure complétée en 2008 dans l'Éducation nationale par l'obligation faite aux municipalités d'accueillir les enfants des écoles en cas de grève des enseignants.

En contrepartie de cet ensemble de mesures d'inspiration libérale, le gouvernement tente de résoudre les difficiles problèmes sociaux récurrents depuis plus d'un quart de siècle que constituent la question des banlieues et celle de la grande pauvreté. Concernant les banlieues, la secrétaire d'État chargée de la politique de la Ville, Fadela Amara élabore en 2008 un plan « Espoir-banlieues » visant au désenclavement des ghettos suburbains pour tenter de remédier aux phénomènes de chômage, de délinquance et de marginalité qui les frappe. À l'automne 2008, le gouvernement fait voter une réforme préparée par Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté, remplaçant le Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) et les diverses allocations à l'efficacité limitée par un Revenu de solidarité active (R.S.A.) poussant les chômeurs à retrouver du travail, financé par un prélèvement sur les revenus du capital et permettant d'accroître les émoluments des salariés ne percevant que de faibles rémunérations. Un an plus tard est créé un R.S.A.-jeunes permettant aux moins de 25 ans de bénéficier de mesures d'aide pour l'accession à la vie active.

Si les réformes économiques et sociales apparaissent comme les plus nombreuses et les plus urgentes, aucun domaine de la vie publique n'échappe à la fièvre réformatrice promise par le Président Sarkozy. Ainsi, la Garde des Sceaux Rachida Dati impose-t-elle à des magistrats réticents les promesses présidentielles sur la suppression de l'excuse de minorité pour les délinquants, l'instauration de peines-planchers pour les récidivistes, un renforcement du suivi des délinquants sexuels, mesures accompagnées de la suppression autoritaire de 23 tribunaux de grande instance et de 178 tribunaux d'instance. Toutefois, la mesure la plus contestée, qui relève de la responsabilité de la nouvelle Garde des Sceaux, nommée en 2009,

Michèle Alliot-Marie demeure la réforme de la procédure pénale qui prévoit pour 2011 la suppression du juge d'instruction et l'attribution de la responsabilité des enquêtes pénales aux magistrats du parquet.

L'éducation n'est pas épargnée par les remises en cause. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse fait adopter une loi instaurant l'autonomie financière des Universités avec recours possibles à des financements privés et donnant aux présidents d'Université une autorité renforcée. Dans le primaire, Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, met en œuvre un retour aux enseignements fondamentaux, français et calcul, au détriment des expérimentations pédagogiques. En revanche, il lui faut reculer sur sa réforme des lycées devant l'opposition des enseignants et des lycéens et c'est son successeur, nommé en 2009, Luc Chatel, qui reprend un projet fondé sur une diminution des horaires, une modification de la formation des enseignants par la suppression des Instituts de formation des maîtres (I.U.F.M.) et une volonté de rééquilibrer les sections du baccalauréat, projets qui rencontrent une forte opposition des enseignants qui dénoncent un souci d'économies budgétaires et une réforme ayant pour objet de justifier les suppressions massives de postes plus que de mettre en avant des objectifs éducatifs.

Plus novatrice et répondant à l'intérêt de la société pour les questions environnementales est l'organisation en octobre 2007 par Jean-Louis Borloo, ministre d'État chargé de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire d'un vaste colloque, baptisé « Grenelle de l'environnement », débouchant sur un plan d'action dont les principes sont adoptés par voie législative en octobre 2008. Mesure-phare de ces propositions, l'institution d'une taxe carbone destinée à modifier les habitudes de consommation en poussant les citoyens à économiser l'énergie. À l'issue des travaux d'une commission d'experts présidée par l'ancien Premier ministre Michel Rocard, le principe de cette taxe est adopté par le Parlement pour entrer en vigueur en janvier 2010. Mais la censure du Conseil constitutionnel qui juge que la mesure frappera les particuliers et non les industriels qui sont les plus gros pollueurs mais bénéficient d'un système de quotas gratuits oblige à retarder la mesure. Celle-ci sera finalement abandonnée en mars 2010, au motif qu'elle pénaliserait les entreprises françaises, en l'absence d'une mesure étendue à l'ensemble de l'Union européenne, et ce à la grande déception des écologistes.

Plus conforme aux objectifs traditionnels de la droite, la politique de l'immigration comporte deux volets, mis en œuvre par les ministres successivement en charge du dossier, Brice Hortefeux et Éric Besson. Le premier de ces volets est la définition d'une « immigration choisie » qui aboutit à l'énumération d'une liste de métiers pour l'exercice desquels les immigrés sont volontiers accueillis sur le territoire national. Le second est la volonté de lutter contre l'immigration clandestine, entraînant l'expulsion des sans-papiers, avec un quota fixé annuellement à 25 000 individus et aboutissant à d'insoutenables drames humains lorsqu'ils concernent des personnes installées en France depuis plusieurs années, qui y ont trouvé un emploi et fondé une famille. La destruction des campements sauvages installés autour de Calais, le durcissement de la législation renforçant le pouvoir du juge administratif vont dans le même sens. En revanche, la tentative du ministre Éric Besson, appuyée par le chef de l'État, de lancer à l'automne 2009 un grand débat sur l'identité nationale débouche sur un échec, une grande partie du monde politique et des milieux intellectuels y voyant une manière détournée de stigmatiser l'immigration, voire un objectif politicien pour drainer les voix du Front national.

Au plan institutionnel, Nicolas Sarkozy s'était engagé à mettre en œuvre une « République irréprochable » à travers une réforme constitutionnelle. Aussi met-il en place dès juillet 2007, sous la présidence d'Édouard Balladur, une commission chargée de faire des propositions en ce sens. C'est à partir de celles-ci qu'il fait adopter en juillet 2008 par le Parlement réuni en congrès à Versailles la 24^e révision constitutionnelle de la V^e République qui comporte trois volets. Le premier concerne le président de la République qui obtient la possibilité de s'exprimer devant les parlementaires réunis en congrès (alors que depuis la III^e République il ne pouvait s'adresser au Parlement que par message), voit ses mandats limités à deux et ses pouvoirs de nomination et de décision encadrés par diverses institutions. Le second volet redonne une marge de manœuvre au Parlement en disposant que les textes législatifs seront désormais examinés dans la forme amendée par les commissions et non tels que transmis par le gouvernement, sauf pour les lois de finances, le financement de la Sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle. De même, l'usage de l'article 49-3 qui permet au gouvernement de faire adopter un texte sans débat, sauf si une motion de censure est adoptée, est limité à des cas précis. Enfin, le Parlement reconquiert pour la moitié des séances la maîtrise de son ordre du jour et l'oppo-

sition bénéficie de quelques droits. C'est probablement le troisième volet qui constitue l'aspect le plus novateur de la réforme en donnant de nouveaux droits aux citoyens à travers la création sous certaines conditions d'un référendum d'initiative populaire et la possibilité de saisir les tribunaux, le Conseil supérieur de la magistrature, voire le Conseil constitutionnel.

Si la révision de juillet 2008 a été assez bien accueillie, l'opposition choisissant plutôt l'abstention que l'opposition, il n'en va pas de même de la réforme des collectivités territoriales qui doit être adoptée en 2010 pour prendre effet en 2014. Préparée par une commission présidée par Édouard Balladur, elle est précisée en octobre 2009. La réforme vise à simplifier les structures administratives du pays en faisant élire des « conseillers territoriaux » siégeant à la fois dans les départements et les régions, ce qui devrait diminuer de moitié le nombre des élus (de 6 000 à 3 000), à renforcer les pouvoirs des grandes villes et des intercommunalités dépassant 450 000 habitants qui seraient dotées des pouvoirs des départements et des régions, à préciser les compétences entre départements et régions. Si les objectifs de la réforme sont généralement acceptés, malgré la crainte des élus locaux de perdre leurs mandats, trois points soulèvent critiques et inquiétudes tant dans l'opposition que dans la majorité : la crainte d'une recentralisation du pays, le soupçon sur les résultats du redécoupage des circonscriptions rendu indispensable par la réforme, et surtout l'intention du président de la République de faire élire les conseillers territoriaux par un scrutin uninominal à un tour, vu comme la volonté de reprendre à la gauche une partie des régions et des départements qu'elle dirige.

Sur le plan international, le président de la République déploie une activité tout aussi intense que sur le plan intérieur. Ainsi, à peine élu, parcourt-il les capitales européennes afin de relancer le processus de construction européenne bloqué depuis mai 2005 par le double « non » français et néerlandais et sa démarche aboutit à la signature du traité de Lisbonne qui reprend, pour l'essentiel, les dispositions principales du fonctionnement de l'Union. Ratifié par la voie parlementaire dans la plupart des pays de l'Union, le traité est cependant bloqué par un référendum négatif en Irlande, et il faudra un second vote irlandais pour qu'il entre enfin en application à l'automne 2009. Président en exercice de l'Union européenne durant le second semestre 2008, Nicolas Sarkozy ne ménage pas ses efforts pour aboutir à un cessez-le-feu dans le conflit qui oppose la Russie à la Géorgie en août 2008, puis pour obtenir de Moscou

l'évacuation du territoire géorgien, mais non celle des républiques autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud dont la Russie reconnaît seule l'indépendance.

En matière de rapports transatlantiques, il se rapproche sans ambiguïté des États-Unis, rompant ainsi avec la réserve des précédents présidents français depuis de Gaulle, soutenant Washington dans sa lutte contre le terrorisme international, renforçant le contingent français en Afghanistan et surtout, décidant en mai 2008 le retour de la France dans l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique, l'O.T.A.N.

Les premières années du quinquennat de Nicolas Sarkozy marquent ainsi l'accomplissement des promesses réformatrices qui avaient constitué son programme électoral. Le Chef de l'État s'applique systématiquement à les mettre en œuvre, sans se laisser détourner de sa volonté de moderniser les structures de la France par les protestations catégorielles, les aléas politiques ou les difficultés économiques. Toutefois, sa tâche est singulièrement compliquée par le poids d'un phénomène inattendu, mais lourd de conséquences, la crise financière et économique mondiale qui gagne l'Europe à l'automne 2008.

● La crise économique et ses conséquences

Élu en mai 2007 sur un programme économique d'inspiration libérale, Nicolas Sarkozy s'était engagé à mettre fin à l'immobilisme conduisant la France au déclin qu'il reprochait à son prédécesseur Jacques Chirac et avait promis aux Français d'augmenter la croissance économique et d'être « *le président du pouvoir d'achat* ». Et la méthode préconisée reposait sur la poursuite de la dérégulation permettant aux entreprises de se développer sans entraves, sur la baisse de la pression fiscale des entreprises et des particuliers libérant des capitaux pour l'investissement et sur le principe de « *travailler plus pour gagner plus* » grâce à l'assouplissement des règles sur la durée du travail et le recours aux heures supplémentaires défiscalisées.

Or, dès l'été 2007, ces projets se trouvent contrariés par une conjoncture internationale défavorable. C'est d'abord la hausse brutale des matières premières agricoles et industrielles et des produits pétroliers, due à une modification des habitudes alimentaires dans les pays émergents pour les premières, à la demande croissante des nouveaux pays industriels pour les autres. Le résultat en est une poussée inflationniste qui provoque la hausse des prix et contre

laquelle la Banque centrale européenne tente de lutter en augmentant ses taux directeurs, ce qui a pour effet d'alourdir la charge de la dette et d'accroître le taux des crédits. Le ralentissement économique qui s'ensuit fait considérer que, dès la fin de l'été 2007, la France est entrée dans une phase de récession marquée par des fermetures d'entreprises, des délocalisations, des plans sociaux et une poussée du chômage. Loin des promesses du président, le pouvoir d'achat des salariés a tendance à diminuer sous l'effet de l'inflation.

D'une certaine manière, cette crise, plus marquée en France qu'en Angleterre ou en Allemagne, conforte l'analyse de Nicolas Sarkozy sur la nécessité de réformes structurelles de l'économie, capables de faire disparaître les blocages qui affectent l'économie française. Mais alors qu'il met en œuvre les premières mesures de son programme, l'Europe et la France sont atteintes en septembre 2008 par la crise financière qui a éclaté aux États-Unis. À l'origine de cette crise, se trouvent les pratiques d'un capitalisme dérégulé, l'effondrement d'établissements de crédit ayant accordé des prêts à des ménages aux revenus modestes, placés dans l'impossibilité de rembourser leur emprunt par la chute du marché immobilier. Par le biais de la « titrisation », ces prêts « toxiques » ont été transformés en obligations vendues dans le monde entier. Si bien que la faillite de sociétés de crédit et d'établissements bancaires déclenche une crise financière de grande ampleur que la mondialisation des opérations financières étend à l'ensemble du monde. Pour éviter un effondrement du système financier international et une chute générale des économies, les États se sentent tenus de rétablir la confiance en injectant massivement des liquidités dans le système économique, mais ils le font en ordre dispersé.

Président du Conseil européen au plus fort de la crise, Nicolas Sarkozy va inlassablement plaider pour une action coordonnée des États les plus riches afin d'accroître l'efficacité de ces interventions. En octobre 2008, il se rend à Washington avec le président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso pour proposer de réunir un sommet du G8 en y associant les puissances émergentes, Chine, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud afin de « refonder le capitalisme mondial » par la surveillance et la régulation, sous le contrôle des États, des activités bancaires. Réservé envers une initiative qui pourrait engager son successeur qui doit être désigné le mois suivant, le président Bush retient cependant l'idée de cette réunion, à condition qu'elle préserve la liberté des marchés, la libre-entreprise et le libre commerce, mais il voit d'un bon œil la volonté de mettre

fin aux « paradis fiscaux » dont l'existence interdit toute régulation financière. Des efforts du même ordre sont entrepris dans l'Union européenne où les pays de la zone euro et le Royaume-Uni se mettent d'accord pour garantir les prêts interbancaires et recapitaliser les banques. L'Europe consacrera ainsi 1 800 milliards à ce sauvetage du système bancaire dont 320 milliards pour la France.

L'automne 2008 représente cependant une période noire pour l'économie française. Celle-ci subit une chute de son commerce extérieur, perceptible depuis 2005, mais aggravée par les difficultés économiques et l'alourdissement de la facture énergétique. Au cours du mois d'octobre, la bourse de Paris s'effondre, suivant le mouvement général des bourses mondiales. Si les banques françaises résistent plutôt mieux à la crise que leurs homologues américaines, britanniques ou allemandes, elles tendent à restreindre les crédits aux entreprises, et tout particulièrement aux petites et moyennes entreprises. Du même coup, les difficultés financières de celles-ci conduisent à une cascade de dépôts de bilan, de délocalisations vers les pays à faible coût de main-d'œuvre, mais aussi à une rafale de plans sociaux consécutifs à des suppressions de postes, y compris pour des entreprises faisant de gros bénéfices qui profitent de la crise pour réduire les coûts salariaux. Le chômage, plus ou moins maîtrisé depuis quelques années aux alentours de 7 % de la population active repart à la hausse, frôlant fin 2009 la barre des 10 %.

Devant cette crise économique, le président Sarkozy réagit avec le même volontarisme dont il a fait preuve sur le plan international pour lutter contre la crise financière. Dès le mois de décembre 2008, il annonce un plan de relance de 26 milliards d'euros visant à éviter une lourde dépression analogue à celle qui a suivi la crise de 1929, tout en ne pénalisant pas la compétitivité de l'économie française en vue de la reprise future. En l'occurrence, il s'agit d'apporter une aide de trésorerie aux entreprises en difficulté, spécifiquement les PME, et à lancer des programmes d'investissements publics dans le domaine des infrastructures de transport et d'équipement civil, du logement social et de la rénovation urbaine, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture, de la justice, de la défense. Les projets retenus l'ont été avec le double souci de pouvoir être mis en œuvre très rapidement et de favoriser l'emploi. En outre, une aide spécifique doit être apportée à deux secteurs en difficulté, le bâtiment et l'automobile, cette dernière bénéficiant d'une aide de l'État de 6,5 milliards d'euros destinée à l'investissement et d'une prime à la casse favorisant le retrait de circulation des véhicules anciens au profit de l'achat de voitures

neuves. Il est frappant de constater que, prenant ses distances avec le libéralisme qu'il professait au début de son quinquennat, le président de la République fait massivement intervenir l'État pour amortir les effets de la crise, se réclamant du pragmatisme et de la nécessité.

Non sans résultat. Si la crise frappe la France, celle-ci est cependant moins atteinte par ses conséquences que les États-Unis, le Royaume-Uni et même l'Allemagne. Dès l'été 2009, un timide début de reprise s'y manifeste. Les sociétés financières connaissent dès l'automne 2009 une insolente prospérité, se préparant dans l'euphorie à distribuer à leurs traders et à leurs dirigeants des bonus considérables, au point que l'État doit leur rappeler qu'il ne saurait être question, après avoir bénéficié de l'aide de l'argent public, d'en revenir aux pratiques douteuses qui ont conduit à la catastrophe. En revanche, les industries ne sont nullement sorties de la crise et nombre de secteurs comme l'énergie, la sidérurgie, les matériaux connaissent de très réelles difficultés. Le souci principal du chef de l'État est alors de penser à la reprise mondiale, avec le risque de voir la France, fortement endettée, ne pas posséder les moyens financiers de l'investissement dans l'innovation. C'est ce souci qui explique la décision, à première vue surprenante, de lancer un grand emprunt destiné à permettre à la France de pratiquer cet investissement, chargeant une commission co-présidée par les anciens Premiers ministres Alain Juppé et Michel Rocard de définir les secteurs prioritaires. Finalement, ce sont 35 milliards d'euros qui seront levés pour être investis dans les secteurs d'avenir.

Mais si les dépenses de l'État ont permis d'amortir les effets de la crise, elles pèsent lourdement sur son budget dont le déficit devrait doubler entre 2008 et 2010, passant de 56 milliards d'euros, à près de 100 milliards. De surcroît, la dette publique atteint fin 2009 1 500 milliards d'euros. On est loin des chiffres imposés par l'Union européenne pour la convergence des déficits et de la dette, et la France doit s'engager à réduire drastiquement les dépenses de l'État à partir de 2011, ce qui implique la poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et l'extension de cette règle aux opérateurs financés par l'État et exerçant une activité de service public comme aux collectivités territoriales. Pour éviter l'augmentation des impôts, difficilement acceptable pour un président qui s'était engagé à les diminuer et à être « le président du pouvoir d'achat », le gouvernement entend s'attaquer aux « niches fiscales », c'est-à-dire aux différentes exonérations et réductions ou aux crédits d'impôts dont bénéficient diverses catégories de contribuables. En revanche, en dépit des attaques de l'opposition et d'une grande

partie des élus de la majorité, le Chef de l'État se refuse absolument à remettre en cause le « bouclier fiscal » introduit par la loi TEPA et fixant un seuil maximum d'imposition à 50 % du revenu, mesure symbolique, jugée par beaucoup inéquitable puisqu'elle dispense les plus fortunés de tout effort fiscal supplémentaire.

● **Le paradoxe de Nicolas Sarkozy**

Durant les premiers mois de son septennat, Nicolas Sarkozy bénéficie d'une très réelle popularité. Il peut, sans difficulté, engager au pas de charge les réformes promises durant la campagne électorale et mettre en place des mutations considérables, sans que les habituelles protestations des syndicats et de l'opposition ne déclenchent des mouvements de rue comme tous ses prédécesseurs en ont subi et devant lesquels ils ont dû, en définitive, reculer.

L'explication de cet « état de grâce » réside pour l'essentiel dans l'incontestable légitimité dont il peut se prévaloir. Élu par une nette majorité du corps électoral sur un programme de rupture avec l'immobilisme dénoncé de son prédécesseur, disposant de l'appui d'une majorité tout aussi nettement désignée, il met en œuvre le projet de modernisation qu'il s'était engagé à réaliser. Par ailleurs, son action décidée sur le plan international durant sa présidence de l'Union européenne, son rôle dans la solution de la crise géorgienne, une gestion habile de la dépression économique française, au moins pour le court terme, et ses incessantes tentatives pour provoquer une réponse coordonnée, au plan mondial comme au plan européen, aux difficultés financières et économiques lui ont procuré une stature internationale incontestable.

Toutefois, il est également nécessaire de prendre en compte pour expliquer ce contexte intérieur exceptionnellement favorable, une autre donnée, celle de la crise profonde qui atteint le parti socialiste après sa défaite à l'élection présidentielle de 2007, alors qu'il s'attendait à une alternance aisée. L'échec de Ségolène Royal laisse d'autant plus le parti socialiste désemparé que la candidate (qui laisse entendre qu'elle est prête à se représenter en 2012) a, au cours de la campagne, nettement pris ses distances avec l'appareil du parti socialiste qui, de son côté, ne la reconnaît nullement comme émanant d'elle. De surcroît, le premier secrétaire du parti, François Hollande, ayant fait connaître qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son mandat au prochain congrès du parti qui doit se tenir à Reims en novembre 2008, cette annonce provoque une concurrence des candidatures qui absorbe toutes les énergies du

principal parti d'opposition. À telle enseigne que la « déclaration de principes » adoptée lors de sa convention nationale de juin 2008 où, se réclamant de l'humanisme, le parti socialiste se déclare laïque, social, écologiste, partisan d'une économie de marché régulée et ouvertement réformiste, reste pratiquement sans écho. Toutes les énergies sont tournées vers la lutte pour la direction du parti où six motions s'affrontent pour la conquérir. À l'ouverture du congrès de Reims, Ségolène Royal arrive en tête (avec 29,1 %), suivie pratiquement à égalité par Bertrand Delanoë (24,9 %) et Martine Aubry (24,4 %). Aucune majorité nette ne se dégageant et aucun accord ne se dessinant, l'élection du Premier secrétaire va donner lieu à un duel opposant Mme Aubry (qui bénéficie des désistements de Bertrand Delanoë et de Benoît Hamon qui avait rassemblé 18 % sur sa motion) et Mme Royal. Le 21 novembre 2008, le second tour donne l'avantage à Mme Aubry avec 42 voix d'avance sur sa rivale, résultat que celle-ci conteste aussitôt.

Absorbé par ses conflits internes, le parti socialiste reste paralysé par la rafale de réformes gouvernementales face auxquelles il ne parvient pas à opposer de projets crédibles, d'autant que certaines d'entre elles, comme le R.S.A., sont directement empruntées à son propre programme et parfois mises en œuvre ou conseillées par des personnalités d'ouverture issues de ses rangs. De plus, il ne parvient guère à se situer entre la possibilité d'une alliance avec le Modem de François Bayrou, préconisée par Mme Royal, et l'attitude d'opposition systématique d'une extrême-gauche tentée par l'anticapitalisme et que tente de fédérer Olivier Besancenot. À cette paralysie du principal parti d'opposition correspond celle de syndicats débordés par le rythme des réformes qui rend malaisées les manifestations, lesquelles risquent d'apparaître décalées au moment où elles se produisent par l'annonce des réformes suivantes. Enfin, l'opposition politique et syndicale est gênée dans ses possibilités de réaction par l'appui de l'opinion publique à certaines mesures comme le service minimum dans les transports, la suppression des régimes spéciaux de retraite ou la remise en cause des 35 heures par le jeu des heures supplémentaires défiscalisées.

Dans ces conditions, on ne peut que s'étonner du paradoxe que constitue la chute de popularité d'un chef d'État qui a la possibilité d'appliquer, sans entrave et sans opposition réelle, le programme sur lequel il a été élu. Crédité au moment de son élection de 65 % d'opinions favorables, chiffre qui monte à 69 % à la fin de l'été 2007, il voit cette popularité décliner sans cesse dans les mois qui suivent

au point de tomber à 28 % au mois de mars 2010. Comment rendre compte de ce phénomène ? Sans doute, le déclenchement de la crise économique constitue-t-il un élément d'explication, en raison des difficultés sociales qu'elle entraîne, même si la gestion présidentielle de la crise constitue une réponse valable à celle-ci. Mais la chute de la popularité de Nicolas Sarkozy est bien antérieure à la crise, puisqu'elle n'est plus que de 35 % au début de l'automne 2008.

En fait, trois facteurs très différents peuvent être mis en avant pour expliquer ce phénomène. Le premier tient à la personnalité de Nicolas Sarkozy et à son omniprésence dans les médias. Justifiée pour expliquer sa politique au pays, celle-ci s'est étendue à la personne du président et à sa vie privée. En période de difficultés économiques l'étalage ostentatoire de son goût pour le luxe, ses vacances coûteuses sur le yacht de ses amis milliardaires ou dans de luxueuses villas ont choqué l'opinion. Ses démêlés conjugaux avec son épouse, son divorce, sa liaison puis son mariage avec la chanteuse Carla Bruni, ont fait l'objet d'innombrables articles dans la presse « people ». La publicité faite autour de ces événements, concevable pour une vedette du spectacle, ont paru à beaucoup peu dignes d'un chef d'État.

Le deuxième facteur d'explication tient à la mutation de la pratique institutionnelle induite par le quinquennat. Alors que ses prédécesseurs à la tête de l'État pouvaient faire porter l'impopularité de la politique gouvernementale sur le Premier ministre, fusible désigné pour être sacrifié afin de préserver le président, Nicolas Sarkozy s'est privé de cette facilité en assumant la totalité des actes du gouvernement et en subissant de plein fouet le mécontentement de l'opinion. Paradoxalement, l'exposition du président protège le Premier ministre, et la discrétion et le sérieux de François Fillon qui évite de se mettre en avant et fait preuve d'une loyauté totale envers le chef de l'État, lui valent une relative popularité.

Or cette pratique de « l'hyperprésident » comme le surnomment les médias apparaît clairement négative dans une période où la crise et les réformes se conjuguent pour entretenir le mécontentement d'une part croissante de l'opinion. D'une part, l'avalanche de réformes entreprises depuis 2007, si elles peuvent s'avérer bénéfiques à long terme, apparaissent dans un premier temps négatives à beaucoup : enseignants ulcérés par les suppressions massives de postes et la dégradation de leurs conditions de travail, magistrats, avocats et personnels de justice touchés par la fermeture de tribunaux, le durcissement des lois répressives ou la suppression annoncée du juge d'instruction,

militaires qui voient leurs moyens réduits et leurs casernes fermées, salariés qui craignent pour leur emploi du fait des délocalisations et des plans sociaux ou qui voient leur pouvoir d'achat stagner cependant que la réforme des retraites suscite des inquiétudes pour l'avenir, retraités dont les pensions ne sont réajustées qu'avec parcimonie... Il s'y ajoute le fait que cette politique apparaît aux opposants comme aux membres de la majorité peu lisible, voire contradictoire. Comment jeter l'opprobre sur les bénéficiaires scandaleux et les salaires pharaoniques des dirigeants des grandes sociétés quand l'État accepte de procéder de même dans les sociétés où il est majoritaire ou influent ? Comment évoquer une « République irréprochable » quand le fils du président, encore étudiant, brigue la présidence d'un grand établissement public ? Comment invoquer l'équité des sacrifices nécessaires en refusant de remettre en cause le « bouclier fiscal » ? Comment prétendre améliorer le système éducatif en le privant de moyens ou en sacrifiant certaines disciplines essentielles à l'éducation des jeunes ?

Cette impopularité du Chef de l'État et de la majorité qui le soutient sont de peu de conséquences politiques tant que l'opposition apparaît émiettée et impuissante à formuler un programme crédible à opposer à celui du président. La preuve paraît en être apportée par les élections européennes de juin 2009. En rassemblant 27,8 % des suffrages, l'U.M.P. arrive nettement en tête, faisant élire 29 eurodéputés sur 72, alors que le parti socialiste avec 16,5 % des voix et 14 élus connaît un incontestable échec, d'autant qu'il est talonné par Europe écologie qui fait pratiquement jeu égal avec 16,2 % des suffrages et 14 élus. Toutefois, si on met à part les 7 % de voix du Front national et les 8,5 % obtenus par le Modem, le total des voix de droite s'établit à 35 % quand la gauche et l'extrême-gauche en totalisent 45 %. Par ailleurs les élections européennes sont des élections à un seul tour, ce qui favorise une droite gouvernementale rassemblée pour l'essentiel au sein de l'U.M.P.

Au demeurant, les élections municipales de 2008 montrent que les choses sont moins favorables pour le parti au pouvoir. En pleine période de difficultés dues à la guerre des dirigeants et à la vacuité de son programme, le PS remporte une nette victoire conservant haut la main Paris et Lyon conquises en 2001, y ajoutant Toulouse, Strasbourg, Reims et Saint-Etienne et s'assurant la gestion des dix plus grandes villes de France et de très nombreuses villes moyennes.

Or le même processus se renouvelle avec les élections régionales de mars 2010. La gauche ayant massivement remporté les élections

régionales de 2004 en faisant la conquête de 20 des 22 régions métropolitaines, la majorité espère en reconquérir quelques-unes. Mais, entre temps, le parti socialiste s'est ressaisi. Martine Aubry, longtemps contestée, a fini par y imposer son autorité et par reprendre en main ses rouages, si bien qu'elle apparaît désormais comme une présidentiable crédible. L'impopularité du président et de son parti fait le reste. Non seulement, la droite échoue dans son projet de reconquête, mais elle perd encore la Corse, ne conservant en métropole que la région Alsace et ne trouvant de compensation qu'en Guyane et à La Réunion, mais les résultats du premier tour ont de quoi l'inquiéter. Avec une abstention record de 53,6 % des électeurs inscrits, la gauche rassemble environ 50 % des suffrages dont 29,5 % pour le PS et 12,5 % pour les écologistes alors que la droite de gouvernement ne parvient qu'à 27,2 % (dont 26,5 % pour l'U.M.P.), réalisant son score le plus faible sous la V^e République.

Désormais se trouve posée la question d'un possible échec de l'expérience Sarkozy lors des élections de 2012. Sans doute, des élections locales ne préjugent-elles pas du résultat d'un scrutin national et la dichotomie entre un pouvoir central dominé par la droite et un pouvoir local aux mains de la gauche n'empêche en rien le fonctionnement des institutions. Toutefois, le faible pourcentage obtenu par l'U.M.P., l'absence de réserves à droite en vue d'un second tour, rendent indispensable pour le président la reconquête d'une opinion qui lui est, en 2010, majoritairement défavorable. L'annonce d'une pause dans les réformes au second semestre 2011 est sans doute le premier effet de ce constat, sans qu'il soit certain que le remède suffise.

L'Union européenne : une puissance en devenir ?

Tandis que les principaux pays de l'Europe occidentale et méridionale voient se succéder alternativement des gouvernements de droite et de gauche, la nouvelle Union européenne créée par le traité de Maastricht s'efforce de trouver continuellement de nouvelles règles de fonctionnement pour être plus efficace et mieux intégrer les nouveaux pays adhérents. Freinée à plusieurs reprises par les réticences de certains États, la construction européenne se poursuit néanmoins jusqu'à la signature en décembre 2009 du traité de Lisbonne dotant l'Union de nouvelles institutions. Au plan économique cependant, tous les pays membres n'ont pas adopté la monnaie unique et l'Union éprouve toujours quelques difficultés à gérer collectivement les crises. Face aux deux super-puissances du début du ^{xxi}^e siècle, les États-Unis et la Chine, la diplomatie européenne reste fragile sur la scène internationale.

Le Royaume-Uni du « Thatcherisme » au « Blairisme »

● La fin du long « règne » conservateur : John Major (1990-1997)

Fortement contestée lors du congrès du parti conservateur en novembre 1990, Margaret Thatcher démissionne aussitôt de son poste de Premier ministre et est remplacée par son chancelier de l'Échiquier, John Major, qui ne tarde pas à prendre quelque distance avec les aspects les plus controversés de la politique sociale thatchérienne, annonçant dès mars 1991 la suppression de *la poll-tax*, impôt local très impopulaire. Mais il conserve dans ses grandes lignes la même politique économique (continuation des privatisations), internationale (alignement sur les États-Unis dans la guerre du Golfe) et européenne (refus du protocole relatif à la politique sociale lors de la signature du traité de Maastricht en février 1992). Malgré une conjoncture économique très défavorable (recul du produit intérieur brut, forte inflation et remontée du chômage), l'usure du pouvoir et les pronostics des sondages, les conservateurs remportent une nouvelle fois les élections législatives en avril 1992.

Conforté dans son poste de Premier ministre, John Major s'efforce de sortir le Royaume-Uni du nouveau marasme dans lequel se débat le pays depuis le début des années 1990. Il réussit à relancer quelque peu l'économie, avec un taux de croissance de l'ordre de 4 %, ramenant le taux de chômage aux alentours de 8 % (après une pointe à plus de 10 % en 1993). Mais, au printemps 1996, le pays doit faire face à un embargo européen sur le bœuf britannique, suite à une épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine dite de la « vache folle », ce qui réveille les sentiments anti-européens de nombreux Britanniques. Dans une société en proie au doute jusque dans certaines de ses valeurs traditionnelles (remous provoqués par les premières ordinations de femmes à la prêtrise dans l'Église anglicane en mars 1994 et par les frasques de la jeune génération de la famille royale), les effets de la crise et le démantèlement de la législation sociale depuis les réformes de Mme Thatcher ont aggravé les disparités, le fossé entre les riches et les pauvres s'étant encore considérablement creusé depuis 1979.

Le mécontentement contre le gouvernement Major prend une autre tournure en Écosse et au Pays de Galles avec la remontée de

l'audience des partis nationalistes, *Scottish National Party* et *Plaid Cymru* qui, lors de diverses consultations électorales (européennes, locales ou législatives partielles) devançant régulièrement le parti conservateur, arrivant juste derrière le parti travailliste. En Irlande du Nord, malgré deux accords conclus en décembre 1993 et en mars 1995 avec le Premier ministre de la République d'Irlande, John Major, intransigeant avec l'IRA, ne parvient pas à rétablir la paix. Usés par le pouvoir, comme le montre leur déroute aux élections locales de 1996, les conservateurs subissent un grave revers aux élections législatives de 1997 remportées par les néo-travaillistes de Tony Blair.

● **Le « New Labour » de Tony Blair : le temps des succès (1997-2005)**

Le bouleversement électoral aux législatives de 1997 s'explique non seulement par un vote anti-conservateur (qui permet aux libéraux démocrates de passer de 20 à 46 sièges) mais aussi par une profonde rénovation du *Labour Party* entreprise depuis 1994 par son nouveau leader, Tony Blair. Lors d'un congrès extraordinaire en avril 1995, il avait réussi à faire modifier la clause IV des statuts de 1918 qui préconisait « *la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échanges* », pour la remplacer par une formule plus vague faisant du *New Labour* un parti démocratique et socialiste propre à séduire les classes moyennes avec un programme réformateur acceptant le libéralisme économique, mais contrôlé par plus de protection sociale. C'est cette ligne centriste, « troisième voie » entre l'ultra-libéralisme et l'étatisme, que met rapidement en application le gouvernement de Tony Blair dans le domaine économique et social, rassurant à la fois la *City* de Londres par plusieurs mesures en faveur des milieux d'affaires (plus grande autonomie de la Banque d'Angleterre, baisse de l'impôt sur les sociétés...) et son électorat traditionnel par un programme de lutte contre le chômage intitulé *Welfare to work* (« *passer de l'assistance au travail* »).

Le néo-réalisme de Tony Blair se manifeste dans d'autres domaines : création de deux Parlements régionaux pour l'Écosse et le pays de Galles (septembre 1997), ces deux nations disposant désormais d'un gouvernement autonome au pouvoir limité ; création en 2000 de la fonction de maire de Londres élu au suffrage universel. En Irlande du Nord, rompant avec les attermoissements de John Major, Tony Blair réactive les négociations avec l'IRA et parvient à obtenir la signature d'un accord de paix en avril 1998

(« *l'accord du Vendredi saint* »), mettant fin à un conflit armé de près de trente ans. Mais sa politique européenne reste ambiguë, la crise de la « vache folle » n'ayant pas arrangé les choses : s'il signe rapidement la Charte sociale européenne, il refuse l'entrée de la livre dans la zone euro mise en place le 1^{er} janvier 1999, repoussant sans cesse un référendum sur cette question.

Au total, les réformes économiques et sociales du « Blairisme » ne touchent guère à l'héritage conservateur. Elles profitent surtout au monde financier, le boom du secteur tertiaire contrastant avec une grave crise du secteur industriel, victime de nombreuses fermetures d'usines. L'introduction d'un salaire horaire minimum en avril 1999 et un taux de chômage relativement faible (de l'ordre de 6 %) n'empêchent pas le Royaume-Uni d'être un pays de très fortes inégalités sociales, où une importante immigration crée parfois de vives tensions. Malgré l'arrivée au pouvoir des travaillistes, de nombreux services publics restent fortement dégradés. Les dirigeants politiques et économiques restent divisés sur la politique européenne alors que la monnaie unique se met en place. Le très fort taux d'abstention aux élections législatives de juin 2001 (40,2 %) traduit sans doute un certain désenchantement de l'opinion, la nouvelle victoire travailliste relevant plus d'une incapacité du parti conservateur à proposer une alternative au « Blairisme » que d'une adhésion profonde des milieux populaires pour le gouvernement sortant.

Le second mandat de Tony Blair va être principalement marqué par une vive polémique concernant la participation des Britanniques à la guerre en Irak. Face à une opinion publique divisée sur cette intervention, le gouvernement la justifie dès septembre 2002 en faisant état de la présence d'armes de destruction massive en Irak avant de devoir reconnaître en août 2003, après le suicide d'un expert britannique, que le dossier de ces « preuves » avait été gonflé. Mis en difficulté pour son soutien inconditionnel à George W. Bush, Tony Blair connaît plus de réussite dans le domaine intérieur. La bonne santé de l'économie britannique (avec un taux de croissance de l'ordre de 3 % et un taux de chômage inférieur à 5 %), une certaine revalorisation des services publics, une politique plus rigoureuse contre la criminalité et le terrorisme désarçonnent les critiques venues soit de l'aile gauche du parti travailliste, soit du parti conservateur qui ne parvient guère à retrouver quelque crédit dans l'opinion. Aussi Tony Blair remporte-t-il une troisième fois les élections législatives en mai 2005 malgré une certaine érosion de l'électorat travailliste : seulement 36,3 % des voix contre 33 % aux conservateurs et 22,8 %

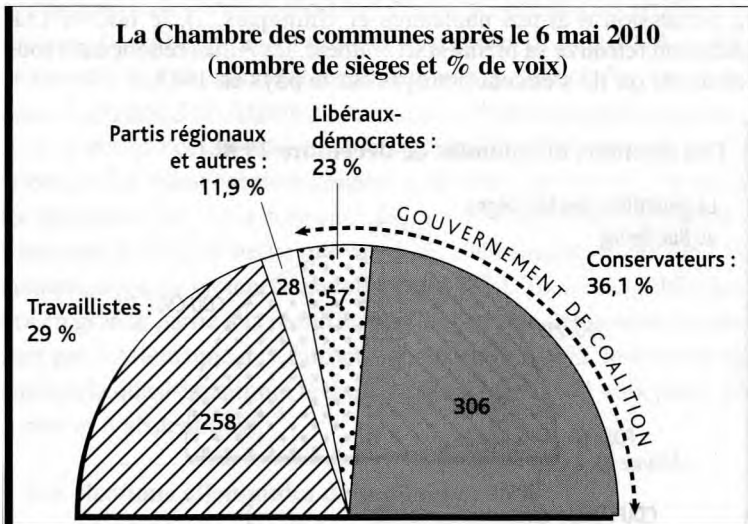
aux libéraux-démocrates, le scrutin majoritaire à un tour permettant cependant au *Labour Party* d'obtenir 356 sièges contre respectivement 197 et 62 aux deux principaux partis d'opposition.

● **Tony Blair et Gordon Brown : le temps des difficultés (2005-2010)**

En juillet 2005, quatre attentats islamistes meurtriers (56 morts et de très nombreux blessés) perpétrés dans les transports en commun de Londres viennent brusquement remettre au premier plan l'attitude du gouvernement britannique dans la guerre d'Irak et la politique d'immigration suivie par le Royaume-Uni depuis les années 1950 (l'intégration par le biais du communautarisme). Suite à des revers travaillistes lors d'élections partielles en 2006, une pression s'exerce au sein du *Labour Party* pour que Tony Blair abandonne le poste de Premier ministre au profit de son chancelier de l'Échiquier Gordon Brown, considéré comme l'un des principaux responsables de la bonne santé de l'économie britannique depuis 1997. De plus en plus impopulaire, en raison notamment de son soutien inconditionnel à la politique de George Bush, Tony Blair reste cependant au pouvoir jusqu'en juin 2007, son seul grand succès lors de son dernier mandat ayant été de mettre en place en mai 2007, après de longues négociations, des institutions semi-autonomes et un gouvernement bi-confessionnel en Irlande du Nord.

À peine arrivé au pouvoir, Gordon Brown doit faire face à de nouvelles menaces terroristes, puis intervient dès septembre 2007 pour sauver de la faillite une grande banque anglaise victime de la crise des prêts immobiliers aux États-Unis. Il ne peut ensuite empêcher une véritable déroute du parti travailliste aux élections municipales de mai 2008 (24 % des voix, contre 44 % aux conservateurs et 25 % aux libéraux-démocrates). Lorsqu'éclate la crise financière internationale, Gordon Brown lance dès le 8 octobre 2008 un grand plan de sauvetage du secteur bancaire en injectant 60 milliards d'euros dans le capital de huit établissements en difficulté, mais la récession s'étend rapidement dans le pays. Avec un recul du P.I.B. de 3,5 % en 2009, une montée du chômage à plus de 7 % et un gonflement de la dette publique, le Royaume-Uni connaît sa plus grave crise de l'après-guerre et la reprise tarde à venir. Le mécontentement social et un scandale touchant de nombreux parlementaires se faisant rembourser abusivement d'impressionnantes notes de frais entraînent une nouvelle débâcle du parti travailliste aux élections européennes de juin 2009, puis aux élections législatives de mai 2010. Arrivés en tête avec 36 % des suffrages mais

sans majorité à la chambre des Communes (306 sièges sur 649), les conservateurs de David Cameron doivent conclure une alliance avec les libéraux-démocrates de Nick Clegg pour accéder au pouvoir : le premier gouvernement de coalition du Royaume-Uni depuis la Seconde Guerre mondiale.



L'Allemagne de Helmut Kohl à Angela Merkel

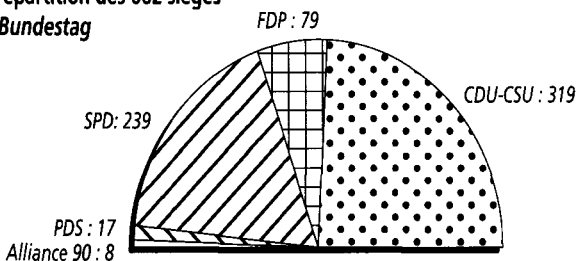
● L'unification allemande et ses problèmes

La chute du mur de Berlin et l'effondrement de la République démocratique allemande à partir de novembre 1989 vont bouleverser les données économiques et politiques de l'Allemagne de l'Ouest. Dès le 28 novembre, le chancelier Kohl présente un plan en dix points pour l'unification, apparaissant ainsi comme un précurseur et un grand artisan de l'unité allemande. Grâce au « feu vert » donné par les quatre puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale (particulièrement par l'URSS de Gorbatchev), le processus d'unification commence à se mettre en place en février 1990. Dès le 1^{er} juillet se réalise l'union économique et monétaire des deux Allemagne, le deutsche Mark devenant la seule monnaie des deux territoires. Il s'agit en fait d'une véritable absorption de la RDA par la puissante

RFA qui règle le coût de cette unification. Celle-ci entre officiellement en vigueur le 3 octobre : il n'y a plus désormais qu'un seul État allemand de 78 millions d'habitants, mais avec une énorme disparité économique et sociale entre l'Ouest et l'Est du pays. Moyennant certaines concessions (confirmation du caractère définitif de la ligne Oder-Neisse comme frontière germano-polonaise, renoncement à la possession d'armes nucléaires et chimiques...), le nouvel État allemand retrouve sa pleine souveraineté, les Alliés renonçant à tous les droits qu'ils s'étaient octroyés sur le pays en 1945.

Les élections allemandes de décembre 1990

La répartition des 662 sièges
au Bundestag



CDU : Union chrétienne-démocrate	} élus dans toute l'Allemagne
CSU : Union chrétienne-sociale	
FDP : Parti libéral	
SPD : Parti social-démocrate	} élus dans l'ex-RDA
PDS : Parti du socialisme démocratique (ex-communiste)	
Alliance 90 : Écologistes et gauche alternative	

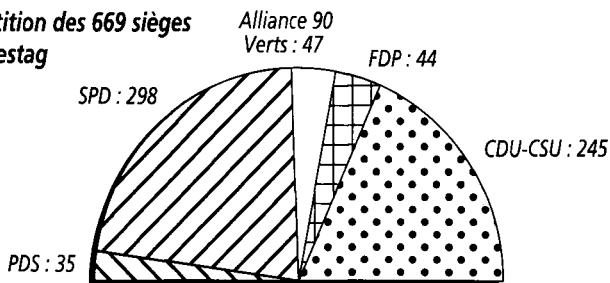
En décembre 1990, les premières élections législatives de l'Allemagne réunifiée sont un véritable triomphe pour la coalition dirigée par Helmut Kohl : 54,8 % des voix (43,8 % pour les chrétiens-démocrates et 11 % pour les libéraux). Les réticences des sociaux-démocrates et des « verts » de l'ex-RFA devant la rapidité de l'unification ont largement contribué à leur défaite, les écologistes occidentaux étant même éliminés du Bundestag. Autres grands vaincus de cette consultation : l'extrême droite (le parti républicain) qui, avec la réunification, perdait son principal argument électoral, et l'ancien parti communiste de l'ex-RDA, rebaptisé parti du socialisme démocratique (P.D.S.), qui n'obtient

que 9,9 % des voix dans la zone orientale qu'il avait entièrement contrôlée pendant plus de quarante ans.

Après le climat euphorique des premiers temps de la réunification, les difficultés ne tardent cependant pas à faire surface. La restructuration et la privatisation de l'économie est-allemande, nécessitant de lourds investissements, coûtent très cher et posent de gros problèmes sociaux. La faible productivité des entreprises de l'ex-RDA nuit à l'ensemble de l'économie allemande dont le potentiel s'est pourtant accru d'environ 7 %. Maintenu autour de 6 % de la population active dans la partie occidentale, le chômage atteint 17 % dans la partie orientale. Le ralentissement général de la croissance et le coût de la reconstruction des cinq nouveaux *länder* provoquent un vif mécontentement à l'Ouest tandis que les difficultés sociales favorisent la multiplication de violences xénophobes à l'Est. Tous ces problèmes, liés en grande partie à la réunification du pays, ne détournent cependant pas l'Allemagne de l'Europe : en décembre 1992, le Bundestag ratifie à la quasi-unanimité le traité de Maastricht (543 voix pour, 17 contre et 8 abstentions).

Les élections allemandes de septembre 1998

La répartition des 669 sièges
au Bundestag



CDU : Union chrétienne-démocrate
 CSU : Union chrétienne-sociale
 FDP : Parti libéral
 SPD : Parti social-démocrate
 PDS : Parti du socialisme démocratique
 (ex-communiste)
 Alliance 90 : Écologistes et gauche alternative

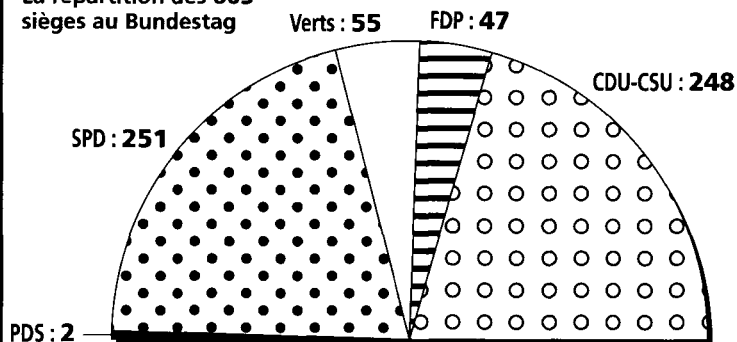
Malgré une forte récession en 1993-1994, la coalition sortante C.D.U.-F.D.P. remporte de justesse les élections législatives d'octobre 1994. Confirmé une nouvelle fois dans ses fonctions mais avec une marge de manœuvre réduite (une dizaine de sièges de majorité au Bundestag), le chancelier Kohl réussit à relancer quelque peu l'activité économique en 1995 et à imposer en avril 1998 l'entrée de l'Allemagne dans l'Union économique et monétaire (et donc le futur abandon du deutsche Mark au profit de l'euro). Mais la reprise reste fragile, l'Allemagne étant confrontée à de graves problèmes structurels : fort endettement public, déséquilibre entre l'Ouest et l'Est du pays, vieillissement de la population, coût élevé de la main-d'œuvre et montée du chômage qui finit par atteindre près de 5 millions de personnes (12,6 % en janvier 1998). Ces difficultés sociales et l'usure du pouvoir (Helmut Kohl briguant un cinquième mandat) expliquent la défaite de la coalition sortante aux élections législatives de septembre 1998 et le retour au pouvoir des sociaux-démocrates, alliés cette fois aux écologistes.

● **L'Allemagne de Gerhard Schröder (1998-2005)**

Ancien marxiste converti à l'économie sociale de marché, le nouveau chancelier, Gerhard Schröder, ne doit sa majorité qu'à une coalition gouvernementale avec les Verts et, dans un premier temps, satisfait deux de leurs principales revendications : une modification du code de la nationalité (finalement adoptée en mai 1999), avec l'adoption du droit du sol, et l'abandon à terme de la production d'électricité d'origine nucléaire. Mais, surtout après la démission en mars 1999 de son ministre des finances Oskar Lafontaine, leader de l'aile gauche du parti, il mène une politique économique et sociale centriste, plus proche de son homologue britannique Tony Blair que des socialistes français, adoptant un plan d'économie budgétaire pour réduire les dépenses publiques et l'endettement de l'État, et une vaste réforme fiscale avec d'importantes réductions d'impôts. Après avoir essuyé plusieurs revers électoraux en 1999 (aux européennes et dans plusieurs *länder*) la coalition S.P.D.-Verts se trouve néanmoins confortée au pouvoir par la faiblesse de l'opposition, la C.D.U. étant discréditée par une affaire de financement occulte avec l'accord de ses principaux dirigeants dont Helmut Kohl. Réalisé en 1999, le transfert de Bonn à Berlin du gouvernement et du Parlement place désormais la capitale allemande au cœur d'une grande Europe élargie à l'Est.

Les élections allemandes de septembre 2002

La répartition des 603 sièges au Bundestag

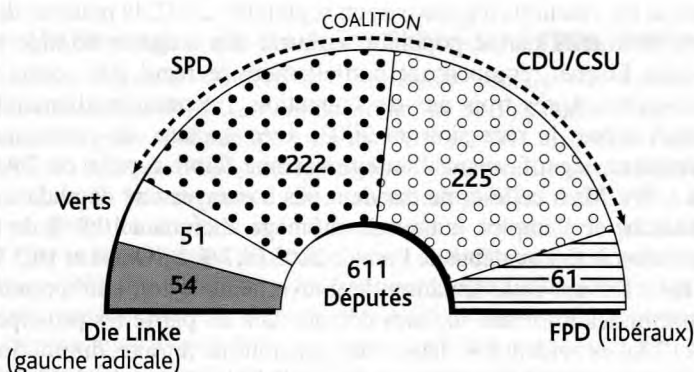


En dépit de faibles résultats dans le domaine économique (un taux de croissance de 0,6 % en 2001), la coalition sortante remporte de justesse les élections législatives en septembre 2002, la poussée des Verts, emmenés par le populaire ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer, compensant partiellement le recul des sociaux-démocrates. Après trois ans de stagnation, l'économie allemande connaît même la récession en 2003, avec un taux de croissance légèrement négatif, avant d'enregistrer une faible reprise en 2004 (+ 1,6 %). Mais celle-ci ne parvient pas à enrayer une dégradation du marché de l'emploi, le taux de chômage atteignant 10,8 % de la population active au début de l'année 2005 (8,7 % à l'Ouest et 18,5 % à l'Est). Devant cette situation, le gouvernement doit entreprendre de profondes réformes sociales démantelant en partie les principes de « l'État-providence » : baisse des pensions de retraite, diminution du remboursement des médicaments et de l'hospitalisation, réforme des indemnités de chômage (ce qui provoque de grandes manifestations chaque lundi pendant des semaines en Allemagne de l'Est au cours de l'été 2004). De leur côté, les grandes entreprises se lancent dans d'importants plans de restructuration et dans une révision des conventions collectives, remettant notamment en cause le système de l'apprentissage et le dispositif de la cogestion. Jugées nécessaires par une grande partie de l'opinion, ces réformes n'en suscitent pas moins un certain mécontentement, se traduisant par plusieurs défaites électorales de la coalition gouvernementale lors de scrutins régionaux au bénéfice des chrétiens-démocrates dirigés depuis 2001 par

Angela Merkel. Toujours première puissance exportatrice mondiale et première puissance économique européenne, l'Allemagne peine à retrouver le chemin de la croissance dans un climat social morose.

En difficulté au plan intérieur, le gouvernement allemand s'affirme en revanche en politique extérieure tant au plan diplomatique qu'au plan militaire, n'hésitant plus à engager des troupes sous l'égide de l'O.N.U. dans les Balkans ou en Afghanistan. En janvier 2003, Gerhard Schröder profite de la commémoration du quarantième anniversaire de la signature du traité de l'Élysée entre de Gaulle et Adenauer pour renforcer la coopération franco-allemande dans la construction européenne. Cette coopération se manifeste également dans le conflit irakien, l'Allemagne appuyant la position française aux Nations unies contre l'intervention militaire décidée par le gouvernement Bush.

Les élections allemandes de septembre 2005



Au premier semestre 2005, la défaite électorale de la coalition S.P.D.-Verts dans deux *länder*, le départ d'Oscar Lafontaine du S.P.D. et son rapprochement avec le P.D.S. inquiètent Gerhard Schröder qui provoque des élections législatives anticipées avant que la contestation ne s'amplifie davantage. Donnée grande favorite au départ, la C.D.U. ne l'emporte que de très peu sur le S.P.D. (35,2 % des voix contre 34,2 %), les progrès du F.D.P. (9,8 %) et le très léger recul des Verts (8,1 %) attirant moins les regards que la percée de

Die Linke (la Gauche), alliance électorale rassemblant le P.D.S. (ancien parti communiste) et des dissidents de la gauche du S.P.D. emmenés par Oskar Lafontaine (8,7 % des voix). Aucune coalition précédente (S.P.D.-Verts et C.D.U.-F.D.P.) n'ayant la majorité, force est de revenir au compromis qui avait fonctionné en République fédérale entre 1966 et 1969 : une "Grande Coalition" entre les deux plus grands partis rassemblant 73 % des sièges au Bundestag : la C.D.U. et le S.P.D.

● **Angela Merkel : d'une « Grande Coalition » à une coalition de droite (2005-2010)**

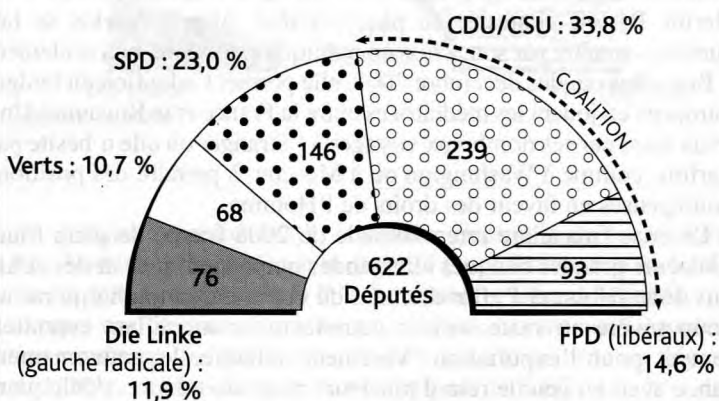
De laborieuses négociations sur la formation du gouvernement aboutissent en novembre 2005 à l'élection comme chancelière d'Angela Merkel, première femme élue à ce poste, et premier chef de gouvernement de l'Allemagne réunifiée originaire de la RDA. Condamnés à gouverner ensemble en se partageant à égalité les seize portefeuilles ministériels, la C.D.U. et le S.P.D. s'en tiennent à des réformes modérées en politique intérieure, réussissant cependant au cours de la législature à mettre en œuvre plusieurs projets : une augmentation de la TVA de 16 à 19 %, le relèvement de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, l'amélioration des finances publiques avec un budget presque ramené à l'équilibre en 2007... Mais la croissance économique reste faible, surtout dans la partie orientale du pays où la misère sociale et un taux important de chômage se traduisent par la réapparition de l'extrême-droite dans deux parlements régionaux (la Saxe et le Brandebourg) ainsi que dans cinq conseils d'arrondissements de Berlin. Parfois contestée au plan intérieur, Angela Merkel se fait surtout connaître par son action en politique extérieure, non seulement à Bruxelles où, dès décembre 2005, elle permet l'adoption du budget européen en jouant les médiatrices entre la France et le Royaume-Uni, mais aussi par ses nombreux voyages à l'étranger où elle n'hésite pas parfois, comme à Washington ou à Moscou, à prendre des positions courageuses en faveur des droits de l'Homme.

La crise financière internationale de 2008 frappe de plein fouet plusieurs grandes banques allemandes qui avaient investi des actifs aux États-Unis, et l'effondrement du commerce mondial porte un coup sévère au vaste secteur manufacturier travaillant essentiellement pour l'exportation. Vivement sollicité, le gouvernement lance avec un peu de retard plusieurs plans de relance, débloquent 500 milliards d'euros pour soutenir les banques et 80 milliards pour l'économie réelle, réussissant notamment à sauver un fleuron de

l'industrie allemande, Opel, racheté par le groupe canadien Magna. L'assouplissement des conditions d'accès au chômage partiel et la flexibilité du travail permettent toutefois de limiter, au moins dans les premiers temps, le nombre de licenciements, le pays comptant néanmoins quelque 3,5 millions de chômeurs. Fortement touchée par la récession, l'économie allemande, ne recommence à se redresser qu'à l'automne 2009, en pleine campagne électorale pour le renouvellement du Bundestag.

Unis face à la crise, les deux partis de la « Grande Coalition » s'opposent dans les élections, Angela Merkel souhaitant former une nouvelle coalition avec les libéraux du F.D.P. Concurrencé sur sa gauche par *Die Linke* (devenu parti politique en 2007) et abandonné par de nombreux syndicalistes, le S.P.D. enregistre en septembre 2009 son plus mauvais score depuis 1949 (23 % des voix). Malgré la forte popularité d'Angela Merkel dans l'électorat, la C.D.U. recule légèrement (33,8 %), les trois petits partis voyant au contraire grandir leur audience : 14,6 % pour le F.D.P., 11,9 % pour *Die Linke* et 10,7 % pour les Verts. Désormais à la tête d'un gouvernement de coalition C.D.U.-F.D.P., Angela Merkel reste néanmoins fidèle à une politique budgétaire rigoureuse, adoptant en juin 2010 un plan draconien d'austérité portant sur 80 milliards d'euros d'économie jusqu'en 2014.

Les élections allemandes de septembre 2009



Bien qu'ayant perdu en 2009 sa place de premier pays exportateur en faveur de la Chine, l'Allemagne reste une grande puissance économique, la plus importante de l'Union européenne. Mais elle souffre d'un vieillissement démographique, sa population diminuant régulièrement depuis 2003 malgré une forte immigration, turque notamment, et subsiste toujours une forte disparité du niveau de vie entre l'Ouest et l'Est du pays : vingt ans après la chute du mur de Berlin, le produit intérieur brut par habitant de l'ex-RDA est encore inférieur de 30 % de celui de l'ex-RFA. En politique extérieure, l'Allemagne joue toujours un rôle important dans les rencontres internationales, mais, au plan européen, elle semble être devenue beaucoup plus prudente sur l'achèvement de l'Union depuis la crise financière mondiale de 2008.

L'Europe méridionale

● L'Italie au temps du « Berlusconiisme »

Le début des années 1990 est marqué par une série d'événements importants qui vont rapidement bouleverser la vie politique du pays : c'est tout d'abord la disparition du Parti communiste italien qui, au prix d'une scission, se transforme en parti démocratique de la gauche (P.D.S.), puis l'émergence d'un parti régionaliste, la Ligue du Nord : exprimant un fort courant de contestation contre l'État centralisé et le Sud du pays, elle va jusqu'à réclamer, en 1996, l'établissement d'une « république padane » indépendante. C'est ensuite l'action de certains juges italiens qui, par l'opération *Mani Pulite* (« mains propres ») lancée au printemps 1992, mettent à jour le système de corruption généralisée touchant les partis au pouvoir en Italie depuis près d'un demi-siècle, ce qui entraîne la quasi-disparition du Parti socialiste et le démantèlement du Parti démocrate-chrétien en plusieurs formations rivales. C'est enfin, au début de l'année 1994, la transformation du parti néo-fasciste M.S.I. en une grande formation de droite nationale, et la naissance d'un nouveau parti créé par le magnat de la télévision privée italienne Silvio Berlusconi, *Forza Italia*.

Les élections législatives de mars 1994 sont remportées par le « Pôle des libertés », une coalition de droite regroupant l'Alliance

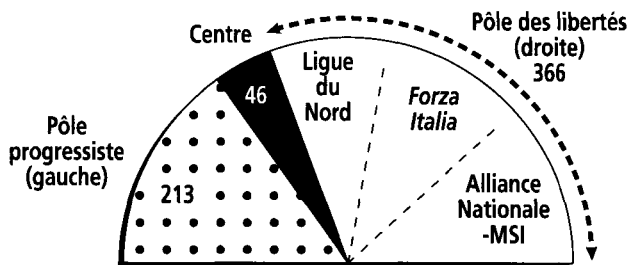
Nationale (ex-M.S.L), *Forza Italia* et la Ligue du Nord. Mais le nouveau président du Conseil italien, Silvio Berlusconi ne reste au pouvoir que huit mois : lâché par la Ligue du Nord, il doit démissionner en décembre, laissant la place à un gouvernement de technocrates qui s'efforcent, par une politique de rigueur, de permettre à l'Italie de remplir ses futures obligations européennes.

En avril 1996, de nouvelles élections législatives voient la victoire de la coalition de centre-gauche, « l'Olivier », dominée par le P.D.S. mais emmenée par un économiste catholique, Romano Prodi. Sous sa direction se réalise en quelque sorte le « compromis historique » tenté par le parti communiste et la gauche démocrate-chrétienne dans les années 1970. Au prix de sérieuses difficultés, Romano Prodi réussit à intégrer l'Italie à la zone euro. Avec l'ex-communiste Massimo d'Alema (P.D.S.), d'octobre 1998 à avril 2000, puis Giuliano Amato, « l'Olivier » garde le pouvoir jusqu'en mai 2001. Il est alors battu aux élections législatives par la « Maison des libertés », nouvelle appellation de la coalition de droite et d'extrême-droite de Silvio Berlusconi sur les mêmes bases que le « Pôle des libertés » de 1994.

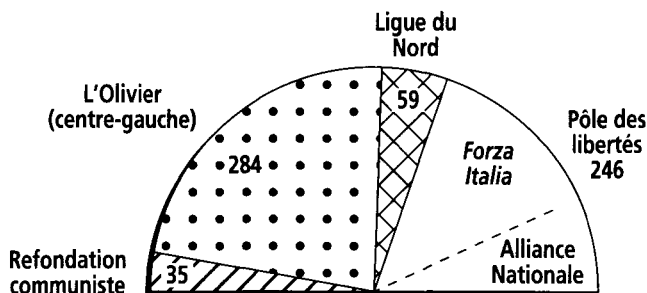
Le second gouvernement Berlusconi entreprend aussitôt des réformes favorables aux milieux d'affaires : suppression sous certaines conditions des droits de succession, diminution de l'impôt sur les sociétés, dépenalisation des irrégularités comptables des entreprises... Il ne parvient cependant pas à relancer l'économie du pays qui stagne avec une faible croissance (1,2 % en 2004), un taux de chômage de l'ordre de 8-9 % et une dette considérable (106 % du P.I.B.). Confronté à une forte immigration, il durcit les conditions d'entrée et de séjour en Italie tout en régularisant la situation de nombreux clandestins. D'autres lois votées en 2002 et 2003 favorisent outrageusement les intérêts privés du président du Conseil, lui permettant notamment de contrôler la plupart des chaînes de la télévision italienne et d'échapper à des poursuites judiciaires. Elles vont déchaîner la colère de l'opposition, également hostile à la politique pro-américaine de Berlusconi et à l'envoi de troupes italiennes en Irak. De grandes manifestations, et cinq journées de grève générale entre mars 2002 et décembre 2004 soulignent le mécontentement d'une grande partie de l'opinion.

Les élections en Italie (1994-1996)

La Chambre des députés élue en mars 1994



La Chambre des députés élue en avril 1996

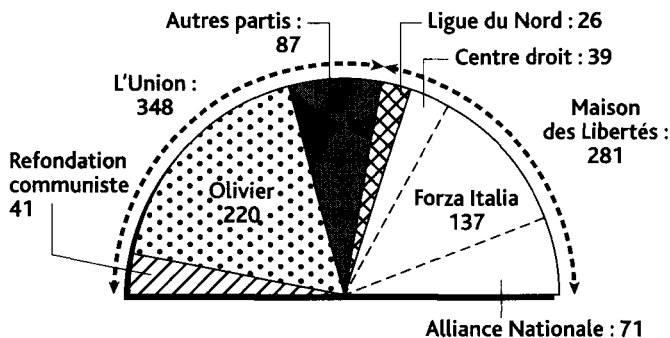


Divisés en une douzaine de partis, la gauche et le centre gauche réussissent à s'unir contre Berlusconi derrière l'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi, désigné par des élections primaires comme chef de file de cette nouvelle coalition baptisée « l'Union ». Elle remporte de justesse les législatives avec seulement 25 000 voix d'avance sur 38 millions de suffrage exprimés, la loi électorale lui assurant cependant une majorité de 67 sièges à la Chambre des députés. De retour au pouvoir, Romano Prodi tente de redorer l'image, quelque peu dégradée, de l'Italie en Europe et commence à redresser les finances publiques mises à mal sous Berlusconi, mais, compte tenu de l'hétérogénéité de son gouverne-

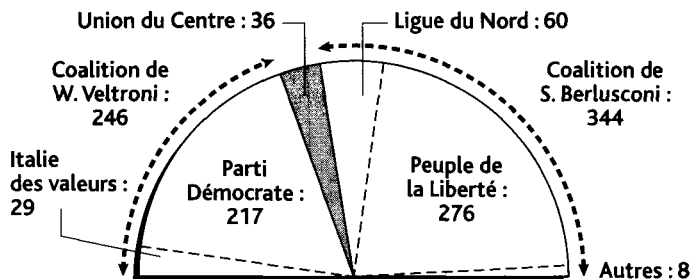
ment et de sa très faible majorité au Sénat (seulement de 2 sièges), il doit sans cesse louvoyer sans pouvoir faire voter de grandes réformes. Mis en minorité au Sénat en janvier 2008, il démissionne, provoquant ainsi des élections législatives anticipées.

Les élections en Italie (2006-2008)

La Chambre des députés élue en avril 2006



La Chambre des députés élue en avril 2008



Elles vont mettre aux prises à nouveau deux coalitions dominées par deux grands partis : le Parti Démocrate, fusion en octobre 2007 de plusieurs partis de gauche (dont le P.D.S.) et du centre sous la direction de Walter Veltroni, et le Peuple de la Liberté, coalition formée de *Forza Italia*, d'Alliance nationale et de plusieurs petits partis de droite qui finiront par fusionner officiellement en une seule formation en mars 2009. Alliée à la puissante Ligue du Nord, la coalition de Silvio Berlusconi l'emporte largement en avril 2008, disposant d'une majorité confortable tant à la Chambre des députés qu'au Sénat.

Poursuivi par de nombreuses affaires, Berlusconi fait voter dès juillet une loi suspendant les procédures judiciaires pour les plus hautes fonctions de l'État, loi annulée par la Cour constitutionnelle italienne en octobre 2009. Ses démêlés avec la justice n'entament cependant pas son immense popularité comme le démontre le succès de ses partisans aux élections européennes et locales de 2009-2010. Grâce aux médias qu'il contrôle largement, il exerce une emprise importante sur les classes populaires peu politisées, séduites par son style « *people* » et ses discours démagogiques sur la sécurité publique et l'immigration.

Affichant déjà depuis plusieurs années des taux de croissance inférieurs à la moyenne européenne, l'Italie est fortement touchée par la crise mondiale, avec une économie en berne et un taux de chômage de l'ordre de 8 %. Grâce à une amnistie fiscale votée en septembre 2009, le gouvernement italien espère faire rapatrier plusieurs milliards de capitaux, mais ses plans de relance restent financièrement limités, l'impressionnante dette publique italienne (115 % du P.I.B.) ne mettant pas le pays à l'abri d'une attaque spéculative.

● **Le Portugal, entre sociaux-démocrates et socialistes**

L'alternance au pouvoir entre le parti social-démocrate (centre-droit) et le parti socialiste marque la vie politique portugaise. Revenu au pouvoir en 1995, le PS doit laisser la place en mars 2002 au nouveau leader du P.S.D., José-Manuel Barroso, à la tête d'un gouvernement de coalition avec le parti populaire (droite nationaliste). Menant pendant deux ans une politique d'austérité, il mécontente une grande partie de la population sans parvenir à redresser l'économie du pays. Son départ pour la présidence de la Commission européenne en juillet 2004 précipite la crise politique, provoquant en février 2005 de nouvelles élections législatives anticipées. Elles sont remportées largement par le PS, son secrétaire général, José Socrates, devenant chef du nouveau gouvernement, mais la courte victoire de l'ancien premier-ministre P.S.D. Cavaco Silva à l'élection présidentielle en janvier 2006 et le mauvais score du PS aux élections européennes de 2009 montrent que le pays reste politiquement toujours divisé, José Socrates réussissant cependant à se maintenir au pouvoir après un nouvel et étroit succès du PS en septembre 2009.

Depuis 2001, l'économie portugaise connaît une certaine stagnation et la crise internationale de l'automne 2008 ne fait qu'aggraver la situation, avec un taux de chômage de près de 10 %. Sa dette

publique d'environ 80 % du P.I.B. le contraint à une austérité budgétaire qui gêne la reprise économique mais qui s'avère indispensable pour maintenir sa crédibilité financière aux yeux de ses partenaires européens et du F.M.I.

● **La Grèce, entre P.A.S.O.K. et Nouvelle Démocratie**

L'échec du P.A.S.O.K. aux élections législatives de 1989 et 1990 ramènent pour peu de temps au pouvoir la Nouvelle démocratie. Victime de sa politique de rigueur, la droite doit alors laisser dès 1993 Andréas Papandréou reprendre la direction du gouvernement, le P.A.S.O.K. l'emportant à nouveau aux élections législatives de 1996 et 2000. Ayant ratifié à la quasi-unanimité le traité de Maastricht dès le 1^{er} août 1992, la Grèce ne parvient pas à remplir les critères lui permettant d'adhérer à la zone euro le 1^{er} janvier 1999, et ce n'est qu'au prix d'un mensonge sur le chiffre réel de son déficit budgétaire qu'elle peut finalement l'intégrer en 2001. La préparation des Jeux Olympiques de 2004 dope son économie (4 % de taux de croissance en 2003) mais creuse la dette publique et ne parvient pas à enrayer un chômage important (autour de 9,5 %). Miné par l'affairisme et la corruption, le P.A.S.O.K. subit une nette défaite aux élections législatives de mars 2004, le pouvoir repassant aux mains de la Nouvelle Démocratie dirigée par Costas Caramanlis (neveu de l'ancien Premier ministre Constantin Caramanlis). Réélu en 2007, il mène une politique de rigueur qui provoque d'importantes émeutes urbaines en décembre 2008. Provoquant des élections législatives anticipées en octobre 2009, il est très largement défait, le P.A.S.O.K. obtenant avec 44 % des voix la majorité des sièges au Parlement (160 sur 300).

À peine arrivé au pouvoir, le nouveau Premier ministre, Georges Papandréou (le fils d'Andreas), hérite de la dramatique situation de l'économie grecque. Confronté à un déficit budgétaire de 12,7 % du P.I.B. et à un endettement de 300 milliards d'euros (environ 125 % de son P.I.B.), il se voit contraint par la Commission européenne de lancer un véritable plan de sauvetage, le pays risquant d'être exclu de la zone euro. Aussi s'engage-t-il dès décembre 2009 à réduire fortement les dépenses de l'État par des mesures d'austérité, ce qui provoque un vif mécontentement populaire. En butte à la défiance des marchés financiers internationaux, il réussit à obtenir difficilement, en mai 2010, une aide massive de l'Union européenne et du F.M.I. pour l'aider à rembourser sa dette. La sortie de crise risque d'être fort longue pour la Grèce.

● L'Espagne de Gonzales à Zapatero

Aux commandes du pays depuis 1982, le P.S.O.E. n'obtient qu'une majorité relative aux Cortès lors des élections législatives de juin 1993, ce qui conduit Felipe Gonzales à élargir son gouvernement à des personnalités indépendantes et à rechercher le soutien parlementaire des nationalistes basques et catalans. Mais, minés par plusieurs grands scandales politico-financiers et par une certaine usure du pouvoir, les socialistes perdent les élections législatives de mars 1996. La droite espagnole, qui s'est reconstituée à la fin des années 1980 autour du Parti Populaire de José Maria Aznar, n'obtient cependant pas une majorité suffisante pour gouverner seule et doit, à son tour, chercher l'appui des nationalistes catalans et basques. Ce n'est qu'après de longues et difficiles négociations que le leader du PP parvient à former, en mai 1996, un gouvernement modéré. Tout en faisant face à une recrudescence des attentats de l'E.T.A., José Maria Aznar mène une politique de libéralisation économique qui donne de bons résultats, ce qui lui assure une large victoire aux élections législatives de mars 2000, le PP disposant seul de la majorité absolue au Congrès des députés.

En 2000 et 2001, le second gouvernement Aznar, confronté à de nouvelles vagues d'attentats de l'E.T.A., intensifie la lutte contre les extrémistes basques et interdit en mars 2003 le parti *Batasuna*, vitrine politique de l'organisation. L'engagement de l'Espagne dans le conflit irakien au côté des Américains et la décision prise par José Maria Aznar de ne pas solliciter un troisième mandat déstabilisent quelque peu le parti au pouvoir, pourtant largement donné gagnant à la veille des élections législatives de mars 2004. Mais tout va être remis en question après trois attaques terroristes dans des gares madrilènes le 11 mars 2004, faisant 191 morts et près de 2 000 blessés. L'insistance du gouvernement espagnol à vouloir attribuer ces attentats à l'organisation basque E.T.A. alors qu'il devient vite évident qu'il s'agit d'Al-Quaïda retourne l'opinion et lui fait perdre les élections.

En s'alliant avec d'autres formations de gauche, le P.S.O.E. revient au pouvoir en mars 2004 sous la direction de José Luis Rodriguez Zapatero. Le changement politique se manifeste aussitôt au plan extérieur par le retrait des troupes espagnoles de l'Irak et l'abandon des positions intransigeantes du gouvernement Aznar sur le projet de Constitution européenne, adoptée par référendum en mars 2005. Malgré l'hostilité d'une grande partie de l'opinion publique, le gouvernement Zapatero n'hésite pas à légaliser le mariage

homosexuel, à procéder à une régularisation massive d'immigrés clandestins, à réformer le statut d'autonomie de la Catalogne et à entreprendre des négociations avec l'E.T.A. en lui demandant de renoncer à la lutte armée. Le tourisme et l'immobilier dynamisent l'économie espagnole avec un taux de croissance de l'ordre de 3,5 %.

À peine réélu en mars 2008 avec une majorité toujours relative mais légèrement renforcée, José Luis Rodriguez Zapatero se trouve confronté à une recrudescence du terrorisme basque et à la crise financière internationale. Avec une croissance négative en 2009 et 19 % de chômeurs (taux le plus élevé de l'Union européenne), l'économie espagnole, déjà fragilisée par l'éclatement de la bulle immobilière dès la fin de 2007, ne peut échapper à un plan de rigueur portant sur la réduction du déficit public et une réforme du marché du travail avec un relèvement de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.

L'Union européenne de Maastricht à Lisbonne

● La difficile construction de « l'Europe de Maastricht » (1992-1996)

Signé le 7 février 1992, le traité de Maastricht ne propose pas seulement d'achever l'unification économique de l'Europe, notamment par la création d'une monnaie unique émise par une banque centrale européenne, mais envisage également de réaliser une véritable entité politique, d'où l'abandon de l'appellation Communauté économique européenne (C.E.E.), pour celle d'Union européenne (UE). Cela se traduit par l'établissement d'une citoyenneté européenne, en plus de la citoyenneté nationale, donnant notamment droit de vote à tous les ressortissants de l'Union pour les élections locales et européennes dans le pays où ils résident. Cela se traduit aussi par la mise en place progressive d'une politique étrangère commune, susceptible de conduire le moment venu à une défense commune. Élargissant les compétences de l'Union à la recherche et à l'environnement, ce traité jette enfin les bases d'une Europe sociale, malgré les réticences du Royaume-Uni qui refuse de s'engager sur ce point.

La ratification du traité de Maastricht par les États membres s'effectue dans un contexte de crise économique (dévaluation de plusieurs monnaies européennes à l'automne 1992), sociale (montée du chômage) et politique (renforcement des courants nationalistes

dans plusieurs pays). Elle est même repoussée par le Danemark en juin 1992, avant son adoption sous une forme légèrement modifiée au printemps 1993, et n'est acceptée en France que d'extrême justesse par référendum en septembre 1992. Les difficultés rencontrées par de nombreux pays pour répondre aux critères de convergence de Maastricht et l'absence de politique commune face au drame de l'ex-Yougoslavie montrent que la construction européenne reste une œuvre de longue haleine.

En dépit de ces problèmes, l'Union européenne garde une telle force d'attraction que trois nouveaux pays (l'Autriche, la Finlande et la Suède) l'intègrent le 1^{er} janvier 1995, les Norvégiens ayant une nouvelle fois refusé par référendum de ratifier leur adhésion. En mars 1995, la Turquie, déjà associée à la C.E.E. depuis 1963, conclut avec « l'Europe des Quinze » un accord d'union douanière entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996. Mais, depuis l'effondrement du communisme, ce sont surtout les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est qui frappent à la porte de l'Union. En dehors de Malte et de Chypre, ont en effet déjà fait acte de candidature au milieu des années quatre-vingt-dix : la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, la Roumanie, la Bulgarie et les trois Républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie).

● **À la recherche de nouvelles règles de fonctionnement (1996-2002)**

Face à cet élargissement potentiel de l'Union européenne à une dizaine de nouveaux pays et en raison même des transformations internes prévues par le traité de Maastricht, les structures de l'ex-C.E.E. ne suffisent plus et de nouvelles règles de fonctionnement s'avèrent nécessaires. C'est l'objet de la Conférence intergouvernementale (CIG) qui, à partir de mars 1996, se tient pendant un an à Turin et dont les travaux aboutissent à un nouveau traité communautaire, signé à Amsterdam le 2 octobre 1997. S'il complète celui de Maastricht au plan social, conférant notamment des compétences nouvelles à l'Union européenne dans le domaine de l'emploi, il reste cependant modeste sur la réforme des institutions (renforcement du rôle du Parlement européen, extension du vote à la majorité qualifiée au Conseil, création d'un poste de Haut Représentant pour la politique extérieure...), prévoyant seulement une plus grande liberté de circulation des personnes dans la mise en place progressive d'un espace de sécurité et de justice sur l'ensemble du territoire de l'Union.

L'adhésion de nouveaux membres étant renvoyée à une prochaine réforme en profondeur des institutions, la construction européenne se poursuit toutefois au plan économique et monétaire. Lancée officiellement au sommet de Bruxelles en mai 1998, la monnaie unique européenne (l'euro) est adoptée le 1^{er} janvier 1999 par onze des quinze pays communautaires, la Grèce ne pouvant alors remplir les conditions fixées à Maastricht, le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark se tenant volontairement à l'écart. Mais, en mars 1999, la démission collective de la Commission de Bruxelles, accusée de malversations, provoque une crise sans précédent. Elle se dénoue après les élections européennes de juin par la mise en place d'une nouvelle Commission, sous la direction de l'Italien Romano Prodi, investi en septembre par le nouveau Parlement de Strasbourg disposé à exercer un contrôle plus étroit sur l'administration communautaire.

Au tournant du siècle, la construction européenne semble un instant marquer le pas. En septembre 2000, les Danois refusent une nouvelle fois par référendum d'adhérer à l'euro ; en décembre, le sommet de Nice sur la réforme des institutions communautaires en vue de l'élargissement de l'Union n'aboutit qu'à un laborieux compromis, laissant de nombreuses décisions en suspens. Malgré la proclamation solennelle d'une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à ce même congrès de Nice, un certain désenchantement semble gagner de nombreux pays communautaires comme le souligne le surprenant rejet du traité de Nice par les électeurs irlandais en juin 2001. C'est pourquoi au sommet de Laeken (Belgique) en décembre 2001, les chefs d'État et de gouvernement des Quinze décident de créer une Convention sur l'avenir de l'Europe chargée d'élaborer un projet de constitution en vue du prochain élargissement de l'Union prévu pour 2004.

● **Une nouvelle marche en avant (2002-2005)**

Le succès du lancement de l'euro dans douze pays de l'Union en janvier 2002 et la mise en place un mois plus tard de la Convention sur l'avenir de l'Europe, présidée par l'ancien président de la République française Valéry Giscard d'Estaing, ramènent l'optimisme. Un second référendum en République d'Irlande ratifie le traité de Nice en octobre, et en décembre le sommet de Copenhague officialise l'entrée de dix nouveaux pays pour 2004 (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie), l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie

étant reportée à 2007. Les négociations concernant la Turquie, associée à la C.E.E. depuis 1963 et formellement candidate depuis 1987, sont reportées à décembre 2004 en raison notamment de problèmes liés au respect des droits de l'homme dans ce pays. Si des difficultés économiques de plusieurs pays de la zone euro, dont l'Allemagne et la France, nécessitent un assouplissement des modalités d'application du pacte de stabilité régissant les finances publiques, l'Union européenne n'en garde pas moins sa force d'attraction.

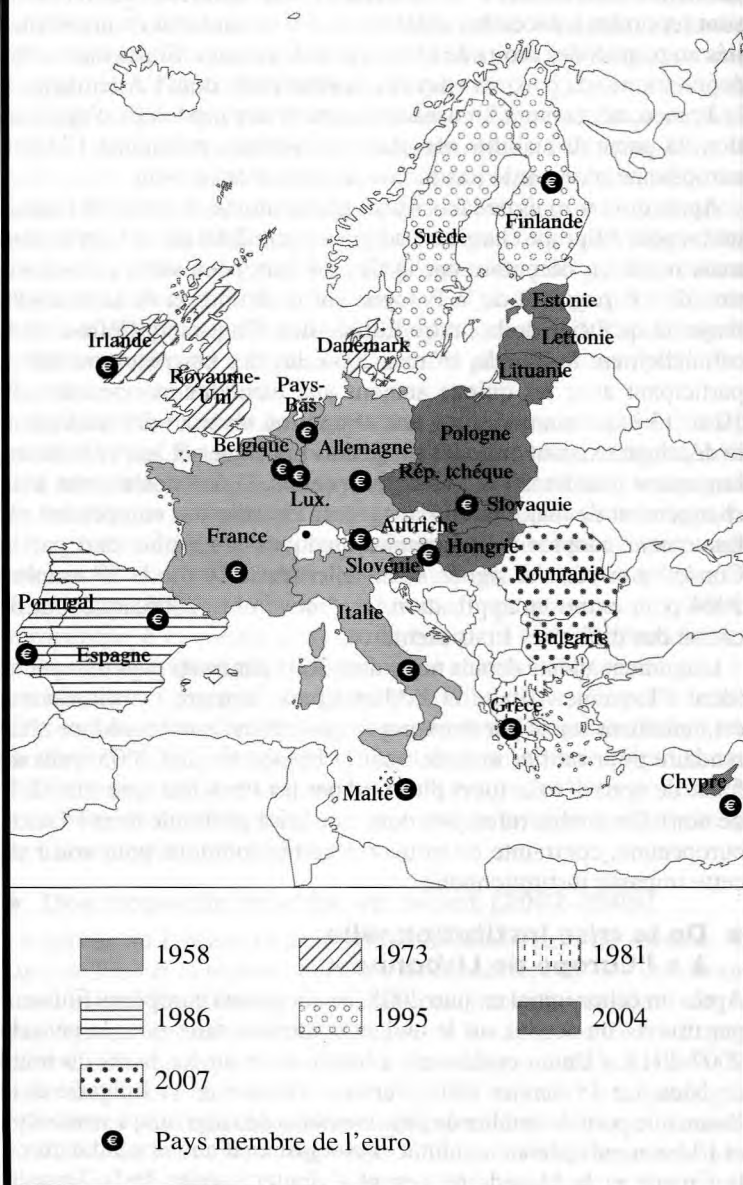
Après quinze mois de laborieuses négociations, le projet de constitution pour l'Europe élargie est adopté en juin 2003 par la Convention mais rejeté en décembre par le Conseil européen suite à l'opposition de l'Espagne et de la Pologne sur la définition de la nouvelle majorité qualifiée de la future Europe des Vingt-cinq. Celle-ci voit officiellement le jour le 1^{er} mai 2004, les dix nouveaux membres participant avec les quinze anciens aux élections européennes du 10 au 13 juin : marquées par une abstention record, elles soulignent le décalage existant entre les dirigeants politiques et leurs électeurs, largement indifférents à l'idée européenne. Grâce notamment à un changement de majorité en Espagne, la constitution européenne est finalement adoptée à l'unanimité quelques jours plus tard par le Conseil européen et signée solennellement à Rome le 29 octobre 2004 pour entrer en application le 1^{er} novembre 2006, après ratification des différents États membres.

Largement adopté depuis novembre 2004 par neuf pays européens (dont l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne), le traité constitutionnel est nettement rejeté par deux pays ayant choisi une procédure référendaire pour ratifier le texte : par la France fin mai 2005 (près de 55 % de non) et trois jours plus tard par les Pays-Bas (près de 62 % de non). Ce double refus provoque une crise profonde dans l'Union européenne, contrainte de trouver d'autres solutions pour sortir de cette impasse institutionnelle.

● **De la crise institutionnelle à « l'Europe de Lisbonne »**

Après un échec initial en juin 2005, les dirigeants européens finissent par trouver un accord sur le budget communautaire pour la période 2007-2013, l'Union continuant à fonctionner sur les bases du traité de Nice. Le 1^{er} janvier 2007, l'entrée effective de la Bulgarie et la Roumanie porte le nombre de pays membres de vingt-cinq à vingt-sept, et l'Union européenne continue d'enregistrer d'autres candidatures, la Croatie et la Macédoine venant s'ajouter à celle de la Turquie.

L'Union européenne en 2009

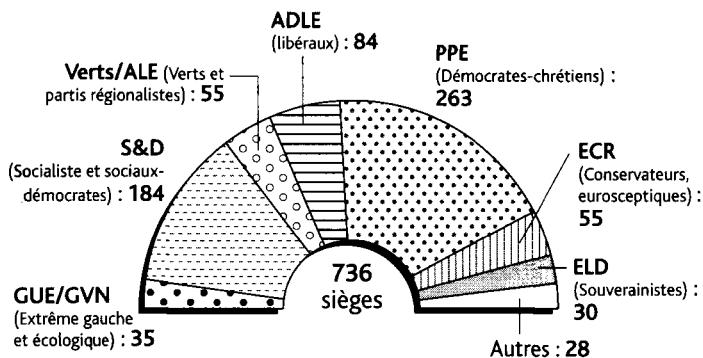


dans le domaine institutionnel, de longs travaux préparatoires permettent au Conseil européen de Lisbonne, en octobre 2007, d'adopter un nouveau texte reprenant en fait les différents traités précédents mais modifiés en profondeur pour les rendre plus efficaces. Signé par les vingt-sept États membres le 13 décembre 2007, le traité de Lisbonne est cette fois ratifié dans tous les pays par voie parlementaire, sauf en République d'Irlande qui le refuse une première fois par référendum en juin 2008, bloquant ainsi son application. Mais la crise financière mondiale fait changer d'avis les Irlandais seize mois plus tard, et le traité de Lisbonne peut enfin entrer en vigueur le 1^{er} décembre 2009.

Les deux principales innovations du traité portent sur la création de deux nouveaux postes : un président permanent au Conseil européen, élu par les chefs d'État et de gouvernement pour une durée de deux ans et demi, et un haut représentant pour les affaires étrangères, désigné pour cinq ans. Le Parlement européen voit ses pouvoirs législatifs et budgétaires renforcés mais les parlements nationaux gardent un droit de regard dans l'élaboration des textes communautaires. Beaucoup de décisions peuvent désormais être prises non à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée si elle obtient le soutien de 55 % des États représentant 65 % de la population de l'Union (soit 15 sur 27). Le traité s'accompagne également d'une charte des droits fondamentaux ayant pleine valeur juridique sur la quasi-totalité des pays membres.

Destinée à rendre plus identifiable l'Union européenne sur la scène internationale, cette nouvelle architecture institutionnelle se met en place avec la nomination de l'ancien Premier ministre belge Herman Van Rompuy comme président stable du Conseil européen et de la Britannique Catherine Ashton à la tête de la diplomatie européenne. Mais la présidence tournante, tous les six mois, du Conseil européen n'en disparaît pas pour autant, pas plus qu'une autre fonction fondamentale de l'Union, la présidence de la Commission européenne, où José Manuel Barroso a été reconduit dès septembre 2009, quelques mois après l'élection du nouveau Parlement européen. Pour les questions économiques, il faut également ajouter aux trois centres de pouvoir de l'Union européenne (le Conseil européen, la Commission et le Parlement) l'Eurogroupe présidée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, structure regroupant les pays de la zone euro (seize depuis l'adhésion de la Slovénie en 2007, de Chypre et Malte en 2008 et de la Slovaquie en 2009, huit autres pays étant candidats entre 2011 et 2019).

Le parlement européen élu en juin 2009



GUE/GVN Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique ; S&D Alliance progressiste des socialistes et démocrates ; Verts/ALE Verts/Alliance libre européenne ; ADLE Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe ; PPE Parti populaire européen ; ECR Conservateurs et réformistes européens ; EFD Europe de la liberté et de la démocratie.

Source : Parlement Européen.

Face à la crise financière internationale, les différents pays de l'Union ont dans un premier temps agi en ordre dispersé avant que les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro ne commencent à élaborer en octobre 2008 un plan d'action commun pour stabiliser l'économie européenne. Si l'Union a finalement réussi à faire relativement front à la tourmente financière, sa sortie de crise dépend essentiellement d'une reprise économique mondiale insufflée par la Chine et les États-Unis. Face à ces deux pays, elle n'a pas non plus pesé lourd à la conférence de Copenhague sur le changement climatique en décembre 2009. Grande puissance économique, mais encore insuffisamment unifiée au plan politique, l'Union européenne risque de ne jouer qu'un second rôle sur la scène internationale, la grande diplomatie se déplaçant de plus en plus de l'Europe vers le nord-Pacifique, entre l'Asie extrême-orientale et l'Amérique.

Un Japon en proie au doute (1992-2010)

Après s'être hissé dès le début des années 1980 au rang de deuxième puissance économique mondiale, le Japon connaît dans la dernière décennie du xx^e siècle une longue récession suivie de quelques années de reprise modérée avant une rechute brutale liée à la crise financière mondiale de 2008. Ces données nouvelles ont des conséquences importantes sur toute la société nippone, le mythe d'un « Japon sans pauvres », grâce à la redistribution des dividendes de la croissance, faisant place à la montée des inégalités, à la précarité de l'emploi et à un malaise profond dans une population qui vieillit massivement et dont la jeunesse s'inquiète pour l'avenir. Dans ce pays politiquement très conservateur, l'ampleur de la crise a été telle qu'elle a mis fin au long règne du parti libéral-démocrate au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle. Vainqueur des élections législatives de 2009, le parti démocrate du Japon, soucieux de construire une société plus fraternelle, réussira-t-il à trouver une nouvelle forme de gouvernement, rendant finalement possible une véritable alternance politique dans le pays ? Confronté à la nouvelle puissance chinoise, le Japon se garde bien de remettre en question l'alliance nippo-américaine tout en souhaitant des relations plus équilibrées avec les États-Unis.

Un « modèle économique » en crise

● La « décennie perdue » (1992-2002)

Dès la fin de 1991, le Japon entre dans une phase de récession qui va durer une dizaine d'années. La surévaluation des valeurs boursières et des actifs immobiliers fait place à une chute catastrophique des prix et des cours, entraînant le recul des investissements, une réduction de la consommation des ménages, une baisse des profits des entreprises, tout ceci se traduisant par un taux de croissance oscillant autour de 0,5 % de 1992 à la fin de l'année 1995. Après une légère reprise en 1996, l'économie japonaise se détériore à nouveau dès novembre 1997, entraînée dans la crise financière affectant alors toute l'Asie du Sud-Est. Malgré plusieurs plans de relance pris par les différents gouvernements et une importante restructuration du secteur bancaire nippon, la récession va se prolonger jusqu'en 2002.

Considérée à l'origine comme une simple crise conjoncturelle, conséquence d'une trop grande spéculation boursière et immobilière, cette récession révèle aussi des maux plus profonds de l'économie japonaise : la survivance de secteurs archaïques (agriculture, travaux publics, petite distribution), un retard en matière de services, une dette publique préoccupante, une déflation persistante, une population active en déclin depuis 1997 dans un pays vieillissant... Des problèmes structurels qui ne vont cesser de peser sur l'économie japonaise.

● Une économie toujours puissante, mais fragilisée

Après cette longue période de stagnation, l'économie japonaise retrouve de 2003 à 2007 un taux de croissance de l'ordre de 2 à 3 % grâce à un dynamisme retrouvé de ses agents économiques (banques, entreprises), à une reprise de la consommation intérieure, et surtout à l'expansion de ses exportations, en Chine notamment. Sous l'impulsion du METI (Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie) qui a succédé au MITI en 2001, le Japon développe alors une grande politique de recherche dont profitent ses secteurs de haute technologie, notamment la robotique. Mais ce rebond de l'économie nipponne, favorisé par les réformes néo-libérales du Premier ministre Koizumi, est brusquement stoppé par la crise mondiale de 2008.

C'est le brusque effondrement du commerce international et non la spéculation financière qui touche profondément le pays, son secteur bancaire étant peu exposé aux prêts hypothécaires à haut risque.

La baisse de la demande globale de produits manufacturés dans le monde entraîne en effet un plongeon de ses exportations qui baissent de près de la moitié en 2008. La crise se prolonge en 2009 avec une chute du produit intérieur brut nippon de 5,3 %, et la légère reprise amorcée en 2010 reste fragile et ne repose guère que sur la vitalité de la Chine qui est devenue son premier partenaire commercial. L'économie japonaise garde cependant de sérieux atouts, notamment dans le domaine de la haute technologie, mais le poids de l'endettement public (plus de 200 % du P.I.B.) et les difficultés de *Japan Airlines* et *Toyota*, deux symboles de la prospérité nipponne, laissent planer un doute sur la solidité de la reprise. Encore seconde puissance économique mondiale en 2009, le Japon a dû laisser cette place à son puissant voisin, la Chine, en 2010.

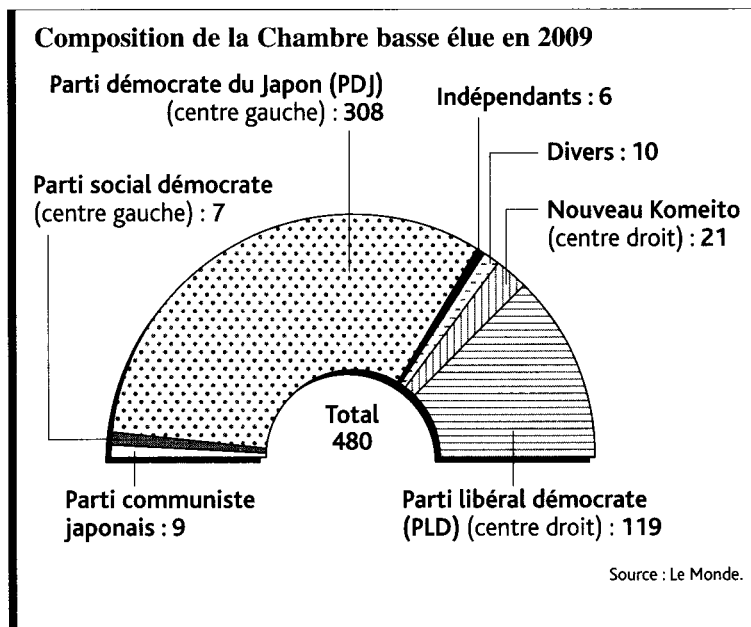
Une rupture politique et sociale ?

● Une ère politique nouvelle ?

Élue en juillet 1993, la majorité hétéroclite anti-P.L.D. (voir tome 3, chapitre 11) ne tient même pas un an, le Parti socialiste (70 élus) se retirant de la coalition pour former en juin 1994 une nouvelle alliance avec le P.L.D. (223 élus) qui, de fait, revient pratiquement au pouvoir, son leader Hashimoto devenant même Premier ministre en janvier 1996. L'échec de cette première tentative de rénovation de la vie politique japonaise va cependant permettre l'émergence en septembre 1996 d'une nouvelle formation, le *Minshuto* ou Parti Démocrate du Japon (P.D.J.) constituée de dissidents du P.L.D. et de transfuges de plusieurs partis de droite et de gauche. En fusionnant avec une demi-douzaine d'autres petites formations d'opposition en avril 1998, puis avec le parti libéral en 2003, le P.D.J. va peu à peu apparaître comme la seule force d'alternance crédible à l'hégémonie du P.L.D.

Seul ou avec l'appui du parti bouddhiste *Kōmeito*, le P.L.D. réussit à se maintenir au pouvoir de 1994 à 2001 dans un climat politique délétère, toujours marqué par des rivalités de clans en son sein et par des scandales financiers, ce qui explique la valse des Premiers ministres : Hashimoto (1996-1998), Obuchi (1998-2000), Mori (2000-2001)... Mais l'arrivée au pouvoir en juin 2001 d'un réformateur libéral, Junichiro Koizumi, imposé par la base contre les vieux « barons » du P.L.D., bouleverse la traditionnelle vie politique japonaise. Leader populiste et charismatique, Koizumi multiplie les réformes écono-

miques et sociales sans tenir compte des réticences des factions du parti, transformant celui-ci en machine électorale à son service, ce qui lui permet de remporter triomphalement les législatives de 2005 (48 % des suffrages et 296 sièges sur 480). Mais après son retrait de la vie politique, en septembre 2006, le P.L.D. retombe vite dans ses conflits internes, trois Premiers ministres (Shinzo Abe, Yasuo Fukuda et Taro Aso) se succédant rapidement au pouvoir jusqu'en 2009.



Usé par plus d'un demi-siècle de pouvoir, le P.L.D. subit une véritable débâcle lors des élections législatives du 30 août 2009, ne conservant que 119 sièges contre 308 au P.D.J. : un véritable séisme politique lié en grande partie au rejet d'un parti miné par le népotisme, le clientélisme, la corruption et la collusion avec les milieux d'affaires. Déjà vainqueur en juillet 2007 des élections à la Chambre des Conseillers (la chambre haute du Parlement), le P.D.J. doit donc désormais assumer le pouvoir avec d'autres petites formations de centre-gauche. Face à la crise économique et malgré la mauvaise volonté de la haute administration, liée à l'ancien régime, le nouveau Premier ministre, Yukio Hatoyama, se lance dès novembre 2009 dans un ambitieux plan de réformes promettant de construire une « société fraternelle ».

L'alternance politique n'a toutefois pas mis fin à l'instabilité gouvernementale récurrente au Japon, Yukio Hatoyama démissionnant dès juin 2010, neuf mois après son arrivée au pouvoir. Son successeur, Naoto Kan, a décidé de s'attaquer en priorité à l'énorme dette publique du pays (9500 milliards de dollars).

● Une société nouvelle dans un pays vieillissant

En déclin depuis 2005, la population nipponne (127 400 000 habitants en 2009) vieillit inexorablement : 23 % des Japonais ont plus de 65 ans, avec une espérance de vie moyenne d'environ 82 ans. Le pays ne pouvant s'appuyer sur de nouvelles générations abondantes en raison d'une faible immigration et d'un fort déficit des naissances, la question des retraites et du financement des soins aux personnes âgées devient d'année en année une des préoccupations les plus importantes des dirigeants nippons.

L'éclatement de la « bulle » spéculative et immobilière au début des années 1990, puis la récession économique de la fin des années 2000 ont profondément déstabilisé la société japonaise. N'hésitant plus à licencier du personnel, les grandes entreprises ont mis fin au mythe de « l'emploi à vie » et le taux de chômage, quasi inexistant au temps de la croissance, est monté jusqu'à 7 % au plus fort de la crise. L'amélioration générale du niveau de vie a fait place à une inégalité croissante dont sont principalement victimes les jeunes, les femmes et les personnes âgées, les recettes néo-libérales adoptées par le P.L.D. ayant accru les disparités. Troisième économie mondiale, le Japon a l'un des taux de pauvreté les plus élevés des pays avancés (15 % de la population en 2009), ce qui remet en question l'idée fautive, mais longtemps ancrée, d'une société relativement égalitaire et sans pauvres.

Déstabilisés par cette longue récession, les Japonais n'en continuent pas moins d'exporter dans le monde entier leurs nouvelles formes d'expression culturelle, les *mangas*, les *sushi*, le *karaoke*, les *tamagotchi*... qui finissent par détrôner les vieilles références traditionnelles du « pays du Soleil levant » : les *samurai*, les *kamikaze* et les *geisha*.

● La nouvelle diplomatie japonaise

Conscient de son faible rôle au plan international, le Japon, au lendemain de la guerre du Golfe, décide de prendre une part plus active au maintien de la paix dans le monde sous l'égide de l'Organisation des Nations unies. C'est pourquoi le Parlement japonais adopte, en juin 1992, une loi autorisant l'envoi de militaires nippons à l'étranger prenant ainsi le contre-pied de la constitution très « pacifiste » de

1947. Dès l'automne, des « casques bleus » japonais sont ainsi envoyés par l'O.N.U. comme coopérants en uniforme au Cambodge. En septembre 1994, le Japon fait officiellement acte de candidature à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, revendiquant ainsi pleinement sa part de responsabilité dans la décision et la gestion des grandes affaires internationales.

Cette attitude nouvelle du Japon, enfin disposé à jouer un rôle dans le domaine diplomatique, se traduit en avril 1996 par une révision du traité de sécurité américano-japonais de 1951, faisant désormais du Japon un allié et non plus un protégé des États-Unis, une loi votée en novembre 2001 autorisant même les forces japonaises à leur apporter un soutien logistique partout dans le monde. C'est ainsi que la marine nipponne participe au ravitaillement des forces alliées combattant en Afghanistan. Pour renforcer leur audience au plan international, les différents Premiers ministres nippons s'efforcent de rencontrer périodiquement les dirigeants des grandes puissances : Bill Clinton en 1996, Boris Eltsine en 1997, Jiang Zemin en 1998, George W. Bush en 2002. Toujours soucieux de garder un rôle prépondérant dans la sphère Asie-Pacifique, le Japon cherche également à normaliser ses relations diplomatiques avec la Corée du Nord, le chef du gouvernement nippon n'hésitant pas à se rendre à Pyongyang en septembre 2002.

Face à cette politique d'ouverture au monde se développe dans la société japonaise un courant néo-nationaliste très influent notamment dans le milieu universitaire, dans la presse et même dans les *mangas*. Le Premier ministre Koizumi n'y est pas insensible : ses visites au sanctuaire nationaliste Yasukuni, rendant hommage aux criminels de guerre condamnés au procès de Tokyo, et la publication d'un manuel d'histoire révisionniste, justifiant la colonisation japonaise en Asie du Sud-Est et niant les atrocités commises en Chine et en Corée, vont provoquer dans ces deux pays de vives réactions.

L'arrivée au pouvoir du P.D.J. risque de modifier quelque peu les rapports entre Tokyo et Washington, même si l'alliance nippo-américaine n'est nullement remise en question. Le nouveau gouvernement japonais souhaite cependant un rééquilibrage de ces relations afin de placer les deux pays sur un plan d'égalité et non de dépendance. La visite du Président Obama à Tokyo, en novembre 2009, n'a toutefois pas permis de réexaminer un accord conclu en 2006 sur le déplacement d'une base américaine à Okinawa, et le Japon ne voit guère d'un bon œil tout rapprochement sino-américain qui atténuerait son influence diplomatique dans la sphère Asie-Pacifique.

L'essor de la Chine (fin du xx^e- début du xxi^e siècle)

Avec un taux de croissance de l'ordre de 10 % depuis le début des années 1990, la Chine se hisse au rang des grandes puissances économiques, la crise financière internationale de l'automne 2008, qu'elle surmonte beaucoup mieux que les grands pays occidentaux, lui permettant de devenir en 2010 la deuxième puissance mondiale, juste derrière les États-Unis. Mais ces progrès économiques remarquables profitent essentiellement aux villes de la zone littorale, les campagnes de l'intérieur restant encore largement à l'écart de la modernité. Contrôlant toujours étroitement le pays, les dirigeants communistes chinois promettent d'édifier une « *société socialiste harmonieuse* » en n'hésitant pas à mettre désormais en avant la « *fierté patriotique* », un nationalisme qui s'exprime également en politique extérieure. Relativement effacée dans les relations internationales jusqu'en 2008, la Chine s'affirme maintenant comme une super-puissance mondiale, rivale des États-Unis, intervenant de plus en plus fortement sur les grandes questions diplomatiques ou environnementales qui divisent la planète.

La Chine, nouvelle super-puissance économique

● Le grand essor de l'économie chinoise

En relançant les réformes au début de l'année 1992, Deng Xiaoping pousse la Chine à évoluer vers une certaine forme d'économie de marché sans pour autant abandonner complètement tout contrôle de l'État. Les investissements étrangers, qui boudaient quelque peu le pays depuis les événements de Tian Anmen, reprennent le chemin de la Chine : déjà de 4 milliards de dollars en 1988, ils bondissent à 27 milliards en 1993, année où la Chine commence la construction du gigantesque barrage des Trois Gorges (achevé en 2006). Grâce à une restructuration progressive du système bancaire à partir de 1995, les banques disposent désormais d'une large autonomie de gestion tandis que l'État se dégage massivement des petites et moyennes entreprises. En septembre 1997, le nouveau numéro un chinois, Jiang Zemin, franchit une autre étape dans la libéralisation de l'économie en annonçant au xv^e congrès du P.C.C. l'ouverture du capital privé aux entreprises publiques.

Un moment touché par la crise asiatique de 1997-1998 (les décrochages des monnaies voisines gênant ses exportations), la Chine reprend depuis l'extrême fin des années 1990 un taux de croissance autour de 10 % par an, obligeant même le gouvernement à intervenir en 2004 pour éviter la surchauffe de son économie. Son intégration aux échanges internationaux est facilitée par son admission à l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) en novembre 2001. Grâce à une monnaie sous-évaluée, elle conquiert rapidement d'importantes parts de marché en Europe, aux États-Unis et au Japon dont elle devient dès 2005 le premier partenaire commercial. Les produits « *made in China* » inondent la planète, essentiellement des articles provenant de main-d'œuvre bon marché (jouets, textile...) mais aussi, de plus en plus, des produits de haute technologie. Depuis 2004, des groupes capitalistes chinois commencent même à investir à l'étranger, rachetant notamment d'importantes sociétés en Asie du Sud-Est, en Europe et aux États-Unis.

Avant même la crise financière internationale de 2008, la Chine est devenue non seulement une grande puissance mais aussi un acteur majeur de l'économie mondiale, de nombreuses entreprises occidentales y localisant leurs activités. Gros consommateur d'énergie et de matière première, le pays est passé entre 2003 et 2007 du sixième

au troisième rang des grandes puissances, derrière les États-Unis et le Japon, avec un taux de croissance bien supérieur. Second pays exportateur, juste derrière l'Allemagne, il est désormais un partenaire commercial incontournable dont l'expansion se fait au détriment d'autres nations ne pouvant soutenir sa redoutable concurrence. Au plan financier et monétaire, il est devenu le premier destinataire d'investissements étrangers directs et le premier détenteur de réserves de change en achetant massivement depuis 2003 des devises occidentales sur les marchés internationaux : avec plus d'un milliard de dollars en 2007, il est le principal créancier des États-Unis.

Ces progrès impressionnants n'empêchent cependant pas l'économie chinoise de présenter un certain nombre de fragilités : une forte dépendance de l'extérieur, non seulement pour ses exportations mais aussi pour des approvisionnements nécessaires en sources d'énergie, matières premières et produits alimentaires ; une demande intérieure encore insuffisante malgré un énorme marché potentiel de 1,3 milliard de personnes ; un secteur bancaire et financier encore souvent défaillant malgré plusieurs réformes ; une corruption généralisée ; et une énorme disparité entre la Chine intérieure et les provinces littorales, celles-ci accaparant l'essentiel des activités liées à l'exportation et aux investissements étrangers.

● **La Chine, grande bénéficiaire de la crise financière mondiale de 2008 ?**

De plus en plus intégrée à l'économie mondiale, la Chine est naturellement touchée par la crise internationale de l'automne 2008, en raison notamment d'une chute spectaculaire de ses exportations (moins de 20 % en 2009), liée au ralentissement de la demande des pays occidentaux, et à une forte baisse des investissements étrangers directs dans le pays. Cela se traduit principalement par des faillites d'entreprises et des fermetures d'usines travaillant presque uniquement pour l'exportation (textile, jouets, petit électroménager...) entraînant dans les provinces orientales et méridionales une poussée du chômage et de l'agitation sociale. Le ralentissement de l'activité économique ne tarde pas à se répercuter dans le secteur immobilier, entraînant une contraction de l'industrie du bâtiment, un des principaux moteurs de la croissance.

Confronté à sa première crise grave depuis les premières réformes de Deng Xiaoping, le gouvernement chinois ne tarde pas à y répondre, lançant dès novembre 2008 un gigantesque plan de relance de 4 000 milliards de yuans (plus de 460 milliards d'euros) destiné

principalement à stimuler la demande intérieure face au ralentissement de la croissance et à la stagnation des exportations. Il porte à la fois sur une baisse des taux d'intérêt pour faciliter les crédits aux petites et moyennes entreprises comme aux ménages, et sur une politique de grands travaux d'infrastructures (construction de barrages hydrauliques, d'autoroutes, de lignes de chemin de fer, de métros...), une somme importante étant affectée à la reconstruction de la province du Sichuan, détruite par un violent tremblement de terre en mai 2008. Parmi les autres priorités figurent la modernisation de l'industrie, notamment par le développement des énergies renouvelables et des nouvelles technologies, l'aide aux zones rurales, la construction de logements sociaux et une réforme du système de santé.

Grâce à une mobilisation massive de tous les acteurs économiques, ce plan de relance donne rapidement des résultats, le taux de croissance de la Chine ne tombant finalement pas en dessous de 9 % en 2009 : un redressement dû essentiellement à une forte demande intérieure en produits ménagers, la Chine devenant même en 2009 le premier acheteur de véhicules automobiles de la planète. Pour maintenir ses exportations dans un monde en crise, elle refuse obstinément, malgré les pressions internationales, de réévaluer sa monnaie, le yuan, d'autant plus qu'elle possède d'énormes réserves de devises (2 400 milliards de dollars début 2010). Avec sa puissance d'achat, elle fait main basse dans différents continents sur des sources d'énergie (pétrole, gaz et même charbon) et des matières premières indispensables à son économie, s'emparant notamment du marché des métaux rares indispensables à l'industrie de pointe. Mais ce retour à une forte croissance menace à nouveau le pays de surchauffe économique avec une inflation généralisée, une forte spéculation boursière et immobilière, un risque de surcapacité industrielle... Et, malgré les efforts du gouvernement chinois, subsistent de profonds déséquilibres entre les riches provinces maritimes et les campagnes de l'intérieur.

Premier pays à être sorti de la crise financière internationale de 2008, la Chine s'affirme désormais comme une grande puissance incontournable, apparaissant même comme un acteur essentiel du sauvetage d'une économie mondiale toujours exsangue. Ravissant à l'Allemagne dès 2009 le rang de premier pays exportateur, elle se hisse même début 2010 à la seconde place des grandes puissances économiques, juste derrière les Etats-Unis, pays qu'elle serait susceptible de dépasser dans les dix années à venir.

Mutations sociales et immobilisme politique

● La difficile édification d'une « *société socialiste harmonieuse* »

Les progrès considérables de l'économie chinoise depuis le début des années 1990 provoquent naturellement de grands bouleversements dans cet immense pays d'1,3 milliard d'habitants dont la société, traditionnellement rurale, connaît une urbanisation accélérée : 20 % de citadins au début des années 1980, 39 % en 2001, 46 % en 2009, un pourcentage devant atteindre environ 90 % à la fin du xxi^e siècle. L'exode rural, temporaire ou définitif, pousse en effet des centaines de millions de paysans vers les villes, le régime cherchant à maîtriser cette migration par l'existence d'une sorte de passeport intérieur, le *hukou*.

Aussi les inégalités se creusent-elles dans la société chinoise entre le monde urbain et les campagnes restées en marge de la croissance. Mais à l'intérieur des villes existe aussi un énorme contraste entre une classe moyenne avide de biens de consommation et les millions de travailleurs-paysans migrants ne possédant pas le *hukou* : considérés comme des citoyens de seconde zone, ces *mingongs*, quand ils trouvent un emploi, travaillent pour un salaire de misère sans avoir accès aux mêmes avantages sociaux que les citadins (scolarisation des enfants, prise en charge des frais médicaux...).

Cette croissance inégalitaire engendre d'importants troubles sociaux qui incite le parti communiste chinois à intervenir pour mieux répartir les revenus afin de construire une « *société harmonieuse* » comme le préconise le xvii^e congrès en octobre 2007. Malgré de nombreuses mesures prises en faveur des campagnes et de l'intérieur du pays, les inégalités subsistent et environ 15 % des Chinois sont toujours en-dessous du seuil de pauvreté. Dans ce pays qui compte 350 millions d'internautes, subsistent 110 millions d'analphabètes, dont 72 % de femmes. La société chinoise est loin d'être homogène, d'autant plus que se multiplient des tensions entre les Hans et d'autres communautés des provinces intérieures (Tibétains, Ouïgours...) : émeutes de Lhassa au Tibet en mars 2008 ; importants troubles interethniques au Xinjiang en juillet 2009... Des affrontements violemment réprimés par un parti communiste soucieux de maintenir son autorité.

● Un pouvoir immuable ?

Porté à la présidence de la République en mars 1993, Jiang Zemin concentre tous les pouvoirs, devenant ainsi le premier dirigeant, depuis la mort de Mao Zedong, à être en même temps à la tête de l'État, du P.C.C. et de l'armée. Le pays connaît alors une vigoureuse reprise en main idéologique, les opposants étant réduits au silence comme le dissident Wei Jingshen, condamné à quatorze ans de prison en 1995.

Après la mort de Deng Xiaoping en février 1997, Jiang Zemin renforce sa position au détriment de ses principaux rivaux, reléguant notamment le Premier ministre Li Peng à la présidence de l'Assemblée nationale populaire en mars 1998. Réélu président de la République, il laisse la gestion des affaires intérieures courantes au nouveau Premier ministre Zhu Rongji pour se consacrer principalement à la politique extérieure, multipliant les rencontres avec les grands dirigeants étrangers. Pour améliorer l'image de marque du régime sur la scène internationale, il libère deux des principaux dissidents chinois, Wei Jingshen, en novembre 1997 et Wang Dan (porte-parole des étudiants au moment des événements de Tian Anmen) en avril 1998 et les expulse vers les États-Unis. Mais cette libéralisation politique reste sans lendemain, une dure répression s'abattant en décembre 1998 sur les fondateurs d'un Parti démocratique chinois (créé quelques mois plus tôt mais interdit par les autorités) et en 1999 sur un mouvement mystique assimilé à une secte, *Fa Lun Gong*.

Il faut attendre juillet 2001, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de sa fondation, pour que le parti communiste chinois prenne quelque peu ses distances au plan idéologique avec l'orthodoxie marxiste. La nouvelle doctrine, entérinée en novembre 2002 par le xvi^e congrès du P.C.C., ne fait plus uniquement référence à la classe ouvrière, prenant ainsi acte de l'existence d'autres « strates sociales ». Le P.C.C. doit désormais s'appuyer sur trois représentativités : les « forces productives avancées », c'est-à-dire les entrepreneurs privés qui sont appelés à adhérer au parti, la « culture la plus avancée » et « les intérêts de l'écrasante majorité du peuple chinois ». Ayant doté le parti d'une nouvelle « idéologie directrice », Jiang Zemin en abandonne la direction à Hu Jintao, également nommé chef de l'État en mars 2003, Wen Jiabao devenant Premier ministre à la place de Zhu Rongji.

Ce renouvellement du personnel politique à la tête du parti et de l'État n'implique en rien une évolution vers un régime plus démocratique : c'est en catimini que se déroulent en janvier 2005 les obsèques de l'ancien secrétaire général du P.C.C. Zhao Ziyang, coupable

d'avoir commis une « grave erreur » en tentant de négocier avec les étudiants contestataires de la place Tian Anmen en 1989. Quand en décembre 2008, plus de trois cents intellectuels signent un manifeste pour une Chine démocratique, la Charte 08 (inspirée de la charte 77 de Vaclav Havel), l'un de ses principaux rédacteurs, le militant des droits de l'Homme Liu Xiaobo, est aussitôt arrêté puis condamné à onze ans de prison pour subversion. Le totalitarisme bureaucratique n'empêche toutefois pas le développement d'une corruption généralisée qui touche même de nombreux cadres du parti comme le montrent en septembre 2006 le limogeage, pour détournement de fonds, du principal dirigeant du P.C.C. de Shanghai, Chen Liangyu, et les vastes campagnes anti-corruption menées par l'administration d'Hu Jintao depuis 2008.

En Chine, le pouvoir politique reste bien entre les mains d'un parti communiste qui, en s'appuyant sur ses bons résultats économiques, n'hésite pas, dans ses discours idéologiques, à faire davantage appel au nationalisme qu'au socialisme, mettant en avant ses réussites spectaculaires comme en octobre 2003 le lancement d'un vaisseau spatial habité, puis la grande réussite des Jeux olympiques de Pékin en 2008.

Un nouveau « super-grand » sur la scène internationale

La réprobation internationale après les massacres de Tian Anmen en juin 1989 puis l'effondrement du bloc de l'Est isolent diplomatiquement la Chine au début des années 1990, entraînant en 1995-1996 le réveil d'un nationalisme expansionniste à l'égard de Taïwan, toujours considérée par Pékin comme une province rebelle. Mais à partir du 1^{er} juillet 1997, la modération dont fait preuve le régime communiste chinois dans la récupération de Hong Kong, laissant à l'ancienne colonie britannique une assez large autonomie selon le principe « un pays, deux systèmes », puis l'attitude de la Chine lors de la crise financière asiatique de 1997-1998 rassurent les Occidentaux qui renouent peu à peu avec Pékin : rencontres entre Jiang Zemin et Clinton en octobre 1997 et juin 1998, visite à Paris du nouveau premier ministre chinois Zhu Rongji en avril 1998, voyage officiel de Jiang Zemin au Japon en novembre 1998 et en France en octobre 1999, signature d'un accord commercial avec

les États-Unis en novembre 1999 puis avec l'Union européenne en mai 2000...

Réintégrée dans le concert international, la Chine ne craint plus désormais de discuter d'égal à égal avec les autres grandes puissances. En juillet 2001, une rencontre entre Jiang Zemin et Vladimir Poutine à Moscou se solde par la signature d'un traité de coopération et d'amitié pour vingt ans entre la Chine et la Russie, les deux pays s'engageant à soutenir « l'équilibre stratégique mondial ». La Chine apportant son soutien aux USA dans la lutte contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001, les relations diplomatiques sino-américaines s'améliorent, George W. Bush se rendant même à Pékin en février 2002. Comme le montre sa modération lors des débats à l'O.N.U. sur le problème d'une intervention militaire en Irak, elle ne cherche cependant pas encore à jouer un grand rôle au plan international en dehors de l'Asie du Sud-Est où la question taïwanaise reste pour elle une source de tensions.

Mais, en 2008, deux événements vont largement contribuer à donner à la Chine un poids politique beaucoup plus important sur la scène diplomatique : la réussite spectaculaire des jeux olympiques de Pékin, magistralement gérés en terme d'image à travers le monde, puis la crise financière internationale. Sa puissance économique la rend désormais incontournable sur tous les problèmes qui agitent la planète, notamment sur les questions géopolitiques et environnementales comme l'a montré son attitude lors du sommet de Copenhague en décembre 2009. Au plan diplomatique, la Chine discute maintenant d'égal à égal avec les États-Unis, comme a pu le constater le président Barack Obama lors de sa visite à Pékin en novembre 2009. Et les dirigeants chinois comptent beaucoup sur le succès de l'exposition universelle de Shanghai de l'été 2010 pour montrer que « l'Empire du milieu » est désormais bien au centre du monde

Du tiers-monde aux puissances émergentes dans l'économie mondialisée

Le tiers-monde s'est transformé en s'intégrant dans l'économie mondialisée, et sa définition doit être actualisée en conséquence. L'image d'une pauvreté liée à un retard de développement quasi irréductible a cessé d'être pertinente pour les pays émergents en voie de rapide industrialisation, et l'acception géopolitique d'un troisième monde ne saurait s'appliquer aux anciens pays communistes européens qui affichent cependant des indicateurs économiques et sociaux proches de ceux des pays émergents. La mondialisation a fonctionné comme un vecteur de croissance qui a permis la spectaculaire montée en puissance des pays émergents durant la première décennie du ^{xxi}^e siècle ; mais elle a aussi joué le rôle de courroie de transmission du séisme financier qui a éclaté aux États-Unis à l'été 2008.

Le fossé s'est agrandi entre les grands pays émergents, Chine en tête, qui ont déplacé à leur profit les centres de gravité de l'économie mondiale, et la stagnation des pays les moins avancés maintenus dans la pauvreté et la dépendance.

Un tiers-monde à redéfinir dans la mondialisation

● Redéfinition du « tiers-monde »

Les mutations économiques et les bouleversements géopolitiques de la fin du xx^e siècle ont brisé l'unité factice de ce que l'on dénommait depuis 1952 « le tiers-monde ». L'acception géopolitique de cette dénomination n'a plus de raison d'être depuis que la disparition de l'URSS en 1991 a mis fin à l'opposition entre les blocs de l'Est et de l'Ouest dont se distinguait un troisième monde prônant le non-alignement. Pour désigner ce groupe informel de pays pauvres et économiquement en retard par rapport aux riches pays industrialisés on a alors multiplié les appellations socio-économiques distinguant alternativement ou successivement les pays sous-développés, les pays en développement (ou en voie de développement : P.V.D.), les « pays les moins avancés » (P.M.A.) distingués par l'O.N.U. des nouveaux pays industriels (N.P.I.), et plus récemment les « pays émergents » ; on a aussi eu recours à la géographie pour identifier au Sud (ou aux « Suds ») ces pays dont la majorité (mais pas la totalité) se situent dans l'hémisphère sud. Cependant, l'indicateur de développement humain (I.D.H.) établi par l'O.N.U. sur la base du revenu par habitant, de l'espérance de vie à la naissance, et du taux de scolarisation réalise une synthèse pertinente, suffisamment explicite et commode pour classer les pays concernés (voir tableau, p. 268).

Toutes ces distinctions typologiques ont leur raison d'être pour définir une réalité complexe, et la formule de « tiers-monde », bien vivante dans l'imaginaire collectif, a aussi le mérite de renvoyer à une riche référence historique, pour peu qu'on privilégie désormais la comparaison transparente que ses inventeurs Alfred Sauvy et Georges Balandier avaient voulu établir avec le « tiers État » dans la France d'avant 1789, à savoir un groupe très majoritaire de pays et d'individus, très hétérogène dans sa composition, et qui, pour reprendre la célèbre brochure de l'abbé Siéyès « *n'était rien mais aspirait à devenir quelque chose* ». C'est bien le cas du « tiers-monde » au début du xxi^e siècle, qui regroupe les deux tiers des États de la planète, les trois quarts de ses habitants inégalement répartis sur tous les continents, présente des écarts de niveaux de développement et de richesse considérables (les plus riches d'entre ces pays n'étant d'ailleurs pas nécessairement les plus développés), depuis les P.M.A.

jusqu'aux pays émergents qui aspirent ouvertement, Chine en tête, à prendre toute leur place dans la gouvernance mondiale. Au début du ^{xxi}^e siècle les institutions internationales ont tendance à souligner l'opposition entre les pays les moins avancés (P.M.A.) qui continuent à subir tous les handicaps du sous-développement caractéristiques de l'image du tiers-monde, et des pays émergents en voie rapide d'accès au groupe des pays développés, dans lequel ont déjà pris place la Corée du Sud, Taïwan ou Singapour, les « dragons » du siècle précédent. Entre ces deux catégories extrêmes se situent les pays à revenus moyens, groupe aux contours flous de pays fragiles qui ne sont plus des P.M.A. mais pas encore des pays émergents.

Cette appellation de « pays émergents » est apparue dans les années 1980 pour désigner des pays suffisamment ouverts et dynamiques pour attirer des investissements occidentaux. Elle englobe des pays dont l'économie est déjà dominée par l'industrie et les services, qui sont très présents sur le marché international des échanges commerciaux et des capitaux, et dont les relations économiques s'organisent dans le respect de documents contractuels, le contrat étant le fondement juridique et culturel du capitalisme. Les médias emploient désormais couramment l'acronyme BRIC qui amalgame les quatre plus puissants des pays émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, liste ouverte qui tend d'ores et déjà à s'élargir au Mexique et à l'Égypte. Les principaux dirigeants politiques des BRIC se sont réunis formellement pour la première fois en 2009 à Ekaterinenbourg (en Russie), puis en avril 2010 à Brasilia où ils ont revendiqué une meilleure représentativité dans les instances internationales au nom du dynamisme de leurs économies émergentes.

Le concept d'émergence, ou plutôt ici de réémergence, permet aussi de caractériser les anciens pays communistes d'Europe qui n'ont, géopolitiquement parlant, jamais fait partie du tiers-monde mais qui sont désireux de prendre place parmi les pays d'économie capitaliste libérale, au prix d'une reconversion radicale de leur système économique et social qui leur impose une transition difficile. Cette reconstruction globale engagée depuis une dizaine d'années n'est pas achevée au début du ^{xxi}^e siècle, et les indicateurs statistiques de ces pays correspondent pour le moment à ceux des pays émergents anciennement intégrés dans l'économie capitaliste.

Le cas de la Russie impose certes une approche particulière. Ce pays aux dimensions d'un continent, considéré il y a peu comme la seule puissance industrielle capable de faire jeu égal avec les États-

Unis, et parfois même de la devancer dans le domaine hautement technologique de la conquête spatiale, a subi une désorganisation quasiment complète de son système économique, une dégradation consécutive de ses indicateurs sociaux, une perte saisissante de pouvoir sur son environnement géopolitique, au point que ses voisins naguère strictement contrôlés n'ont rien eu de plus pressé que de se faire protéger par l'O.T.A.N. et d'intégrer l'O.C.D.E. (Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque). Rien n'indique que, sous la ferme direction de Vladimir Poutine et de Dmitri Medvedev la Russie ne puisse pas redevenir bientôt une puissance majeure, d'autant qu'elle a conservé sa place privilégiée à l'O.N.U., est entrée au G8 en 1998, mais n'est pas encore membre de l'O.M.C. en 2010. En 2007, l'indicateur de développement humain (I.D.H.) établi par l'O.N.U. place la Russie au 71^e rang sur 152 pays, derrière l'Argentine (49^e) et le Mexique (53^e) mais devant le Brésil (75^e) et la Chine (92^e rang).

Répartition des pays de chaque grande zone géographique selon leur I.D.H. au début du XXI^e siècle

(en pourcentage de la population et en sept classes décroissantes)

	1	2	3	4	5	6	7
A.L.E.N.A.	66,7	33,3					
Europe de l'Ouest	80	20					
Pacifique occidental	21,1	10,5	31,6	15,8	21,0		
Europe centrale et ex-URSS		38,5	57,7	3,8			
Amérique centrale et du sud		30,4	54,5	12,1		3	
Maghreb / Moyen-Orient	5,3	21,0	52,6	15,8		5,3	
Asie du Sud			25	12,5	50	12,5	
Afrique subsaharienne		2,1	4,3	12,8	14,9	34,0	31,9

Source : Images économiques du monde 2004, SEDES, p. 38.

On constate que les populations des riches pays développés se regroupent dans les deux classes les plus élevées selon l'I.D.H., tandis que celles de l'Afrique subsaharienne quasiment absentes de ces deux premières classes se retrouvent pour les deux tiers dans les deux classes inférieures ; les sociétés des autres zones géographiques

occupent les classes intermédiaires. Les écarts positifs et négatifs avec la répartition mondiale (en dernière ligne) rend encore plus évidente la situation de chaque zone géographique au regard de l'I.D.H. Une comparaison avec le tableau de la page 270 du tome 3 permet de mesurer le progrès réalisé par les pays émergents en quelques années, à la charnière des deux siècles.

● **L'insertion du tiers-monde dans la mondialisation**

L'entrée dans l'économie mondialisée implique une large ouverture des frontières nationales aux flux financiers, commerciaux, humains qui constituent les réseaux d'interdépendance de la mondialisation. Cette option déjà offerte et acceptée par de nombreux pays en développement depuis une vingtaine d'années n'allait pas de soi car elle impliquait d'entrer dans un système international dominé par les grandes puissances capitalistes (États-Unis, Europe occidentale, Japon) détenant sous l'appellation de « triade » le contrôle et le pouvoir de décision sur le fonctionnement de l'économie mondiale. Or de nombreux pays en développement avaient privilégié un processus de développement autocentré, qu'il s'agisse des pays sortis de la sujétion qui les avaient soumis au « pacte colonial », et de ce fait prompts à dénoncer toute forme réelle ou supposée de « néocolonialisme », ou qu'il s'agisse des anciens pays communistes, dont les sociétés étaient certes désireuses d'échapper au plus vite et définitivement à la tutelle autoritaire de l'URSS, mais demeuraient en même temps nostalgiques d'un système qui assurait une protection sociale à la majorité des habitants. L'ouverture au monde extérieur a donc dépendu du constat d'échec des économies autocentrées en même temps que de l'attrait exercé par l'image souvent embellie des standards de vie des sociétés développées, largement diffusée par les médias audiovisuels, supports très efficaces de la mondialisation.

Pour de nombreux pays en développement, c'est néanmoins l'intervention du F.M.I. et de la Banque Mondiale, rendue nécessaire par l'éclatement d'une crise comme celle de l'endettement du tiers-monde dans les années 1980, qui a imposé l'ouverture progressive des frontières commerciales, assortie d'une libéralisation interne de l'organisation économique. La mise en place de dérogations provisoires assurant une protection des intérêts nationaux contre la concurrence d'économies plus performantes a efficacement accompagné le processus d'internationalisation économique des pays en

développement qui faisaient progressivement jouer leurs propres atouts, à commencer par leur compétitivité salariale. Cependant, la grave crise de la dette pesant sur le tiers-monde jusqu'à la fin du xx^e siècle, et la récurrence des désordres monétaires ne plaidaient guère en faveur de la mondialisation.

La situation des pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.) issus de l'ancien bloc communiste a conduit à un processus différent librement choisi. Pour accélérer le redéploiement de leurs économies, ces pays ont en effet opté pour l'entrée dans l'Union européenne dont ils sont devenus membres en deux vagues (2004 et 2007), en vue d'une intégration progressive dans tous les mécanismes de l'Union, Bruxelles leur dispensant une aide à la modernisation de leurs structures économiques ; l'ancienne RDA a de surcroît bénéficié de l'effort gigantesque consenti par la RFA pour remettre à niveau ses nouveaux länder orientaux. Le retard qui perdure en Allemagne orientale vingt ans après la réunification montre, s'il en était besoin, l'immensité de la tâche de réintégration de ces économies au sein des pays riches, d'autant plus que la RDA était sans doute le pays industriel le plus avancé de l'ancien bloc de l'Est européen.

L'admission de tous ces pays dans l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.) dès avant l'an 2000 (la Chine seulement en 2001), vaut brevet d'entrée dans la mondialisation, dans la mesure où l'O.M.C. est l'organisation la plus nettement supranationale, capable d'infliger des sanctions aux États nationaux qui ne respectent pas les règles de concurrence garantes du bon fonctionnement du commerce international.

À l'exception de la Corée du Nord, de Cuba et du Myanmar (ancienne Birmanie), on peut donc considérer qu'au passage d'un siècle à l'autre les pays en développement sont englobés dans la mondialisation, phénomène que les observateurs enregistrent comme « le retour des pays du Sud », en fait largement entamé dans la dernière décennie du xx^e siècle, sans rupture de continuité avec le début du nouveau millénaire.

● **Les séquelles des désordres monétaires des années 1990**

En effet, la continuité avec le siècle précédent se manifeste dans les premières années du xxi^e siècle par la persistance de crises monétaires en Argentine et en Turquie, semblables à celles qui ont déséquilibré de manière récurrente de nombreux pays depuis la

disparition du système de Bretton Woods dans les années 1970 (voir tome 3, chapitre 13).

Les effets de la crise asiatique de 1997 ne sont pas encore effacés lorsque l'Argentine se trouve à son tour plongée entre 1998 et 2002 dans une nouvelle crise monétaire particulièrement grave. Une brutale dévaluation du real brésilien, en même temps qu'une forte remontée du dollar américain auquel est lié le peso argentin viennent étouffer l'économie de l'Argentine. Ses exportations s'effondrent, victimes d'un taux de change trop élevé, le pays entre en récession et pratique une déflation qui soumet la société à un véritable « choc de pauvreté » alimenté par une explosion du chômage. Il s'ensuit de graves désordres sociaux (28 manifestants tués en décembre 2001), des monnaies privées se substituent au peso, et l'Argentine se retrouve quasiment en faillite financière au début de l'année 2002. Appelé à l'aide par le gouvernement de Buenos-Aires, le F.M.I. conditionne son aide à l'élargissement des mesures libérales (privatisations), et impose l'abandon de la parité fixe entre le dollar et le peso profondément dévalué en 2002, mesure qui ampute sévèrement les avoirs des épargnants argentins.

C'est seulement en 2003, avec l'élection du Président Nestor Kirchner, et après quatre années de crise sévère que l'Argentine sort enfin de ses difficultés et laisse prévoir une croissance de récupération qui sera effectivement de 5 % en 2004, avec une balance commerciale excédentaire et un retour des investisseurs étrangers, spécialement dans l'industrie automobile. Le redressement de l'économie argentine exerce un effet d'entraînement sur les économies latino-américaines, mais aussi sur les pays africains qui entretiennent des relations économiques avec l'Amérique latine.

La Turquie a elle aussi connu une sévère crise d'origine monétaire et financière en 2000-2001, provoquant en 2001 un recul catastrophique de plus de 9 % du P.I.B., responsable d'un million de chômeurs supplémentaires, nécessitant plusieurs interventions du F.M.I. et finalement une dévaluation de moitié de la livre turque au détriment des épargnants, comme en Argentine. Mais à partir de 2003 la Turquie fait preuve d'un grand dynamisme et réitère sa demande d'adhésion à l'Union européenne, soumise à de longues négociations et qui se heurte au refus de principe d'une partie de l'opinion publique et des gouvernants, notamment en France.

Ces crises sont surmontées en 2003 et la mondialisation se montre alors favorable à la croissance économique des pays en développement.

Croissance économique et développement inégal

● Une croissance soutenue

Dans leur grande majorité les pays du tiers-monde n'ont guère été affectés par le dégonflement de la bulle informatique du début du siècle (voir chapitre 1). Alors que les pays industrialisés subissaient une récession, les pays en développement et émergents devenaient les locomotives de la croissance économique mondiale. Selon le F.M.I., entre 1998 et 2006, la croissance annuelle moyenne de ces pays atteint 5,7 %, soit plus du double du rythme des nations industrielles (seulement 2,6 %).

Depuis 2003, au moment où l'Argentine retrouve sa stabilité économique et financière, la conjoncture se montre plus favorable pour l'Amérique latine. La remontée des prix du pétrole favorise le Mexique, le Venezuela du Président Chavez (élu en 1999), l'Équateur, tandis que l'augmentation du prix des métaux fournit des recettes supplémentaires au Chili et au Pérou, et que la hausse des produits agricoles bénéficie au Brésil, à l'Argentine et à l'Uruguay. Le Brésil, qui a surmonté ses difficultés des années 1990 (et d'abord jugulé l'hyperinflation), a entrepris des réformes modérées sous la présidence de Luiz Inacio Lula da Silva, avec l'appui du Parti des Travailleurs arrivé au pouvoir en 2002. Grâce à une balance commerciale excédentaire, le Brésil peut financer sa croissance avec ses propres ressources financières, et le pays, qui est déjà la huitième puissance économique du monde, s'affirme de plus en plus comme un leader de l'Amérique latine, notamment au sein du Mercosur (Marché commun du sud : Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) susceptible de s'élargir jusqu'au Mexique et de contrer le projet étatsunien de créer une Zone de libre échange des Amériques (ZELA) englobant l'ensemble du continent occidental.

Mais c'est dans l'Asie du Pacifique que se situent les nouveaux moteurs de la croissance économique mondiale.

Ainsi, les pays émergents d'Asie (Corée du sud, Taïwan, Singapour) pourtant encore mal remis de la crise boursière et bancaire de 1998, et de surcroît affectés par la menace du SRAS (grippe aviaire), ont vigoureusement réagi dès 2002 (croissance de 5 % du P.I.B. contre 1 % en 2001), en relation évidente avec l'impressionnante poussée chinoise dont la croissance frôle les 10 % par an, sans oublier l'expansion déjà remarquable de l'Inde. En 2006, ces pays connaissent, avec un taux annuel moyen de 8,7 %, une croissance triple de celle des pays fondateurs de l'O.C.D.E.

D'un autre côté, même l'Afrique, encore mal intégrée dans l'économie mondialisée, ignore la récession de 2001 et enregistre des taux de croissance supérieurs à 3 % par an, soit le double des performances des années 1990, mais avec un impact forcément très limité sur l'économie internationale, car l'Afrique représente seulement 1 à 2 % du commerce mondial. Quant aux pays naguère communistes, en transition du dirigisme au libéralisme, ils semblent avoir surmonté les rudes chocs des années 1990, et entamé un redressement spectaculaire de leur capacité économique : la Russie affiche une croissance annuelle supérieure à 5 % (dans la moyenne de la C.E.I. – Communauté des États indépendants – dont la création a suivi dès 1991 la disparition de l'URSS), plus forte que celle des pays d'Europe centrale alors en voie d'adhésion à l'Union européenne (accroissement du P.I.B. de l'ordre de 3 % par an), à l'exception des pays baltes dont la croissance passe les 6 % l'an dès les premières années de la décennie.

Ces performances remarquables doivent beaucoup aux effets de la mondialisation qui pousse la croissance et accélère sa diffusion dans l'ensemble du tiers-monde. Cependant, les effets de la mondialisation sont bien différents selon que l'on considère les pays émergents et les pays les moins avancés (P.M.A.).

● **Les pays émergents, grands gagnants de la mondialisation**

L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale constitue a priori un facteur favorable au développement, sous certaines conditions qui relèvent pour beaucoup de données politiques.

Les pays émergents sont précisément ceux qui réussissent une insertion dynamique dans l'économie mondiale, grâce à des institutions assez solides et des gouvernements assez forts pour défendre efficacement leur souveraineté et leurs intérêts nationaux, spécialement par la promotion d'une politique industrielle de montée en gamme afin d'équiper leur pays et d'améliorer la valeur de ses exportations. Pour les principaux pays émergents, la grande dimension territoriale et le poids démographique (particulièrement pour la Chine et l'Inde qui regroupent ensemble le tiers de l'humanité) constituent des atouts supplémentaires dans la mesure où ils constituent des enjeux essentiels dans la conquête du marché mondial. En fait, le modèle de référence a été expérimenté avec succès par le Japon après 1945 (en quelque sorte le premier pays émergent), et suivi peu ou prou avec la même réussite par Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et Hong-Kong. Selon ce schéma de développement, les pays émergents pratiquent une inté-

gration prudente, progressive et nettement asymétrique dans le marché mondial, en tirant argument de leur retard économique et social pour obtenir des dérogations aux règles internationales leur permettant de maintenir, au moins temporairement, des protections douanières et une monnaie nationale inconvertible, généralement sous évaluée pour soutenir les exportations (ce fut le cas du yen japonais jusqu'à la fin des années 1970, et c'est encore en 2010 le cas du renminbi yuan chinois, et de bien d'autres devises). L'inconvertibilité de la monnaie est aussi le meilleur moyen d'éviter les chocs monétaires venus de l'extérieur comme ceux qui ont gravement déstabilisé de nombreux pays émergents jusqu'au début du *xxi*^e siècle à l'exemple du Mexique, de la Thaïlande, de l'Argentine et de la Turquie dont la monnaie était liée au dollar et subissait en conséquence toutes les fluctuations de la devise américaine.

Certains pays (comme l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, l'Indonésie, la Malaisie...) ont tiré profit de la hausse des prix des matières premières pour financer leur croissance, mais c'est surtout à leur intégration dans les flux financiers et commerciaux de l'économie mondialisée que les pays émergents doivent leur montée en puissance.

En ouvrant sous conditions leurs frontières aux investissements étrangers, les pays en développement reçoivent des capitaux, notamment sous la forme de délocalisations d'entreprises occidentales qui créent des emplois et apportent un savoir-faire technique qui faisait défaut. En effet, lorsque les gouvernements des pays d'accueil en ont les moyens, ils exigent non seulement des livraisons d'usines « clés en main », mais aussi une formation technique dispensée par les ingénieurs attachés à la réalisation du projet, en vue de développer par la suite une production nationale : ainsi, lorsque la Chine achète des Airbus elle exige d'en fabriquer une partie sur le territoire chinois. Ce sont autant d'apports technologiques qui facilitent une rapide montée en gamme et en qualité des productions locales. Dans les cas les plus rudimentaires et voyants, les nouveaux pays industriels ont reçu directement des machines démenagées depuis les pays développés. De plus, lorsque ces investissements sont venus chercher des avantages salariaux, fiscaux, règlementaires plus qu'un accès au marché local, la production est en grande partie réexportée (parfois vers le pays originaire de l'investissement) ce qui fournit au pays d'accueil des recettes d'exportation, le plus souvent en dollars aisément réutilisables ensuite dans les circuits financiers internationaux. Les pays émergents d'Asie, Chine en tête, mais aussi le Mexique où

se multiplient près de la frontière du Rio Bravo les maquiladoras, usines d'assemblage pour des entreprises états-uniennes, sont ainsi devenus les « ateliers du monde » bénéficiant de la délocalisation des industries à partir des pays développés. Dans les cas les plus rudimentaires et voyants, les nouveaux pays industriels ont reçu directement des machines démenagées depuis les pays développés.

Le tableau ci-dessous montre que, sous l'effet de la mondialisation, les flux destinés à l'investissement direct à l'étranger (I.D.E.) se sont fortement accrus à partir de 2003, au lendemain de la récession du début du siècle provoquée par l'éclatement de la bulle informatique ; ce sont les pays anciennement industrialisés qui exportent le plus d'I.D.E. (et davantage qu'ils n'en importent, à l'exception notable des États-Unis), et les pays émergents d'Asie qui en sont les principaux bénéficiaires, tout en devenant eux-mêmes des fournisseurs d'I.D.E. Le retard du continent africain qui compte beaucoup de P.M.A. se traduit par la modestie des flux d'I.D.E. qui s'y dirigent, et par le grand déséquilibre entre les entrées et les sorties de capitaux.

Les flux d'investissement direct à l'étranger entre 1995 et 2008 (en milliards de dollars)

Région / Pays		1995-2000 (moyenne annuelle)	2003	2004	2007	2008
MONDE		730	565	735	1 979	1 700
DONT						
Union européenne	entrées	310	259	223	842	503
	sorties	417	285	377	1 192	837
États-Unis	entrées	170	53	136	271	316
	sorties	126	129	295	378	312
Japon	entrées	4,6	6,3	7,8	22,5	24,4
	sorties	25	29	31	73,5	128
Afrique	entrées	9	21	22	69	87,6
	sorties	2,4	1,3	2,1	10,6	9,3
Asie en développement	entrées	106	117	173	331	388
	sorties	51	23	90	223	220
Chine	entrées	42	53,5	60,6	83,5	108,3
	sorties	2	3	5,5	22,5	52,2

Source : CNUCED, « *World Investment Report 2009* », dans *Problèmes économiques* n° 2985, p. 33.

Le processus de développement se poursuit alors dans les pays émergents par la création d'entreprises nationales qui, en adoptant la pratique occidentale des opérations de fusion-acquisition, donnent naissance à des sociétés multinationales dont la rentabilité n'a rien à envier aux grandes firmes du monde industrialisé. Elles représentent vers la fin de la première décennie du siècle une quinzaine de pays émergents et interviennent dans tous les secteurs de l'économie, principalement dans l'industrie et les services, et moins de 20 % dans celui plus traditionnel des matières premières. Elles agissent à leur tour dans tous les domaines de l'économie mondialisée, y compris dans les industries modernes comme l'électronique, l'informatique, la téléphonie, la chimie, les transports, l'espace (l'Inde, le Brésil, et évidemment la Russie et la Chine construisent des satellites)... marchés sur lesquels elles concurrencent les firmes occidentales. Des spécialisations relatives apparaissent : si la Chine est devenue l'usine du monde, l'Inde est un grand centre de services et de recherche qui exporte ses ingénieurs et ses informaticiens ; le Brésil un gros exportateur de produits agricoles (soja), ou d'origine agricole (biocarburants comme l'éthanol...). Les multinationales du Sud investissent à leur tour dans les pays anciennement industrialisés où leurs interventions sont parfois mal perçues comme celle qui, en France en 2006, après le rachat des installations de Gandrange, a donné naissance au groupe sidérurgique *ArcelorMittal*, domicilié au Luxembourg mais dont le PDG et actionnaire principal est l'Indien Lakshmi Mittal. Le groupe sidérurgique ainsi créé emploie 321 000 salariés dans 60 pays en 2006. Fin mars 2010 l'entreprise chinoise *Geely*, de dimension moyenne, crée la surprise en rachetant *Volvo* à *Ford*, à un prix particulièrement intéressant.

Quelques-unes des plus importantes multinationales issues des pays émergents

Entreprise (pays)	Secteur d'activité
<i>Cemex</i> (Mexique)	Cimenterie
<i>CIMC</i> (Chine)	Navigation
<i>Coteminas</i> (Brésil)	Textile
<i>Koç</i> (Turquie)	Équipement domestique
<i>TCL</i> (Chine)	Matériel électronique
<i>Gerdau Steel</i> (Brésil)	Sidérurgie
<i>Lukoil</i> (Russie)	Pétrole
<i>Thai Union Frozen Products</i> (Thaïlande)	agroalimentaire

Source : *Boston Consulting Group*, cité in *Le Monde*, « *Bilan du Monde 2008* », p. 22.

Les pays émergents interviennent aussi par des « fonds souverains » (dont ils n'ont d'ailleurs pas l'exclusivité) définis comme des fonds publics d'investissement à long terme, le plus souvent alimentés par des recettes d'exportation et placés au moins partiellement en actifs étrangers. Leur nombre a beaucoup augmenté depuis l'an 2000, et l'on évaluait à 3 600 milliards de dollars les actifs qu'ils géraient au niveau mondial en 2009. Les plus importants de ces fonds souverains sont détenus par des États exportateurs de pétrole (Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Koweït, Qatar mais aussi Russie) dont les capacités financières varient évidemment en fonction des cours du pétrole.

Quelques fonds souverains des puissances émergentes

Pays (fonds)	Taille (en milliards de dollars)
Émirats arabes unis (<i>ADIA</i>)	725
Arabie saoudite (<i>SAMA</i>)	430
Singapour (<i>GIC, Temasek</i>)	330
Koweït (<i>KIA</i>)	200
Russie (<i>RF, NWF</i>)	200
Chine (<i>CIC</i>)	190
Hong-Kong (<i>Exch fund</i>)	190
Qatar (<i>QIA</i>)	60
Corée du Sud (<i>KIC</i>)	27
Malaisie (<i>KNB</i>)	23

Source : CEPII, *L'Économie mondiale* 2010, p. 78.

C'est un fond souverain chinois, *Lenovo*, créé en 1984 qui, en fusionnant avec des capitaux américains, s'est allié à *IBM* et commercialise les célèbres portables *ThinkPad* de la marque, s'assurant rien moins que le quart du marché asiatique d'ordinateurs, tandis que grâce à cette opération *IBM* prend pied sur le marché qui a la plus forte croissance au monde dans ce domaine (comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs).

À la veille de l'éclatement de la crise des *subprimes* en 2008, la montée en puissance des pays émergents s'inscrivait clairement dans toutes les statistiques économiques, la mondialisation apparaissant alors comme un vecteur du développement actif sur tous les continents :

– les taux de croissance des pays émergents sont impressionnants et se diffusent sur tous les espaces en développement : 8 % par an en Asie, mais 10 % en Chine, 6,5 % en Inde, 6 % en Russie, 4,5 % en Amérique latine (5 % au Brésil). La Chine talonne le Japon et

devance les États-Unis pour la production de véhicules y compris les engins utilitaires ;

– le poids commercial : 8 des 10 premiers ports mondiaux se concentrent sur les littoraux de l'Asie Pacifique, qu'il s'agisse du volume total ou du nombre de conteneurs utilisés pour le transport de produits élaborés dont les pays émergents assurent presque la moitié des ventes mondiales ;

– grâce à leur enrichissement, les principaux pays émergents ont allégé leur endettement dont le poids est ramené en moyenne à 40 % de leur P.I.B. (20 % pour la Chine, mais 80 % pour l'Inde) contre 75 % pour les anciens pays industrialisés (mais près de 180 % pour le Japon). C'est la Chine qui a relayé le Japon dans le rachat des bons du Trésor émis par Washington pour combler les déficits américains.

Pris globalement les pays du Sud réalisent la moitié du P.I.B. mondial, assurent le tiers des exportations, détiennent les trois quarts des réserves financières du monde. Forts de cette réussite, les pays les plus dynamiques peuvent dès lors fonder leur croissance sur une gestion rigoureuse de leurs propres ressources financières alimentées par des recettes d'exportation. À ce rythme de croissance, le développement entraîne la formation de classes moyennes désireuses d'atteindre au plus vite les modes de consommation des pays riches largement diffusés par les grands médias, alimentant l'essor d'un marché intérieur susceptible de relayer à terme les exportations toujours sujettes à des à-coups de la conjoncture internationale. En Chine, grâce à une croissance du P.I.B. de 10 % par an, 300 millions de paysans sont sortis de la pauvreté en trouvant à s'employer dans les usines, et quelques-uns ont accédé à un niveau de fortune considérable étalé sans complexe, mais la consommation interne n'absorbe encore que 35 % de la richesse produite. Contrôlant d'une main de fer le cœur de la vaste zone littorale où se concentre le dynamisme économique de l'Asie Pacifique, le parti communiste chinois a fixé au pays l'objectif de rattraper les États-Unis au milieu du XXI^e siècle.

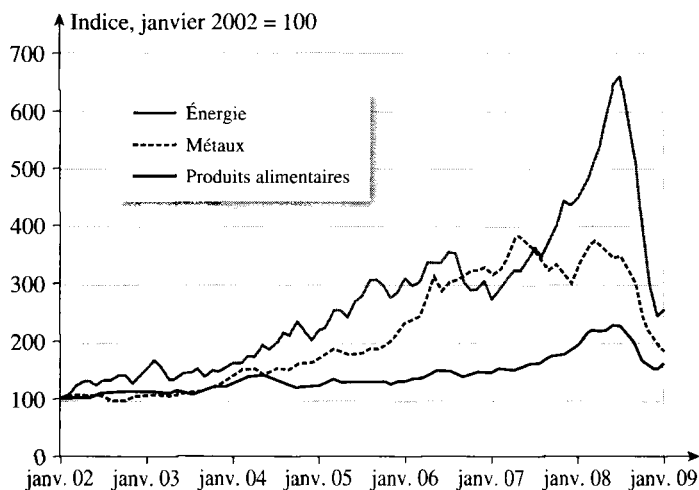
● **Sous-développement et dépendance des pays les moins avancés**

La réussite spectaculaire des pays émergents ne doit pas faire oublier que de nombreux pays issus du tiers-monde demeurent dans une situation de pauvreté et de dépendance qui entretient une sorte de crise permanente depuis des décennies. C'est particulièrement le cas des économies « rentières » restées tributaires de leurs ressources naturelles ou minières dont les prix fluctuants sont soumis à des marchés qui

échappent aux pays producteurs, et ne leur assurent pas les ressources nécessaires à la réussite de véritables politiques de développement.

Cependant, l'année 2004 qui a vu le retour de la croissance économique mondiale marque aussi très normalement le début d'une puissante remontée des cours des produits de base sur les marchés mondiaux, hausses dont bénéficient les « pays rentiers » producteurs et exportateurs de produits de base, nombreux dans le tiers-monde, spécialement en Afrique où l'exploitation des ressources minières constitue trop souvent une mono-industrie.

Prix de certains produits primaires, janvier 2002-janvier 2009



Source : FMI, *Statistiques financières internationales*.

Ainsi, entre 2000 et 2008, le prix du minerai de fer a presque quintuplé, celui du cuivre a pratiquement sextuplé (en faisant presque un métal rare), celui du nickel a quasiment décuplé, le prix de l'or a aussi quadruplé ; les cours des produits agricoles, plus instables car soumis aux aléas météorologiques, ont aussi été tirés vers le haut par l'accroissement de la demande due à l'augmentation de la population, mais surtout par les exigences des consommateurs des pays émergents les plus peuplés (Chine et Inde) utilisant la hausse de leurs revenus pour améliorer leur alimentation. Autre grand produit d'exportation d'origine agricole, le coton a connu une appréciation plus modeste (environ 30 %) et moins régulière

que celle des matières premières minérales. Cependant, la hausse la plus spectaculaire a été celle des produits énergétiques et spécialement du baril de pétrole dont le prix monte de 20 dollars en 2002 à 140 dollars à l'été 2008. Le fardeau de l'endettement public, qui avait si lourdement pesé sur les économies des pays en développement, s'allège considérablement, sans disparaître mais en cessant d'être un obstacle rédhibitoire à la croissance des pays les moins avancés d'Afrique. Le dynamisme de l'économie mondiale, qui doit beaucoup à la forte croissance des nouveaux pays industriels, apporte les recettes nécessaires à l'assainissement au moins partiel des comptes publics de nombreux pays sous développés.

Des capitaux supplémentaires seraient cependant indispensables pour moderniser les infrastructures de transport, développer les réseaux d'adduction d'eau potable et d'évacuation des eaux usées, améliorer l'état sanitaire, et élever le niveau d'instruction des populations du continent africain, mais les investissements internationaux ont tendance à se désengager de ces activités au profit des industries de haute technologie et des services modernes de communication qui font précisément défaut dans l'Afrique sub-saharienne.

Le relais est partiellement pris par la communauté internationale qui porte un intérêt accru au continent africain depuis le début du *xxi*^e siècle. L'aide internationale a d'abord contribué à réduire fortement le poids de la dette africaine, ramenée durablement depuis 1995 aux alentours de 250 milliards de dollars ; puis, en juillet 2005, le G8 a finalement pris la décision d'effacer la dette d'une quarantaine de pays pauvres, pour un montant de 47 milliards de dollars de créances détenues par le F.M.I., la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ; le bénéfice de cette décision a d'ailleurs été étendu hors d'Afrique au Cambodge et au Tadjikistan.

Les Organisations internationales (F.M.I., Banque Mondiale, O.N.U., O.C.D.E.) se sont fixé sous le nom d'« Objectifs du millénaire » un programme en huit points (éducation, santé, environnement, lutte contre le SIDA...) pour réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015, visée qui paraît certes fort ambitieuse compte tenu des moyens mobilisables en face de besoins considérables. En effet, l'aide publique au développement (A.P.D.) reste à un niveau insuffisant, mais un effort supplémentaire a été décidé en 2002, dans le but de rattraper les retards accumulés depuis 1990. De même, le N.E.P.A.D. (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) lancé en 2001 avec le soutien des pays riches qui composent le G8, a adopté un programme qui conditionne l'aide à des réformes démocratiques et libérales, dont les résultats

ne peuvent intervenir qu'au terme d'un cheminement sans doute fort long. Si la mise en œuvre de ces décisions prend du retard au point de faire penser que les objectifs fixés ne seront que très partiellement atteints, il y a néanmoins dans ces engagements le signe d'une réelle prise de conscience des problèmes du sous-développement des pays les moins avancés, maintenus dans un état de pauvreté inacceptable dans le « village global » où la mondialisation a rendu tous les espaces de la planète dépendants les uns des autres. Pourtant, force est de constater que la croissance des pays les moins avancés repose sur des bases fragiles et reste fort éloignée du développement spectaculaire des pays émergents.

● Développement et pauvreté : un bilan à la veille de la crise de 2008

Pays	CROISSANCE 1999-2008 (moyenne annuelle en %)		PIB total en 2008 (en milliards de dollars)	PIB/hab en 2008 (en milliards de dollars)
	Population	PIB par habitant		
MONDE	1,2	2,6	60 434	9 550
A.L.E.N.A.	1	1,6	16 782	35 153
Mexique	1,2	1,6	1 082	12 869
Amérique du Sud	1,4	2	3 103	8 745
Brésil	1,4	1,8	1 350	9 624
Union européenne (à 27)	0,2	2,2	18 178	28 417
Allemagne	0	1,4	3 649	32 595
France	0,6	1,5	2 857	30 621
Royaume-Uni	0,3	2,3	2 674	33 752
Grèce	0,2	3,8	356	29 376
<i>Roumanie</i>	- 0,1	5,1	196	11 158
Turquie	1,5	2,3	738	11 103
<i>CEI</i>	- 0,2	7,2	2 166	10 406
<i>Russie</i>	- 0,5	7,3	1 670	14 791
Japon	0,1	1,2	4 922	31 600
NPI d'Asie	1,3	3,5	2 613	8 053
Chine	0,6	9	4 268	5 641
Inde	1,7	5,4	1 285	2 728
Moyen-Orient et Maghreb	1,8	2,8	2 162	8 779
Afrique subsaharienne	2,5	2,4	983	1 932

Mesure du développement inégal : évolution de la population, du P.I.B. total et du P.I.B. par habitant entre 1998 et 2008. En italique le nom des ex pays communistes d'Europe, et sur fond grisé l'espace regroupant de nombreux P.M.A.

Le tableau de la page 281 met en évidence le rattrapage incontestable des pays émergents dont le P.I.B. par habitant a augmenté nettement plus vite que la moyenne mondiale et que la croissance des pays anciennement industrialisés entre 1999 et 2008 ; les chiffres confirment la croissance exceptionnellement rapide de la Chine et de l'Inde, mais aussi des anciens pays communistes d'Europe qui sont entrés dans la mondialisation en opérant une reconversion radicale de leur économie et de leur organisation sociale.

Par contre, on observe la quasi stagnation des pays sous-développés du tiers-monde dont la richesse par habitant a certes augmenté plus vite que celle des pays industrialisés, mais beaucoup plus lentement que celle des grands pays émergents, à l'exception toutefois du Mexique dont la population n'a guère profité de son intégration dans l'A.L.E.N.A., et du Brésil qui n'a pas fait mieux.

Cependant, les deux dernières colonnes du tableau mesurent la persistance des inégalités entre les pays, car les taux de croissance se sont appliqués à des niveaux de richesse très différents. Les anciens pays industrialisés qui demeurent des pôles majeurs de l'économie mondialisée assurent à leur population des revenus qui équivalent au triple de la moyenne mondiale (une centaine de dollars par habitant et par jour) quand les Chinois n'en ont que 60 % malgré leur récent « grand bond en avant », et que le consommateur indien n'en reçoit que 30 %, ce qui ne représente pas 8 dollars par jour. La commodité statistique des moyennes ne permet pas d'approcher la réalité de la pauvreté. En Chine, où les écarts de statut social se sont creusés entre les grandes villes littorales et les campagnes enclavées, l'extrême pauvreté des *mingongs*, travailleurs migrants surexploités et totalement soumis aux aléas de la conjoncture, n'apparaît que dans des images qui rappellent le coût humain de tout processus d'industrialisation rapide, situation que montre aussi tragiquement la fréquence et la gravité des accidents du travail (2 600 morts dans les mines en 2009). Les pays sous-développés, nombreux dans l'Afrique subsaharienne, demeurent dans une extrême pauvreté, n'assurant à chacun de leurs habitants qu'un peu plus de 5 dollars par jour. En moyenne, chaque être humain ne dispose que de 26 dollars par jour, ce qui traduit la pauvreté de la grande majorité de la population du monde aux ressources fort éloignées de celles des pays développés.

La pauvreté a de lourdes conséquences sociales qui ne sont certes pas nouvelles mais que la mondialisation n'a pas atténuées. Le premier effet désastreux réside dans la persistance, voire l'extension de la famine. En 2008, un rapport alarmiste de l'O.N.U.

s'inquiétait de l'augmentation de l'insécurité alimentaire dans le monde, et la F.A.O. établissait une liste de 30 pays particulièrement menacés par une insécurité alimentaire chronique, dont les deux tiers dans l'Afrique subsaharienne. Le phénomène de mondialisation était clairement mis en cause dans cette course où l'accroissement de la production agricole ne parvient pas à s'adapter à la croissance de la demande, sur des marchés mondiaux de plus en plus ouverts à une concurrence faussée par les subventions versées aux agriculteurs des pays riches. Insuffisamment contrôlées par des États complices ou impuissants, les grandes firmes multinationales (y compris celles des pays émergents) viennent exploiter à leur profit les richesses naturelles de ces pays pauvres (terre agricole, forêts, ressources minières) en ne laissant le plus souvent sur place qu'une fiction d'aide au développement. La préférence donnée aux cultures d'exportation continue à se faire au détriment de l'agriculture vivrière tout en exerçant le plus souvent un prélèvement abusif sur les ressources en eau dont sont ainsi privées les populations locales qui en manquent cruellement. Le défaut de moyens financiers interdit également de mettre en place un système efficace d'éducation, base fondamentale de tout développement économique et social ; cette pauvreté ne permet pas non plus de lutter comme il le faudrait contre les maladies, en particulier contre le SIDA qui fait en Afrique plus de morts que le paludisme.

Au total, les belles années de croissance du début du siècle ont plutôt entretenu les inégalités héritées du passé. Les pays les moins avancés présentent les mêmes déséquilibres et les mêmes carences qu'auparavant, mais ils s'appauvrissent relativement à la croissance des pays émergents. Mais on constate aussi que l'exceptionnelle montée en puissance des pays émergents depuis la fin du xx^e siècle laisse la majorité de leur population encore loin des niveaux de revenu des anciens pays industrialisés, surtout si l'on tient compte des écarts qui se sont creusés dans chaque société entre les zones dynamiques et les espaces délaissés, réduits à fournir de la main-d'œuvre à bas prix aux usines modernes.

Le développement reste très insuffisant et imparfait dans de nombreux pays du tiers-monde, au moment où la mondialisation qui a soutenu leur croissance va les exposer au choc de la crise financière puis économique qui éclate à l'été 2008 dans les pays développés.

Pays pauvres et puissances émergentes à l'épreuve de la crise mondiale (2008-2010)

● Le choc en retour de la mondialisation

La mondialisation a rendu plus rudes les chocs de la crise sur les pays en développement, même dans ceux, les plus pauvres, que leur faible insertion dans les flux mondiaux a protégés du pire. Alors que les pays du tiers-monde avaient globalement bien résisté à la crise du début du siècle, leur intégration dans l'économie mondialisée les a rendus vulnérables à la bourrasque financière et économique qui éclate à l'été 2008. En mai 2009, une étude du F.M.I. estime que les 128 pays du Sud sont devenus sensibles aux effets de la crise, dont les deux tiers avec un fort risque de vulnérabilité qui varie clairement en fonction du degré d'intégration de leur économie dans les réseaux financiers, productifs et commerciaux de la mondialisation. Les pays émergents, les plus intégrés dans l'économie mondialisée, sont à l'évidence les plus durement touchés par le choc en retour de la crise née aux États-Unis, cœur de l'économie mondialisée. La preuve en est que le F.M.I. a dû assurer le sauvetage de pays au bord de la faillite, des pays d'Europe de l'Est comme l'Ukraine et le Belarusse, des pays en développement comme le Pakistan, la Zambie, le Kenya, mais aussi des pays émergents comme le Mexique, et plus récemment la Grèce entrée depuis trente ans dans l'Union européenne.

Proche de l'épicentre du séisme financier, le Mexique, membre de l'A.L.E.N.A. et à ce titre très fortement intégré dans le capitalisme nord-américain, concentre à peu près tous les symptômes de la crise des pays émergents. La contraction de la demande états-unienne qui absorbe 80 % des exportations mexicaines, la réduction des transferts d'argent renvoyé au pays par les travailleurs mexicains émigrés aux États-Unis, la baisse des recettes pétrolières dont le cours chute lourdement à partir de l'été 2008, se sont conjugués pour frapper le Mexique, ébranlé de surcroît par la grippe A (H1N1) qui y a tué 500 personnes. Le recul de son P.I.B. représente, du fait de sa croissance démographique, une perte de quelque 20 % de revenu par habitant et une remontée de la pauvreté aggravée par la destruction de 400 000 emplois.

Impact de la crise sur la croissance des pays émergents membres du G20 (en pourcentage du P.I.B. par rapport à l'année précédente)

PAYS	2006	2009 ¹
Afrique du Sud	+ 4,9	- 2,1
Arabie saoudite	+ 6,6	- 1
Argentine	+ 8,5	- 2,5
Brésil	+ 3,7	- 0,6
Mexique	+ 4,8	- 7,3
Corée du Sud	+ 4,9	- 1
Chine	+ 10,7	+ 8,5
Inde	+ 9, 2	+ 5,3
Indonésie	+ 5,5	+ 4
Turquie	+ 6,1	- 6,5
Russie ²	+ 6,7	- 7,5

1. Pour l'année 2009, il s'agit de la croissance estimée par le F.M.I.

2. La Russie était déjà membre du G8 avant de se trouver intégrée au G20.

Les pays qui ont le mieux résisté à la crise sont ceux dont le gouvernement n'a pas hésité à mettre en place une politique souvent audacieuse de soutien de la demande intérieure.

Au Brésil, la crise n'a duré qu'un semestre car le gouvernement du Président Lula da Silva a privilégié le développement de la consommation intérieure par la baisse des taux d'intérêt, mesure favorable à l'achat d'automobiles et d'équipements électroménagers à crédit.

Des politiques semblables expliquent aussi la bonne résistance de l'Indonésie et de l'Inde, pays dont le secteur bancaire reste largement sous contrôle, à l'abri des flux financiers spéculatifs.

Le gouvernement de Pékin n'a réussi à préserver une croissance spectaculaire qu'en adoptant à la fin de l'année 2008 un plan de relance sur deux ans de 400 milliards de dollars, équivalent à une année de création de richesses ! Il s'agissait de préserver un taux annuel de croissance d'au moins 8 % pour contenir les déséquilibres sociaux engendrés par la conversion à marche forcée de l'économie chinoise. Le but est de développer la consommation intérieure pour compenser le recul de 20 % des exportations, mais la plupart des Chinois, dont les besoins sont pourtant loin d'être satisfaits, ont préféré continuer à épargner pour pallier le grave manque de protection sociale, et en particulier l'absence d'un véritable régime

de retraite ; dans ces conditions, l'effort financier exceptionnel rendu possible par l'accumulation antécédente de recettes d'exportation profite surtout à l'investissement, dont le gouvernement de Pékin peut espérer qu'il prépare la consommation à venir.

Les pays dont le P.I.B. est très dépendant des ventes de pétrole comme l'Arabie saoudite et aussi la Russie, ont fortement ressenti la chute des cours du baril à partir de l'été 2008. Tous les pays du Golfe Persique (et bien d'autres exportateurs de pétrole comme le Venezuela par exemple) ont connu la même situation, mais il faudrait distinguer la faillite de Dubaï, évitée in extremis par l'aide du riche émirat d'Abou Dhabi, qui ne doit rien au pétrole, mais tout à un excès démesuré de spéculation immobilière : l'inauguration en janvier 2009 de la *Burj Tower* culminant à 816 mètres (record mondial), peut être vue comme l'inscription concrète dans le paysage d'une « bulle spéculative », dans un pays dont l'économie est l'une des plus mondialisées.

Par ailleurs, la contraction du commerce international pénalise fortement un pays déjà grandement industrialisé comme la Corée du Sud, tandis que l'Afrique du Sud, seul pays industriel du continent africain (et son unique représentant au G20), a aussi été affecté par la baisse du prix des métaux rares comme l'or et le platine.

Enfin, en Europe de l'Est, le fort recul du P.I.B. de l'Ukraine (-14 %) rend compte, entre autres causes, de l'effondrement du marché de l'acier qui résulte de la contraction de la production industrielle mondiale en 2009.

Les pays en développement du tiers-monde, moins insérés dans l'économie mondialisée, ont mieux résisté au choc de la crise. Le tableau ci-dessous montre que leur croissance est restée positive, même si elle enregistre dans certains cas un recul par rapport aux belles années du début du siècle.

On retrouve ici les effets d'une forte dépendance à l'égard les États-Unis (la République dominicaine vivant largement du tourisme nord-américain) ou avec l'Union européenne comme le Maroc où ont été touchées par la crise des entreprises précédemment délocalisées. L'Égypte, que l'on peut d'ores et déjà considérer comme un pays émergent a résisté aux effets de la crise (recul du tourisme et des remises de migrants expatriés dans les pays dans le Golfe Persique) parce que le gouvernement du Caire a lui aussi réagi par un plan de soutien à l'économie nationale.

Au-delà de la diversité due aux caractères spécifiques de chaque pays, on mesure l'impact de la mondialisation, facteur de croissance et d'enrichissement jusqu'en 2008, puis de la même façon

responsable de la diffusion de la crise dans le tiers-monde, avec une gravité qui reflète le degré d'intégration de chaque économie dans le « village global ».

Impact de la crise sur la croissance de 10 pays moins développés du tiers-monde (en pourcentage du P.I.B. par rapport à l'année précédente, estimation du F.M.I. pour l'année 2009)

PAYS	2006	2009
Égypte	+ 6,8	+ 4,7
Maroc	+ 7,3	+ 5
Burkina Faso	+ 5,6	+ 3,5
Côte d'Ivoire	+ 4,1	+ 3,7
Namibie	+ 4,6	- 0,7
Zimbabwe	- 4,8	+ 3,7
Ouganda	+ 5,2	+ 7
République dominicaine	+ 10,7	+ 0,5
Congo	+ 6,4	+ 7,4
Bangladesh	+ 6,7	+ 5,4

La permanence désespérante de la liste des 50 pays les moins avancés (P.M.A.), identifiés sur les trois critères du revenu par habitant (inférieur à 900 dollars par an), du retard de l'indice composite de développement humain (I.D.H.) et du degré de vulnérabilité de leur économie, confirme la persistance d'un tiers-monde en retard de développement. La modeste progression réalisée entre 2000 et 2008 a vite été annulée par les effets de la crise mondiale, spécialement par le recul du prix des matières premières qui a chuté de 30 à 50 % selon les produits, et même bien plus pour le baril de pétrole dont le prix est retombé de 140 à 40 dollars entre l'été 2008 avant de remonter à 80 dollars au printemps 2010. Plus des trois cinquièmes des P.M.A. se situent en Afrique, un autre cinquième en Asie (Afghanistan, Bangladesh, Boutan, Cambodge et Laos), les six autres pays en Océanie et en Amérique (Haïti ravagé de surcroît par le séisme de janvier 2010) ; les îles du Cap-Vert sont le seul pays à être sorti de la liste des P.M.A. en 2007.

Le continent africain, peu greffé sur la finance internationale mais grand pourvoyeur de l'économie mondiale en matières premières et devenu à ce titre un enjeu pour les investisseurs du monde entier, a vu fondre sa croissance, cependant encore positive à 1,7 % en 2009, mais seulement à 1,3 % pour l'Afrique subsaharienne. La poussée démographique (encore 5 ou 6 enfants par femme) exigerait un taux bien supérieur pour vaincre la pauvreté omniprésente, et le choc de la crise a fait perdre à l'Afrique le bénéfice des cinq années antérieures de bonne croissance, aux environs de 6 % par an. Le Sahel, déchiré par un conflit entre le Soudan et le Tchad, semble vivre dans une immuable économie agro-pastorale aux prises avec un manque récurrent et aggravé d'accès à l'eau, et très vulnérable aux chocs venus de l'extérieur ; les pays miniers et pétroliers qui retirent fréquemment jusqu'à 90 % de leurs recettes d'exportation et la moitié de leurs rentrées budgétaires de la vente de produits bruts ont été en 2009 frappés de plein fouet par la contraction de la demande mondiale, qu'il s'agisse de la bauxite (Guinée), du minerai de fer (Libéria, Mauritanie), du cuivre (Congo et Zambie), des phosphates (Sierra Leone et Togo), mais aussi du diamant (Namibie), et même de l'uranium (Niger) avec néanmoins des perspectives de remontée des prix de ce minerai relativement rare en fonction du renouvellement des centrales nucléaires dans plusieurs pays industrialisés. La Côte d'Ivoire, le Kenya et le Ghana qui sont exportateurs de café, de thé et de cacao ont une économie depuis longtemps soumise à d'amples fluctuations des cours de ces produits agroalimentaires sur les marchés mondiaux. Selon le F.M.I., la perte de recettes consécutives à cette chute des cours serait responsable d'un recul de 15 à 20 % du PNB de plusieurs pays rentiers d'Afrique (Tchad, Congo, Nigéria...) en 2009-2010.

Parmi les exceptions les plus notables, le Congo doit à la forte augmentation de la production de gisements pétroliers exploités par *Total* (+ 25 %) d'avoir compensé la baisse des prix du baril, ce qui expliquerait le maintien de sa croissance. Quant au Zimbabwe, il est au contraire sorti en 2009 de plusieurs années de récession grâce à une stabilisation de son régime politique et une relance de sa production agricole et des exportations de tabac. Enfin, fait significatif, l'Afrique du Sud, seul véritable pays industriel du continent, et son seul représentant au G20, a connu en 2009 un recul de 2,1 % de son P.I.B.

Dans l'Asie en développement, la croissance d'un pays comme le Vietnam a été préservée par un plan de relance destiné à l'améliora-

tion des infrastructures sans que soit abandonné l'objectif d'ouverture commerciale, les exportations fournissant 70 % du P.I.B.

Au Bangladesh, pays très pauvre (sur la liste des P.M.A.) peu intégré dans l'économie mondialisée, mais subissant néanmoins la baisse des prix du coton et le recul des remises des migrants, c'est la pratique du microcrédit, selon le modèle imaginé par Mohamed Yunus fondateur en 1983 de la *Grameen Bank*, qui soutient les économies villageoises, tandis que l'introduction du téléphone portable suffit à améliorer considérablement les communications utiles à une meilleure organisation de la production et du commerce, sans pour autant que soit assurée la réduction de la pauvreté.

Dépourvu des moyens nécessaires à leur développement, trop de pays pauvres tombent dans la pratique des trafics illicites, voire de la piraterie, au risque de mettre hors la loi des régions entières du « village global ».

● La persistance des dépendances asymétriques

Au delà des facteurs locaux qui peuvent expliquer certains aspects de la crise dans le tiers-monde, comme les guerres intestines ou le laxisme, voire la corruption de certains gouvernants, la contrainte des liens de dépendance à l'égard des pôles dominants de l'économie mondialisée n'a pas peu contribué au recul des économies en développement. La crise a rappelé que la production et les exportations de nombreux pays du Sud, y compris ceux dont l'économie est « émergente », dépendent le plus souvent de décisions prises au niveau des directions des grandes firmes transnationales en fonction de leurs stratégies de gouvernance, et en agissant sur les marchés mondiaux où elles disposent d'une grande influence. Dans la plupart des cas, les volumes de production et les prix des produits de base sont décidés ou orientés par ces sociétés qui contrôlent le plus souvent les gisements, exception faite du marché du pétrole sur lequel l'O.P.E.P. joue un rôle de plus en plus important au début du XXI^e siècle.

Le volume et l'orientation des flux financiers sont soumis aux décisions des principaux centres du capitalisme mondialisé. Sous le choc de la catastrophe financière puis économique provoquée par la crise des *subprimes*, les firmes transnationales ont fortement réduit les flux d'investissements productifs vers le sud en même temps qu'elles rapatriaient des capitaux vers les maisons mères, privant les économies émergentes et sous-développées des moyens de poursuivre le rattrapage de leur retard économique et social. Simultanément, le recul de leur production a conduit les

gouvernements des pays industrialisés à fermer leurs frontières aux travailleurs immigrés, souvent réduits au chômage et renvoyés sans ménagement dans leur pays d'origine : la conséquence en est pour le sud la forte rétraction des transferts d'argent opérés par les migrants au profit de leur famille, qui pourraient diminuer d'un quart à un tiers selon les continents, l'Asie émergente étant moins atteinte que l'Amérique et l'Afrique.

En intégrant les économies nationales dans des réseaux complexes, la mondialisation a donc facilité la diffusion de la crise dans le tiers-monde par le jeu des relations de dépendance le plus souvent préexistantes, sans qu'il soit approprié de parler de néocolonialisme. La situation critique des pays qui sont restés fermés aux influences extérieures comme Cuba, la Corée du Nord ou le Myanmar (ex Birmanie) ne plaide certes pas en faveur du développement auto-centré. Néanmoins, en l'absence d'une régulation supranationale reconnue et efficace, les pays émergents qui ont le plus profité de la croissance et le mieux résisté à la crise sont ceux dont le gouvernement a su préserver un fort degré d'indépendance et mettre en place une politique nationale de soutien à l'économie. La Chine s'est imposée comme le nouveau modèle d'une politique de développement associant le pouvoir politique autoritaire d'un régime communiste et, depuis le discours de Deng Xiaoping en 1992, une stratégie d'enrichissement par l'ouverture progressive du pays aux influences du capitalisme mondialisé. Il n'est pas certain que ce modèle original puisse perdurer avec l'élargissement des classes moyennes exigeant un progrès des libertés démocratiques. Comment gérer l'écart qui s'est creusé entre la frange littorale et l'intérieur rural, compartimenté, où il faudra bien moderniser l'agriculture en déplaçant plusieurs centaines de millions de paysans ? Seule une forte croissance permet d'envisager une réalisation pacifique de ces mutations, mais l'expansion chinoise dépend beaucoup de données extérieures que Pékin ne maîtrise pas alors qu'une réévaluation du Yuan, réclamée par les pays occidentaux, compromettrait les exportations qui assurent le financement de l'économie ; or, il est probable que le gouvernement chinois ne pourra pas non plus rééditer facilement l'effort de relance consenti depuis 2008 pour conjurer les effets de la crise.

L'Inde considérée comme la plus grande démocratie du monde offre une autre voie moins dépendante des exportations et plus soucieuse de satisfaire les besoins élémentaires de plus d'un milliard d'individus.

L'ouverture au monde a mis en difficulté le modèle japonais jusqu'alors si performant. La Chine ou l'Inde pourront-ils mieux faire ?

● **La recomposition du système économique mondial**

Si la mondialisation n'a pas permis d'éradiquer la pauvreté elle a cependant fourni un cadre favorable à la montée en puissance des pays émergents qui ont pris leur place dans les rouages de l'économie mondialisée ; ils constituent la moitié des membres du G20, groupement des pays les plus riches du monde qui s'est montré particulièrement actif dans les tentatives de lutte contre les effets de la crise, et leur éventuelle réapparition.

L'image de la Triade semble en 2010 durablement effacée, ne serait-ce qu'à cause du déclin relatif des trois pôles qui la constituaient. Les États-Unis demeurent la première puissance mondiale sur le plan économique et militaire, disposant avec le dollar de la devise toujours sans rivale de l'économie mondialisée, mais subissant un déclin relatif qui affaiblit sa capacité d'hyperpuissance à organiser et à dominer le système international. L'Europe qui conserve des atouts importants connaît aussi une sévère désindustrialisation, et l'organisation de l'Union européenne est ébranlée par la crise comme le montre la difficulté à résoudre la crise de la dette grecque. Quant au Japon, il tarde à retrouver son dynamisme économique depuis vingt ans alors même qu'il s'affaiblit démographiquement.

En face de ces trois grandes puissances établies s'affirme la force des trois grands pays émergents que sont la Chine, l'Inde et le Brésil. Ce dernier joue un rôle décisif en Amérique latine qu'il entreprend d'organiser en tenant tête aux États-Unis et à leur projet d'intégration du cône sud dans une grande zone continentale qu'ils contrôleraient. Mais c'est évidemment la Chine qui par son dynamisme économique, sa masse démographique, sa culture qui concilie l'individuel et le collectif dans le cadre d'un nouveau réveil du confucianisme, sa force politique et militaire (le deuxième budget d'armement du monde), s'impose de plus en plus nettement comme l'interlocuteur des États-Unis. Les deux pays sont liés par les énormes réserves de dollars que détient la Chine, partiellement utilisés pour financer la dette américaine, sans que Pékin ait intérêt à une dépréciation du billet vert qui ferait fondre sa propre richesse accumulée par les exportations des usines massées dans

ses zones économiques spéciales. Cependant, la Chine ne manque pas une occasion de montrer son rayonnement international : après la réussite des Jeux Olympiques de 2008, c'est en avril 2010 l'ouverture spectaculaire de l'exposition universelle de Shanghai, ville qui tend à remplacer Hong-Kong comme vitrine de la puissance économique chinoise. La Chine est désormais omniprésente par ses produits mondialement distribués ; elle intervient massivement en Afrique pour s'assurer des bases de production agricole et des matières premières ou énergétiques, en même temps qu'elle multiplie les accords commerciaux et financiers dans une Asie qu'elle dispute au leadership japonais. L'un des instruments en est depuis 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai, ville qui prend désormais toute sa place dans le réseau des grandes métropoles du monde. Le projet d'une monnaie asiatique conçue à la ressemblance de l'euro est à l'étude. Lors de chaque grande rencontre internationale, Pékin résiste aux pressions de Washington, comme ce fut visiblement le cas lors du sommet écologique de Copenhague en décembre 2009, dont le bilan minimaliste (objectif de limiter le réchauffement climatique à 2°, et aide aux pays les plus vulnérables) est en partie imputable à cet affrontement. Loin de la contestation altermondialiste si active à la fin du xx^e siècle, la Chine s'emploie à prendre toute sa place dans le système mondial en y exploitant tous les facteurs de dynamisme.

L'économie mondialisée est devenue multipolaire et plus complexe, comme l'ensemble du système international qu'elle contribue à façonner. C'est ainsi que 16 mai 2010, le Brésil et la Turquie, pays dont l'influence économique n'est pas négligeable, sont intervenus auprès de Téhéran pour tenter de trouver une solution au problème de l'enrichissement de l'uranium iranien, sans participation des États-Unis ni d'aucune autre grande puissance occidentale ; mais celles-ci ont immédiatement réaffirmé leur puissance en faisant voter à l'O.N.U. un renforcement des sanctions contre l'Iran, avec l'aval de la Russie et de la Chine.

L'ascension des pays émergents impose donc une recomposition du système international, en lançant aussi le défi écologiquement insoutenable d'une croissance économique à deux chiffres de la moitié de l'humanité sur le modèle occidental de consommation. En 2010, aucune réponse satisfaisante n'a encore pu être apportée à cette question vitale pour la planète.

Des sociétés en recomposition

L'Union européenne, telle qu'elle fonctionne depuis l'adoption du traité de Lisbonne, ne représente, avec ses 27 États membres et ses 4,3 millions de km² qu'une partie relativement modeste des terres émergées. Elle n'en constitue pas moins, comparée aux territoires nationaux qui la composent, une entité suffisamment représentative du monde industrialisé pour être observée de manière globale. Aussi avons-nous choisi d'examiner ici les éléments, à la fois quantitatifs et qualitatifs qui définissent, autant que faire se peut, cette fraction de l'espace et de la population mondiale, plutôt que de nous limiter à la France ou d'élargir au contraire l'observation à l'ensemble de la planète.

Avec un effectif global de 400 millions d'habitants l'UE vient au troisième rang mondial, après la Chine et l'Inde, mais sa croissance est beaucoup plus lente et dépend aujourd'hui largement de l'immigration extra-européenne. La croissance urbaine demeure forte, mais on observe toutefois depuis une quinzaine d'années une tendance marquée au repli sur des zones rurales. D'importantes modifications ont eu lieu également dans la répartition socio-professionnelle des populations européennes : déclin d'une part du monde agricole et de la « classe ouvrière », stagnation ou recul du petit patronat, et au contraire gonflement des effectifs des « classes moyennes ».

Populations et migrations dans l'espace européen

● Les données démographiques

Les effectifs des populations et les chiffres qui caractérisent leur évolution, leurs activités, leur niveau de vie, leurs pratiques culturelles ou autres, sont comptabilisés tous les cinq ans par les recensements. Le dernier en date à être publié est celui de 2004, mais nous disposons déjà, pour certaines questions, des informations concernant la seconde moitié de la décennie 2010.

L'Union européenne comptait en 2009 tout près de 400 millions d'habitants, ce qui faisait d'elle la troisième entité territoriale de la planète, après la Chine et l'Inde mais avant les États-Unis (300 millions d'habitants). L'État membre le plus peuplé est l'Allemagne (82,5 millions en chiffres arrondis), suivi de la France (62 millions), de l'Italie (60 millions), du Royaume-Uni (60 millions), de l'Espagne (42,6 millions), de la Pologne (38,2 millions) et de la Roumanie (22 millions). À l'exception des Pays-Bas (16,5 millions), de la Bulgarie (7,3 millions) et de quelques États dont l'effectif avoisine les 10 millions Grèce (11 millions), Belgique (10,5 millions), Portugal (10,5 millions), République Tchèque (10,2 millions), Hongrie (10,1 millions), Suède (9,2 millions) et Autriche (8,2 millions), tous les autres, (soit 11 pays) ont une population qui ne dépasse pas 5 millions d'habitants.

Le taux de croissance de la population de l'UE – et plus largement celui de toute l'Europe – est l'un des plus bas du monde. Il doit d'être encore positif au solde migratoire, quatre fois plus élevé que le solde naturel (différence entre naissances et décès) en 2005. Cette situation a pour cause la faible fécondité des femmes européennes : si l'on considère en effet que le simple remplacement des générations exige un taux de fécondité au moins égal à 2,1 enfants par femme, on constate que le déficit global, mesuré à l'échelle de l'Europe des 27, accuse un creux tout à fait considérable. Le taux ne dépasse pas en effet 1,50 : moyenne qui ne rend pas compte des fortes disparités existant entre les États membres. Curieusement, on assiste à un renversement spectaculaire des tendances observées jusqu'aux années 1960, entre l'Europe du Nord et l'Europe centrale, orientale et méditerranéenne. La première enregistre des taux de fécondité encore peu éloignés du minimum requis pour que soit assurée la relève générationnelle. Il en est ainsi de l'Irlande (1,99), de la France (1,91),

de la Finlande (1,80), du Danemark (1,78), de la Suède (1,75), du Royaume-Uni (1,74), des Pays-Bas (1,73), du Luxembourg (1,70) ou encore de la Belgique (1,64). Les taux les plus bas sont relevés dans des pays autrefois caractérisés par leur forte natalité : la Slovénie (1,22) la République tchèque et la Pologne (1,23), la Slovaquie (1,25), la Lituanie (1,26), la Hongrie (1,28) ou l'Allemagne (1,37). La plus grande surprise vient des taux enregistrés dans les pays méditerranéens : la Grèce (1,29), l'Espagne (1,32), l'Italie (1,33), Malte (1,37) et le Portugal (1,42). On voit mal comment ces pays, à moins d'un redressement inattendu, pourraient échapper au *crash* démographique prévu pour les années 2025-2040.

Grande inégalité également dans les taux de mortalité, globalement inférieurs d'un point à ceux de la natalité (9,5 contre 10,5). Les États baltes et les pays balkaniques, pour la plupart anciens satellites de l'URSS, présentent de fortes disparités négatives qui peuvent dépasser 3 ou 4 points pour les pays les plus récemment intégrés à l'Union européenne : Roumanie et Bulgarie.

Les raisons qui expliquent cet état de choses sont à la fois contradictoires et surprenantes. Le sous-développement et l'archaïsme des structures, la médiocrité des équipements médicaux, les carences en matière d'hygiène et de consommation alimentaire peuvent certes rendre compte des chiffres durablement élevés de la mortalité, notamment infantile. Mais il est plus difficile d'évaluer la part des politiques familiales, comme de celles des pratiques religieuses dans le maintien, ou dans le fort recul de la natalité. Un pays de forte tradition catholique comme l'Irlande a vu son taux de fécondité féminine se maintenir à un niveau élevé alors qu'il connaissait, depuis son adhésion à l'UE, une croissance particulièrement rapide, tandis que la Pologne, tout aussi attachée à ses croyances et à son encadrement religieux, mais en même temps moins choyée par les aides européennes, voyait le sien chuter dans des proportions considérables. Et que dire de l'Italie, pays resté lui aussi très ardemment catholique et de moins en moins sensible aux interdits pontificaux en matière de contraception et d'avortement ? Les difficultés économiques rencontrées par ce pays hier en plein essor, les errements de la classe politique et du monde des affaires, l'effondrement de la Démocratie Chrétienne, le vieillissement des structures, la relative carence de l'État Providence, l'explosion de la famille et du couple là où ces institutions étaient longtemps demeurées très fortes se sont conjugués semble-t-il pour décourager les Italiens et les Italiennes de se marier et d'avoir plusieurs enfants.

Vue de manière plus globale, la question qui se pose aux démographes est de savoir si la baisse de la natalité (18 ‰ dans les années 1960, 10,9 ‰ aujourd'hui) est le résultat d'un phénomène conjoncturel, lié aux effets de la dépression qui a commencé à se manifester au milieu des années 1970, ou de changements structurels qui peuvent d'ailleurs s'interpréter de deux manières différentes : refus de procréer pour un certain nombre de femmes ou recul de l'âge de la maternité que peuvent expliquer la prolongation des études, le chômage des jeunes et leur hésitation à s'engager dans la vie de famille, la fragilité du couple, ou encore le souci qu'ont les femmes de concilier vie familiale et activité professionnelle.

La baisse régulière du taux de mortalité (13 ‰ en 1950, 9,7 ‰ en 2008) et l'augmentation de l'espérance de vie qui en résulte – autour de 76 ans pour les hommes, de 82 ans pour les femmes, avec toujours de grandes disparités d'un pays à l'autre – ont eu pour effet d'accuser le vieillissement de la population. En France, depuis 1946, la proportion des plus de 65 ans est passée de 11 ‰ à 17 ‰ de la population, tandis que celle des moins de 20 ans reculait de 30 ‰ à moins de 25 ‰. Ce qui, dans un pays dont le système des retraites est fondé sur le régime de la « répartition » (les actifs payant pour les non actifs) pose déjà d'énormes problèmes de financement, et en posera davantage encore en 2025 ou en 2030 quand le nombre d'actifs ne suffira pas à payer les pensions de retraités de plus en plus nombreux et de plus en plus âgés, du moins si aucune solution durable n'est appliquée pour remplir les caisses.

Les remèdes sont, il est vrai, difficiles à trouver. Reculer, comme d'autres pays l'ont fait l'âge légal de la retraite (à 65 ans en Allemagne et à 67 ans en Espagne), fixé en France à 60 ans, et/ou le nombre d'annuités donnant droit au paiement d'une pleine retraite, soulève de vives réactions de la part des salariés, de même que l'augmentation des cotisations ou la diminution du montant des sommes versées aux non actifs. Les syndicats font en effet usage d'un argument de poids : le fait que, dès 55 ans, une personne ayant perdu son emploi trouve de plus en plus difficilement de l'embauche. Quant à la retraite par « capitalisation » (on perçoit une retraite en fonction de l'épargne effectuée), elle est d'autant plus mal perçue par l'opinion que les nombreux exemples de fonds de pension ruinés, aux États-Unis ou ailleurs, par la crise et par la spéculation, n'inclinent pas à choisir ce mode de rémunération décalée du travail et de l'épargne accumulés tout au long d'une vie active de plus en plus distante de son point de départ.

Si l'accroissement des effectifs du « troisième âge » ne paraît guère propice au dynamisme des sociétés européennes, il ne constitue pas nécessairement une calamité. D'abord parce que le vieillissement démographique ne se confond pas avec le vieillissement physiologique et psychologique des individus. On est aujourd'hui, à plus de 70 ans, moins « vieux » qu'on ne l'était il y a encore une quarantaine d'années. Ensuite parce qu'une fraction relativement importante des retraités jouit – du moins dans les pays les plus riches – d'une aisance matérielle qui lui permet de satisfaire des besoins et de réaliser des projets jusqu'alors différés, notamment en matière de loisirs (lecture, spectacles, voyages, etc.), ou encore d'aider financièrement les plus jeunes à « démarrer dans la vie », se substituant aux carences et à la frilosité qui caractérisent le système bancaire de la plupart des pays de l'Union. Autant et peut-être davantage que les jeunes, les plus de 60 ans se sont ainsi constitués en un marché spécifique sur lequel jouent les divers ressorts de la consommation de masse.

● L'Europe des migrants

Dans un contexte de fort ralentissement de l'accroissement naturel et de vieillissement de la population, l'émigration/immigration est devenue le moteur principal de la croissance démographique de l'Union européenne, laquelle rassemble aujourd'hui plus de 25 millions de personnes – immigrés ou demandeurs d'asile – sur un effectif mondial de 191 millions en 2005. Tous les États membres de l'Union ne sont pas concernés de la même façon par ce phénomène. Seul un petit nombre d'entre eux, les États baltes et la Pologne, ont encore un solde migratoire négatif. En revanche, des pays autrefois fortement déficitaires sont devenus, depuis une vingtaine d'années, largement importateurs de main-d'œuvre, à laquelle s'ajoute, du fait de leur situation périphérique, Des contingents de plus en plus importants de réfugiés.

Le comptage des populations concernées varie d'un pays à l'autre. En France, pays où règne le « droit du sol », on opère une distinction entre *étrangers* : personnes ayant déclaré une nationalité autre que celle du pays dans lequel ils vivent, et *immigrés* : personnes nées étrangères et résidant en France. C'est donc le lieu de naissance et non la nationalité qui définit la qualité d'immigré. Nous retiendrons dans le tableau ci-dessous, pour les États membres de l'UE dont la population dépasse 10 millions d'habitants l'appellation de « non nationaux ».

Les non-nationaux dans les dix pays européens les plus peuplés en 2004

Pays	Nationaux (x 1 000)	Non-nationaux	% de non-natio- naux dans la population	Pays d'origine le plus représenté
Allemagne	75 192	7 342	8,9 %	Turquie
Espagne	39 426	2 772	6,6 %	Maroc
France	55 258	3 263	5,6 %	Algérie
Grèce	10 149	891	8,1 %	Albanie
Italie	55 898	1 990	3,4 %	Albanie
Pays-Bas	15 556	702	4,3 %	Turquie
Pologne	37 530	700	1,8 %	Allemagne
Portugal	10 169	239	2,3 %	Cap-Vert
Royaume-Uni	55 636	2 760	4,7 %	Irlande
Rép. Tchèque	10 016	195	1,9 %	Ukraine

On notera que ne sont pas représentés dans ce tableau des États de petites dimensions et de faible superficie dans lesquels, soit du fait de leur situation géographique, soit des besoins très spécifiques de leur économie, le pourcentage des résidents étrangers est particulièrement élevé : il en est ainsi de Malte et surtout du Luxembourg où l'effectif des migrants représente plus de 30 % de la population totale. Il est de 20 % en Suisse, pays qui n'appartient pas à l'Europe des 27. On retiendra d'autre part que le nombre des individus considérés comme « étrangers » diffère de celui des « immigrés », en général nettement plus élevé. Ainsi, les services officiels de l'immigration comptabilisaient-ils en 1999 en France 4 310 000 immigrés pour seulement 3 260 000 étrangers, ce en vertu d'une pratique comptable qui reste en vigueur à l'heure actuelle et n'est pas sans soulever de légitimes critiques de la part de ceux qui reprochent à l'État de tricher avec les statistiques.

Chaque pays d'accueil a plus ou moins ses propres étrangers, conséquence de son passé colonial, de sa proximité géographique avec tel ou tel pays de départ, ou encore de liens historiques plus ou moins enracinés dans la longue durée. Il existe ainsi de véritables « couples migratoires » qui peuvent jouer tantôt dans le sens d'une intégration plus facile, tantôt au contraire comme facteur important de la résistance plus ou moins affirmée des autochtones. Les guerres, coloniales ou mondiales ont joué souvent un rôle déterminant dans

ces réactions et dans leur éventuel rejet. Il a fallu longtemps pour que les Allemands soient acceptés dans l'Est et le Nord de la France et pour que les Italiens trouvent leur place dans le Midi méditerranéen.

On ne s'étonnera donc pas, à la lecture des chiffres de 2004 que les Maghrébins forment en France, et de loin, le groupe le plus nombreux : 97 % des Algériens émigrés en Europe, 65 % des Tunisiens et 50 % des Marocains y vivent. L'Allemagne accueille 68 % des Polonais, 80 % des Grecs, 78 % des Turcs, 68 % des ex-Yougoslaves. Les Italiens reçoivent surtout des Albanais et des Turcs, les Espagnols des Marocains, les Britanniques des contingents originaires du Commonwealth (Indiens, Pakistanais), les Tchèques des Ukrainiens.

Les tendances récentes ne sont déjà plus tout à fait conformes à ce modèle, qui avait lui-même remplacé celui en vigueur au cours des « trente glorieuses », à une époque où dominait une immigration essentiellement intra-européenne. En 1975, l'immigration en France était encore à plus de 60 % constituée par des migrants venus de pays voisins ou proches : Portugais, Italiens, Espagnols, etc. En 1982, le pourcentage était tombé à 49 % et il n'a cessé depuis de décroître, au profit notamment de migrants venus du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, si la représentation de ces deux populations demeure très forte, on assiste à un double mouvement : d'une part la reprise de transferts intra-européens, consécutifs à l'effondrement de l'Empire soviétique et aux plus grandes facilités de déplacement qui en ont résulté, puis à l'adhésion de la plupart des anciens satellites de l'URSS dans l'Union européenne ; d'autre part à une diversification de plus en plus marquée des nationalités et des types de migrations. On voit ainsi émerger des pays de départ n'ayant jusqu'alors aucun lien avec les pays de destination, tandis que s'estompe (mais n'est-ce pas un signe du déclin des vieilles nations industrielles ?) la bilatéralité inspirée du modèle colonial. Les mobiles de l'émigration se sont également diversifiés au profit de projets migratoires qui ne relèvent pas tous de la pauvreté : exode des cerveaux depuis des pays qui, à l'instar de la République indienne, ont du mal à nourrir leur population tout en assurant avec succès la formation de très bons spécialistes (informaticiens, ingénieurs, médecins), regroupements familiaux, départs massifs de représentants des classes moyennes, d'étudiants, de travailleurs qualifiés, émigration de personnes ou de groupes victimes de persécutions diverses (politiques, ethniques, religieuses), etc.

Depuis que les États de l'Europe communautaire ont décidé – en 1974 – de fermer leurs frontières à l'immigration de travail non origi-

naire de l'UE, les candidats au départ et à l'installation, ne serait-ce que provisoire, ou de pur transit, ont dû recourir à la clandestinité. Celle-ci s'est peu à peu organisée autour de réseaux mafieux qui, moyennant finance, et après avoir fait miroiter à leurs victimes de fausses images d'un *eldorado* pressé de les accueillir, assurent (ou non) leur passage vers ces terres promises où, abandonnées à leur sort, elles n'ont souvent d'autre horizon que le travail au noir mal rémunéré, le statut de « sans papier », ou le parage dans des camps dits de « rétention », en attente d'un accompagnement à la frontière ou d'un vol de charter.

La répression de l'immigration clandestine n'a pu que ralentir les flux de migrants qu'aucun avertissement ni aucun danger ne peut dissuader de partir. Chaque année, ce sont des centaines de clandestins, la plupart originaires du Maghreb ou de l'Afrique sub-saharienne, qui tentent de rejoindre l'Europe du Sud sur des embarcations de fortune et qui périssent noyés, affamés ou déshydratés au large de Gibraltar, des côtes de Sicile, de Grèce ou des îles Canaries. Les populations des régions concernées sont d'autant moins disposées à accueillir les survivants que ceux-ci touchent terre dans des zones où le chômage affecte jusqu'à 30 % des actifs.

La réduction des flux est d'autant plus difficile à réaliser qu'elle se heurte à deux obstacles majeurs : les regroupements familiaux qui multiplient les charges des pays d'accueil sans offrir à ceux qui pourraient en bénéficier des emplois qui n'existent pas, et le gonflement du nombre des demandeurs d'asile.

Défini par la Convention de Genève de 1951, le droit d'asile ne correspond plus aux réalités du début du *xxi*^e siècle. Il s'inscrivait dans le cadre de la guerre froide, à une époque où ceux qui s'en réclamaient étaient principalement des dissidents originaires de l'Europe de l'Est. Le phénomène s'est aujourd'hui étendu à toute la planète et s'applique à des groupes entiers, poursuivis dans leur pays pour des raisons politiques, ethniques ou religieuses. Le réfugié tamoul, kurde ou kosovar côtoie ainsi, dans des conditions certes très différentes, l'intellectuel italien ayant pris part aux actions meurtrières des brigades rouges, aussi bien que le migrant du travail ayant revêtu, pour se faire admettre, les habits du demandeur d'asile.

La réaction des États membres de l'Union européenne à cet accroissement considérable des demandes d'asile a évolué dans le sens d'une restriction de plus en plus marquée : ce qui passe par un examen de plus en plus sourcilieux, mais aussi plus difficile parfois, des dossiers. Combien de candidats – parmi ceux qui ont émigré clan-

destinement – se présentent devant les agents des services compétents sans pouvoir ou vouloir décliner leur identité et leur nationalité ! En 2008, sur près de 240 000 demandes d’asile, 141 730 (soit 23 %) ont été rejetées, 24 425 demandeurs se sont vu octroyer le statut de réfugié, 18 560 la protection subsidiaire et 8 970 une autorisation de séjour pour des raisons humanitaires. Les plus nombreux étaient originaires d’Irak (29 000), précédant les Russes (21 000), les Somaliens (14 300) les Serbes (13 600) et les Afghans (12 600).

Les gouvernements de l’UE ont beaucoup tardé à prendre conscience de l’ampleur du phénomène. Autant dire que la règle qui a longtemps prévalu est celle du chacun pour soi, en fonction de pratiques juridiques et culturelles fortement ancrées dans les populations autochtones. Un pays comme la France, qui ne cesse d’affirmer sa volonté de faire respecter les droits de l’Homme partout où ils sont bafoués, ou comme le Royaume-Uni, gardien vigilant d’une longue tradition de libéralisme en matière d’accueil des étrangers ayant dû fuir leur patrie, ont plus de mal à légitimer des mesures drastiques de restriction du droit d’asile que des États où ces valeurs ne sont pas jugées prioritaires. La règle est loin toutefois d’être absolue. Pour des raisons qui tiennent bien évidemment à la guerre froide et à l’hémorragie de réfugiés venant de RDA et des autres États du bloc de l’Est, la République fédérale a accueilli à elle seule depuis 1945 près de la moitié des demandeurs d’asile, en vertu d’un droit qui figure dans la loi fondamentale du 23 mai 1949.

Parce qu’ils ont une meilleure formation scolaire et professionnelle et une meilleure connaissance de la langue du pays d’accueil, les réfugiés, politiques ou autres, ont souvent moins de difficultés à s’intégrer que les immigrés du travail. Encore que, depuis le début des années 2000, les gouvernements de l’Union européenne aient pris conscience de la nécessité d’entrouvrir les frontières à de nouvelles catégories de migrants – travailleurs qualifiés, techniciens, personnel de santé, etc. – dont les besoins se font de plus en plus sentir du fait à la fois de la crise démographique et de la désertion de certains postes de travail autres que ceux qui n’exigent aucune qualification.

L’intégration des migrants, toutes identités mêlées, reste le problème majeur des États où résident d’importants contingents d’étrangers et de représentants des deuxième et troisième générations. Chaque pays a réagi à ce que d’aucuns considèrent comme une menace pour l’avenir en fonction de son histoire, de sa conception de l’identité nationale, de la nature des populations appelées ou non à se fixer dans le pays d’accueil. La France, après avoir expérimenté

diverses formules, reste au moins théoriquement attachée au principe du « droit du sol », à l'idée que l'appartenance à une nation résulte du désir de « vivre ensemble », ce qui n'est pas toujours évident. De là, une tendance à privilégier l'assimilation des migrants, à vouloir gommer les différences, à attendre d'eux qu'ils deviennent transparents dans la société. L'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la Grèce, se réclamaient au contraire du « droit du sang », l'étranger étant considéré comme un « hôte » dont la présence était révoquée et pour lequel il n'était pas nécessaire de multiplier les passerelles destinées à favoriser son insertion dans le corps social, à commencer par l'apprentissage de la langue.

Aujourd'hui la distinction entre ces deux « modèles », assimilationniste ou communautariste, tend pour le moins à s'estomper. Un équilibre s'esquisse dans l'octroi de la nationalité entre droit du sol et droit du sang. Les politiques migratoires des différents États sont à la recherche d'une harmonisation qui passe par la conclusion de nombreux accords bilatéraux ou multilatéraux : accords de Schengen sur la circulation intérieure et la fermeture des frontières extérieures, signés en 1985 entre cinq États de l'Union, auxquels se sont joints depuis cette date la plupart des États membres, ainsi que la Norvège, les accords de Dublin I et II sur l'asile (1999 et 2003), le traité d'Amsterdam (1997). D'autres dispositions – dites d'« externalisation » des frontières – ont été arrêtées avec les pays situés sur les frontières extérieures de l'UE, lesquels s'engagent à reprendre chez eux ceux qui ont transité par leur territoire, ainsi que leurs nationaux. Certains États se sont efforcés d'autre part d'assouplir les liens entre nationalité et citoyenneté en octroyant le droit de vote des immigrés à l'échelon municipal.

Il reste que les instruments qui avaient largement favorisé l'intégration des migrants jusqu'au début des années 1970 ont plus ou moins cessé de jouer leur rôle. Le service militaire a été partout supprimé, l'école est en crise depuis au moins vingt ans, le militantisme politique et syndical a fortement reculé, notamment en France et en Italie, le creuset professionnel souffre de la crise de l'emploi et du tarissement des effectifs ouvriers. Ni le renouveau, bien réel aujourd'hui, de la vie associative, ni le sport de masse, plus souvent théâtre du dévouement des violences et des manifestations chauvines que de la fraternité républicaine, n'ont pu remplacer ces puissants agents du métissage culturel et du vouloir « vivre ensemble ». L'Europe est à un tournant. Elle a accompli des progrès depuis le début du *xxi*^e siècle en matière d'harmonisation des politiques migratoires, mais elle n'a

pas réussi encore à faire disparaître les discriminations dont souffrent ses migrants, ni à vaincre les résistances de ses autochtones, les violences qui peuvent en résulter et l'émergence de formations populistes qui font du rejet de l'étranger et du dévouement raciste leur fonds de commerce.

Urbanisation et nouvelles mobilités

● Croissance et compétitivité des villes européennes

Il en est à l'échelle de l'Union européenne, comme de chaque État membre de l'organisation communautaire : la compétition entre les villes qui se partagent le tissu urbain est de plus en plus forte, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Hambourg et Toulouse se sont disputés l'assemblage de l'Airbus A 380. Francfort a obtenu de haute lutte le siège de la Banque centrale européenne. Strasbourg s'est battue pour conserver celui de l'Assemblée européenne, menacé d'être transféré à Bruxelles. Et qui ne se souvient des efforts déployés par Londres pour arracher aux instances du C.I.O. le choix d'organiser dans la capitale britannique, et non à Paris, les Jeux olympiques de 2012 ? Les enjeux sont tels, les retombées si fortes – en termes de commandes, d'emplois, d'équipements durables installés à l'occasion de ces grandes confrontations du sport mondial (on pourrait en dire autant de la Coupe du monde de football) – que les municipalités et les États dont dépendent les métropoles concernées sont prêts à investir des sommes colossales pour faire prévaloir leurs chances de l'emporter.

La compétition est d'autant plus forte que le maillage urbain est serré. On estime à plus de 77 % la part de la population de l'Union européenne vivant dans des zones urbaines. C'est à peu près autant que les États-Unis et le Japon, sans parler des pays en voie de développement dont le taux d'urbanisation ne dépasse pas 37 % de l'effectif global. L'Europe des 27 recense 180 agglomérations de plus de 200 000 habitants et 35 de plus d'un million, ce qui représente 58 % de la population urbaine.

Si l'on considère que la conurbation de la Ruhr représente, comme celle de Rotterdam/La Haye, un cas un peu particulier, on voit que Paris et Londres, dominant de très loin le panorama des capitales

européennes. Le fait n'est pas nouveau : il en était déjà ainsi au XVIII^e et même au XVI^e siècle. Cette prépondérance parisienne et londonienne est le fruit de plusieurs facteurs : la très ancienne fonction de capitale, encore que la centralisation politique et administrative qui en résulte soit nettement plus affirmée pour la France que pour le Royaume-Uni ; le poids d'une population qui dépasse la dizaine de millions d'habitants, dès lors que l'on traite non seulement de la « ville-centre » mais des « couronnes » d'agglomérations qui constituent sa banlieue ; l'existence d'un immense marché de proximité pour les entreprises industrielles et tertiaires, avec pour corollaire celle de bassins d'emplois tout aussi importants ; le nombre et la variété des équipements de tous ordres, des plus modestes aux plus spectaculaires (tel le stade de France à Saint-Denis) ; l'attractivité culturelle (musées, expositions concerts, édition, etc.).

Les dix principales métropoles européennes

Rang	Zone urbaine	Population (2005)	Variation annuelle
1	Paris (France)	11 819 000	0,21 %
2	Essen-Dortmund-Duisbourg (Allemagne)	11 305 000	0,14 %
3	Londres (GB)	10 378 000	0,68 %
4	Madrid (Espagne)	6 098 000	0,32 %
5	Milan (Italie)	4 282 000	0,00 %
6	Barcelone (Espagne)	4 043 000	- 0,35 %
7	Berlin (Allemagne)	3 764 000	0,12 %
8	Rotterdam-La Haye (Pays-Bas)	3 345 000	0,50 %
9	Athènes (Grèce)	3 247 000	0,37 %
10	Naples (Italie)	2 905 000	0,00 %

À une échelle plus réduite, ce qui est vrai pour Paris, Londres et les grandes métropoles de l'Union européenne, l'est également pour les pôles urbains régionaux et pour la plupart des villes dont la population dépasse 100 000 habitants. La conjugaison des avantages liés à l'urbanisation a longtemps favorisé leur croissance. En France, la part des citadins dans l'effectif global de la population est passé de 53 % en 1945 à plus de 75 % 30 ans plus tard et à 80 % aujourd'hui. Partout, mais surtout en Europe de l'Ouest et du Sud, cette montée en puissance des villes a d'une part provoqué une fièvre de construction immobilière – et souvent spéculative –, d'autre part,

favorisé par le développement des moyens de communication et de transport, poussé à l'extension du modèle et des comportements incarnés par le monde citadin.

● Les limites de la croissance urbaine

Changement important avec la période qui vient d'être évoquée, l'observation des effectifs urbains marque un tassement de leur progression à partir du milieu des années 1970 et indique que, pour la première fois depuis plus d'un siècle, la croissance des campagnes a été plus forte que celle des communes urbaines. Seules les agglomérations de petites dimensions ont maintenu un taux de croissance rapide, tandis que celui des villes de plus de 20 000 habitants fléchissait de manière significative.

Cette évolution a-t-elle pour cause principale la diminution du nombre des « ruraux » dans la plupart des États de l'Union ? On comptait en 1968 encore 3 millions de « paysans », c'est-à-dire de personnes « vivant de l'agriculture ». On en dénombre environ 800 000 aujourd'hui : moins de 2,75 % de la population active, taux qui reste supérieur à ceux du Royaume-Uni (1,65 %), de la Belgique (1,59 %), de la Slovénie (1,26 %), du Luxembourg (1,74 %) et même de l'Allemagne (2,09 %), mais qui paraît particulièrement faible si l'on se souvient que, comme le rappelle le sociologue Henri Mendras, la France est longtemps restée « le plus rural de tous les pays industrialisés ». La distance est grande en effet avec des pays tels que la Pologne (17,14 %), le Portugal (12,53 %), la Grèce (11,71 %) ou encore la Roumanie (11,37 %).

Comment concilier ces pourcentages avec le fait que dans un pays comme la France, pour ne considérer que cet exemple, le taux de croissance qui était de l'ordre de 3 % pour l'ensemble de la population hexagonale entre 1975 et 1990, atteignait 7 % dans les communes rurales et 1 % seulement dans les villes ? Il suffit de préciser ce que l'on entend par « rural ». Les changements des vingt dernières années, et l'accélération qu'ils connaissent aujourd'hui à la faveur de la crise ne signifient pas en effet qu'il y ait eu un véritable « retour à la terre » entraînant la revitalisation des communes rurales traditionnelles. Certes, les pertes enregistrées par ces dernières au cours des 30 années précédentes ont connu un fléchissement non négligeable. Mais la croissance proprement dite concerne essentiellement les communes rurales des périphéries urbaines, celles qui, avec la ville qui en forment le noyau, constituent ce que l'on désigne en France comme « zone de peuplement industriel ou urbain » (ZPIU).

Le fort accroissement de leur population n'est que la contrepartie du recul de l'effectif des villes-centres, conséquence en tout premier lieu de la forte hausse du marché immobilier qui caractérise les vingt dernières années et qui a atteint des proportions infranchissables, y compris pour les représentants de catégories aisées dans des villes comme Londres, Berlin, Paris, Barcelone ou Milan. Nombreuses sont les familles, notamment parmi les 20-30 ans, qui ont dû quitter les zones les plus anciennement urbanisées pour se loger à moindre coût dans de lointaines communes dont la population s'est ainsi fortement accrue.

Après un recul sensible entre 1982 et 1990, la population des pôles urbains (on désigne ainsi les unités urbaines offrant au moins 5 000 emplois sur leur territoire) et de leurs couronnes a progressé deux fois moins vite depuis 1990 que par le passé. Si des agglomérations comme Toulouse, Montpellier, Rennes, Bologne, Turin, Munich, Prague, conservent un rythme de croissance largement positif, nombre de villes moyennes, celles notamment qui abritaient une intense activité industrielle, sont en perte de vitesse. En revanche, les zones à dominante rurale qui enregistraient jusqu'en 1975 un recul important ont progressivement infléchi leur situation et connaissent désormais un taux de croissance voisin de celui des pôles urbains.

Il ne s'agit pas seulement d'un effet de la hausse des loyers et des achats immobiliers. L'engouement des familles pour la vie à la campagne et le « retour à la nature », pour une vie plus saine, moins artificielle que celle de la grande ville, pour une plus grande proximité des sites de vacances, pour de moindres nuisances et plus de sécurité plaident pour l'installation dans des habitations individuelles jugées plus favorables à l'épanouissement des enfants. Les contreparties ne sont pas absentes. Le prix des terrains et le coût de la construction ont grimpé, ce qui rend les remboursements plus difficiles en période de crise grave, comme celle qui a frappé l'Europe en 2008. L'augmentation du prix des carburants a touché de plein fouet tous ceux qui ont de longs trajets à faire pour atteindre leurs lieux de travail ou d'études. L'intégration à la société locale n'est pas toujours facile. Il suffit de parcourir la périphérie des villages et des petites villes pour déduire de la prolifération des panneaux « à vendre » ou « à louer » que l'heure n'est plus tout à fait à l'euphorie conquérante de citadins en mal de nature.

● Migrations internes et décentralisation

Les transferts de populations d'une région à l'autre tendent également à emprunter un chemin inverse à ce qu'ils étaient au cours des « trente glorieuses » : à savoir, au niveau de chaque État et au niveau de l'espace constitué par l'ensemble des pays de l'Union européenne, un mouvement allant des anciennes régions industrielles vers les nouveaux pôles de l'activité économique.

Depuis le milieu de la décennie 1970, qui marque le début du processus de reconversion, voire de désindustrialisation, les déplacements interrégionaux se sont fortement amplifiés et ont cessé de s'opérer prioritairement au profit des zones de forte tradition manufacturière et d'hypertrophie des activités de service. Si l'on prend l'exemple de l'Île-de-France, on constate que cette région, de loin, la plus attractive durant les « trente glorieuses », du fait notamment de l'afflux de jeunes adultes en quête d'un emploi dans le secondaire ou le tertiaire, avait commencé à voir ses effectifs décroître avec la fin des années d'euphorie économique. L'action des pouvoirs publics, orchestrée par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et visant à freiner l'hémorragie dans les zones les plus menacées de désertification – le Sud-Ouest, le Centre, les Alpes du Sud – avait-il est vrai préparé le terrain, menant une politique de rééquilibrage, favorisant l'émergence de métropoles d'équilibre destinées à contrebalancer le poids de l'agglomération parisienne, poussant les entreprises à se décentraliser ou aidant à l'industrialisation des régions à dominante agricole. L'accent mis sur les communications autoroutières et ferroviaires aidant, des régions de forte émigration, comme l'Ouest et le Sud-Ouest ont vu leur population se stabiliser, tandis qu'avec le déclin des mines, de la sidérurgie et du textile, s'amorçait un mouvement inverse dans les régions de vieille tradition industrielle. Au cours des années 1970, ces mouvements se sont accentués. La région parisienne est passée d'une situation d'excédent à un déficit croissant, tandis que l'Ouest et le Sud-Ouest troquaient leur solde migratoire déficitaire contre un excédent, particulièrement marqué en Bretagne, et que les régions d'activité manufacturière non modernisées – Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Franche-Comté, Champagne-Ardenne – subissaient de plein fouet les effets de la crise et devenaient des zones de forte émigration.

Nouvelle inflexion depuis le début des années 1980, avec un solde migratoire qui reste positif mais qui tend à se réduire dans la moitié Ouest de la France, tandis que s'aggrave le déficit des

anciennes régions industrielles et que diminue au contraire celui de l'Île-de-France. La région parisienne a retrouvé une bonne partie de son attrait, à commencer par celui résultant d'une croissance plus forte que celle des autres régions en matière de création de postes de travail : conséquence à la fois de la nature de ses activités, plus nettement orientées vers les industries de pointe et le tertiaire, de l'élargissement de l'UE et de l'ouverture du « Grand Marché », ou encore de la place occupée dans le réseau, présent et futur, des communications transeuropéennes. Les dispositions adoptées en 2004 par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin visent à transférer aux régions –, dont on estime qu'elles sont appelées à devenir l'unité territoriale et administrative fondamentale au sein d'une Europe intégrée et élargie (jusqu'où ?) – un certain nombre de compétences qui incombaient jusqu'alors à l'État. Il s'agit en quelque sorte du second acte de la politique de décentralisation engagée en 1982 par le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy.

Ces divers mouvements s'expliquent à la fois par les effets des restructurations économiques et par des raisons psychologiques qui tiennent à l'évolution de notre société et que nous avons évoquées à propos des limites de l'urbanisation. Chez les jeunes provinciaux, la volonté de « vivre au pays », affirmée avec véhémence dans la foulée de 1968 et qui pousse nombre d'entre eux (20 % de la classe d'âge 30-39 ans) à réintégrer leur région d'origine après plusieurs années passées dans un autre secteur de l'Hexagone. Chez les plus âgés, le choix du retour au moment de la retraite, surtout s'ils sont originaires du Midi méditerranéen, des zones bordières de l'Atlantique ou des départements bretons.

En France, la carte des soldes migratoires oppose nettement aujourd'hui les régions du Nord, de la Basse-Normandie à la Franche-Comté, où les départs sont plus nombreux que les entrées, à l'Ouest et au Sud qui connaissent une situation inverse. Sur les quatorze régions qui ont enregistré entre 1990 et 1999 un solde excédentaire les plus attractives sont le Languedoc-Roussillon, l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, la région PACA, la Bretagne et la Corse. Parmi les huit régions déficitaires, les plus touchées sont l'Île-de-France, la Lorraine, la Champagne-Ardenne et le Nord-Pas-de-Calais.

Ce modèle, concernant les déplacements inter ou intrarégionaux au sein de chaque État membre de l'Union ne s'applique pas seulement à la France. Deux raisons principales se conjuguent pour motiver, dans la plupart des pays, la transplantation d'individus ou de familles : l'évolution des structures économiques et du marché

du travail d'une part, des mobiles psychologiques d'autre part, tenant à la recherche de la « qualité de la vie ». On assiste ainsi, notamment dans les pays où coexistent des zones d'industrialisation ancienne, particulièrement touchées par les restructurations et par le chômage, à un reflux en direction soit des zones rurales, soit des pôles de reconversion au profit d'activités de service. En Grande-Bretagne, le mouvement s'est traduit par des déplacements massifs (en termes de bilans car la migration n'est pas visible à l'œil nu) de l'ancienne « Angleterre noire » concentrée dans les métropoles du nord-ouest – Manchester, Liverpool, Birmingham, etc. –, en direction de l'« Angleterre verte » du sud et du sud-est. En Italie, la migration interne continue à s'effectuer prioritairement du Sud vers le Nord, mais aussi à l'intérieur des grands périmètres industriels – Milan/Turin/Gênes, directement affectés par la crise du textile, de la sidérurgie ou de l'automobile – et des régions où règnent encore, en dépit de difficultés croissantes, de nombreuses PME performantes tournées vers la haute technologie, comme l'Émilie-Romagne ou la Vénétie. L'Allemagne présente un cas particulier, en ce sens qu'aux raisons qui militent ailleurs en faveur d'un changement de résidence et/ou d'activité, s'ajoutent celles qui résultent de la réunification du pays, consécutive à l'éclatement du bloc de l'Est et à l'installation en Allemagne de l'Ouest de plusieurs centaines de milliers de personnes originaires de RDA, donc à mi-chemin de la migration interne et de la migration internationale.

Les transformations de la société européenne depuis les années 1980

Tous les États qui constituent aujourd'hui l'Union européenne et que d'autres pays sont appelés à rejoindre au cours des prochaines années ou des prochaines décennies ne se transforment pas au même rythme. Certains d'entre eux, admis depuis peu de temps dans l'Europe des 27, ont connu une croissance rapide, largement tributaire des aides européennes et des facilités qui leur ont été offertes par l'ouverture du marché communautaire. Il en est ainsi de la Pologne, de l'Irlande, de la Grèce, dont la grave crise qui a commencé à manifester ses effets à la fin de 2008 a vite révélé la fragilité, et qui doivent d'avoir évité la faillite à l'intervention des États les plus riches et les plus anciennement intégrés à l'Union : Allemagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, etc.

Ces derniers appartiennent au club fermé des puissances qui ont fait leur révolution industrielle au XIX^e siècle, ou qui, à l'instar de l'Italie, ont accompli leur « miracle » économique au cours des « Trente Glorieuses ». Leur assise financière demeure solide, en dépit de leurs déficits et de leurs dettes extérieures chroniques. Le danger réside davantage pour eux dans le vieillissement de la population, dans la pénurie de main-d'œuvre et de cadres qualifiés, dans la désindustrialisation de régions entières, dans la résistance des nationaux à l'adoption d'indispensables réformes et, bien sûr, dans la concurrence des pays émergents. Des États comme l'Espagne ou le Portugal occupent une position intermédiaire entre ces deux groupes. L'Espagne notamment, frappée par la crise à un moment où elle commençait à faire figure de modèle de croissance et de prospérité maîtrisées.

Il reste que, observée à l'échelle de l'Europe et des soixante années qui nous séparent de l'immédiat après-guerre, la croissance et les progrès technologiques qui ont accompagné celle-ci ont profondément modifié la nature du travail et la répartition des actifs. On note d'abord une augmentation régulière et très forte du pourcentage des salariés. Ils représentaient, au milieu des années 1970, 94 % en Grande-Bretagne, 80 % en RFA et en Suède, 75 % en France, 70 % en Italie. Depuis, conséquence de la dépression économique et du chômage, le taux moyen a baissé de quelques points. Il est aujourd'hui de 71 % pour l'ensemble de l'UE (78 % pour les hommes, 65,5 % pour les femmes), 76,5 % pour l'Allemagne réunifiée (82 %, 70,8 %), 70 % pour la France (75 %, 66 %), 76 % pour le Royaume-Uni (82,4 %, 69,4 %), 63 % pour l'Italie (74,4 %, 51,6 %).

Dans la plupart des pays d'économie la part globale des revenus salariaux n'a cessé de croître aux dépens de ceux du capital. On ne saurait en conclure que ceux qui vivent de leur travail sont avantagés par rapport aux détenteurs de biens fonciers, immobiliers ou mobiliers. Il est avéré en effet qu'à l'intérieur du monde salarié, les écarts peuvent être considérables entre le sommet et la base. Ils n'ont cessé même de se creuser entre ceux qui n'ont d'autre ressource que le salaire minimum (manœuvres, ouvriers spécialisés, manutentionnaires, employés de commerce, etc.), ceux qui perçoivent des revenus de niveau moyen (enseignants, petits cadres), les hauts fonctionnaires, les cadres supérieurs et tout en haut de la hiérarchie, les *managers* : ces derniers pouvant cumuler de très hauts salaires avec des avantages divers : distributions d'actions, primes exceptionnelles, *stock options*, etc. La spéculation boursière, qui a pris

des proportions énormes, et souvent frauduleuses dans la plupart des pays du monde, et la crise financière, économique et sociale qui en est résulté ont mis en lumière le rôle (et les rémunérations) des opérateurs boursiers, les *traders*, formés dans les grandes écoles de gestion et dont dépend l'enrichissement des spéculateurs et le sort (prospérité ou faillite) des établissements bancaires.

● **Déclin du monde agricole et de la « classe ouvrière »**

Deux groupes ont vu leurs effectifs décroître depuis 1945 dans l'espace européen, avec ici encore d'importants décalages temporels et de fortes disparités. La diversité des situations l'emporte encore de beaucoup dans ce secteur sur la tendance à l'uniformisation. Les différences de statut, de revenus, de modes de vie, etc. restent en effet considérables entre le propriétaire ou le fermier exploitant un domaine céréalier de plus de 80 hectares dans le Bassin parisien, l'Angleterre du Sud-Est ou la plaine du Pô, le détenteur d'une exploitation familiale modeste pratiquant l'élevage associé à la polyculture dans l'Ouest de la France et souvent affronté à de graves difficultés pour écouler ses produits à des prix décents, et le salarié agricole occupé une partie de l'année sur les grands espaces latifundiaires du *Mezzogiorno* italien, de la *Meseta* espagnole ou du Portugal méridional. Globalement, malgré les progrès enregistrés depuis plus d'un demi-siècle en matière de techniques de production, de distribution, de formation, d'équipements collectifs et ménagers, de communication, l'agriculture européenne conserve, surtout dans les pays récemment entrés dans l'UE, des poches d'archaïsme qui tranchent avec des secteurs modernisés et font que les catégories qui relèvent de ce secteur connaissent, comparées à l'ensemble du corps social, un indéniable déclin.

Dans les pays de l'Europe du Nord et de l'Ouest, le mode de vie et la mentalité des agriculteurs ont fortement changé depuis la fin des années 1960. Elle s'est rapprochée de ceux des autres représentants du monde rural et des populations citadines. À la ferme, ou dans la maison neuve voisine que les parents ont fait construire pour leur retraite, à moins que ce ne soient les enfants destinés à prendre le relais, et qui ressemble comme une sœur à un pavillon de banlieue, la télévision, le « frigo », la machine à laver la vaisselle ou le linge, voisinent avec les meubles rustiques et la pendule à balancier. Le fils n'est plus soumis comme un domestique au « père-patron », la bru élève les enfants à sa guise. L'achat à crédit du tracteur – et les traites sont lourdes ! – a permis d'alléger la plupart des tâches agricoles,

mais celles-ci n'occupent désormais qu'une partie de la journée, car il faut gérer l'entreprise, recevoir les représentants, les réparateurs de matériel agricole, le vétérinaire, se rendre aux réunions du syndicat ou de la coopérative, à la banque pour négocier un moratoire de remboursements des crédits à l'heure de la crise, etc. Il reste peu de temps pour profiter du dimanche, un symbole resté fort dans cette partie du corps social resté attaché au fait religieux, ou des quelques jours de vacances qu'autorise un calendrier particulièrement chargé dans les entreprises qui associent élevage laitier et polyculture.

La « classe ouvrière » a également perdu beaucoup de son homogénéité. Les changements technologiques et l'évolution des emplois qui leur est liée, et qui associe une formation plus poussée à une plus grande initiative, ont fait que le nombre des techniciens en blouse blanche a fortement augmenté, tandis que reculait celui des « métallos », des « hommes du fer » et des « gueules noires ». Là encore cependant, il ne faut pas se méprendre sur la signification de ce changement. D'abord parce que les travaux durs, salissants et dangereux n'ont pas disparu de l'univers industriel. Simplement, ils tendent de plus en plus à être monopolisés par un sous-prolétariat immigré dont les représentants viennent occuper, d'une décennie à l'autre, les postes de travail laissés vacants par ceux qui, appartenant à la vague précédente, ont commencé à gravir les premiers degrés de l'échelle sociale. Ensuite, parce que l'élimination progressive des travaux manuels exigeant plus de résistance et de force physique que de qualification n'a pas fait disparaître de l'atelier ou de l'usine l'aliénation produite par le travail parcellaire. Enfin, parce que même là où la robotisation a progressé, il y a moins eu homogénéisation de la condition ouvrière que déplacement et redéfinition des différences.

Il n'en reste pas moins qu'il y a eu globalement une diminution en pourcentage des travailleurs manuels et une augmentation symétrique de la proportion des techniciens et des cadres moyens. Il en est résulté, en termes d'attitudes politiques et syndicales, une progression des choix réformistes aux dépens des traditions et du discours révolutionnaires, dont les partis communistes et les organisations syndicales qui se réclament des mêmes valeurs ont largement fait les frais au cours des quinze ou vingt dernières années, s'agissant aussi bien du militantisme que des comportements électoraux.

Examinés globalement à l'échelle européenne, les statistiques du secteur primaire – englobant les activités agricoles, la sylviculture et la pêche – soulignent la crise des industries traditionnelles

(mines, sidérurgie, constructions navales, textiles), dont le déclin est antérieur à 1975. Ils montrent en même temps que des secteurs qui ont été à bien des égards les moteurs de la croissance dans les années 1950 et 1960, comme l'automobile, les constructions mécaniques et électriques, le bâtiment, l'aéronautique ou l'armement, ont subi à leur tour de plein fouet les effets des restructurations industrielles. Certains pays s'en tirent mieux que d'autres. L'Allemagne par exemple, dont l'une des spécialités industrielles concerne la production de machines-outils et autres équipements lourds, l'Italie pour la mécanique de précision et l'électronique, la France pour l'aéronautique, mais pour cette dernière, outre que la production d'un avion soit devenue le fruit d'une forte coopération internationale, la lenteur des délais de livraison constitue un handicap sérieux face au géant américain *Boeing*.

Plusieurs raisons principales expliquent la décreue de l'effectif ouvrier dans les pays de l'Europe industrialisée. D'une part la baisse de la demande mondiale pour des produits tels que le charbon, le fer, l'acier, les textiles traditionnels, sur lesquels avait reposé la première révolution industrielle. D'autre part, la nécessité pour les entreprises de réduire leurs coûts pour résister à une concurrence internationale de plus en plus forte – celle de la Chine, pour récente qu'elle soit, n'est pas la moins destructrice d'emplois –, donc d'utiliser au maximum les possibilités de substitution de la machine à l'homme qu'offrent les progrès de l'informatisation et de l'automatisation. Ce qui implique, outre la réduction des effectifs, y compris dans des secteurs de pointe comme l'automobile, l'aéronautique ou l'électronique connaissent une transformation de la nature des emplois industriels. On a moins besoin de manœuvres et d'ouvriers spécialisés (OS), tandis que croît la demande en personnel qualifié ayant reçu une formation générale et technique plus élevée que dans le passé.

● **Patrons et managers**

La part du patronat industriel et commercial a fortement diminué au cours des trente dernières années, conséquence à la fois de la disparition d'entreprises moyennes et petites, mal adaptées au marché, et de la forte concentration qui a accompagné la modernisation de l'économie dans l'Europe de l'Ouest : phénomène qui s'étend aujourd'hui aux membres récemment admis dans l'UE, à l'Espagne et au Portugal. La prise de contrôle de nombreuses entreprises par les groupes financiers a porté au pouvoir, à l'intérieur des grandes unités de production, une nouvelle catégorie de dirigeants salariés, les *managers* véritables tech-

niciens de la gestion formés à l'université (Allemagne, pays scandinaves), dans des *business schools* inspirées du modèle nord-américain ou dans les « grandes écoles » : en France Polytechnique, l'ENA, HEC ou Sciences-Po, en Grande-Bretagne la « *London School* », en Italie l'université Bocconi de Milan ou la *Luis* à Rome.

Réduites en nombre et ainsi transformées les couches dirigeantes, bourgeoisie d'affaires et technocratie, apparaissent plus puissantes que jamais. Proclamant par la bouche et la plume des intellectuels qui leur sont liés l'identité de la croissance et du progrès social, à cheval sur les secteurs public et privé, en prise avec le monde politique et avec celui de la culture, elles constituent une véritable classe dominante, tandis que diminue l'importance des catégories moyennes indépendantes et que les élites traditionnelles, liées dans certains États à la grande propriété foncière, ne maintiennent partiellement leurs positions que dans des régions bien délimitées : le Midi italien, le Sud de l'Espagne, le Portugal intérieur et méridional, une partie de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne du Nord.

Après une période de relative ouverture, qui coïncide avec les années 1980-2000, la mobilité sociale se trouve aujourd'hui plus ou moins en panne, et ce en dépit des efforts de dégrillage qui sont tentés ici ou là (à Sciences-Po par exemple). D'une génération à l'autre, les mouvements entre les catégories extrêmes sont à peu près nuls. En France, pays qui ne compte pas parmi les plus malthusiens, selon une enquête menée par l'INSEE en 1985, 60 % des enfants de cadres deviennent eux-mêmes cadres, 27 % sont employés ou exercent une profession intermédiaire, 3 % sont chefs d'entreprise, 4 % seulement deviennent et restent ouvriers. En sens inverse, les fils et filles d'ouvriers conservent, pour la moitié d'entre eux, le statut professionnel de leurs géniteurs ; 32 % accèdent aux professions intermédiaires, 8 % au statut de cadre ; 9 % sont artisans ou commerçants, et 1 % deviennent chefs d'entreprise. En général, le passage de la catégorie la moins favorisée (ouvriers et agriculteurs modestes, quand ils ne sont pas exclus du marché du travail) à celle des cadres demande plus d'une génération, sauf pour des individus particulièrement doués et chanceux, ou par le biais de procédures d'ascension sociale qui font la part belle au vedettariat. Nombreuses on le sait sont les stars du sport professionnel ou du *show business* qui sont directement issues du milieu ouvrier et qui, en peu d'années, ont acquis en termes de revenus et de prestige social, un capital considérable. Il s'agit néanmoins de parcours exceptionnels.

● Les « classes moyennes » au centre de la mosaïque sociale européenne

Partout, y compris dans les pays de l'Est européen, anciens satellites de l'URSS entrés en 2007 dans la communauté des 27, les catégories dites « intermédiaires » ont connu au contraire un développement considérable. Formées de groupes socioprofessionnels dont les activités et les revenus diffèrent très sensiblement – ingénieurs, employés, cadres moyens ou supérieurs des secteurs privé ou public, etc. – elles rassemblent à l'heure actuelle entre 50 et 60 % des actifs selon les États. En Europe de l'Ouest, l'originalité et l'homogénéité des classes moyennes tiennent moins à la position de leurs moyennes par rapport à la propriété des moyens de production et d'échange – critère retenu par les marxistes pour définir une « classe sociale » – qu'à la conscience qu'ils ont d'appartenir à des catégories moyennes, à un mode de vie qui les fait participer à la société de consommation et aspirer à une promotion rapide, aux craintes enfin de voir leur emploi et leur niveau de vie menacés par les difficultés économiques ou par une politique sociale visant à réduire les écarts entre les salaires. Fortement structurés et hiérarchisés, les groupes ainsi définis et qui sont en général très attachés à la stabilité de l'ordre social, se caractérisent, au moins pour moitié, par leur conformisme et leur individualisme. Positionnés au centre de la technostructure dans les sociétés occidentales, et constituant le vivier d'où est issue la nouvelle classe dirigeante, ils ont peu à peu constitué un modèle (en tant que consommateurs et comme adhérents à un même système de valeurs) pour leurs homologues des pays de l'Est européen.

C'est néanmoins à cette catégorie qu'appartiennent les individus qui, à bien des égards, donnent le ton à l'ensemble du corps social. C'est elle qui fait et défait les modes, impose ses goûts, diffuse ses tics linguistiques empruntés souvent aux marginaux et aux jeunes (en témoigne le succès durable du « verlan ») ou dérivant de l'anglais. Elle qui façonne le noyau dur d'une culture commune à toute la classe moyenne, diffusée par les médias audiovisuels et de manière croissante par internet, par les magazines et les hebdomadaires politico-culturels (*Le Nouvel observateur*, *l'Express*, *Marianne*, en France, *L'Espresso* en Italie, *Der Spiegel* en Allemagne, etc.). Comportant une proportion importante de jeunes et de femmes, issus de catégories sociales très diverses, ce groupe a généré au lendemain de 1968 une idéologie, un style de vie alliant préoccupations

égalitaires et esprit libertaire, qui a fortement contribué, en France, en Angleterre, en Espagne, à la rénovation idéologique des partis socialistes dans les années 1970 et s'est ensuite diffusée dans l'ensemble du corps social. En Allemagne, c'est le mouvement « vert » et les divers groupuscules dits « alternatifs » qui ont bénéficié de cet engouement pour la contestation plus ou moins pacifique de la société de consommation et de l'immobilisme des grandes formations politiques.

● Les exclus

Ce sont les catégories socioprofessionnelles les plus fortement menacées par les restructurations économiques qui comptent le plus grand nombre de chômeurs : les ouvriers, principalement dans les secteurs les plus durement touchés, et les employés du tertiaire dont les emplois sont supprimés du fait de l'informatisation croissante. Si les femmes et les non diplômés paient un tribut particulièrement lourd à cette mutation structurelle, celle-ci affecte également le monde jusqu'alors préservé des cadres d'entreprise. Pas seulement ceux qui, ayant dépassé la cinquantaine, ont dû accepter un emploi moins bien rémunéré et une régression de leur niveau de vie, mais aussi les jeunes récemment sortis de l'université ou des écoles de commerce et de gestion.

Cette situation a donné naissance à un phénomène de marginalisation des plus vulnérables, la « nouvelle pauvreté » atteignant des individus jusqu'alors bien intégrés à la société de consommation. Elle frappe notamment les jeunes, les femmes ayant seules la charge d'un ou de plusieurs enfants et les chômeurs « en fin de droits » n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite, mais elle concerne également les ménages dont la modeste ascension sociale s'est trouvée brusquement stoppée par la crise. Endettés par l'accession à la propriété et par les crédits à la consommation, ils ne peuvent faire face à leurs engagements financiers dès que la perte d'un salaire, parfois des deux, réduit leurs ressources au maigre versement des indemnités de chômage. Nombreux sont ceux qui, parmi ces « nouveaux pauvres », se trouvent réduits à fréquenter, dans les pays où elles existent, des organisations caritatives dont le but est de mettre à leur disposition des repas ou des distributions de vivres (en France les « Restaurants du cœur » créés à l'initiative du comédien Michel Colucci dit Coluche), un gîte provisoire pour les « sans domicile fixe » (SDF), ou encore des associations visant

à assurer la réinsertion des exclus, autrement dit à tenter de limiter les effets de la « fracture sociale ».

● **Violence et insécurité**

Ces phénomènes d'exclusion se développent dans un monde où les profits des entreprises ne cessent de croître au rythme des délocalisations, et où ceux qui bénéficient d'un emploi stable et convenablement rémunéré continuent à profiter du bien-être matériel que leur offre la société de consommation. Les frustrations n'en sont que plus fortes pour les victimes des mutations qui caractérisent le passage à l'ère post-industrielle. Il en résulte une déstabilisation de nos sociétés, en proie aux convulsions sporadiques qui affectent prioritairement les banlieues des grandes villes, là où s'accumulent les handicaps générés par le chômage et par les effets différés de l'urbanisation sauvage : la concentration dans de « grands ensembles » devenus des ghettos, la médiocrité des équipements collectifs, les effets conjugués de l'échec scolaire et de la pénurie d'emplois non qualifiés, les difficultés d'intégration des populations immigrées en proie aux discriminations et à la montée de la xénophobie.

De là, découlent les réactions d'une jeunesse qui manifeste son désespoir par des explosions de violence incontrôlée, des heurts avec les forces de l'ordre, des pillages de grands magasins et de centres commerciaux, l'usage de plus en plus répandu de la drogue : autant de manifestations sommaires du refus à l'égard d'une société de consommation qui n'en finit pas d'exposer ses produits-symboles et de valoriser l'image de ceux qui ont les moyens de les acquérir.

Pratiques sociales, idéologies et croyances au début du **xxi^e** siècle

Au cours des cinq ou six dernières décennies, les Européens ont assisté à une profonde transformation de leur cadre de vie. L'urbanisation s'est accompagnée d'une fièvre de construction immobilière telle que le vieux continent n'en avait pas connue depuis la seconde moitié du **xix^e** siècle, d'un développement sans précédent des moyens de communication et de l'extension du modèle et des comportements incarnés par la ville.

Sur fond d'élévation globale du niveau de vie des Européens, des disparités importantes existent entre les vieilles nations industrielles de l'Europe de l'Ouest, celles plus récemment entrées dans l'ère post-industrielle de l'espace nord-méditerranéen et les pays sortis depuis peu de l'emprise soviétique. On assiste néanmoins à une rapide uniformisation des comportements sociaux, tandis que se développe, accentuée par la crise que traverse l'économie mondiale depuis 2007, une remise en cause radicale des valeurs et des idéologies en vigueur à l'époque des « trente glorieuses ».

Apogée et crise de la société de consommation

● Un niveau de vie en hausse, des inégalités persistantes

Le modèle est universellement fondé sur la propension des populations à consommer. Conjuguant ses effets avec ceux des grandes percées technologiques qui ont permis de produire en série et à des prix relativement bas les objets industriels qui faisaient jusqu'alors le confort des plus aisés, la très forte augmentation du pouvoir d'achat moyen des Européens de l'Ouest – il a plus que doublé en France et triplé en Italie entre 1954 et 1975 – et s'étend aujourd'hui à la plus grande partie des habitants de l'UE, a complètement bouleversé les structures de la consommation des ménages. La part de l'alimentation, qui s'est pourtant améliorée en quantité et en qualité – au point de devenir excédentaire et de provoquer, notamment parmi les jeunes, de nombreux cas d'obésité –, celle d'autre part de l'habillement, ont diminué au profit du logement, des transports, des dépenses de loisir et de santé. Rares sont aujourd'hui les familles qui ne soient en possession des quelques produits symboles de la société de consommation : le réfrigérateur, le lave-linge, la machine à laver la vaisselle, le micro-ordinateur, le téléphone portable, et bien sûr l'automobile (en une seule ou en plusieurs unités), cette dernière constituant à la fois la locomotive de la croissance (donc son recul lorsque les ventes se raréfient) et un objet de reconnaissance érigé en mythe social.

Les loisirs et l'éducation sont devenus des besoins prioritaires. Jadis réservés aux plus fortunés, les loisirs ont partout tendance à se démocratiser. Si tous les Européens, y compris dans les États les plus riches – RFA, France, Royaume-Uni, Italie Espagne, pays de l'Europe du Nord, Suisse – ne partent pas encore en week-end ou en vacances, ces pratiques sont de plus en plus répandues et ont apporté des modifications importantes aux rythmes de la vie quotidienne (les déplacements liés aux congés et aux migrations de fin de semaine posent des problèmes considérables aux pouvoirs publics et aux usagers) et à la géographie humaine des lieux de villégiature : résidences secondaires, marinas et lotissements édifiés dans des zones inondables, terrains de camping et de caravaning, villages de vacances, etc. Certaines activités qui étaient autrefois le privilège des catégories aisées – le ski, la voile, le tennis, voire l'équitation et le golf – sont aujourd'hui pratiquées par une fraction relativement importante de la population.

Il n'en reste pas moins que de fortes inégalités subsistent, pas toujours et en tout cas pas seulement pour des raisons pécuniaires, dans l'accès aux activités culturelles. Même dans les pays économiquement les plus évolués, seule une élite cultivée fréquente assidûment le théâtre, les concerts de musique classique, les expositions de peinture, alors que tout le monde, ou à peu près, peut accéder à la « petite lucarne » de la télévision, devenue, avec plus récemment internet, le principal instrument d'information et de récréation, à une culture de masse dont les produits sont en général et de plus en plus d'une grande médiocrité. Il y a des exceptions sur Arte et France 3 en France, sur *Channel Four* en Grande-Bretagne, exceptionnellement sur la RAI en Italie, mais elles se raréfient et ont beaucoup de mal à résister à la dictature de l'audimat, aux menaces récurrentes de privatisation et à la concurrence du câble, du satellite, d'internet et bientôt de la télévision numérique.

● Évolution des comportements sociaux

La diffusion de l'enseignement, à tous les niveaux, est une autre caractéristique du dernier demi-siècle, Liée à la fois, pour le pays qui l'ont connue, à la poussée démographique de l'après-guerre, à une demande sociale motivée par l'aspiration des catégories moyennes ou modestes à la promotion et à l'« égalité des chances », elle s'est partout traduite par un gonflement considérable des effectifs et par une arrivée massive des jeunes à l'université, où la multiplication par 20, 30 ou 40 du nombre des étudiants depuis le début des années 1960, a posé, et pose toujours un peu plus de problèmes de locaux, d'encadrement, de méthodes, de finalité de l'enseignement (culture générale ou professionnalisation), ou encore de débouchés.

Les sociétés qui forment aujourd'hui la communauté des 27, celle-ci étant appelée encore à s'élargir, ont évolué depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale dans le sens d'une affirmation croissante de l'individu. Évolution qui s'est répandue, de proche en proche, des anciennes nations industrielles de l'Europe de l'Ouest et du Nord aux pays de l'Est et à l'Europe du Sud, et qui touche aujourd'hui d'autres continents. Au terme d'un cheminement séculaire, qui ne s'est pas effectué au même rythme dans tous les pays et dans toutes les régions de l'Europe, et qui est loin d'être parvenu partout au même point, les contraintes sociales liées aux croyances religieuses, aux règles morales véhiculées par la famille, par l'école, par divers groupes d'appartenance (la « classe », le parti, etc.) se sont relâchées en même temps que se transformaient les institutions qui

les avaient produites. Le recul de la pratique religieuse dans tous les pays occidentaux, la crise des idéologies globalisantes, l'éclatement de la famille traditionnelle ont eu à la fois pour cause et pour effet de privilégier l'individu par rapport aux formes collectives de la vie sociale et d'ériger la liberté en valeur absolue.

L'affirmation du droit au bonheur et à l'épanouissement personnel s'est traduite, sur le plan des mœurs par une révolution complète avec laquelle le législateur a dû compter. On continue à vivre en couple mais on se marie moins et on divorce plus. Surtout on choisit d'avoir ou non des enfants, la diffusion de la contraception et son officialisation ayant été relayées dans la plupart des pays d'Europe par une législation autorisant l'interruption volontaire de grossesse (loi Veil en France, 1974). La sexualité a cessé d'être un tabou, l'homosexualité d'être considérée comme un délit, même si l'intolérance à son égard varie d'un pays à l'autre. De plus en plus nombreux sont les individus qui se déclarent favorables aujourd'hui au vote d'une loi autorisant le mariage homosexuel et l'adoption d'enfants par un couple d'homosexuels.

Le culte du corps est devenu, sous des formes diverses – jogging, aérobic, diététique, « soins de beauté » désormais recherchés par les deux sexes, culte de la minceur et du bronzage à peine entamé par les cris d'alarme du corps médical – l'une des grandes préoccupations de nos contemporains.

Les rapports entre les générations et entre les sexes ont également changé. L'une des grandes nouveautés des quarante dernières années a été la constitution de classes d'âge en groupes plus ou moins autonomes, avec leurs manières de consommer, leurs modes de vie, leurs mentalités, leurs affinités politiques et leurs choix culturels spécifiques. La vieillesse a reculé, dégageant un espace au « troisième âge », celui des retraités récents, gros consommateurs de loisirs et de voyages organisés, de lectures, de spectacles, voire de recyclage universitaire. Les relations entre parents d'une part, enfants et adolescents d'autre part, reposent moins sur l'autorité que par le passé et, avec toutes les difficultés que cela comporte, l'éducation tend à devenir l'apprentissage de la liberté.

Plus nombreuse qu'autrefois et ayant grandi dans le climat euphorique de la croissance, les générations du *baby boom* de l'après-guerre ont beaucoup contribué au changement global de la société. Elles ont largement imposé leurs modes, leur culture, leur refus des hiérarchies fixées une fois pour toutes. Avec tous ses excès, l'esprit de 1968, dont on a souligné le caractère transnational, a été à bien

des égards, dans cette perspective, un ajustement des valeurs : celles de la modernité, incarnées souvent maladroitement par les jeunes, et celles de la tradition, parfois dégénérées en conformisme.

Plus déterminante encore a été l'importance des femmes en tant que catégorie aspirant à jouer un rôle actif dans la société, et pas seulement celui d'épouse et de mère dans lequel elles avaient été cantonnées jusqu'alors, notamment dans les pays de l'Europe méditerranéenne. Enfin dotées du droit de vote dans les pays où elles en étaient encore privées (la France par exemple jusqu'en 1944), elles ont bénéficié dans leur conquête de l'égalité de fait avec les hommes de plusieurs conditions favorables : outre l'évolution générale des mœurs et les progrès du confort de la maison, qui les a en partie « libérées » de certaines tâches ménagères, la mixité scolaire et le « contrôle des naissances » introduits d'abord dans les pays de l'Europe du Nord et en Suisse, puis, dans les années 1960-1970 en France et en Italie, enfin dans la péninsule ibérique et en Grèce, ainsi que la généralisation du travail féminin à laquelle ont fortement concouru les effectifs longtemps insuffisants de la population active. L'action militante des mouvements féministes, parfois excessive dans les modes d'expression choisis, souvent tournée en dérision mais sans doute nécessaire à un certain moment pour secouer d'antiques habitudes sociales et mentales, a fait le reste, ainsi que la prise de conscience par une majorité de femmes et par de nombreux hommes des retards à combler en matière de droit et de pratiques égalitaires. Aujourd'hui, malgré la crise, le nombre des femmes de plus de 15 ans occupant un emploi oscille, selon les pays, entre 35 % et plus de 50 %. Si elles sont davantage touchées par le chômage que les hommes et exercent en moyenne des activités moins valorisantes et moins bien rémunérées, il n'est plus guère de secteur (armée, pompiers, cadres et direction d'entreprises, grands corps de l'État, etc.) où elles ne soient présentes.

● Uniformisation des modes de vie

Les progrès de la technologie et l'enrichissement de l'Occident industrialisé, ralenti par la crise mais non réellement stoppé, ont eu pour effet d'introduire à peu près partout des modèles de consommation qui avaient fait leurs preuves, au cours des décennies précédentes en Amérique du Nord et au Japon, puis dans les pays les plus avancés du vieux continent. Il en est résulté une uniformisation croissante du cadre de l'existence quotidienne. Celle-ci a été favorisée par l'essor

des moyens de communication et d'information modernes, la publicité, les impératifs de la production en série, et par le fort pouvoir de contagion des modèles culturels d'Outre-Atlantique. Dans une Europe de plus en plus urbanisée, les populations – à l'exception des catégories aisées – tendent à vivre au même rythme, à fréquenter des lieux d'habitat (grands ensembles, « résidences » pour les catégories intermédiaires, lotissements pavillonnaires), de consommation (super ou hypermarchés, « centres commerciaux », *fast food*), de loisirs, à peu près identiques. Elles consomment les mêmes produits alimentaires conditionnés et standardisés. Elles utilisent des « biens durables », des appareils électroménagers, du matériel audiovisuel de même nature, sinon de même prix car le souci de « distinction » permet de jouer sur la « qualité » et sur les « options ». À partir d'un même modèle de base, le prix d'une Renault Laguna ou d'une Mercedes peut pratiquer varier du simple au double en fonction de la motorisation et des améliorations choisies. On évolue enfin dans un décor intérieur où les différences, là aussi, se mesurent souvent à l'aune du *standing*.

Enfin, en dépit des résistances qui peuvent être fortes et qui tiennent aux héritages culturels, au poids de l'environnement géographique ou socio-professionnel, elles adoptent des pratiques sociales peu éloignées les unes des autres. On constate ainsi, sauf dans des zones rurales très isolées, comme le Nord de la Scandinavie, le Portugal intérieur ou certaines régions d'Irlande, un recul général du nombre des mariages et des naissances, de la pratique religieuse, de la vie associative, au profit des loisirs individuels, des départs en vacances ou en week-end, de tout ce qui est censé concourir au bonheur de chacun. Ceci, dans un cadre – voulu ou souhaité – qui demeure majoritairement celui du couple ayant un ou deux enfants.

● Les plaies de la société postindustrielle

Dans la plupart des pays industrialisés, ce sont les régions d'industrialisation et d'urbanisation ancienne qui sont le plus durement frappées par les effets de la mondialisation incontrôlée, et dans ces zones économiquement et socialement sinistrées ce sont les jeunes et les catégories les moins qualifiées de la population active qui subissent de plein fouet la pénurie des emplois. Il en est résulté, sur fond de discriminations, une montée de la violence et de la délinquance qui, sous des formes diverses, affecte en priorité les quartiers et les banlieues les plus déshérités – quartiers Nord de Marseille, grandes cités de la périphérie parisienne ou lyonnaise, îlots insalubres poussés

sur les ruines du pays noir anglais ou lorrain, etc. – mais qui peut s'étendre à l'ensemble du tissu urbain, voire à certaines zones de contact entre la ville et la campagne. Le phénomène est bien réel et il ne s'agit pas de le nier, sans pour autant verser dans une obsession sécuritaire qui est devenue un enjeu politique en même temps qu'un inépuisable sujet pour les grands médias d'information et pour les réalisateurs de films et de téléfilms de série B.

S'il est vrai que le nombre des violences contre les personnes, comme celui des homicides volontaires ont sensiblement augmenté depuis trente ans, un regard porté sur la longue durée nous montre qu'il est aujourd'hui deux fois moins élevé qu'au lendemain de la guerre et trois fois plus faible que dans les années 1820-1830. Simplement, comparé à la période des « Trente Glorieuses », le regain de violence et de criminalité qui accompagne la longue restructuration des économies contemporaines, et qui s'est accéléré avec la grave dépression commencée en 2008, frappe davantage les esprits que d'autres formes d'insécurité : les accidents de la route par exemple, qui faisaient encore plus de 10 000 morts par an en France dans les années 1990 et qui en font moins de 5 000 aujourd'hui, dont une bonne partie imputable à des fautes pénales, alors que le nombre des homicides volontaires ne dépasse pas 800 ou 1 000.

Recul des idéologies, retour du religieux

La période qui va de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux premières manifestations de la crise internationale apparaît, au plan des idées – et malgré les tensions et les conflits qui l'ont traversée – comme un temps de relatives certitudes. Certitudes du « bloc » capitaliste de voir perdurer un système économique et politique qui avait fait ses preuves (reconstruction, industrialisation accélérée, essor des technologies, etc.). Certitudes non moins affirmées dans le « bloc » socialiste dont les dissidences ne semblent pas encore ébranler l'édifice.

Mais au début des années 1970, la crise mondiale paraît remettre en cause la solidité des économies libérales, tandis que dans les pays de l'Est – et par ricochet en Europe occidentale – le messianisme communiste commence à subir ses premières atteintes.

S'ouvre alors une ère d'incertitudes qui aboutit soit à un ressourcement idéologique, soit à un refus pur et simple des idéologies.

● Le naufrage du marxisme

Dans les pays où les communistes détenaient, jusqu'à la fin des années 1980, les rênes du pouvoir, le triomphe officiel du « marxisme-léninisme » s'est accompagné d'un appauvrissement de la doctrine, devenue depuis la période stalinienne l'alibi idéologique par lequel la caste dirigeante légitimait son hégémonie politique et ses privilèges. Enseignée sous une forme très schématique à tous les niveaux du parcours scolaire et universitaire, constamment évoquée par une propagande qui utilisait les innombrables ressources de la culture (sport, danses, chant, iconographie), de la sociabilité et de l'information de masse, présente à tous les instants de la vie publique du citoyen, elle faisait partie de l'univers quotidien des gouvernés et constituait le principal instrument du totalitarisme.

En fait, il y avait longtemps qu'en URSS et dans les démocraties populaires européennes, le marxisme avait perdu son pouvoir mobilisateur, fondant le consensus sur un système de valeurs hérité de la Révolution. Pouvait-il en être autrement dès lors qu'il recouvrait une réalité politique et sociale aussi éloignée que possible des idéaux de Marx et de ses héritiers directs ? Le pouvoir de la *Nomenklatura* substitué à celui de la classe ouvrière, la dictature du parti pérennisée et dotée d'un appareil répressif prompt à poursuivre toutes les déviances, y compris les plus bénignes, les privilèges détenus par une oligarchie dirigeante visant à sa propre reproduction, le « dépérissement » de l'État et l'ère de l'abondance communiste renvoyés à un futur toujours plus éloigné, telles étaient les données objectives d'un système qui continuait de se réclamer de la justice, de l'égalité et du droit au bonheur reconnu à tous.

Aussi, l'adhésion des masses au « marxisme-léninisme » est-elle devenue le plus souvent de pure forme, même lorsque les individus ne s'opposaient pas directement au régime, voire lorsqu'ils jugeaient positivement ses principaux acquis. Et ceci d'autant plus que, transformée en un rituel quasi immuable, l'orthodoxie marxiste n'avait connu depuis la guerre aucun renouvellement dans les pays de l'Est, toute tentative faite en ce sens – celle entre autres d'un Lukacs en Hongrie ou d'un Djilas en Yougoslavie – ayant été aussitôt condamnée comme « révisionniste » par les doctrinaires officiels du parti.

Depuis la fin des années 1960, la contestation dans les démocraties populaires européennes ne s'opérait plus seulement au nom du marxisme par des opposants se réclamant de la pureté doctrinale et préoccupés de réformer de l'intérieur un système considéré comme

déviant et détourné de ses buts par la bureaucratie (c'était déjà la thèse de Trotski) : elle regroupait autour de quelques grands noms de la « dissidence » (Sakharov, Grigorenko, etc.) une infinité de courants, marxistes et non marxistes, dont certains répudiaient ouvertement, non seulement le régime, tel qu'il fonctionnait dans les pays de l'Est européen, mais aussi l'idéologie qui lui avait donné naissance. N'a-t-on pas vu, au moment où le monde libéral célébrait le bicentenaire de la Révolution française, le chef de l'exécutif soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, placer les réformes dans ce qui était encore le camp communiste, sous le signe des principes énoncés en 1789 ?

La révolte de l'intelligentsia a ainsi rejoint la réaction spontanée d'une partie de la population, lasse du vide idéologique que recouvrait le discours officiel et des atteintes toujours plus prononcées aux libertés et aux initiatives individuelles. Il en est résulté un peu partout un repli sur les croyances et sur les idéologies traditionnelles, un souci, affiché ou clandestin, de renouer avec les valeurs nationales qui expliquent fortement l'évolution actuelle dans ces pays et qui se sont traduits – tant en URSS que dans les pays satellites – par un renouveau du sentiment religieux (Pologne) et des nationalismes. Cette volonté de ressourcement par le folklore, les traditions ancestrales et la religion s'est exprimée, par exemple, dans une partie de l'œuvre de Soljenitsyne (*La Maison de Matriona*, 1965).

À la recherche de nouvelles sources de légitimation, le pouvoir a cherché moins à reconstituer le consensus autour d'une idéologie marxiste renouvelée qu'à utiliser ces tendances (principalement en URSS et en Roumanie), quand il ne s'est pas simplement contenté, comme en Hongrie et en RDA, de compenser la perte de crédibilité doctrinale par une très relative amélioration des conditions d'existence.

En Occident, l'influence du marxisme sur de larges secteurs de l'opinion, n'a pas attendu l'implosion du bloc de l'Est pour être battue en brèche. Elle avait atteint son apogée à la charnière des années 1960 et 1970, favorisée par divers facteurs : le refus d'une société de consommation et d'aliénation à laquelle étaient assimilés le capitalisme et les idéologies qui étaient censées lui être rattachées (libéralisme, social-démocratie, etc.), l'opposition aux guerres coloniales et néo-coloniales (une partie de la contestation « soixante-huitarde » était sortie des organisations constituées pour combattre la guerre du Vietnam), ainsi qu'à toute autre forme d'impérialisme, la richesse du débat intellectuel suscité par l'émergence des sciences sociales, la synthèse apparemment réalisée par la philosophie du temps entre les deux grandes figures de la pensée contemporaine que sont Freud et Marx.

De tout cela était né un vif engouement – particulièrement chez les intellectuels et parmi la jeunesse – pour les divers modèles offerts par l'héritage du philosophe allemand : modèle « chinois » mis à la mode par la « Révolution culturelle », « trotskiste », « cubain » (illustré, notamment, par l'extraordinaire vogue du mythe du guérillero latino-américain incarné par Che Guevara), ou encore modèles plus conformes à l'orthodoxie marxiste mais renouvelés par la lecture de théoriciens tels que Rosa Luxemburg ou Antonio Gramsci. Également nourri d'autres courants intellectuels (libertaire, syndicaliste-révolutionnaire, « situationniste »...), l'esprit de 1968 a été, à bien des égards, le produit composite de ce renouveau du marxisme, instrument d'une critique de gauche de la dérive stalinienne (l'œuvre de Louis Althusser) dont certains partis communistes ont tiré profit pour amorcer leur propre *aggiornamento* et reculer leur déclin.

L'évolution des trente dernières années a donné lieu à une remise en question beaucoup plus radicale. Celle-ci s'est tout d'abord appliquée, et de manière croissante, au soi-disant « socialisme réel » tel qu'il était pratiqué en URSS et dans les pays de l'Est jusqu'à l'effondrement de 1989-1990. Critique aussi ancienne que le phénomène dénoncé, et qui n'était pas toujours politiquement innocente, mais qui a trouvé de puissants renforts dans la révélation des pratiques répressives de l'ère stalinienne et post-stalinienne par les rescapés du Goulag, puis par les dissidents sortis des asiles psychiatriques et autres lieux d'enfermement et de « rééducation », dans les contradictions de la politique étrangère de l'URSS, puis de la Chine et dans l'analyse faite par divers spécialistes du modèle stalinien, à l'Est (Roy Medvedev, *Le Stalinisme*, 1971) comme à l'Ouest (Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, 1978). La chronologie de cette prise de conscience a étroitement épousé à ses débuts celle des révélations contenues dans l'œuvre d'Alexandre Soljenitsyne : *Une Journée d'Ivan Denissovitch*, 1962, *Le Pavillon des cancéreux*, 1963-1968, *Le Premier cercle*, 1968, *L'Archipel du Goulag*, 1973.

La mise en accusation du modèle soviétique a donné lieu, dans certains partis communistes occidentaux, à une révision partielle de la doctrine et de la stratégie de ces mouvements, qui a pris pendant quelques années, en France, en Espagne et surtout en Italie, la forme de l'« eurocommunisme ». Surtout, la critique du marxisme et la désaffection que celle-ci a entraînée (à la fois parmi les intellectuels « compagnons de route » des P.C. d'Europe de l'Ouest, dans les rangs

des militants et des cadres des organisations communistes, dans les milieux « gauchistes » ou simplement chez les électeurs) s'est nourrie de considérations liées à l'évolution, au cours des deux dernières décennies, de régimes communistes du tiers-monde, jusqu'alors considérés comme des expériences distinctes de leurs homologues européennes et porteuses d'avenir.

On a fini cependant par admettre que le maoïsme et la « Révolution culturelle » avaient donné lieu à de sanglantes pratiques terroristes. La dérive totalitaire de la révolution castriste, le régime instauré à Saigon après la victoire du Viêtcong, l'épouvantable génocide perpétré au Cambodge, au nom du socialisme, par les partisans de Pol Pot, ont amené nombre de sympathisants à s'interroger sur le caractère plus ou moins inéluctable de l'évolution bureaucratique totalitaire du marxisme. Ceci, à un moment où la théorie marxiste apparaissait, en Occident comme ailleurs, frappée de sclérose et où les partis communistes s'avéraient incapables de prendre en charge et d'exprimer les nouvelles demandes sociales.

La *Perestroïka* inaugurée par Mikhaïl Gorbatchev en 1985 a, pendant un bref laps de temps, rendu espoir aux plus imaginatifs des dirigeants communistes occidentaux. Mais l'effondrement du communisme en URSS et dans les démocraties populaires de l'Est européen, et le bilan qui a pu être fait à cette occasion du « socialisme réel » ont achevé de discréditer l'idéologie marxiste et le modèle de société dont elle était porteuse. Les seules parties du monde où le marxisme conserve des adeptes relativement nombreux sont des pays pauvres du tiers-monde, notamment en Afrique, où, réduit à une Vulgate simplificatrice, il peut encore servir de modèle à des peuples en lutte pour leur émancipation ou d'instrument de domination à des minorités en quête de légitimation. Dans les États qui ont conservé un régime de type communiste – la république populaire de Chine, le Vietnam, Cuba et la Corée du Nord – le marxisme affiché par les dirigeants ne sert plus que de couverture idéologique à des dictatures très répressives dont l'un des objectifs majeurs est de perpétuer l'hégémonie du parti et de sa « nomenclature ».

Faut-il, comme cela a été fait à plusieurs reprises depuis la chute de l'Empire soviétique, parler d'une disparition inévitable des organisations communistes en Europe ? Et il est vrai que dans certains pays, comme l'Italie, où il a compté jusqu'au début des années 1970 plus d'un million d'adhérents, le nom même de Parti communiste a disparu, en même temps que la structure partisane qui avait pu espérer à un certain moment être associée au pouvoir démo-chré-

tien et socialiste, pour donner naissance à un Parti démocratique de la gauche qui n'a pas cessé depuis de changer d'appellation et de perdre du terrain sur le plan électoral. En France, si le P.C.F. a gardé son nom – ce qui constitue peut-être l'une des raisons de son recul – il ne peut jusqu'à présent que s'accrocher, et de plus difficilement, à ses bastions traditionnels en s'efforçant de mobiliser un électorat populaire que lui dispute le Front national de Jean-Marie Le Pen. Lors du dernier scrutin régional (mars 2010), le P.C.F. a dû accepter pour survivre de se fondre dans un Front de gauche avec le Parti de Gauche et la Gauche unitaire, ce pour devoir se contenter de réunir avec ses alliés tout juste un peu plus de 5 % des suffrages. Ce qui est vrai pour l'Europe de l'Ouest et du Nord, l'est beaucoup moins dans les États de l'ancienne Europe satellisée par l'Union soviétique, qu'ils aient ou non rejoints l'Union européenne où se manifeste encore, comme en Ukraine, en Russie, en Bulgarie, voire dans l'ancienne RDA, une véritable nostalgie du « socialisme réel ».

● La défense de l'environnement

Le refus de la « croissance sauvage » et la « défense de l'environnement » se rattachent à un courant très ancien de la culture occidentale. Depuis le Moyen Âge, l'excès de richesse des périodes de grande prospérité, ou au contraire l'angoisse des temps de crise et de changement accéléré (le xiv^e siècle par exemple), ont motivé des comportements de refus, qui se traduisent par une volonté de retour aux sources, de réconciliation avec la nature, voire d'exaltation de la pauvreté. Aux xviii^e et xix^e siècles, ce phénomène cyclique a pris la forme d'une opposition radicale aux effets – jugés destructeurs – du progrès technique, puis du mode de développement capitaliste et des bouleversements entraînés par la révolution industrielle. Cette nostalgie d'un « âge d'or » a été souvent considérée comme une attitude passéiste, voire « réactionnaire », par les tenants d'une idéologie dominante (esprit des « Lumières », positivisme, scientisme, etc.) qui a continûment assimilé l'essor des sciences et des techniques au bonheur de l'humanité.

La vertigineuse croissance économique qui caractérise les décennies 1950 et 1960, et les déséquilibres qui l'accompagnent ont à la fois nourri la contestation du modèle productiviste et inversé sa signification en lui donnant un contenu progressiste. Née au xix^e siècle des efforts de quelques savants pour étudier l'être vivant dans son milieu, l'écologie s'est trouvée projetée au premier plan grâce aux

travaux de chercheurs comme Barry Commoner, René Dumont, Max Nicholson, etc., dont la réflexion a porté sur les dangers croissants que font courir à l'environnement humain les effets de l'industrialisation à outrance : destruction du milieu naturel, pollutions variées, tarissement des ressources nécessaires à la vie et à l'activité des habitants de la planète, etc. Tout ceci dans le but de satisfaire les besoins superflus et artificiels des plus riches, et pour le plus grand dommage des peuples pauvres, la croissance exponentielle des sociétés industrialisées ayant pour corollaire l'appauvrissement et l'exploitation des pays en développement.

Ce cri d'alarme des écologistes de profession a trouvé un écho à la fois dans certains cercles intellectuels – le « Club de Rome » par exemple, dont le premier rapport, publié en 1972, a popularisé le slogan, alors très contesté, « halte à la croissance ! » – et dans une partie de la jeunesse, fortement influencée par les mouvements *beatnik* et *hippie*. La grande poussée contestataire de 1968 a fait surgir une thématique reliant à la critique du capitalisme et de l'exploitation néo-coloniale celle de la « société de consommation ».

Avec la dépression qui a fait suite aux « Trente Glorieuses », le mouvement a pris une ampleur sans précédent. Il a en effet puisé une force nouvelle dans les grandes peurs de notre temps : peur de la surpopulation et de ses conséquences (invasions, famine), peur d'une pénurie d'énergie et de matières premières, peur des maladies liées à la dégradation de l'environnement, peur atomique enfin, pas seulement celle de l'holocauste militaire, mais aussi des retombées et des déchets radioactifs produits par les centrales nucléaires. Le président du Club de Rome, Aurelio Peccei, ne déclarait-il pas en 1979 : « *Nous ne le savons pas, mais nous sommes certains que l'humanité va vers un déclin progressif, vers des situations plus difficiles, des problèmes plus complexes, et cela sans qu'elle ait appris à les maîtriser* » ?

Aussi, dans nombre de pays industrialisés les écologistes – les « verts » – n'ont cessé depuis bientôt trente ans d'accroître leur audience auprès de l'opinion. Aux États-Unis, leur action s'est manifestée par l'intermédiaire de groupes de pression sectoriels – associations de « défense de la nature », groupements d'intérêts locaux pour empêcher l'implantation des sites polluants, organisations de consommateurs exigeant des normes de plus en plus strictes (pour l'alimentation, la construction automobile, l'habitat) – avec lesquels les pouvoirs publics et les industriels doivent compter.

En Europe occidentale, le mouvement a pris des formes variées, tantôt, comme en France (jusqu'à une date récente) simple force d'appoint négociant ses voix avec les organisations politiques dominantes lors des grandes consultations électorales, tantôt (comme en RFA) véritable courant politique organisé (les premiers députés verts ont été élus en 1983) regroupant l'héritage des groupes gauchistes et mêlant dans ses revendications anticapitalisme, pacifisme et protection de l'individu contre les méfaits de l'industrialisation à outrance. Toujours minoritaire, son action trouve un large écho auprès des jeunes, souvent déçus par les formes traditionnelles du débat politique, et de diverses catégories de marginaux qui trouvent ici un moyen d'exprimer leur non-conformisme. Elle a donné lieu fréquemment à des manifestations violentes, dirigées notamment contre les implantations de sites nucléaires. La catastrophe de Tchernobyl, en Ukraine, en 1996, qui a fait de nombreuses victimes et a eu des retombées jusqu'en Europe occidentale, a fortement contribué à l'essor de cette contestation.

● **Le débat sur le réchauffement climatique et la montée en puissance du courant écologiste**

Depuis le début du troisième millénaire, les mouvements qui se réclament de la défense de l'environnement ont fortement progressé, en même temps que les idées dont ils avaient été jusqu'alors les seuls propagateurs se répandaient dans des secteurs de plus en plus larges de l'opinion, et par ricochet dans la classe politique. La raison de ce succès réside principalement dans la diffusion des travaux scientifiques consacrés au phénomène du réchauffement climatique. Créé en 1988, à l'initiative de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) a reçu mission d'évaluer les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique nécessaires à la compréhension et à l'évaluation des risques liés au changement climatique d'origine humaine.

Les conclusions auxquelles le GIEC est parvenu concernent les manifestations et les conséquences d'une émission excessive dans l'atmosphère de gaz dits « à effet de serre », principalement le dioxyde de carbone (CO₂). De ce rejet, attribué pour une part importante à l'activité industrielle, résulterait une augmentation significative de la température planétaire dont rendent compte, entre autre, la fonte des glaciers dans les régions de montagne, et celle

de la banquise. Les climatologues estiment à une fourchette de 1,5 à 5,8° l'ampleur de cet accroissement, ce qui suffirait à faire monter d'un mètre le niveau des océans et à inonder périodiquement ou définitivement de vastes espaces occupés par les hommes, voire à faire disparaître des archipels entiers.

L'enjeu, on le voit, est immense. D'où la prise de conscience par de nombreux dirigeants politiques du danger que ferait courir à la planète l'absence de réaction devant la catastrophe qui s'annonce. Une première série d'objectifs a été adoptée en 1997 par le protocole de Kyoto visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre, mais elle n'a été ratifiée ni par les États-Unis, ni par la Chine, principaux pays émetteurs. Il faudra ensuite attendre octobre 2007 pour que, à l'initiative du gouvernement français, se déroule à Paris le « Grenelle de l'environnement » : ensemble de rencontres politiques visant à prendre des décisions en matière d'environnement et de développement durable. Elles seront suivies par l'adoption d'une loi votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale, puis définitivement adoptée par le Sénat en juillet 2009, mais dont l'application se limite à la France.

Finalement ratifié par 175 pays, le protocole de Kyoto prévoyait d'atteindre avant la fin de 2012 un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 5 % par an, prélude à un accord international de lutte contre le réchauffement climatique qui aurait dû entrer en vigueur en 2013. Le sommet de Copenhague, qui s'est réuni dans cette ville en décembre 2009, s'est en fait soldé par un échec. Là où les scientifiques et le GIEC attendaient un accord limitant l'augmentation des températures à 2 °C d'ici à 2050, on s'est contenté d'afficher une fois de plus une unanimité de façade, sans se préoccuper du calendrier, pas plus que du financement de l'aide financière et technologique aux pays pauvres.

Pendant ce temps, le mouvement écologique se dotait d'une expression politique qui était loin d'être négligeable : conséquence à la fois d'une plus forte sensibilisation des opinions publiques aux thèmes de l'environnement et du réchauffement climatique – l'action en ce sens de l'ancien vice-président des États-Unis Al Gore et celle du GIEC, ont valu à l'un et à l'autre de recevoir le prix Nobel de la Paix – et du désintérêt croissant de larges secteurs de l'électorat pour les formes traditionnelles de la médiation politique. Cette progression tendancielle n'est pas exclusive de retombées épisodiques, largement tributaires des tensions et des dissensions qui agitent les mouvements écologiques au moment où se déve-

loppent des formes plus radicales de contestation des retombées économiques, sociales, environnementales de la mondialisation. En France, aux élections européennes de 2009, le vote Europe-écologie a néanmoins obtenu plus de 16 % des suffrages exprimés, soit le score le plus élevé jamais enregistré par une organisation vouée à la défense de l'environnement.

Le problème qui se pose aujourd'hui aux dirigeants de ce mouvement est celui de sa pérennisation ou non sur l'échiquier politique. Le prolongement de la crise qui touche le monde depuis 2008 ne favorise pas les adversaires d'une croissance fondée sur le modèle productiviste, pas plus que la toute récente contestation des projections effectuées par le GIEC – dont nul ne peut dire jusqu'à quel point elle n'est pas manipulée par de puissants groupes de pression – ou que la tendance manifestée par les tenants d'une sorte d'intégrisme vert prônant, parfois de manière caricaturale, le « retour à la nature ». À la limite, c'est à une véritable idéologie de la régression, peu tolérante à l'égard de ceux qui commencent tout juste à accéder aux avantages du « progrès » matériel, que se rattache ce courant-ultra-naturaliste.

● La défense des droits de l'Homme

Avec le temps des incertitudes et la révélation des nouveaux totalitarismes, la lutte pour le respect des droits de l'Homme est progressivement passée au premier plan des exigences collectives. Elle constitue, depuis deux siècles, la voie privilégiée par laquelle la « morale » s'introduit dans la « jungle » que sont les relations entre États. Cette conception d'une morale universelle proclamant les droits fondamentaux et inaliénables de l'individu transcendant les intérêts égoïstes des peuples et fixant une limite à la souveraineté de l'État, est largement fondée sur une tradition humaniste occidentale qui va des philosophes du XVIII^e siècle à la création de l'O.N.U., en passant par les « Quatorze Points » du Président Wilson (1918) et par la Charte de l'Atlantique (1941). Aussi est-elle souvent dénoncée comme un produit de l'idéologie dominante des pays riches par des gouvernants qui, tantôt répudient en bloc le modèle « libéral », tantôt – c'est le cas dans de nombreux pays issus de la décolonisation – font prévaloir l'identité culturelle et l'intérêt collectif des peuples dont ils ont la charge sur les droits des individus, après avoir retourné contre le colonisateur des principes moraux et juridiques dont celui-ci s'est continûment prévalu (liberté, respect de la personne humaine, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc.).

De cette ambiguïté résulte la difficulté qu'éprouve l'organisation mondiale à faire appliquer les principes qu'elle a posés. Ceux-ci figurent dans plusieurs textes fondamentaux :

– *La Déclaration universelle des Droits de l'Homme*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948, s'adresse à « tous les membres de la famille humaine ». « *Ils sont – précise-t-elle – doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.* » (art. 1). De là découle l'obligation faite à tous les États membres de la communauté internationale de respecter, dans leurs rapports avec les individus, un certain nombre de règles : justice, liberté et intimité de la vie privée, droits civils et politiques, droit à la sécurité économique et sociale, droit à l'épanouissement.

– Le 16 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté deux « pactes » qui, à la différence de la Déclaration de 1948, se présentent comme des dispositifs contraignants. Le premier porte sur les droits économiques, sociaux et culturels et précise qu'il peut être mis en œuvre progressivement dans « *les pays en voie de développement, compte dûment tenu des droits de l'Homme et de leur économie nationale* ». Le second, concernant les droits civils et politiques, stipule notamment que « *tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes* » et doit au contraire recevoir une application immédiate.

Au début de la décennie 1980, 40 % seulement des États membres de l'O.N.U. se trouvent effectivement liés par les pactes, 63 et 61 pays ayant respectivement ratifié le premier et le second. En outre, les règles de l'organisation mondiale restreignent encore la portée des engagements de 1966, dès lors qu'elles interdisent toute intervention « *dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un État* ». Cela a permis à un régime assez peu respectueux des droits de la personne humaine que celui du « *Kampuchéa démocratique* » (Cambodge) d'adhérer aux deux pactes.

On voit que la défense des droits de l'Homme est un combat difficile mais répond à une nécessité permanente. L'écrasement des « fascismes », les espérances de l'après-guerre et la fin des empires coloniaux n'ont eu raison ni du phénomène totalitaire, ni des formes d'exploitation et de domination héritées de l'ère du capitalisme triomphant, ni des atteintes portées, un peu partout dans le monde aux droits et à la dignité de la personne humaine. Au contraire, les espaces de liberté et de respect de l'individu tendent à se restreindre sur une planète, en proie à des tensions de tous ordres et aujourd'hui secouée

par une crise multiforme, tandis que des comportements régressifs, comme la torture et le génocide prémédité, se généralisent au point de ne plus susciter dans l'opinion internationale que des réactions sporadiques et d'ailleurs sélectives. Même des pays se déclarant des idéaux humanistes forgés par deux siècles d'Histoire – outre les violations qu'ils ont eux-mêmes fait subir à leurs principes, lors des guerres coloniales et néo-coloniales – n'échappent pas à cette tendance, tantôt en soutenant, pour assurer leur propre sécurité ou la sauvegarde de leurs intérêts, des régimes dictatoriaux et terroristes, tantôt en tolérant sur leur propre territoire des entorses aux droits des individus.

Des efforts ont cependant été faits dans ces parties du monde pour mieux concilier les idéaux humanistes et les contraintes de la politique et de la diplomatie : signature en novembre 1950, d'une Convention européenne des Droits de l'Homme (à laquelle la France n'a adhéré qu'en octobre 1981) ; mise en place par les États signataires de ce traité d'une Cour européenne des Droits de l'Homme habilitée à statuer sur les recours des particuliers ; signature, en août 1975, de l'Acte final d'Helsinki, lequel comporte dans sa « 3^e corbeille » des dispositions visant à faciliter la libre circulation des idées et des hommes entre les pays signataires. Ce dernier texte n'a, sur ce point, qu'une valeur morale, mais il a fourni aux « dissidents » des pays de l'Est un instrument leur permettant de prendre les opinions publiques à témoin de leur lutte, placée depuis cette date sous le signe des « Droits de l'Homme ».

Élu à la présidence des États-Unis à la fin de 1976, Jimmy Carter a fait de ce dernier mot d'ordre le fondement de sa politique étrangère estimant que les droits de l'Homme « *sont au cœur même de notre sentiment d'identité nationale* » (Déclaration du Président Carter le 6 décembre 1978). Conforme au sentiment d'une opinion publique qui était sortie traumatisée de la guerre du Vietnam et souhaitait le retour aux idéaux humanitaires de l'Amérique libérale, la « croisade » du Président des États-Unis n'était en fait exempte ni de contradictions, ni d'une certaine ambiguïté, dès lors qu'elle offrait aux Américains la possibilité de peser sur les affaires intérieures de leur principal adversaire, voire de déstabiliser les régimes socialistes. Elle n'a d'ailleurs pas résisté très longtemps au sursaut « américaniste » consécutif aux premières atteintes de la crise outre-Atlantique, et au réveil de la guerre froide qui a suivi les événements d'Iran et d'Afghanistan (élection de Ronald Reagan à la fin de 1980).

À l'heure actuelle, l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la volonté des États-Unis d'imposer des régimes libéraux dans leur zone d'influence tendent à faire de la défense des droits de l'Homme un principe universel qui est loin toutefois d'être respecté dans les faits. Ni les Américains, ni les Européens de l'Ouest, ni davantage l'O.N.U., n'ont été en mesure, par exemple, d'en imposer les règles aux belligérants durant les quatre années de guerre qui ont ensanglanté l'ex-Yougoslavie, et il est de même aujourd'hui dans le conflit qui oppose le gouvernement russe aux rebelles tchéchènes.

Dans ces conditions, le véritable combat pour les droits de l'Homme est celui que mènent, dans des conditions difficiles, des organismes non étatiques qui s'appliquent à dépasser les clivages politiques et à faire prévaloir les exigences de l'action sur celles de l'idéologie. Le plus célèbre et le plus efficace – *Amnesty International* – a été fondé à Londres en 1961 par un petit groupe d'une dizaine de personnes rassemblées autour de Sean Mac Bride. Depuis cette date, elle est devenue une organisation internationale puissante, entièrement financée par les dons et par les cotisations de ses membres et qui consacre tous ses efforts à la libération des prisonniers d'opinion, ainsi qu'à la lutte contre la peine de mort, la torture et les traitements inhumains ou dégradants infligés aux détenus.

● Le retour du religieux

L'angoisse des hommes de notre temps devant les incertitudes qui pèsent sur leur avenir et la crise des idéologies s'accompagnent d'un retour aux valeurs traditionnelles. Ce phénomène s'exprime d'abord par un renouveau du sentiment religieux au sein des Églises constituées. Certes, on assiste, particulièrement dans les sociétés riches du monde occidental, à un rétrécissement de l'audience de celles-ci. De plus en plus nombreux sont les fidèles qui se démarquent des règles édictées par la hiérarchie, notamment en matière de comportement moral, de sexualité, de contraception, tandis que les vocations sacerdotales connaissent une crise profonde. Mais cette tendance s'accompagne, en retour, d'un approfondissement et d'un enrichissement du sentiment religieux, tourné de plus en plus vers l'action et la spiritualité, débouchant souvent sur l'engagement social ou politique. On assiste cependant, dans le contexte de la crise, à un retour en force des croyances et des pratiques traditionnelles. Dans de nombreux pays, l'influence du clergé et l'attachement aux formes classiques de la vie religieuse demeurent

rent très vifs. Témoignent en ce sens la vitalité du catholicisme polonais, véritable catalyseur de la volonté de résistance d'un peuple en lutte pour le maintien de son identité, ainsi que l'accueil enthousiaste des foules africaines et latino-américaines, lors des voyages du pape Jean-Paul II dans ces parties du monde. Dans les pays riches, en proie à la crise économique, à la peur nucléaire et à l'érosion des valeurs anciennes, les Églises voient se développer en leur sein des courants se réclamant du conformisme doctrinal et liturgique (ainsi des intégristes rassemblés, en France, autour de Mgr Lefebvre) ou d'une conception mystique de la vie religieuse. Aux États-Unis et au Canada, le phénomène s'amplifie depuis une vingtaine d'années, tant parmi les protestants (néo-pentecôtisme), que chez les catholiques, où il a donné naissance au mouvement « charismatique », principalement recruté dans les rangs des classes moyennes. Dans les deux cas, les adeptes – réunis par leur commune conviction d'une action concrète du Saint-Esprit chez le croyant – pratiquent la prière et le chant prophétique, tantôt par petits groupes, tantôt dans de vastes rassemblements qui prennent parfois l'allure d'un spectacle. Plus récemment, la résurgence du vieux fond puritain et anti-moderniste, qui s'est continûment manifesté depuis un siècle lors des périodes de crise ou de mutation accélérée, a pris, entre autres formes, celle d'un retour au fondamentalisme, c'est-à-dire à l'interprétation littérale des Écritures. Évangélisme et fondamentalisme ont nourri en même temps des comportements sociaux, politiques et culturels, orientés à droite, et ont formé l'une des composantes du « reaganisme », puis l'assise principale du néoconservatisme de George W. Bush, lui-même adepte fervent du protestantisme évangélique. Le traumatisme du 11 septembre 2001 a éminemment favorisé la diffusion de ces doctrines et de ces pratiques dont le poids dans la vie politique américaine est devenu considérable. On estime qu'aux élections présidentielles de novembre 2004, les deux familles religieuses les plus soucieuses de mobiliser leurs fidèles, soit les protestants évangéliques (un quart de la population) et les catholiques (un cinquième de la population), ont toutes deux voté en majorité pour le candidat Bush : ce serait le cas de 78 % des évangéliques blancs et de 52 % des catholiques.

L'essor de « sectes » de toute nature et de toutes tendances obéit aux mêmes motivations mais débouche sur l'émergence de nouvelles marginalités. Chez l'homme contemporain, isolé, déstabilisé et coupé de ses racines par l'éclatement des formes classiques d'encadrement

du corps social (famille, village, Églises constituées, associations traditionnelles, etc.), il faut ajouter la recherche de nouvelles structures d'accueil. Là encore, la retombée du bouillonnement culturel de la fin des années 1960 a été déterminante, beaucoup de militants s'étant repliés – par souci de rompre avec la quotidienneté et la rationalité dominantes – sur des expériences de vie communautaire et de « contre-culture » qui ont souvent débouché sur leur adhésion à des groupes d'inspiration religieuse. Ceux-ci se réclament tantôt du modèle chrétien (*Christian Science*, Témoins de Jéhovah, Église de Scientologie, Enfants de Dieu, et surtout secte *Moon*, du nom de son fondateur, le Coréen Sun Myung Moon, violemment anticomuniste) tantôt de l'hindouisme et du bouddhisme (*Zen*, Mission de la Lumière divine du guru Mahara Ji, Association internationale pour la conscience de Krishna).

La plupart de ces sectes, dont certaines constituent de véritables mouvements de masse à l'échelle planétaire, professent une vie d'ascèse et de méditation, un profond anti-intellectualisme, le renoncement aux biens terrestres, la rupture avec le milieu social et familial d'origine. Parfois dirigées par des « prophètes » sans scrupules, qui tirent des dons de leurs adeptes ou de la « mise en commun » de leurs biens des revenus élevés, elles peuvent conduire à une véritable emprise totalitaire du groupe sur l'individu, totalement dépersonnalisé, et produire des phénomènes de délire collectif. Tel celui qui a poussé, en novembre 1978, près d'un millier de fidèles de l'Américain Jim Jones, fondateur en Guyana d'une « colonie agricole » devenue un véritable camp de concentration, au suicide collectif, et en 1995, en Suisse, celui de plusieurs dizaines de personnes appartenant à la secte du « Temple du soleil ».

● Le retour à la nation

Dans leur quête de racines, nombreux sont les individus et les groupes qui redécouvrent des valeurs « nationales » refoulées par l'Histoire ou des identités régionales longtemps étouffées par la constitution des « États-nations ». Dans les pays de démocratie libérale patriotisme et nationalisme sont capables de résurgences sporadiques, comme aux États-Unis depuis une quinzaine d'années, ou en Grande-Bretagne lors de la « guerre des Malouines ». Ils gardent surtout leur vigueur dans les jeunes États en développement et sont restés très puissants dans les pays qui faisaient partie du bloc de l'Est jusqu'à la fin des années 1980. La décomposition

de l'Empire soviétique a ainsi libéré, dans les démocraties populaires satellisées, comme en URSS même (Ukraine, pays Baltes, Tchétchénie, Géorgie, etc.), des pulsions nationalistes que la chape de plomb du communisme avait contenues durant des décennies et qui s'expriment aujourd'hui avec une virulence extrême, provoquant parfois de graves conflits entre minorités ethniques aspirant à la reconnaissance de leur souveraineté.

Ailleurs, dans des pays où l'unité nationale est un fait acquis de longue date, parfois au dépens de minorités périphériques économiquement et politiquement marginalisées, des mouvements régionalistes réclament – outre le droit de « vivre au pays » – la prise en compte de leur identité ethnique, linguistique et culturelle. En France, en Espagne, au Royaume-Uni, Bretons, Corses, Occitans, Basques, Catalans, Irlandais du Nord, militent ainsi pour une plus grande autonomie de leur région, voire pour leur indépendance. Leur action, tantôt pacifique (renouveau des langues et des cultures locales, organisations politiques acceptant le dialogue avec le pouvoir), tantôt violente, présente en général un caractère minoritaire et ne menace pas directement l'unité de l'État-nation. Il n'en est pas de même en Belgique et au Canada, où l'affrontement entre deux communautés d'importance comparable, Flamands et Wallons, Québécois et Canadiens anglophones, risque d'aboutir à un véritable déchirement du tissu national. En Italie enfin, des oppositions de plus en plus résolues à la politique d'« assistance » que le gouvernement de Rome est censé pratiquer à l'égard des régions du Midi, ont réclamé avec force durant les années 1990-2005 et par le truchement des ligues (notamment de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi) le remplacement de l'État-nation centralisé, hérité du *Risorgimento*, par une fédération de régions autonomes reliées à l'ensemble européen.

● De nouvelles marginalités

Paupérisation relative et exclusion ont nourri depuis une trentaine d'années une véritable culture de la marginalité et de la violence. Violence du geste et du comportement vestimentaire, parodie de la « normalité » chez les *punks* ; agressivité, voire agression délibérée chez certains *rockers* et chez les *skinheads* britanniques, néerlandais ou autres, ponctuée de manifestations de racisme. Violence du son et du rythme et aussi violence du verbe avec les vagues successives du rock qui traduit la révolte du quart-monde et la désespérance des ghettos périurbains. Musique simple et spontanée, née dans les

milieux populaires, expression dans sa version européenne de la difficulté et de la « fureur de vivre » d'une génération perturbée par les effets contrastés de la croissance, puis de la crise, le rock n'a pas manqué d'être récupéré par les principaux bénéficiaires de son succès, pour donner naissance, dans les années 1970, à un produit de consommation industrialisé. Il demeure pourtant l'expression d'un besoin de communiquer et de communier dans la ferveur du groupe, ainsi que le moyen pour les jeunes générations d'affirmer un certain nombre de valeurs : la paix, la fraternité, le refus de l'exclusion et du racisme. Aujourd'hui, cette fonction sociale du rock est également assumée par le rap, parole scandée sur des rythmes syncopés qui, lui aussi, est né aux États-Unis, avant de se répandre dans les sociétés industrielles en crise et dans les ghettos misérables du tiers et du quart-monde.

Sous d'autres formes, la culture de masse rend compte de cette violence latente de nos sociétés mutantes et du mal de vivre des générations nouvelles. Il en est ainsi notamment du cinéma, qu'il s'agisse de reportages filmés comme le *Houston Texas* de François Reichenbach (1980) ou d'œuvres de fiction à l'image de *Série noire* d'Alain Corneau (1979) et des films de Luc Besson (*Nikita*, *Le Grand Bleu*, *Léon*), de Jean-Jacques Beineix (*Les Amants du Pont-Neuf*) ou de Cyril Collard (*Les Nuits fauves*), pour ne parler que de la cinématographie française.

Le sport de masse, sinon dans sa pratique du moins en tant que spectacle médiatisé et commercialisé offert en exutoire à un public frappé par les effets déstabilisateurs de la mondialisation et de la crise, est lui aussi révélateur des pulsions violentes de l'ère post-industrielle. En témoigne le phénomène du « hooliganisme », surgi en Europe depuis une trentaine d'années, et dont la manifestation la plus tristement célèbre a été, en mai 1985, le drame du Heysel à Bruxelles : une quarantaine de morts à la suite d'affrontements qui ont opposé, lors de la finale de la coupe d'Europe de football des clubs champions, les supporters de la Juventus de Turin à ceux de l'équipe de Liverpool.

● Le réveil de l'Islam

Très divers dans ses composantes, le monde islamique présente des signes d'un renouveau social et politique relativement homogène dont la manifestation la plus spectaculaire reste l'instauration en Iran d'un régime entièrement contrôlé par les cadres musulmans. Il est vrai que la philosophie religieuse des disciples de Mohammed

porte en elle, depuis les origines, l'idée d'une symbiose étroite entre croyance religieuse et action. Dirigée avant 1914 contre la domination ottomane au Proche-Orient, puis contre celle des colonisateurs occidentaux sur les pays arabes d'Afrique et d'Asie, cette opposition musulmane a constitué, dès le milieu des années 1950, un levier puissant des nationalismes – nassérien en Égypte, baasiste en Syrie et en Irak – dans cette partie du monde. Mais ce sont surtout les événements d'Iran qui ont conféré une valeur exemplaire aux formes les plus radicales de la « révolution islamique ». L'élimination du shah Mohammed Reza Pahlavi, contraint à l'exil en janvier 1979, représente le point d'aboutissement d'une évolution qui a commencé une dizaine d'années plus tôt.

Soucieux de procéder à la modernisation accélérée de son pays, le souverain avait inauguré en 1962 une « révolution blanche », en principe destinée à améliorer le sort de la paysannerie et bientôt relayée par une politique de planification et d'industrialisation forcée, la mise en place d'une infrastructure moderne (routes, ports, métro de Téhéran, etc.) et un effort considérable en matière d'éducation. En même temps, Mohammed Reza, qui dispose de ressources financières importantes grâce à la « rente pétrolière » et devient l'un des chefs de file de l'O.P.E.P., s'applique, avec l'aide des États-Unis, à doter l'Iran de l'une des plus puissantes armées du monde, instrument d'une politique visant à faire de ce pays le « gendarme du Golfe ».

Mais les bouleversements produits par cette évolution radicale suscitent le mécontentement. Le fossé se creuse entre une minorité de privilégiés – hommes d'affaires, banquiers, hauts cadres de l'administration et de l'armée enrichis par la modernisation à outrance et la corruption – et la plus grande partie de la population qui subit les effets négatifs de l'expansion : hausse du coût de la vie, ruine de la petite exploitation paysanne, exode rural, etc. Symbole de la rupture entre l'oligarchie dirigeante et le peuple, la fastueuse célébration du 2 500^e anniversaire de la monarchie persane à Persépolis, en octobre 1971, où sont conviés les nantis de la planète et dont sont exclues les masses iraniennes. Au plan religieux, le clergé chiite (90 % des Iraniens), dépossédé par le shah du monopole de l'éducation et de la plus grande partie de son patrimoine foncier, va prendre la tête de l'opposition à l'occidentalisation de la culture et des mœurs (dévoilement des femmes, introduction de films censés exalter le culte du plaisir, etc.) qui déferle sur le pays et bouleverse les traditions.

L'opposition au régime du shah mobilise à partir de 1970-1971 un nombre croissant d'Iraniens. À la contestation des uns répondent les arrestations massives, jugements expéditifs et exécutions dont le principal instrument est la police politique, la redoutable *Savak*. La crise aidant, le mouvement prend une ampleur soudaine au début de 1978, soutenu par les religieux et notamment par le plus prestigieux, l'ayatollah Khomeiny, exilé en France d'où il lance de virulentes attaques contre le souverain, appelant la population à renverser celui-ci et à lui substituer un nouveau pouvoir fondé sur les principes de l'Islam. Elles aboutissent au début de 1979 au départ du monarque, suivi du retour triomphal de Khomeiny, devenu imam (chef religieux, en fait véritable inspirateur du pouvoir), et de la mise en place d'une « République islamique » s'appuyant sur l'autorité du clergé (les *mollahs*) et sur la milice armée des « gardiens de la Révolution ». Régime terroriste et à bien des égards totalitaire, qui multiplie les exécutions sommaires, supprime de nombreuses libertés et rétablit la loi musulmane, punissant du fouet les buveurs d'alcool et les coupables d'adultère. En même temps, l'imam s'efforce de faire disparaître toute trace d'occidentalisation, interdisant la musique pop et les films « immoraux », autorisant à nouveau la polygamie et la répudiation des épouses, obligeant les femmes à porter le voile ou le *tchador*. Ceci, au grand dam de la bourgeoisie et de nombreux représentants des classes moyennes, mais avec l'assentiment du petit peuple qui avait toujours rejeté la libéralisation des mœurs et bénéficie d'ailleurs des mesures sociales adoptées par le régime : écrasement de la grille des salaires, subsides accordés à la paysannerie pauvre, biens des bénéficiaires de l'ancien régime confisqués au profit des déshérités, etc.

Ni la répression exercée par les *mollahs* et par les « gardiens de la Révolution », ni la sanglante guerre contre l'Irak, ni l'isolement dans lequel Khomeiny a tenu son pays pendant une dizaine d'années, ni la mort de l'imam en 1989 et son remplacement par Ali Khamenei comme Guide de la Révolution, n'ont permis depuis cette date de mettre fin à un régime qui, en dépit de quelques timides tentatives de libéralisation – soutenues par la jeunesse – présente d'incontestables traits de totalitarisme. L'élection en 2005 du maire ultra-conservateur de Téhéran Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République, dont le discours nationaliste et « antisioniste » vise à asseoir la légitimité du programme nucléaire iranien, marque un durcissement qui s'est encore accentué avec

sa réélection très contestée en 2009. Les manifestations de masse qui ont eu lieu à cette occasion, et l'ampleur de la répression qui a suivi, témoignent de l'usure du pouvoir islamique dans cet État de 70 millions d'habitants devenu une poudrière dont peut sortir à tout moment un grave conflit international.

● La contagion du « fondamentalisme » musulman

La victoire de l'intégrisme iranien a donné une impulsion nouvelle aux forces politico-religieuses qui, du Maroc aux frontières de l'Inde, se réclament de l'Islam traditionnel. Algérie et Tunisie, Égypte et Libye, Arabie Saoudite et Émirats du Golfe, Turquie et Pakistan sont ainsi travaillés par des courants qui, répudiant à la fois le marxisme et l'occidentalisation héritée de l'ère coloniale, voient dans le Coran et dans la tradition islamique les modèles organisationnels de la société à construire ou à reconstruire. Inspirateur du pouvoir dans un pays comme la Libye, où le colonel Kadhafi a, depuis 1969, mis en place un régime fondé sur les préceptes de l'Islam et caractérisé par un rigorisme moral aussi affirmé que celui de Khomeiny, parfois récupéré par les classes dirigeantes sous une forme strictement ritualiste, dans le but d'en désamorcer la force révolutionnaire – tel est le cas au Pakistan et en Arabie Saoudite – ce « fondamentalisme » musulman sert de catalyseur à de nombreuses catégories d'opposants aux régimes conservateurs de la région, en Égypte par exemple où il est organisé autour des « Frères musulmans », dont plusieurs des *oulémas* (Docteurs de la loi et théologiens en pays musulman) occupent des chaires d'enseignement en Arabie Saoudite et dans les émirats. Ce dernier mouvement n'est d'ailleurs pas sans liens avec l'assassinat du Président Sadate en octobre 1981 ou l'insurrection de La Mecque en novembre 1979.

Cette évolution est d'autant plus importante qu'elle intervient dans la zone la plus turbulente de la planète et concerne des pays qui détiennent une part considérable de ses réserves pétrolières. Noyau dur et en pleine effervescence d'une poussée islamique qui ne cesse d'enregistrer des progrès en Afrique, zone de déclenchement des deux tempêtes pétrolières qui ont secoué le monde au cours des années 1970, la région qui s'étend entre les rivages africains de l'Atlantique et de l'océan Indien, est à l'heure actuelle le principal creuset de la fusion entre tensions politiques et perturbations économiques. Que la montée du fondamentalisme musulman débouche un jour ou l'autre sur la constitution d'un vaste espace panislamique,

formant un nouveau pôle de puissance, cela est loin d'être assuré, comme en témoignent les tensions qui se sont manifestées au cours des deux dernières décennies au sein de l'O.P.E.P., ainsi que l'acuité des rivalités et des conflits entre certains pays musulmans : Algérie et Maroc à propos du Sahara occidental, guerre Iran-Irak, etc. Un événement tel que la première Guerre du Golfe a souligné à la fois les profondes divisions du monde arabo-musulman et la forte solidarité des peuples qui le composent. D'un côté la coalition des États arabes hostiles à Saddam Hussein, de l'autre les manifestations des masses musulmanes du Maroc au Pakistan, en passant par le Proche-Orient, l'Afrique et l'Asie islamisée, ainsi que par les autres pays du Maghreb, à commencer par l'Algérie où s'est déroulée pendant plus de dix ans une guerre civile larvée, opposant le pouvoir aux organisations islamistes et ponctuée d'attentats, de massacres de civils, d'assassinats de personnalités politique, d'intellectuels et d'artistes, auxquels l'armée et la police ont répondu par une répression également sanglante.

Depuis la fin de la première guerre du Golfe, en 1991, les mouvements extrémistes qui se réclament de l'islam constituent le fer de lance du terrorisme international. Principalement dirigé contre les États-Unis, contre leurs intérêts dans le monde et contre leurs plus fidèles alliés, le terrorisme islamique se nourrit à la fois du radicalisme idéologique de ses dirigeants – dont l'ambition affichée est d'imposer la *charia*, la loi islamique, à tous les pays de confession musulmane, en attendant d'étendre sa domination à d'autres parties du monde – de la haine de l'Occident, incarné par la toute-puissante Amérique et par son alliée « sioniste », et des frustrations de populations condamnées à vivre dans des situations de grande précarité à la fois économique et politique. Aussi recrute-t-il aisément ses adeptes et ses candidats au suicide aussi bien dans les zones de grande tension du Proche et Moyen-Orient, que dans des pays musulmans où les dirigeants s'opposent avec la dernière énergie à la montée de l'islamisme, tels l'Égypte, le Maroc ou l'Arabie Saoudite, voire dans les populations immigrées d'États industrialisés tels que l'Allemagne, la France ou la Grande-Bretagne.

Ce terrorisme d'inspiration à la fois politique et religieuse a pris récemment un caractère d'autant plus inquiétant qu'il ne répute ni au massacre de nombreux civils (3 000 morts à New York dans l'attentat contre le *World Trade Center* en septembre 2001, 200 à Madrid en mars 2004), ni au sacrifice de jeunes militants entraînés

à se donner la mort en faisant exploser leur charge d'explosifs par des chefs religieux aussi fanatiques qu'irresponsables.

Le réveil du monde musulman ne saurait toutefois être purement et simplement assimilé à cette dérive terroriste et totalitaire. Il exprime en effet dans de nombreux pays la vitalité d'un « modèle » héritier de traditions très anciennes, épris de modernité et qui se veut tout aussi éloigné du marxisme que des constructions idéologiques et culturelles de l'Occident.

Les grandes religions dans le monde



Religions monothéistes



Christianisme
(catholique, protestant
orthodoxe)

Islam
(sunnisme et chiisme)



Index général

- Abbas (Mahmoud) : 60, 61
Abe (Shinzo) : 254
Abramovitch (Roman) : 164, 173
Ahmadinejad (Mahmoud) : 65, 342
Albright (Madeleine) : 75
Alema (Massimo d') : 238
A.L.E.N.A. : 35, 268, 281, 282, 284
Alito (Samuel) : 100
Alkhanov (Alov) : 168
Alliot-Marie (Michèle) : 208, 212
Al-Qaida : 50, 56, 58, 93
Althusser (Louis) : 327
Amara (Fadela) : 208, 211
Amato (Giuliano) : 238
Amir (Ygal) : 59
Amnesty International : 336
A.N.C. : 52, 53
Anderson (général) : 50
Andropov (Iouri) : 38
A.P.D. (Aide publique
au développement) : 280
Arafat (Yasser) : 60, 61
Arcelor Mittal : 10
A.S.E.A.N. : 35
Assad : 59
Ashton (Catherine) : 249
Aso (Taro) : 254
ATTAC : 32
Aubry (Martine) : 198, 220, 223
Aung San Suu Kyi : 51
Aznar (José Maria) : 243
- Balladur (Édouard) : 213, 214
Banque mondiale : 269, 280
Barroso (José Manuel) : 216, 241, 249
Bassaiev (Chamil) : 160
Bayrou (François) : 191, 192, 207, 220
B.C.E. (Banque centrale
européenne) : 15, 17, 26, 29
Beinex (Jean-Jacques) : 340
Ben Laden (Oussama) : 50, 56, 84, 86, 91
BERD (Banque européenne
pour la reconstruction
et le développement) : 63
Berezovski (Boris) : 164, 169
Berlusconi (Silvio) : 237-241
Besancenot (Olivier) : 220
Besson (Éric) : 208, 213
Besson (Luc) : 340
Biden (Joe) : 115
- BIRD : 63
B.I.T. (Bureau international
du travail) : 25
Blair (Tony) : 57, 226, 227, 228, 232
Bockel (Jean-Marie) : 208
Bogdanov (Andrei) : 181
Borloo (Jean-Louis) : 197, 208, 212
Bossi (Umberto) : 339
Bradley (Bill) : 79
BRIC : 267
Brown (Gordon) : 228
Bruni (Carla) : 221
Bush (George Herbert) : 41, 54, 62,
66-69, 79
Bush (George Walker) : 16, 50,
55-57, 60, 78-86, 89-101, 103-108,
110, 112-122, 129, 130, 133, 172, 216,
227, 228, 234, 256, 264, 337
- CAC 40 : 14
Cameron (David) : 229
Caramanlis (Constantin) : 242
Caramanlis (Costas) : 242
Carrère d'Encausse (Hélène) : 327
Carter (Jimmy) : 67, 129, 335
C.D.U. : 230-236
Ceausescu (Nicolas) : 137
C.E.E. : 46, 52, 244, 245, 247
C.E.I. (Communauté des États
indépendants) : 42, 43,
138, 151, 154, 155, 173, 273, 281
Chatel (Luc) : 212
Chavez (Hugo de) : 65, 272
Che Guevara (Ernesto) : 327
Cheney (Dick) : 80, 89, 101, 115
Chevarnadze (Édouard) : 39
Chevènement (Jean-Pierre) : 191
Chirac (Jacques) : 85,
189-200, 204-209, 215
Chissano (Joaquim) : 51
Chouchkévitch (Stanislas) : 155
Clearstream (Affaire) : 201, 202
Clegg (Nick) : 229
Clinton (Bill) : 47, 54, 59, 60, 66-83,
115, 127, 131, 149, 151, 256, 263
Clinton (Hillary) : 114, 115, 117
CNE (Contrat nouvelle embauche) : 200
C.N.U.C.E.D. (Conférence
des Nations Unies pour le Commerce
et le Développement) : 11

- Cohen (William) : 75
 Collard (Cyril) : 340
 Coluche (Michel Colucci dit) : 316
 Commoner (Barry) : 330
 Corneau (Alain) : 340
 CPE (Contrat première
 embauche) : 200, 201
 C.S.G. (Contribution sociale
 généralisée) : 195
 Dan (Wang) : 262
 Darcos (Xavier) : 208, 212
 DATAR (Délégation à l'aménagement
 du territoire et à l'action régionale) : 307
 Dati (Rachida) : 209, 211
 Dayton (Accords de) : 47, 141
 Dean (Howard) : 129
 Déby (Idriss) : 53
 De Gaulle (Charles) : 192, 209, 215, 234
 De Klerk (Frederik) : 53
 Delanoë (Bertrand) : 220
 Delay (Tom) : 101
 Démocratie libérale : 191, 192, 338
 Devedjian (Patrick) : 200
 Deng Xiaoping : 258, 259, 262, 290
 Diatchenko (Tatiana) : 163
Die Linke (Gauche radicale
 allemande) : 234-236
 Djilas (Milovan) : 325
 Djindjic (Zoran) : 48
 Dole (Bob) : 73, 74
 Douadaev (Djokhar) : 150, 151
 Douste-Blazy (Philippe) : 195
 Dow Jones : 14, 21
 Dumont (René) : 330
 Edwards (John) : 92
 Église de scientologie : 338
 Eltsine (Boris) : 42, 43, 45, 136,
 137, 147-161, 163, 165, 178, 256
 Emmanuelli (Henri) : 202
 ENA : 314
 E.T.A. : 243, 244
 Euro : 15, 29, 196, 203, 232, 246, 292
 Fabius (Laurent) : 198, 199, 202, 206
 F.A.C.E. (Forces armées
 conventionnelles en Europe) : 41
 Fair (William) : 103
 F.A.O. : 63, 283
 Fatah : 61
 F.D.P. (Parti libéral allemand) : 230-236
 F.E.D. (Réserve fédérale des
 États-Unis) : 101, 111, 112, 117, 125
 Fillon (François) : 194, 195,
 200, 208, 209, 221
 F.I.N.U.L. (Force internationale
 des Nations unies au Liban) : 59
 Fiodorov (Boris) : 152
 Fischer (Joschka) : 233
 F.M.I. (Fonds monétaire
 international) : 6, 24-29, 32, 34,
 63, 242, 269, 271, 272, 280, 284, 288
 F.N.I. (Forces nucléaires
 intermédiaires) : 40
 Forza Italia : 237-240
 F.R.E.L.I.M.O. (Front de libération
 du Mozambique) : 51
 Freud (Sigmund) : 326
 Front Polisario : 53
 Fukuda (Yasuo) : 254
 G8 : 32, 105, 175, 176,
 183, 216, 268, 280, 281, 285
 G20 : 6, 28, 32,
 34, 125, 285-288, 291
 Gaïdar (Egor) : 152
 G.A.T.T. (*General Agreement
 on Tariffs and Trade*) : 41
 Geithner (Timothy) : 117, 124
 GIEC (Groupe d'experts
 intergouvernementaux sur
 l'évolution du climat) : 331-333
 Gingrich (Newt) : 74
 Giscard d'Estaing (Valéry) : 246
 Giuliani (Rudolph) : 114
 Glasnost : 183
 Goldman Sachs : 29, 126
 Golfe (guerre du) : 55, 56, 62,
 84, 225, 255, 344
 Gonzales (Felipe) : 243
 Gorbatchev (Mikhaïl) : 38-42,
 55, 172, 180, 183, 229, 326, 328
 Gore (Albert) : 67, 75,
 77-83, 104, 105, 332
 Goussinski (Vladimir) : 164
 Gramsci (Antonio) : 327
 Grigorenko (Alexandre) : 326
 Gromyko (Andrei) : 39
 Habré (Hissène) : 53
 Hamon (Benoît) : 220
 Hashimoto : 253
 Hatoyama (Yukio) : 254, 255
 H.E.C. : 314
 Hezbollah : 59
 Hitler (Adolf) : 55
 Hoffmann (Stanley) : 54
 Hollande (François) : 191, 198,
 199, 202, 219
 Hortefeux (Brice) : 213

Hue (Robert) :	191
Husseïn (Saddam) :	55, 56, 57, 58, 84, 91, 92, 101, 344
I.D.E. (Investissement direct à l'étranger) :	8, 9, 275
I.D.H. (Indicateur de développement humain) :	266, 268, 269, 287
I.D.S. (Initiative de défense stratégique, dite « guerre des étoiles ») :	37, 38, 40
Iliescu (Ion) :	137
Illarionov (Andrei) :	174
INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) :	314
Intifada :	60
<i>Ioukos</i> (affaire) :	164-166, 169, 172-174
I.S.F. (Impôt de solidarité sur la fortune) :	200
Jackson (Jesse) :	67
Jiabao (Wen) :	262
Jiang Zemin :	256, 262-264
Jingshen (Wei) :	262
Jintao (Hu) :	262, 263
Jirinovski (Vladimir) :	148-151, 154, 170, 180, 181
Johnson (Lyndon) :	74
Jones (James) :	118
Jones (Jim) :	338
Jones (Paula) :	75
Jospin (Lionel) :	191, 202, 204
Juncker (Jean-Claude) :	249
Juppé (Alain) :	197, 198, 218
Kadar (Janos) :	142
Kadhafi (Muhamar) :	53, 343
Kadïrov (Ahmed) :	168
Kan (Naoto) :	255
Karazic (Rodovan) :	49
Karmal (Babarak) :	49
Karzai (Hamid) :	50
Kasparov (Garry) :	179, 182
Kassianov (Mikhaïl) :	166, 171, 179
Kennedy (Edward, dit Ted) :	103, 127, 129
Kennedy (John Fitzgerald) :	67, 69
Keynes (John Maynard) :	25
K.F.O.R. :	48
K.G.B. :	42, 43, 157, 159, 166, 171, 178, 181
Khamenei (Ali) :	342
Khasboulatov (Rouslan) :	147

Khodorkovski (Mikhaïl) :	164, 165, 166, 169, 174, 184
Khomeiny (ayatollah) :	342, 343
Khrouchtchev (Nikita) :	140
Kirchner (Nestor) :	271
Kohl (Helmut) :	229, 230, 232
Koizumi (Junichiro) :	252, 253, 256
Korjakov (Alexandre) :	148
Kouchner (Bernard) :	208
Koulïkov (Anatoli) :	156
Koutchma (Leonid) :	154, 155
Kozyrev (Alexei) :	43
Kravtchouk (Leonid) :	137, 154
Krishna :	338
Kwasniewski (Alexandre) :	138
Kyoto (Protocole de) :	33, 105, 131, 332
Lafontaine (Oskar) :	232, 234, 235
Lagarde (Christine) :	208
Lamy (Pascal) :	7
Lang (Jack) :	198
Lebed (Alexandre) :	149-151, 156, 158
<i>Lehman Brothers</i> :	20, 21, 111, 125
Le Pen (Jean-Marie) :	191, 207, 329
Lewinsky (Affaire) :	75, 82
Lewinsky (Monica) :	75, 76
Liangyu (Chen) :	263
Libby (Louis) :	101
Liebermann (Joseph) :	82
Ligue du Nord :	237-240, 339
Likoud :	59
Li Peng :	262
Lisbonne (Traité de) :	63, 214, 224, 247, 249, 293
Loujkov (Iouri) :	156, 158
Loukachenko (Alexandre) :	155
LUIS :	314
Lula da Silva (Luiz Inacio) :	272, 285
Maastricht (Traité de) :	224, 225, 231, 242, 244, 245
Mac Bride (Sean) :	336
Madelin (Alain) :	191, 192
Madoff (Bernard) :	21
Mahara Ji (guru) :	338
Major (John) :	225, 226
Mamère (Noël) :	191
Mandela (Nelson) :	53
Mao Zedong :	262
Marx (Karl) :	325, 326
Maskhadov (Aslan) :	160, 168
Maslioukov (Iouri) :	157
Massoud (Ahmed Sha) :	49
Mauroy (Pierre) :	308
Mbeki (Thabo) :	53

- Mc Cain (John) : 79, 80, 97,
114, 115, 118
- Medvedev (Dmitri) : 162, 166,
173, 175, 181, 182, 186, 188, 268
- Medvedev (Roy) : 327
- MERCOSUR (Marché commun
du sud) : 35, 272
- Merkel (Angela) : 229, 234-236
- METI : 252
- MITI : 252
- Milosevic (Slobodan) : 48, 49
- Modem (Mouvement
démocrate) : 207, 208, 220, 222
- Mori : 253
- Morin (Hervé) : 208
- Moubarak (Hosni) : 60
- M.P.L.A. : 51
- M.S.I. : 237
- Nader (Ralph) : 73
- Nadjibullah : 49
- Najib (Mohammed) : 49
- Nasdaq (*National Association
of Securities Dealers Automatic
Quotation*) : 14, 18
- Nazarbaev (Nursultan) : 137
- Nétanyahou (Benjamin) : 59, 62
- Nice (Traité de) : 246, 247
- Nickels (Greg) : 105
- N.P.I. (Nouveaux pays
industriels) : 266, 281
- Obama (Barack) : 28, 65,
113-135, 256, 264
- Obuchi : 253
- O.C.D.E. : 6, 32, 268, 272, 280
- O'Connor (Sandra) : 98, 100
- O.L.P. (Organisation de libération
de la Palestine) : 58, 60
- O.M.C. (Organisation mondiale
du commerce) : 6, 7, 24, 32, 34,
175, 183, 258, 268, 270
- OMM (Organisation
météorologique mondiale) : 331
- O.N.U. (Organisation
des Nations unies) : 32, 33,
46-61, 65, 140, 199, 234, 256, 264,
266, 268, 280, 283, 292, 333-336
- O.P.E.P. (Organisation des pays
exportateurs
de pétrole) : 176, 289, 341, 344
- O.T.A.N. (Organisation du traité
de l'Atlantique-nord) : 38-42,
47, 48, 140, 155, 175, 215, 268
- Palin (Sarah) : 114
- Panetta (Leon) : 117
- Papandréou (Andreas) : 242
- Papandréou (Georges) : 242
- P.A.S.O.K. (Parti socialiste
panhellénique) : 242
- P.C.C. (Parti communiste
chinois) : 258, 262, 263
- P.C.F. (Parti communiste français) : 208, 329
- P.C.I. (Parti communiste italien) : 237
- P.C.U.S. (Parti communiste
de l'Union soviétique) : 38, 39, 42
- P.D.J. (Parti démocrate
du Japon) : 253, 254, 256
- P.D.S. (Parti du socialisme
démocratique) : 230-238, 240
- Peccei (Aurelio) : 330
- P.E.C.O. (Pays d'Europe centrale
et orientale) : 6, 270
- Pécresse (Valérie) : 212
- Pelosi (Nancy) : 106, 130
- Perben (Dominique) : 194
- Pères (Shimon) : 59
- Perestroïka* : 39, 172, 328
- Perot (Ross) : 68, 73
- Plaid Cymru
(Parti nationaliste gallois) : 226
- P.L.D. (Parti libéral démocrate
du Japon) : 253-255
- P.M.A. (Pays les moins
avancés) : 266, 267, 273,
275, 282, 287-289
- P.M.E. (Petites et moyennes
entreprises) : 217, 309,
- PNUE (Programme des Nations
unies pour l'environnement) : 331
- Politkovskaïa (Anna) : 177
- Pol Pot (Salth Sar dit) : 51, 328
- Poutine (Vladimir) : 43, 45, 63,
85, 136, 156-188, 264, 268
- Powell (Colin) : 80, 83, 85
- Primakov (Evgueni) : 157, 158
- Prodi (Romano) : 238, 239, 246
- P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier
espagnol) : 243
- Quayle (Dan) : 67
- Rabin (Ytzhak) : 58
- Raffarin (Jean-Pierre) : 193,
199, 200, 205, 308
- Reagan (Ronald) : 37, 38, 40, 41, 69, 81,
98, 112, 115, 133, 335
- Rehnquist (William) : 98, 99
- Reichenbach (François) : 340
- R.E.N.A.M.O. (Résistance nationale
du Mozambique) : 51

Reza Pahlavi (Mohammed) :	341	Taubira (Christiane) :	191
Rice (Condoleezza) :	80, 83	Tchernenko (Constantin) :	38
Rice (Susan) :	117	Tchernomyrdine	
R.M.I. (Revenu minimum		(Viktor) :	148-150, 156-158
d'insertion) :	211	Tchoubaïs (Anatoli) :	159
Robinson (Michelle) :	116	Témoins de Jéhovah :	338
Rocard (Michel) :	212, 218	Than Shwe :	51
Rongji (Zhu) :	262, 263	Thatcher (Margaret) :	225,
Roosevelt (Franklin Delano) :	69,	Tito (Josip Broz, dit) :	140
	74, 95, 119, 121	Tobin (James) :	32
Routskoi		T.P.I.Y. :	49
(général Alexandre) :	147, 148	Tradkov (Mikhaïl) :	171
Rove (Karl) :	101	Trotski (Léon) :	326
Royal (Ségolène) :	206, 207, 219, 220	Tsahal :	61, 62
R.P.R. (Rassemblement			
pour la République) :	190, 191,	U.D.F. (Union pour la démocratie	
	192, 197, 203, 206	française) :	191, 192, 199, 206, 207
R.S.A.		UE (Union européenne) :	24,
(Revenu de solidarité active) :	211, 220		48, 244, 293-295, 297, 300-302,
Rumsfeld (Donald) :	101, 107		308, 311, 313, 319
		U.M.P.	
Sadate (Anuar-el) :	343	(Union pour la majorité présidentielle,	
Sakharov (Andrei) :	326	puis Union pour un mouvement	
Sarbanes Oxley (loi) :	17	populaire) :	192, 197,
Sarkozy (Nicolas) :	189,		203, 206-209, 222, 223
	194, 197-202, 205-223	U.N.I.T.A. :	51
Savimbi (Jonas) :	51	Van Rompuy (Herman) :	249
Schröder (Gerhard) :	85, 232-234	Veltroni (Walter) :	240
Schwarzenegger (Arnold) :	105	Villepin	
Science (Christian) :	338	(Dominique de) :	199-202, 205
S.D.F. (Sans domicile fixe) :	316	Volochine (Alexandre) :	166
Séguin (Philippe) :	208		
Sharon (Ariel) :	60	Walesa (Lech) :	138
Sihanouk (Norodam) :	51	Washington (consensus de) :	6, 31
Silva (Cavaco) :	241	Watergate (Affaire du) :	73, 88
Sistani (ayatollah) :	58	Williamson (John) :	6
Socrates (José) :	241	Wilson (Woodrow) :	333
Solidarité (Solidarnosc) :	137	Xaobo (Liu) :	263
Soljenitsyne (Alexandre) :	151, 326, 327	Yade (Rama) :	209
Soros (Georges) :	28	Zapatero (José Luis Roriguez) :	243, 244
Starr (Kenneth) :	75, 76	ZELA (Zone de libre-échange	
S.T.A.R.T. :	42	des Amériques) :	272
Stepachine (Sergueï) :	159	Zhao Ziyang :	262
Strauss-Kahn (Dominique) :	28, 198, 206	Ziouganov	
Summers (Lawrence) :	117	(Guennadi) :	148, 149, 158, 181
Sun Myung Moon :	338	ZPIU :	305
S.W.A.P.O. (South West Africa		Zulkov (Victor) :	179
People's Organisation) :	52		
Tadic (Boris) :	48		

l'essentiel en poche

initial

Histoire du XX^e siècle

Tome 4 : 1990 à nos jours

Vers le monde nouveau du XXI^e siècle

Les événements qui transforment le monde, les acteurs qui transforment le siècle.

- › **La référence indispensable** pour comprendre les évolutions qui modifient l'équilibre du monde.
- › Un tour d'horizon complet du monde d'aujourd'hui pour en comprendre les évolutions et les enjeux : mondialisation de l'économie, nouveaux rapports de force internationaux, grandes tendances culturelles et idéologiques...
- › **Des résumés introductifs** en début de chapitre, **de nombreuses cartes et schémas** en font un outil facile à utiliser.
- › **Un index des noms propres** pour retrouver les personnages marquants de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle.

ÉCONOMIE

- › Dictionnaire de l'économie
- › Les grands auteurs de l'économie

HISTOIRE - GÉOGRAPHIE

- › Dictionnaire d'histoire contemporaine
- › Précis d'histoire du XX^e siècle
- › Chronologie du XX^e siècle
- › Dictionnaire des nations et des nationalismes
- › Dictionnaire de géographie
- › La France, un territoire de l'Union européenne
- › Géographie des risques naturels en France
- › Le développement durable : approches plurielles
- › La Géographie : pourquoi ? comment ?

Serge Berstein et Pierre Milza

- › Histoire du XIX^e siècle
- › Histoire du XX^e siècle (4 tomes)
- › Histoire de l'Europe

SOCIOLOGIE - POLITIQUE

- › Dictionnaire de sociologie
- › Les grands auteurs de la sociologie

4977 31 0

ISBN : 978-2-218-94738-4



9 782218 947384

12,50 €

GRAPHISME : Carole Berthélemy
ICONOGRAPHIE : Nadine Guidemond

Le 20 Janvier 2009, à Washington, Barack Obama prête serment pendant la cérémonie d'investiture - © Jim Bourg/Reuters, 2009.

www.editions.hatier.fr